

سنة ١٤٠٤ هـ

Le sommet islamique s'ouvre à Casablanca

LIRE PAGE 48
L'ARTICLE D'ÉRIC ROULEAU

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Notre supplément « le Monde de l'économie »

pages 17 à 20

Sécurité sociale
et assurances privées

M. Reagan pour un « dialogue constructif » avec Moscou

M. Reagan croit si important le discours par lequel il doit saluer, ce lundi, l'ouverture à Stockholm de la conférence sur le désarmement en Europe qu'il en a fait dévaler sans plus tarder la teneur par ses collaborateurs. Il tient à faire savoir que les États-Unis et l'U.R.S.S. ont des « intérêts communs » et qu'il recherche en conséquence un dialogue « constructif et réaliste ». Le but de sa politique n'est pas de rejeter l'Union soviétique vers les ténébreuses extrémités, comme on l'a soupçonné, mais de faciliter en Europe, mais d'établir avec elle des « relations à long terme stables et mutuellement profitables ».

On savait M. Reagan désireux d'effacer l'impression produite par certains de ses discours antérieurs, notamment par sa référence à l'« empire du mal », qu'il a d'ailleurs explicitement désavoué. Et il va de soi que ce « recadrage » s'inscrit dans la perspective de sa toute prochaine campagne pour la réélection de novembre : l'idée d'un dialogue, voire d'une « détente », entre l'Est et l'Ouest après les invectives des derniers mois est populaire en Amérique comme ailleurs, et les appels du président sur ce thème devaient nécessairement renforcer les « bonnes notes » déjà obtenues en matière économique.

En fait, photo de la Maison Blanche jeter sur de velours et proclamer une évidence en disant sa certitude que le dialogue reprendra, si tant est qu'il ait jamais cessé, entre les deux superpuissances. Tout ou tard, en effet, les thèmes de discussion abondamment en novembre et en décembre par les gestes de manœuvre humoristique devront être repris. Et si M. Kissinger par exemple se montre peut-être un peu optimiste en situant « autour de l'été prochain » l'amélioration des contacts (on ne voit pas très bien pourquoi Moscou ferait ce cadeau à M. Reagan en pleine campagne électorale), les divergences d'appréciation ne peuvent porter que sur la date.

De toute manière, le problème des armements ne saurait occuper à lui seul toute la scène et obscurcir le jugement : même au plus fort de la crise des carrioles, les deux superpuissances ont gardé intactes leur volonté et leur capacité de se consulter sur la « gestion » des crises frontalières. Aujourd'hui comme hier, elles n'ont aucun intérêt à se laisser déborder par les situations créées par leurs « clients » respectifs.

Les dirigeants soviétiques risquent cependant d'être quelque peu embarrassés par ces appels au dialogue qui anticipent militairement sur la fin de leur combat d'arrière-garde. C'est bien pourquoi on s'emploie à Moscou, comme l'a fait récemment l'agence Novosti, à avertir que la conférence de Stockholm « ne fera pas disparaître la tension actuelle » et qu'elle ne pourra pas plus remplacer les négociations suspendues sur les armements. On peut s'attendre que M. Gromyko maintienne le ton de ses attaques contre Washington. Il n'empêche que sa présence dans la capitale suédoise et sa prochaine rencontre avec M. Shultz sont déjà un symbole.

M. Gemayel appelle l'opposition à « partager le pouvoir »

Dans un entretien avec « le Monde », le président libanais assure que toutes les réformes sont « négociables »

Beirut. — Accéder au palais présidentiel de Baabda relève du jeu de piste guerrier. Au premier poste de garde, à l'entrée du grand parc, la voiture est méticuleusement scrutée dans la crainte d'un attentat à l'explosif. Il faut ensuite, après avoir longuement sifflonné dans des chicanes métalliques flambant neuves, peints de rouge et de blanc, contourner un char dont le mitrailleur casqué, en position de tir, semble hésiter en ce jour radieux de janvier entre le bain de soleil et la posture menaçante. Une dernière herse et c'est, au bout de la large route qui monte à travers les bosquets, l'immonable bas et sans style, naguère copieusement bombardé, où le président Sarkis passa tant d'heures difficiles.

Premier signe d'optimisme du successeur : tout a été remis à neuf sans léser sur les moyens. Flanqué de deux drapeaux qui tranchent sur le mur blanc, le chef de l'État est adossé à une haute bibliothèque, devant un monumental bureau de bois précieux laqué, vierge de tout papier, sous-main ou téléphone. La décoration vise au grandiose. De toute évidence le maître des lieux refuse la précarité et la peur du lendemain dans son cadre de travail autant que dans sa politique.

Pourtant, cette angoisse est le sentiment dominant des Libanais et surtout des chrétiens, grands perdants de ces derniers mois. M. Gemayel la juge excessive et tient à expulser l'extérieur par un long exposé des raisons d'espérer. Il insiste sur la bonne tenue et le courage de l'armée, et fait valoir que le « dialogue constructif » avec la Syrie est engagé et que, dans la phase actuelle, « mais ne serait-ce pas pour obtenir le départ de la force multinationale ? — elle « collabore avec nous pour apaiser les tensions sur le terrain ». Surtout, il lance un appel vibrant à l'opposition qu'il invite à « assumer ses responsabilités historiques » et à « partager le pouvoir » avec lui, toutes les réformes étant « négociables ».

Pour démontrer que l'économie n'est pas aussi compromise qu'on le dit, il se fait apporter par un aide de camp des graphiques aux couleurs vives où les comparaisons, notamment avec le Brésil et le Mexique, sont évidemment flatteuses. Son souci de convaincre et de rassurer est tel qu'il répète ses arguments en les soulignant de grands gestes des deux mains, dont le reflet danse sur son bureau miroitant.

« Ce qui frappe ici, en ce début d'année, Monsieur le président, c'est un climat de décon-

De nos envoyés spéciaux
ragement nourri par la constatation que toutes les voies de règlement ont été explorées, tous les recours épuisés, et que rien n'a vraiment réussi : ce sentiment de pessimisme semble particulièrement net chez les chrétiens.

— C'est vrai, les Libanais ont beaucoup rêvé, croyant voir enfin la paix et le terme de leurs épreuves, et je comprends qu'il y ait, ici et là, un certain désarroi. Libanais et étrangers m'ont mis sur un État et une nation façonnés à leur mesure. Cette attitude relevait plutôt du rêve que de la réalité. Pourtant le bilan est assez positif, même si l'année 1983 s'est très mal terminée avec l'esca-

lade à partir du retrait intempestif des Israéliens du Chouf. La vague de pessimisme dont vous me parlez n'est ni innocente, ni spontanée, ni légitime. Elle a vraiment pris une trop grande envergure, trop soudainement et sans justification réelle ! Elle est manipulée.

— Que pensez-vous des bruits de plus en plus insistants de retrait de la force multinationale et des mesures partielles qui semblent aller dans ce sens ?

Vous savez, à propos de cette force je ne me faisais aucune illusion !

Propos recueillis par
P.-J. FRANCESCHINI
et LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

Les déclarations de M. Giscard d'Estaing à R.T.L.-le Monde sur l'affaire des « avions renifleurs »

LIRE PAGE 8 LES ARTICLES DE CHRISTINE FAUVET-MYCIA
LAURENT GRELSAMER et VÉRONIQUE MAURIS

Les deux coexistences

I. — Avec l'Est : un soupçon de détente ?

Carieux système décidément. Dans quel pays, autre que la glorieuse Union soviétique, un monsieur ou plutôt un « camarade », qui cumule les fonctions de chef de l'État et de secrétaire général d'un parti unique dont tout procède, pourrait-il demeurer invisible depuis bientôt cinq mois sans que personne ait jamais dit publiquement pourquoi ?

Le sort de leur grand frère chéri devrait pourtant plonger dans l'inquiétude les citoyens de la démocratie la plus avancée du monde. Les dirigeants ont beau être censés avoir pas de problèmes de santé aussi longtemps qu'ils sont en vie, tout le monde a pu voir l'Andropov à la télévision en juin, lorsqu'il a accédé à la présidence du présidium : nul besoin d'avoir fait des études médicales pour se rendre compte qu'il n'allait pas très fort.

On n'ose imaginer les cris qu'on entendrait ici, y compris de la part du parti communiste, si le gouvernement se permettait de traiter l'op-

par ANDRÉ FONTAINE

nion avec une telle désinvolture. A quoi Georges Marchais peut évidemment répondre que ce chapitre-là est à inscrire dans la colonne « partiellement négatif » du bilan de l'U.R.S.S. Et si ses habitués s'en satisfont, pourquoi s'en mêler ?

Malheureusement, Andropov ne préside pas seulement aux destinées de 265 millions de Soviétiques, auxquels il faut ajouter presque autant d'habitants de « pays frères » à la marge de liberté réduite. Il est à la tête d'un des deux grands empires du monde, doré d'une puissance militaire suffisante pour ramener la planète au stade minéral. Est-il raisonnable, dans ces conditions, de laisser le dernier mot à un homme à qui son état interdit par exemple de s'entretenir avec une personnalité étrangère ? On va finir par se demander s'il est toujours en vie et si d'autres ne gouvernent pas à sa place, abrités derrière ses portraits.

ses interviews données par écrit, ses discours lus par quelqu'un d'autre, les promotions données à certains qui passent pour ses fidèles.

Hypothèse absurde, bien sûr. Mais une autre vient à l'esprit, qui l'est d'autant moins qu'après tout l'U.R.S.S. a vécu une situation un peu semblable il n'y a pas si longtemps. A la fin de sa vie, le fougueux Brejnev, grand amateur de grosses cylindrées, de boiseries fortes et de belles filles, était devenu un vieillard cacochyme tout juste capable, lorsqu'il recevait un visiteur étranger, de lire en annonçant les réponses que d'autres avaient préparées. S'il restait en place, comme ailleurs, un peu auparavant, des Franco, des Mao, ou des Tito, à peine plus présentables, c'était de toute évidence parce qu'on n'avait pas pu lui trouver, de son vivant, un successeur. Qui dit que l'on n'en est pas ramené au même point avec Andropov ?

(Lire la suite page 5.)

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Delors « n'exclut pas » de conduire la liste socialiste

Élargir une base électorale qui se rétrécit : tel est l'objectif que sont contraints de se fixer tous les socialistes. Ils en parlent d'autant plus que les élections partielles leur sont défavorables et que le crédit de M. Pierre Mauroy dans l'opinion, si l'on en croit les sondages, diminue.

Les élections européennes de juin 1984 leur fourniront une occasion de montrer, au moins, qu'ils peuvent se donner les moyens d'exprimer cette volonté. M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, l'a dit au « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 15 janvier : il faudra élargir la liste socialiste non seulement aux radicaux de gauche et au PSU, mais aussi à des personnalités non partisans. Lorsque M. François Mitterrand était candidat, en 1981, de « toutes les forces de la France », c'était, n'est-il pas, tout un programme, une vraie « stratégie ».

Cette stratégie paraît aujourd'hui d'autant plus nécessaire que l'opposition mise sur une personnalité,

M^{me} Simone Veil, dont l'aura débordait les frontières de la droite. Les socialistes doivent donc trouver l'homme qui, tête de liste, serait capable de rassembler au-delà du parti socialiste et de faire pièce à M^{me} Veil. Si l'on se place de ce point de vue, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, apparaît trop marqué par sa fonction.

Deux noms viennent alors à l'esprit, ceux de M^m. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, et Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances. Le premier secrétaire du parti socialiste les a tous deux consultés, ainsi que le premier ministre, aux alentours de Noël. L'un et l'autre disposent, dans l'opinion, d'un décret singulier en regard de ceux des autres membres du gouvernement et chefs de file de la gauche. Il est évident que ni l'un ni l'autre n'envisagent avec enthousiasme de dilapider dans les urnes ce capital de sympathie. Mais il faut bien, parfois, faire passer le devoir, c'est-à-dire l'intérêt général

AU JOUR LE JOUR

Sosie

L'Europe s'effondre, mais pas dans tous les domaines. L'Europe « anti-homos » s'affirme.

En Allemagne fédérale, on a limogé un général suspecté d'avoir une orientation sexuelle non conforme à la moyenne nationale. On dit aujourd'hui qu'il a été confondu avec un sosie.

À Paris, le soir même où M. Mitterrand faisait sa tournée des popotes dans les commissariats, la police, dans d'autres quartiers, multipliait contrôles et interpellations dans les milieux homosexuels.

Certains se demandent si ce n'est pas un sosie de M. Mitterrand qui, au printemps 1981, avait promis solennellement aux homosexuels qu'on les laisserait tranquilles.

BRUNO FRAPPAT.

« Pour en finir avec la sinistrose, de droite ou de gauche... »

LE NOUVEL OBSERVATEUR

MICHEL CICUREL

La France quand même

Un des meilleurs esprits de sa génération.
Raymond Barre (Le Figaro)

Un des livres les plus clairs que l'on puisse lire sur les causes de la crise et ses remèdes.
Jean-François Revel (Le Point)

ROBERT LAFFONT

LU

« LA CHINE », DE FOX BUTTERFIELD

Tant d'espoirs gaspillés...

UN certain nombre d'ouvrages relatant la vie quotidienne en Chine populaire ont été publiés, ces dernières années, dans les pays occidentaux. En dehors des ouvrages de vulgarisation, le mythe d'un peuple heureux marchant béatement vers le progrès, sous la férule de dirigeants avisés, ne trouve plus beaucoup d'adeptes. Pourtant, trop peu de visiteurs encore, fascinés - à juste titre - par la plus vieille civilisation du monde, imaginent « la vie dans une mer d'humanité » qui a été et reste, en partie, celle de nombreux Chinois sous le régime communiste.

C'est l'immense mérite de l'ouvrage de Fox Butterfield, *La Chine, de présent et de futur*, paru en 1979 et 1981, pendant les deux années où il a été le premier correspondant à Pékin du grand quotidien américain.

En rassemblant le fruit de ses patientes enquêtes, Butterfield a écrit un livre qui est l'exemple de la vie dans son collègue Herdrik Smith, les Russes. Le résultat n'a pas à rougir du modèle : c'est, au meilleur sens du terme, un excellent reportage, vivant et fort bien documenté, qui est ici offert au grand public. Servi par sa connaissance du mandarin, acquise à l'université de Harvard, et du monde chinois

et asiatique, aidé aussi par la chance, un brin d'audace et le climat un peu plus détendu qui régna pendant son séjour à Pékin, Butterfield nous fait pénétrer au cœur de la vie des Chinois, de leurs espoirs, de leurs drames, de leurs petits bonheurs.

La Chine qu'il découvre n'est pas cette société égalitaire décrite par la propagande, mais, au contraire, une société très hiérarchisée et statique : il existe vingt-quatre grades pour les fonctionnaires du parti et du gouvernement, douze pour les professeurs d'université, dix pour les ouvriers. Au rang sont attachés des privilèges (magasins spéciaux, logements, accès à des salles de spectacles « privées ») comparables à ceux dont jouit la nomenclature soviétique.

Mais l'auteur accorde surtout son attention aux Chinois des villes : ouvriers, employés, intellectuels. En multipliant les témoignages d'une précision souvent étonnante, il finit par restituer l'atmosphère extraordinairement pesante qui entoure la société. Il fait comprendre l'importance qu'y tient le réseau des « relations » (« relations »), lubrifiant indispensable pour rendre la vie supportable. Il fait partager les souffrances et, parfois, les tourments, subis par nombre de ses interlocuteurs, et pas seulement pendant la révolution culturelle.

Chiffres et exemples à l'appui, il décrit les énormes carences du système d'enseignement, l'inega-

lité dont souffrent les femmes, malgré les progrès réalisés, le phénomène de la corruption et de la délinquance juvénile. Plusieurs récits confirment la violence qui marque trop souvent les rapports sociaux dans le couple et en dehors, avec ses manifestations et ses effets : viol, frustrations, frigidité féminine (1).

L'arrivisme du monde rural, en dépit des changements intervenus, l'inefficacité de l'appareil industriel, le contrôle tatillon des individus par un système policier omniprésent, les colonies pénitentiaires du goulag chinois : pratiquement aucun secteur de la société n'échappe au regard de Butterfield. A la fin de son investigation, il ne peut que constater l'apathie et le cynisme du plus grand nombre, surtout parmi la jeunesse, après que « tant d'espoir, tant d'énergie, tant de talent, tant d'idéalisme ont été gaspillés, éparpillés par de nombreuses passions politiques ». Une conclusion lucide, mais qui a valu à son auteur d'être quasiment considéré comme *persona non grata* par les autorités de Pékin.

MANUEL LUCBERT.

* *La Chine*, de Fox Butterfield, Presses de la CNR, 330 pages, 90 F.

(1) Voir entre autres le récit de Yu Luojin, *Le Nouveau Centre d'été* (Bourgeois) et les recueils *Le Retour du père* (Belfond) et *La Face cachée de la Chine* (éditions Pierre-Fénel).

Le réseau Caton

par ANDRÉ BERCOFF (*)

Ceux qui ont vu, pendant onze mois, en l'autour de De la reconquête, un nouveau sauveur ou un leader politique parlant enfin vrai, ont donné, à l'heure du dévoilement, la mesure de leur dépit amoureux. Ceux qui avaient préféré, prudemment, au taire, pour ne prendre position que lorsqu'ils auraient donné la mesure de tout ce que laisse passer l'opportunisme et leur impuissance à penser hors étiquette et hors catégorie, comme de la poursuite hésitante dont ils croient se faire une forteresse quand ils sont dans l'embarras.

Quel était, en effet, le but principal de l'opération Caton ? Il s'agissait de savoir si, à droite, existait une pensée stratégique capable de concevoir des perspectives nouvelles. J'ai fait la preuve que cette pensée n'existe pas. Tout le monde peut constater, en toute occasion, que les représentants du pouvoir, qu'ils appartiennent à la majorité archaïque ou à l'opposition revancharde, ne disent publiquement jamais rien de sérieux, même sur les affaires qui les touchent de plus près ; mais l'on pouvait se demander ce qu'ils se disent entre eux, loin des micros et des caméras. De la reconquête a frappé parce que Caton révélait tout haut ce qu'il se murmure dans cette parcelle de la classe politique qui n'a pas basculé dans la bédécade au front de trépassé, ou dans le dogmatisme imbécile de ceux qui pensent les guerres de demain avec les idées d'avant-hier.

De la reconquête a suscité dès sa parution un grand intérêt et une vaste discussion, qui continuera encore. Sur un point au moins, tous se sont entendus : tous ont cru que Caton avait, et ont même reconnu en lui telle ou telle personnalité de l'économie ou de la politique,

de Raymond Barre à Alain Chalençon, de Marie-France Garaud à Jacques Attali, en passant par Michel Jobert et Jean-François Danieu. Tous se sont trompés : Caton n'existe pas, et bien que son monde survive encore, il n'a plus la force de produire un bourgeois d'une telle lucidité et d'un tel cynisme.

A cause de ce cynisme lucide, banquiers, politiciens et financiers ont salué le pamphlet avec intérêt ; un bon nombre de ministres, parlementaires et hauts fonctionnaires de l'Etat ont courtoisement remercié l'éditeur de *De la reconquête*. Des journalistes n'ont pas caché leur admiration, ni même leur stupéfaction. Il n'est que de relire les innombrables articles consacrés au livre pour s'apercevoir que, de l'avis quasi général, il ne pouvait s'agir que d'un grand commis de l'Etat, un conservateur dévoué et de race, professeur de rigueur et de vérité, un homme « du sérail » qui donne une leçon de démocratie à tous.

Le « non-dit » subversif

Pourquoi la classe politique et médiatique s'est-elle crue si facilement à l'existence de Caton ? C'est bien simple : elle s'y est crue parce qu'elle en a besoin. Caton avait, en effet, l'air d'appartenir à une droite qui n'apparaît pas, dans l'ouvrage, plus cynique qu'elle ne l'est effectivement, mais qui assurément parle plus cyniquement qu'elle n'a jamais cessé de le faire ; c'est dans la formulation enfin claire

(*) Auteurs des deux livres cités : *De la reconquête* (juin 1983) et *De la reconquête* (novembre 1983), publiés aux éditions Fayard.

de ce « non-dit » que réside la force subversive du livre. Caton écrit, en effet : « Osons être ce que nous sommes, osons regarder nos adversaires en face, non pour gaspiller notre énergie en combats d'arrière-garde, mais afin de comprendre cette vérité capitale : les socialistes sont en train, en cette période de reconstruction mondiale, de - comme on dit vulgairement - nous mûcher le travail. Après, quand nous serons revenus au pouvoir, ce sera plus facile » (page 9). « Nous ferons tout pour reprendre l'Elysée, puisque celui-ci, osons l'écrire, nous appartient de droit. Nous avons fait la France : nous ne laisserons pas d'autres la défaire » (page 18). « Notre intention claire est de perpétuer le régime de notre milieu sur la société française, parce que nous avons été élevés pour ce faire » (page 29). « La parole sauvage, voilà l'ennemi. Entre Georges Marchais, Raymond Barre, Jacques Chirac ou Pierre Mauroy, il y a un dénominateur commun : ils sont tous chefs, représentants et responsables. Ils sont la hiérarchie. Nous parlons qu'on le veuille ou non, le même langage : celui des maîtres » (page 178). « Le pouvoir nous va à l'âme, parce que nous l'assumons en toute bonne conscience depuis des siècles. Il embarrasse violemment les socialistes, qui croient encore que l'art de gouverner peut être compatible avec les promesses tenues. Une chance pour nos stratégies » (page 178). « Envoyons des ministres dominés sur toutes les places où l'on prête des dollars, des marks et des livres, en expliquant à ces braves gens qu'ils ne seront jamais remboursés... » (page 214). « Ce qu'il faut assurer à nos partisans, à nos militants, à nos collègues, à nos clients, c'est par exemple d'acheter étranger. Et de conseiller à leur famille et amis de faire de même. Sans commettre, bien sûr, l'impardonnable de le proclamer sur tous les toits » (page 216).

On pourrait continuer à citer bien d'autres vérités dérangeantes contenues dans *De la reconquête*. Ce sont des vérités si simples que n'importe qui peut les admettre, une fois qu'elles sont dites ; mais ce sont des vérités qu'aucun dirigeant n'oserait énoncer publiquement, et pour cause ; et puisque personne n'a protesté contre aucun de ces mots d'ordre, c'est qu'il existe un consensus plus ou moins avoué d'acceptation de n'importe quelle stratégie de déstabilisation, pourvu que celle-ci réussisse ; ce qui en dit long sur la sincérité de certaines professions de foi...

La plus saine déraison

L'existence de Caton, si méritée pour quiconque se serait couché avec un peu d'humour sur ce que j'ai écrit, mais que personne n'a envisagé pendant si longtemps, en dit long sur la qualité du personnel politique, aussi bien que de l'intelligence bourgeoise et bureaucratique de notre cher et vieux pays. Si les virtuoses chasseurs de Caton avaient été plus avisés, ils auraient pensé tout de suite qu'un tel pamphlet ne pouvait être écrit que du point de vue de la plus saine déraison ; ils auraient dû pour le moins conclure que Caton, en tant qu'homme politique, est fort imprudent puisqu'il dévoile le dessous des cartes ; et complètement inintelligente puisque son projet central de reconquête d'une élite dirigeante est très évidemment la plus impossible des utopies.

Comme l'a écrit *a posteriori* une ancienne élite du journalisme royaliste dans les cabinets ministériels, puis dans le coran de gère : on attendait un corail de réflexion, ce fut un chèque sans provision : cette brave dame, qui toute sa vie rêve de faire partie de l'élite, n'a pas supporté qu'on mette ainsi en cause l'infime langue de bois dont ses pairs se sont si longuement nourris...

Il fallait donc après cette description de la misère en milieu politique et intellectuel, essayer d'aller plus loin : je n'ai écrit *De la reconquête* que pour esquiver, avec beaucoup d'autres en France et dans le monde, les signes d'une mutation plus ou moins nécessaire. Nous n'avons plus les moyens de cette guerre civile froide qui transforme notre pays en champ clos de petites ambitions politiciennes, ni de ce déphasage tragique entre un langage dominant, baignant encore dans les abolis bibelots d'innocence idéologique, et une réalité qui voit surgir les transformations économiques, sociales, mentales, les plus importantes depuis le début du siècle. Il est temps, enfin, de nous arracher de la crise. Avec les nouvelles armes conceptuelles, psychologiques et technologiques que celle-ci fait apparaître. Caton est mort, peut-on lire ça et là. En fait, il n'a jamais existé. Mais le réseau Caton vit et va bientôt, n'en déplaise, recommencer à croquer...

LETTRES AU Monde

Réponse à M. Jean Polvéche

Contrairement à ce qu'écrivait notre confrère universitaire Jean Polvéche (*Le Monde* du 11 janvier) dans un article dont je regrette le ton outrancier, qui peut cacher la jalousie de certaines observations, le rôle des géologues et des géophysiciens n'a cessé de progresser dans notre pays depuis la deuxième guerre mondiale. La France, sous l'impulsion de dirigeants intelligents, visionnaires et tenaces, s'est dotée de puissantes sociétés de recherche et d'exploitation des matières premières qui lui permettent de tenir son rang, malgré d'énormes difficultés, dans les domaines du pétrole, de l'uranium, de l'aluminium, de l'eau et certains autres produits essentiels comme les matériaux de construction. Il en est de même pour les sociétés de services (géophysique, surveillance et exécution des forages, etc.) et les travaux publics (...). Dès lors, me direz-vous, comment peuvent encore se produire de lamentables affaires comme celle des « avions renflés » ?

L'Union française des géologues n'a pas pour mission de hurler avec les loups et nous n'ajouterons aucune révélation sensationnelle au constat que les Français ont pu faire à travers l'agitation déformée des politiciens et des médias. Voici la position de l'Union française des géologues, qui dit très haut ce que les professionnels compétents, disci-

plinés, et conscients de la nécessité du secret professionnel, pensent tout bas. De telles affaires n'ont pu exister et n'existent que par suite de l'absence quasi totale de géologues et de géophysiciens au sein des grandes instances de décision du pays : administrations, ministères de tutelle, direction des grandes sociétés nationales ou privées, établissements publics, là où les décisions sont effectivement prises (...).

Pour le moment, l'U.F.G. et tous ceux qui l'ont précédée dans cette démarche se heurtent à un mur sans faille. Si cette affaire, qui a déjà fait trop de mal, ouvre les yeux de ceux qui détiennent les pouvoirs de décision en cette matière, au moins n'aura-t-elle pas eu que des résultats négatifs.

Ph. ARTRU, président de l'Union française des géologues.

En tirer les conséquences...

M. Moubarek Labarrière, dans la lettre qu'il vous a adressée (*Le Monde* du 3 janvier), a vraisemblablement oublié de préciser que si, éventuellement, le gouvernement français acceptait de verser les allocations familiales et autres à un chef d'une famille comprenant quatre épouses et de très nombreux enfants, celui-ci trouverait normal d'avoir à supporter quatre fois les cotisations se rapportant à la Sécurité sociale.

V. MAZZONI (Paris).

Pas de stades, mais des idées...

Le système éducatif français se singularise, entre autres, par l'indigence de la place accordée au sport, en particulier par rapport aux pays anglo-saxons. Cette année, nous assistons à une innovation : la création d'une épreuve d'éducation physique au baccalauréat... théorique, avec cours à apprendre, interrogatoires écrits en cours d'année, et examen.

On se demande par quelle aberration les enseignants d'éducation physique ont pu se laisser entraîner dans cette pseudo-intellectualisation de leur discipline, eux qui étaient les seuls, ou presque, à pouvoir apporter autre chose dans un système qui pèche par son excès d'abstraction : complexe d'infériorité vis-à-vis des enseignants des autres matières et tentative de se valser en adoptant les mêmes critères ?

Quelle que soit l'explication, le résultat est là : un groupe d'adolescents peinant sur des copies, dans une salle de classe, en essayant de se rappeler ce qu'ils ont révisé la veille ; c'est un cours d'éducation physique dans la France de 1984. Les médailles olympiques ne sauraient tarder ! En France, on n'a pas de stades, mais on a des idées.

Dr ÉMILE ARIÉ (Paris)

Un message d'angoisse

Dépositaire d'un message d'angoisse que je rapporte d'un voyage à sens humanitaire au Mali, je m'adresse à vous en espérant que cet appel trouve une résonance.

J'ai créé en 1982, dans mon petit village de Cheny (2 700 habitants) situé dans le département de l'Yonne, au confluent de l'Yonne et de l'Armançon, le Comité d'aide à Sangha (Mali), association loi 1901. Sangha est dans le pays d'origine de la faiblesse de Bandagari. Et c'est Sangha que j'ai voulu aider, groupant autour de moi quelques personnes qui sont convaincues qu'une main tendue vers le tiers-monde est une nécessité morale. Une réflexion et efficace de l'aide directe avec des objectifs précis au niveau d'un village, qu'il faut à tout prix réaliser en suscitant autour d'un grand élan de solidarité. Elan qui manque encore ici et dans la région alentour ! Vous savez combien il est difficile de sensibiliser les gens aux problèmes de la faim et du sous-développement...

Le comité expédie régulièrement des colis de médicaments au centre médical où la vue des rayons vides étreint le cœur, des livres et fournitures au groupe scolaire complètement dénué, des vêtements aux pauvres absolus. Il étudie les besoins en souhaitant pouvoir les satisfaire...

ANNE-MARIE GILLET

10, Impasse des Rives
89400 Cheny Mâgennes
(Tél. : (36) 80-11-75).

Les Etats-Unis et l'UNESCO

Un de nos lecteurs de Paris, qui souhaite conserver l'anonymat en raison de sa qualité de fonctionnaire international, nous a adressé une longue lettre, dont nous extrayons les passages les plus significatifs, à propos de l'annonce par Washington de son retrait de l'UNESCO à partir du 31 décembre 1984.

Le procès relatif à la communication selon l'UNESCO (*Le Monde* daté 30-31 décembre) est un procès truqué. La presse américaine évoque aisément un « nouvel ordre de l'information » qui inclurait une mise en carte des journalistes, la limitation du flux de l'information et le contrôle de son contenu. Dans le premier cas, on se souviendra que dans un document préparé à l'intention d'une réunion organisée par des organisations non gouvernementales un participant avait proposé, pour assurer la protection des journalistes, de les munir d'une carte délivrée par les autorités. Jamais cette proposition n'a été reprise officiellement par un organe de l'UNESCO ; pourtant, l'accusation a fait son chemin, sans vouloir tenir compte du fait que la carte de journaliste n'implique pas obligatoirement une presse aux ordres (en France par exemple) et que le protocole additionnel de Genève qui traite de la protection des journalistes en temps de guerre prévoit explicitement une telle carte, sans soulever aucun tollé. Aucun texte de l'UNESCO ne prévoit de limiter le flux des nouvelles.

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4267-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 69372 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 \$; Gr.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1.600 L. ; Liban, 375 F. ; Libye, 0,300 DL ; Luxembourg, 25 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Tchécoslovaquie, 130 sk.		FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1.245 F 1.819 F 2.360 F ÉTRANGER (par mandat) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1.240 F II - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1.197 F 1.530 F			

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnements qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2037

LE DISCOURS PSYCHANALYTIQUE
n° 9
La raison à partir de Freud
Liminaires à l'étude
d'une rationalité psychanalytique
en librairie

Abonnement au **Discours Psychanalytique**
(1 an, 4 n°) France : 170 F. Étranger : 27 U.S. \$

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
A retourner, accompagné de votre règlement libellé à l'ordre de S.P.L.E.F., à S.P.L.E.F., B.P. 22, 41560 Vineuil

Diffusion Denoël C.D.E./S.O.D.I.S

552 من الامم

Le Monde

étranger

AFRIQUE

LA FIN DU VOYAGE DE M. MAUROY A DAKAR

La France et le Sénégal vont conclure un accord-cadre de coopération touristique

De notre envoyé spécial

Dakar. - Avant de regagner Paris, dimanche soir 15 janvier, M. Pierre Mauroy a visité une usine de production d'acide phosphorique créée sur un gisement de phosphates, à Taïba, au nord-est de Dakar, puis le chantier du barrage de Diamana, en amont du delta du Sénégal, à la frontière sénégal-mauritanienne, deux projets dont les finalités et les caractéristiques - correspondent exemplairement - à ce que doit être, selon le premier ministre, la coopération entre la France et les pays en voie de développement.

Pour M. Mauroy, l'aide technique et financière de la France doit soutenir exclusivement des projets répondant aux impératifs économiques, sociaux et culturels des populations des pays concernés, tout en leur permettant d'en tirer eux-mêmes les meilleurs profits.

Doublement de l'aide alimentaire

Quand il s'agit de l'exploitation des matières premières, les projets doivent garantir à l'avance l'existence de débouchés commerciaux. Tel est le cas de l'usine de Taïba, dont la production correspond aux besoins en engrais du Sénégal, des pays voisins, et aux achats garantis par les actionnaires. De même, le gouvernement français n'exclut pas de participer financièrement à l'exploitation des gisements de fer de Fatick, à la frontière orientale. Si les sidérurgistes européens, qui doivent se réunir à ce sujet le 19 janvier à Bruxelles, jugent viable ce projet industriel sénégalais, la France financerait les études relatives à la réalisation des infrastructures portuaires et ferroviaires nécessaires.

Quant au barrage de Diamana, dont la réalisation associe le Mali et la Mauritanie au Sénégal, il devrait entrer en service dans cette région le plateau de désertification qui engendre la disette, en permettant la mise en valeur agricole de 400 000 hectares. M. Mauroy a souligné, toutefois, combien la solidarité des pays riches à l'égard des pays pauvres devrait commencer - au niveau le plus élémentaire - celui de la nourriture. Il a précisé que la France doublerait, si nécessaire, le volume de son aide alimentaire prévue en 1984.

en faveur du Sénégal, ce qui porterait sa contribution à 10 000 tonnes de céréales.

Un prêt de 200 millions de francs

A propos des difficultés financières du pays, M. Mauroy a confirmé, au cours d'une conférence de presse donnée dimanche matin, que, pour la quatrième année consécutive, la France accordera un prêt de 200 millions de francs au Sénégal, 54 millions ayant été versés dès le mois de décembre, par anticipation, le solde (146 millions) sera accordé en mars, comme prévu.

En outre, le premier ministre a indiqué que les pensions versées aux anciens combattants sénégalais seront prochainement revalorisées de 5 % au titre de 1983. Enfin, le secrétaire d'Etat au tourisme, M. Roland Carraz, et son homologue sénégalais sont convenus de mettre au point un accord-cadre de coopération dans le domaine touristique. Dans l'immédiat, le gouvernement français prendra à sa charge la formation de dix professionnels locaux qui viendront en France s'initier aux techniques de la gestion et de la promotion commerciale.

M. Mauroy a conclu que la coopération franco-sénégalaise - se porte à merveille.

Interrogé sur l'échec de la « table ronde » de réconciliation au Tchad, le premier ministre a répondu : « L'O.U.A. a conclu à l'échec de cette tentative. Je constate ce résultat et je le regrette profondément. Pour autant, la France estime qu'il n'y a pas d'autre solution que la négociation dans le respect du respect des frontières qui étaient celles du Tchad au moment de son indépendance. Toute solution pacifique et durable passe par un règlement politique entre les partis concernés. »

Vendredi matin, à Saint-Louis du Sénégal, M. Mauroy avait reçu un accueil enthousiaste. Plusieurs dizaines de milliers de personnes, massées dans les rues et autour de la place centrale de l'ancienne capitale du Sénégal, ont fêté avec enthousiasme la venue du maire de Lille, donateur de 4 millions de francs destinés à la construction d'un centre socio-éducatif dans le cadre du jumelage entre les deux villes.

ALAIN ROLLAT.

Algérie

Une pétition portant 2 700 signatures demande la libération de M. Ali Yahia

De notre correspondant

Alger. - Alors que s'ouvre à Alger, ce lundi 16 janvier, une session du comité central du F.L.N., après laquelle on devrait connaître la composition du nouveau bureau politique, puis celle d'un nouveau gouvernement, des contestataires, minoritaires mais résolus, s'insurgent contre les atteintes aux libertés.

A l'origine de cette agitation, sans doute marginale mais inhabituelle, il y a l'arrestation par la sécurité militaire de M. Ali Yahia, connu pour avoir assuré la défense d'accusés de tous horizons politiques (le Monde du 28 octobre). L'avocat, âgé de soixante-quatre ans et diabétique, a été transféré à l'hôpital Maillot fin décembre, puis de nouveau incarcéré dans une cellule non chauffée d'une prison proche de Médéa. Un comité pour la libération de M. Ali Yahia s'est formé et fait circuler un tract depuis quelques jours. Ce tract fait état de contradictions dans les déclarations officielles au sujet de cette affaire, et présente l'avocat comme « incontestablement un prisonnier d'opinion ». Il vient d'être adressé à Amnesty International, à la Ligue des droits de l'homme et à l'Association internationale des juristes démocrates.

D'autre part, une pétition signée par deux mille sept cents personnes avec noms et professions a été remise par cinq d'entre elles au ministre de la justice, samedi 14 janvier. Les signataires se solidarisent avec M. Ali Yahia et dénoncent le mensonge, l'incohérence et les insultes de la presse nationale. Selon eux, quatre cents arrestations ont été opérées en Oranie, dans l'Algérois et les autres régions de l'ouest algérien, à la fin décembre pour détention de tracts, sont actuellement incarcérées à Alger.

La pétition, qui a circulé pendant plusieurs semaines, a recueilli deux cent soixante-dix signatures dans l'Algérois et en Kabylie. Parmi les signataires, il y a un bon nombre de Berbères qui affirment agir pour la défense générale des libertés, parmi lesquelles ils mentionnent le droit à la reconnaissance de leur identité culturelle. A ce sujet, ils admettent que le discours du président Chadli - qui, lors du congrès du F.L.N., avait notamment affirmé que l'histoire de l'Algérie n'a pas commencé avec l'arrivée des Arabes - peut constituer une ouverture. Mais ils

attendent que cette reconnaissance des racines diverses de la nation se traduise dans les faits.

Dans la nuit du 11 au 12 janvier, jour de l'élection présidentielle, coïncidant avec le Nouvel An du « calendrier berbère », un « gala » axé sur la défense des libertés a eu lieu à l'université de Tizi-Ouzou. Contrairement à ce que craignaient ses organisateurs, l'armée n'a pas occupé le campus. Les autorités ont simplement demandé et obtenu que cette réunion ne déborde pas dans la rue. Autre preuve de modération, au moins à l'échelon local, aucune arrestation n'a été opérée après la manifestation, d'ampleur limitée, qui avait opposé un défilé aux forces de l'ordre à Tizi-Ouzou le jour de l'ouverture du congrès du F.L.N.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Nigéria

Les mesures d'austérité suscitent le scepticisme des milieux financiers

De notre envoyé spécial

Lagos. - Confrontées, à leur arrivée au pouvoir, à une situation économique profondément dégradée, les autorités nigériennes viennent de prendre des mesures draconiennes tendant à contrôler les transactions en devises et à évaluer précisément le montant de leurs dettes à court terme, portant sur des arriérés de paiement.

Lagos négocie depuis plusieurs mois avec le Fonds monétaire international (F.M.I.) pour obtenir un rééchelonnement de sa dette extérieure. Si le montant de la dette globale du Nigéria ne dépasse pas encore les limites admissibles (15 milliards de dollars), compte tenu de ses capacités financières potentielles, c'est-à-dire de ses ressources pétrolières, en revanche, la dette à court terme a atteint un seuil critique. Les arriérés de paiement (jusqu'à quinze mois de retard)

s'élèvent à environ 5 milliards de dollars.

Parallèlement, les autorités nigériennes négocient avec le F.M.I. l'obtention d'un prêt portant sur un peu plus de 2 milliards de dollars. Une réunion des deux parties, qui devait avoir lieu à ce sujet le 16 janvier, a été reportée à une date ultérieure, à la demande du Nigéria. Lagos négocie par ailleurs avec les principales compagnies mondiales de garantie à l'exportation pour un rééchelonnement des arriérés de paiement. La Banque centrale du Nigéria a adressé une circulaire à tous les importateurs, prévoyant différentes dispositions dont le dénominateur commun est de réduire les importations et la sortie de devises.

Ces mesures d'austérité illustrent la volonté du Nigéria de se replier sur ses frontières en attendant le passage d'un cap difficile. Ainsi, avant le 23 janvier, les importateurs devront soumettre la liste détaillée de tous les arriérés de paiement dus jusqu'au 31 décembre 1983 à leurs fournisseurs étrangers. D'autre part, les importateurs devront désormais effectuer un dépôt préalable - qui varie de 50 à 250 % de la valeur des marchandises - au moment de la demande d'autorisation d'importation auprès de la Banque centrale. Cette mesure va incontestablement gêner les sociétés installées au Nigéria, en rallongeant notablement la durée d'immobilisation de leurs fonds. D'autre part, la dispense de dépôt préalable, bénéficiant jusqu'à aux importateurs jouissant d'un délai de paiement supérieur à cent quatre-vingt jours (délai accordé par l'exportateur), est supprimée.

Contrôle des changes

Les banques commerciales et les banques d'affaires auront, désormais, la responsabilité de délivrer les autorisations d'importation (et donc de sortir de devises) appelées « forme M » pour les transactions concernant le secteur privé et les organisations para-étatiques. La Banque centrale, dont c'était jusqu'ici le rôle, se bornera à délivrer ces autorisations pour les marchés passés par le gouvernement fédéral et les gouvernements des dix-neuf Etats. Chacune des banques se verra attribuer une enveloppe globale annuelle de devises qu'elle pourra accorder pour financer des importations et les « invisibles » (dividendes et allocations de voyage). Aucune banque ne pourra cependant dépasser un plafond mensuel représentant 1/12 de l'allocation globale.

La direction de la Banque centrale a adressé aussi une liste des priorités à l'importation. Il s'agit notamment : 1) des matières premières indispensables ; 2) des pièces détachées ; 3) des denrées alimentaires de base. Enfin, les particuliers sont également touchés par ces mesures : l'allocation de voyage en devises passe de 500 à 100 nairas (2) par an, et les allocations pour voyage d'affaires sont supprimées - jusqu'à nouvel ordre - sans cas urgent, le transfert de devises pour les soins médicaux à l'étranger ne sera plus autorisé. Les étudiants désirant se rendre à l'étranger ne seront plus autorisés à sortir des devises (la mesure ne concerne pas ceux qui se trouvent déjà à l'étranger).

Si la Banque centrale se défait d'une partie de ses prérogatives auprès des banques commerciales et des banques d'affaires, c'est parce qu'elle est parvenue à un point d'inefficacité presque totale pour cause de corruption généralisée. Les banquiers vont dorénavant être soumis à ces mêmes pressions, et au Nigéria, à partir d'un certain montant de nairas, on ne résiste pas aux pressions.

Dans une économie classique, la mise en place d'un tel système a pour objet de donner un « plus » aux exportations. Dans le cas du Nigéria, ces mesures seront inopérantes, les recettes d'exportation étant constituées à plus de 90 % par les ressources pétrolières. Dans les milieux financiers de Lagos, on estime généralement que tout ce système va, dans un premier temps, paralyser un peu plus les transactions et aggraver la situation financière des entreprises installées au Nigéria. Dans un second temps, il y a fort à parier que le « système D » de la corruption reprendra ses droits.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Ces dispositions, pour techniques qu'elles soient, ont une importance non négligeable pour la France, dont la présence au Nigéria est très forte. Deuxième importateur de brut (le Nigéria est notre deuxième fournisseur de pétrole), la France est globalement le quatrième fournisseur économique du Nigéria. Quelque cent soixante-dix sociétés françaises sont installées dans ce pays, et certaines d'entre elles ont la maîtrise d'œuvres ou de fortes participations dans de grands travaux, comme le métro de Lagos, la construction de la nouvelle capitale fédérale à Abuja ou la scierie d'Adjaokuta.

(2) 1 naira = 11,75 francs français.

Guerre des Marques : le consommateur, arbitre ou victime ?



"C'est un document à mettre entre toutes les mains, plus instructif que nombre de prétentieux manuels d'économie politique. Les élèves de nos lycées et de nos écoles de commerce y peuvent apprendre beaucoup... et aussi (pourquoi pas ?) ceux de l'E.N.A."

L'Expansion - Jacques Plassard.

"Un éclairage très vif... Un ouvrage de référence sur l'histoire, en France et hors de France, des relations tourmentées producteurs-distributeurs."

Libre Service Actualités - Michel David.

"Seuls ceux qui ne sont jamais entrés dans un supermarché, qui ne se sont jamais demandé pourquoi ils achetaient telle marque plutôt que telle autre, qui n'ont jamais acheté un 'produit libre' peuvent se dispenser de lire ce livre."

Télérama - Dominique Pellegrin.

"Etienne Thil et Claude Baroux... sont nos pousse-caul... A ceux qui veulent vivre notre mutation économique, à vos marques, prêts, inventons !"

Jacques Séguin.

"Un livre percutant..."

L'Express - Jacques Baron.

"Un magistral tableau de l'essor du grand commerce dans les nations industrialisées."

Les Échos - Jean-Philippe Vidal.

"... se lit en continu comme un roman policier, de la première à la dernière ligne... Toujours sérieux, jamais ennuyeux, cet ouvrage apporte au lecteur de précieux enseignements sur les stratégies probables des partenaires du champ de bataille."

Points de Vente.

"... indispensable à toute personne concernée par la Marque."

Stratégies.

"Une page passionnante de l'histoire économique contemporaine."

Le Point.

248 pages. 70 F.

Collection "Enjeux pour demain".

Flammarion

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• L'ARMÉE ROMPT LE BLOCUS D'URGUN. - Pour la première fois depuis l'été, l'armée afghane a atteint par le 11 janvier par la route la ville stratégique d'Urgun, dans la province orientale de Pakista. L'agglomération, ainsi que celle de Khost et de Jaji, était assiégée par les résistants afin de préserver leurs voies de communication avec le Pakistan. Les résistants ont dû abandonner leurs positions à Urgun à cause de la neige et du froid, ont indiqué leurs porte-parole à Peshawa, au Pakistan. Peu après l'arrivée des gouvernements, ces positions ont été bombardées par l'aviation.

D'autre part, le journal l'Etoile rouge, organe de l'armée soviétique, écrivait, samedi 14 janvier, que le tunnel de Salang au nord de Kaboul n'était utilisé que de jour par crainte d'attaques des moudjahidins. On sait qu'une très grave catastrophe eut lieu dans ce tunnel, en novembre 1982. A la suite de celle-ci, écrit encore l'Etoile rouge, l'armée soviétique a été déployée sur les lieux pour contrôler le trafic.

Chine

• DEUX MORTS A LA FRONTIERE VIETNAMIENNE. - La Chine a accusé, samedi 14 janvier, le Vietnam de provocations continuelles à la frontière et affirme que deux paysans chinois ont été tués au cours de récents accrochages. - (Reuters.)

Etats-Unis

• FIN DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS. - Venant de San-Francisco, M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, est arrivé le samedi 14 janvier à New-York, dernière étape de sa visite officielle aux Etats-Unis. Il devait notamment y rencontrer l'ancien président Richard Nixon et déjeuner lundi avec l'ancien secrétaire d'Etat,

M. Kissinger, avant de quitter les Etats-Unis pour le Canada. - (A.F.P.)

Grande-Bretagne

• M. TONY BENN, CANDIDAT A UNE PROCHAINE ELECTION PARTIELLE. - M. Tony Benn, chef de file de la gauche du parti travailliste, a été choisi dimanche 15 janvier par la section de Chesterfield (centre de l'Angleterre) pour représenter le Labour lors d'une élection législative partielle prévue pour mars prochain. M. Benn, qui avait été battu aux élections générales de juin 1983, avait été député de Bristol pendant trente-trois ans, et avait occupé plusieurs postes ministériels dans les gouvernements travaillistes de M. Wilson et Callaghan. - (A.F.P.)

Pologne

• M. GEREMEK INTERPELLE PUIS RELACHE. - M. Bronislaw Geremek, ancien conseiller de Solidarité, a été relâché, samedi 14 janvier, peu après 21 heures, après avoir été interpellé en fin de matinée, a-t-on appris de bonne source à Varsovie. M. Geremek, l'une des personnalités les plus connues de l'opposition, proche collaborateur de M. Lech Walesa, avait été enlevé par la police après une perquisition à son domicile dans la capitale. L'économiste Tadeusz Kowalik, un autre conseiller de Solidarité, qui avait été appréhendé dans les mêmes conditions que M. Geremek, a été, lui aussi, remis en liberté samedi tard dans la soirée.

Suriname

• LA GREVE CONTRE LE RÉGIME MILITAIRE S'ÉTEND. - Le mouvement de grève commencé le 19 décembre par les quelque 4 000 employés de la compagnie Surinco, productrice de bauxite, principale source de devises du Suriname, est en train

de s'étendre. Les employés de banques et des compagnies d'assurances ont décidé, le vendredi 13 janvier, de rejoindre les protestataires qui comptent aussi sur le soutien des travailleurs de la principale compagnie d'électricité du pays.

Les tracts distribués à Paramaribo, la capitale, appellent à la grève générale et au rétablissement de la démocratie, « confiée » depuis le coup d'Etat de février 1980 par une petite faction militaire aux ordres du colonel Desi Bouterse, qui a tenté d'imprimer un cours révolutionnaire à son mouvement. La direction de Surinco, une filiale de la compagnie américaine Alcoa, a décidé de fermer les usines de transformation du minerai ; le rétablissement de la production lui manderait plusieurs mois, pour des raisons techniques.

Tchécoslovaquie

• CONDAMNATION DE TROIS TÉMOINS DE JÉHOVAH. - Trois témoins de Jéhovah tchécoslovaques ont été condamnés à treize mois de prison l'été dernier, a-t-on appris, vendredi 13 janvier, de source dissidente.

Les trois témoins de Jéhovah, secte interdite en Tchécoslovaquie, sont MM. Frantisek Risler, trente ans, technicien ; Zdenek Taborsky, trente-quatre ans, ingénieur, et Jiri Kubik, quarante-deux ans, employé, condamnés le 21 juillet à Usti-Nad-Labem (Bohême du Nord).

D'autre part, trois catholiques : MM. Tomas Konec, vingt ans, étudiant ; Bronislav Borovsky, dix-neuf ans, étudiant, et Alois Gabaj, vingt-trois ans, ouvrier, ont été arrêtés le 11 décembre en Slovaquie. Ils sont accusés d'avoir franchi illégalement la frontière polonoise en transportant des « objets », probablement de la littérature religieuse, selon leurs amis. - (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

La mort du commandant Haddad

Le remplacement du chef de l'Armée du Liban libre s'annonce difficile

De notre correspondant

Jérusalem. - La classe politique israélienne a rendu un hommage unanime au commandant Saad Haddad, décédé samedi 14 janvier des suites d'un cancer. Lors de leur réunion dominicale, les ministres ont observé, debout, une minute de silence à sa mémoire. Le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, a déploré la disparition d'un « grand patriote libanais allié fidèle d'Israël » et formulé l'espoir que « son œuvre serait poursuivie ». Il devait assister, lundi 16 janvier, à ses obsèques à Marjayoun.

La mort du commandant Haddad, gravement malade depuis longtemps, n'ayant pas pris Israël au dépourvu, il est probable que Jérusalem avait établi de longue date des contacts avec Beyrouth en vue de trouver, le jour venu, un successeur au chef de l'Armée du Liban libre qui leur convenaient mutuellement. La tâche pourtant n'est pas facile, car le commandant n'a laissé

aucun héritier politique. Parmi ses lieutenants, personne n'a assez de prestige ni d'influence pour pouvoir garantir à l'avance le maintien de la cohésion que leur ancien chef avait su donner aux divers groupes ethniques et religieux chrétiens et chiites relevant de son autorité. A cet égard, la presse et les dirigeants militaires de Jérusalem soulignent volontiers que les chiites sont désormais majoritaires dans la milice du Sud, qui compte un millier d'hommes. « Il existe dans la région, sous le contrôle de Haddad », écrit « Maariv », un degré d'unité jamais atteint dans le reste du pays.

Les milieux israéliens ont commencé à mentionner le nom du colonel libanais Elias Khallil Beyrouth, démissionnaire jusqu'à présent, pour son choix sur cet officier, qui a-t-on ajouté, « n'avait pas de relations avec la milice du Sud ».

(Suite de la page 1.)

Je savais qu'ils devraient se retirer un jour et même un jour prochain. On ne va pas mourir pour les autres de gaieté de cœur. Mais un retrait pose à des grandes puissances un problème de crédibilité et de prestige. Comment partir en s'avouant aussi vite vaincu et sans avoir atteint ses objectifs ? Nous savons parfaitement que la force multinationale devra se retirer un jour - peut-être prochain, - et c'est bien pourquoi nous mettons les bouchées doubles pour installer au Liban un système de remplacement grâce à notre plan de sécurité et à notre armée. Au-delà du soutien militaire de nos amis, leur soutien moral nous importe. Il ne nous a jamais fait défaut. D'ailleurs, avec l'application du plan de sécurité que nous essayons de mettre en place et la réconciliation politique qui s'amorce, la présence de la force multinationale au Liban nourrit beaucoup moins d'inquiétudes et de controverses à Washington, Paris, Londres ou Rome.

La force multinationale est un contrepoids

« Le retrait de cinq cents soldats français de Beyrouth réaffirme-t-il la FINUL crée-t-il un vide dans le dispositif ? »

« Non, c'est secondaire. L'important, c'est le soutien moral. Les questions d'effectifs viennent ensuite. »

« On s'interroge parfois sur le rôle réel de la force multinationale. Quel est-il à vos yeux ? »

« Elle est là pour montrer le drapeau et elle nous aide non pas contre des Libanais mais contre une autre force multinationale qui ne dit pas son nom et veut détruire le Liban en tant qu'entité. C'est un contrepoids. »

Dialogue constructif avec Damas

« Une réelle réconciliation est-elle possible sans lever l'hy-po-thèque de vos rapports avec Damas et Jérusalem et, plus généralement, avec ceux qui se font derrière elle ou sa fraction ? »

« Avec la Syrie, nous n'avons pas réglé le problème au fond, mais les relations se sont beaucoup améliorées et un dialogue constructif a été engagé. J'ai été invité à Damas avant la maladie du président Assad, mes ministres y vont constamment et je puis m'y rendre n'importe quand. La Syrie est en train de collaborer avec nous pour apaiser les tensions sur le terrain. Or vous vous rappelez, il n'y a pas si longtemps, les campagnes outrancières de sa presse contre le pouvoir au Liban. Dans le reste du monde arabe, toutes les tentatives pour nous isoler ont échoué et on veut nous aider à surmonter nos difficultés notamment avec Damas. L'Arabie Saoudite se pose en médiateur. Même le Libye, où je suis allé, a compris l'intérêt de mettre un terme à un contentieux sanglant. »

« Quels sont selon vous les objectifs de la Syrie ? »

(Le président sourit et prend un temps avant de répondre.)

« Si je le savais, j'aurais réglé mon problème depuis longtemps... »

« Et Israël ? »

« Une baisse de tension est en train de se produire sur le terrain à

Un entretien avec M. Amine Gemayel

partir du comité de liaison libano-américain. Il fonctionne mieux, et nous sommes en train de régler toutes sortes de problèmes tout à la fois. La présence israélienne au Liban afin que la vie de nos concitoyens au Sud soit un peu facilitée... Il n'en reste pas moins que tant que l'armée israélienne restera au Liban, rien ne pourra empêcher les représailles contre elle.

L'accord avec Israël

« Avez-vous l'intention de ratifier l'accord du 17 mai avec Israël de l'Assemblée comme la demande votre opposition ou de la maintenir « sé » ? »

« Les campagnes déchaînées contre cet accord l'ont utilisé en fait comme un prétexte, car certains pays arabes ont conclu des accords avec Israël qui vont beaucoup plus loin. Sur le plan de la sécurité, l'accord du 17 mai est beaucoup plus favorable au Liban que les accords d'armistice de 1948. »

« Quant à son troisième volet, touchant les échanges et relations avec les deux pays, il ne serait discuté que six mois après le retrait du territoire libanais du dernier soldat israélien. A ce moment-là, vous négocieriez en toute liberté en veillant à ce que les relations définies avec Israël ne portent pas atteinte à nos rapports avec le reste du monde arabe. C'était clair dès le départ, et le président Reagan nous appuie.



Dessin de VIOLETTE LE QUÈRE.

Mais le retrait des forces israéliennes du Liban, qui justifient notre ratification, est lui-même conditionné par le retrait des Syriens.

« Dans ces conditions, ratifier l'accord ne nous servirait rigoureusement à rien et ne pourrait que gêner nos relations avec tel ou tel. Cela dit, cet accord a été signé en toute responsabilité et entériné par le Parlement à la quasi-unanimité. Nous le ratifierons dès que cette initiative pourra avoir un résultat concret sur le terrain et faire aboutir à une paix réelle au Liban. Sinon, nous continuerons à négocier avec toutes les parties concernées afin d'aboutir à cette paix. »

« Pris entre les exigences contradictoires de vos voisins, comment donner l'impression d'être bloqué, amené à signer un accord sans pouvoir ou vouloir aller à son terme ou à dénoncer la Syrie tout en cherchant à l'abandonner. Comment espérez-vous obtenir un jour le retrait des Syriens et des Israéliens ? »

« Il faut bien comprendre une chose : une fois que nous aurons consolidé notre position en tant que Libanais sur le terrain et retrouvé la crédibilité requise, nous serons plus à même de réclamer efficacement nos départs. Quant à être bloqué ! Je me demande dans quelle mesure la situation de l'armée israélienne au Sud est très confortable. Je me demande si la Syrie n'a pas maintenant intérêt à clore le dossier libanais après tout ce qui s'est passé. Je me demande aussi si les diverses factions sur la scène libanaise n'ont pas intérêt à admettre à nouveau le fait qu'il n'y a pas de salut en dehors de l'Etat et de l'armée. Croyez-moi, sur bon nombre de plans et malgré ce qui se passe sur le terrain, notre situation est plus confortable que ne l'est celle d'autres parties au conflit. Toutes veulent que nous fassions leur politique. L'intelligence du Liban est de leur faire comprendre qu'indépendant, uni et souverain il sert leur véritable intérêt à toutes. »

Tout est négociable pour la réconciliation

« Pensez-vous que, sur le plan intérieur, le Liban devra, pour survivre, changer de Constitution ? »

« Notre Constitution date de 1926 et a résisté à tous les dangers

et à toutes les turbulences régionales. C'est la plus ancienne et la meilleure du Moyen-Orient. Je ne sais pas si nous pourrions en trouver une meilleure, mais il n'en reste pas moins indispensable de la faire évoluer pour le mieux. On peut très bien, par exemple, créer un Sénat. Mais il faut savoir ce qu'on veut. A Genève, j'ai proposé au Front du salut national de venir tout de suite participer au gouvernement pour que nous assumions tous ensemble les responsabilités. Qu'ils viennent donc ! Qu'ils assument avec moi les risques, qu'ils acceptent de traiter avec chacune des parties en présence ! Mais, il y a d'autres intérêts en jeu. Ils lancent des anathèmes, posent des conditions, sans vouloir assumer les responsabilités historiques qui incombent aux dirigeants libanais. Certains d'entre eux s'élèvent contre mon système de gouvernement, et, lorsque je les invite à partager avec moi le pouvoir afin d'affronter ensemble échecs et succès, ils se débattent ! »

« L'opposition avance l'idée d'une élection du chef du gouvernement par l'Assemblée. Qu'en pensez-vous ? »

« La tradition suivie en matière de désignation du premier ministre est assez proche d'une élection par le Parlement, puisqu'il est désigné à la suite de consultations parlementaires. Mais, dans le cadre de la conférence sur l'entente nationale, tout est négociable, tout pourra être discuté afin d'aboutir à l'amélioration de notre système et de sécuriser toutes les parties en présence. »

Les druzes « bloqués »

« Ne faut-il pas faire une place plus large à la communauté druze dans l'Assemblée ? »

« Le Liban est une confédération de communautés. Pour ce qui est des druzes, leurs opinions sont très partagées, mais ils sont aujourd'hui comme hier les alliés naturels du pouvoir, car seule l'armée peut leur rendre le Sud, seul l'Etat peut leur assurer les infrastructures dont ils ont besoin. Bien entendu, il y a le phénomène iranien, et il existe parmi les druzes des éléments subversifs. On ne peut pas traiter avec ces irréductibles, mais la grande masse de la communauté a hâte

qu'on mette en place la sécurité dans la banlieue sud. Elle s'accroche à l'Etat. La majorité des chiites voudrait sortir de l'impasse actuelle. »

« Et les druzes ? »

« C'est une autre affaire. Ils ont remporté une victoire, mais ils savent fort bien comment. Les étrangers foisonnent dans la zone qu'ils contrôlent. C'est cela d'ailleurs qui a entraîné les derniers bombardements israéliens dans la montagne druze, alors même qu'Israël entretient d'excellentes relations avec certains druzes. Les voici bloqués, et s'ils veulent recueillir le fruit politique de leur succès il leur faut se tourner vers l'Etat. Sinon, ils restent pris entre l'ennemi israélien et le marteau syrien. »

Un risque d'écclatement ?

« Y a-t-il un risque réel d'écclatement du Liban ? »

« Il y a certainement des gens qui y songent à Damas ou Israël ou aux Etats-Unis. Je ne dis pas que les gouvernements. Nous avons les moyens d'empêcher un tel écclatement, d'abord le dialogue national, qui commence à porter ses fruits, puis l'armée libanaise. Nous aspirons à une normalisation politique rapide afin de désengorger celle-ci et de la ramener dans ses casernes pour un indispensable recyclage. Ce seraient alors les Forces de sécurité intérieure qui assureraient la responsabilité de la sécurité sur le terrain. »

« Depuis que l'armée a fait la preuve de sa cohésion et de son efficacité, elle est devenue le symbole de l'unité et des objectifs de la nation. Enfin, nous avons monté un contre-écclatement, une dynamique du salut national. Cette stratégie exige du temps. Il faut agir pas à pas : récupérer pleinement notre capitale, puis le Chouf, le Nord, le Sud, bref grignoter, négocier avec tous et chacun, pousse par pousse, surtout avec la Syrie et Israël. Ce n'est pas bien reconfortant bien sûr, mais l'autre attitude est de laisser partager ce pays. Je ne suis pas ici pour cela. Je sais que les Libanais de tous bords lutteront jusqu'au bout pour l'indépendance et la souveraineté de notre pays. »

Propos recueillis par P.-J. FRANCESCHINI et LUCIEN GEORGE.

M. Giscard d'Estaing demande une commission d'enquête sur le raid de Baalbek

Invité, dimanche 15 janvier, du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », M. Valéry Giscard d'Estaing a regretté que « nos forces » au Liban n'aient pas reçu de « mission précise ». « Il s'agit, a-t-il remarqué, d'aider le gouvernement libanais et l'armée libanaise à s'installer dans toutes les zones où, actuellement, une présence internationale est encore nécessaire. (...) Il faut que cette installation de l'armée libanaise aboutisse à un calendrier de retrait des forces internationales. Il a ajouté : « L'opinion internationale pense que l'action française à Baalbek a été un échec. (Les services de renseignements de la région)

considèrent que les forces françaises n'ont pas détruit les adversaires qui leur avaient été indiqués. C'est là qu'une commission d'enquête est importante. (...) Les Français doivent connaître la vérité. Il n'y a pas de doute à avoir. Pourquoi l'objectif qui avait été fixé à nos forces n'a-t-il pas été atteint ? Il ne faut pas laisser croire que c'est du fait de l'incapacité de nos forces. »

M. Giscard d'Estaing a d'autre part estimé qu'« il est très important que nous encouragions et facilitons tous les contacts possibles entre le gouvernement d'Israël et les pays voisins. »

Confusion plutôt que mystère...

La demande de commission d'enquête sur le raid du 17 novembre sur Baalbek, avancée par M. Giscard d'Estaing, est le dernier épisode d'une affaire vraisemblablement bien menée sur le plan purement « technique », mais mal expliquée et demeurée longtemps confuse pour ce qui est de ses objectifs exacts. Car il n'est nullement certain que, comme l'assure l'ancien président de la République, on puisse, avec les « services de renseignements de la région », faire grief à l'aéronavale de ne pas avoir « détruit les adversaires qui leur avaient été indiqués ». Etait-ce bien, en effet, « l'objectif fixé à nos forces » ? En revanche, il est incontestable que l'opinion internationale, et d'abord libanaise, a vu dans cette affaire un « échec ».

M. Giscard d'Estaing ne mentionne pas, en tout cas, les informations de l'envoyé spécial d'Europe 1, reprises samedi par le *Matin*, sur le fait que les occupants de la caserne Cheikh-Abdallah, prévenus, aient quitté les lieux avant le raid, ce qui explique qu'ils n'aient pas subi de pertes. En effet - et nous maintenons à cet égard les informations données à l'époque - les Syriens avaient été mis au courant par les Américains - qui devaient, au départ, participer au raid aux côtés des Français - de l'imminence de l'opération (le *Monde* du 22 novembre). Il n'y a donc pas eu « raid surprise », quoi qu'en dise le communiqué publié samedi par l'état-major des armées,

Mais quel était l'objectif visé ? M. Heru, entretenant un flou artistique, a parlé de « sanctionner le terrorisme ni plus ni moins qu'il convenait ». Il s'est agi aussi, à l'en croire, de prévenir de nouvelles actions en préparation. La communication du ministère de la Défense publiée le 19 novembre désignait la cible comme « un camp militaire d'entraînement servant d'appui au mouvement terroriste que des renseignements soigneusement recueillis avaient permis d'identifier comme responsable de l'attentat de Beyrouth qui avait coûté la vie à cinquante-huit militaires français ». Représailles ? Le mot n'a jamais été prononcé, et les moyens de rendre le bombardement meurtrier n'ont pas été précis.

En fait, le raid semble avoir été une opération largement symbolique destinée à traduire dans les faits le formaté du chef de l'Etat, affichée la veille à la télévision. Ses effets politiques ont été plus que fâcheux. Mais on voit mal en quoi cela relève d'une commission d'enquête. D'autant que quelques jours après le raid, le ministre français de la Défense a été entendu, pendant deux heures, par la commission de la Défense de l'Assemblée nationale et que ni les députés de la majorité ni ceux de l'opposition, ainsi informés des résultats du raid de Baalbek, n'ont demandé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire.

L'ennemi juré des Palestiniens et des Syriens

Patriote aux yeux des siens, traître pour beaucoup d'autres, le commandant Saad Haddad aura eu, juste avant de mourir, l'ultime satisfaction d'être « administrativement » réintégré dans l'armée nationale, d'où on l'avait exclu naguère pour « collaboration » avec l'Etat hébreu. Plus d'un Libanais aura vu, dans ce retour en grâce tardif, l'amorce d'une réhabilitation.

Saad Haddad était né à Marjayoun, en 1937, dans une famille de petits paysans chrétiens grecs-horodocens. Sorti de l'Académie militaire de Beyrouth, il accomplit un stage d'infanterie auprès de l'armée française à l'Ecole de Saint-Maixent avant de compléter sa formation aux Etats-Unis. Lorsque éclate la guerre du Liban en 1975, le gouvernement l'envoie au Sud pour protéger la communauté chrétienne. Il était muni, précisera-t-il plus tard, d'un ordre de mission signé du président Frangie, alors en exercice.

Dès 1976, il décide de « travailler avec les Israéliens », en l'occurrence avec M. Shimon Pérès, alors ministre de la Défense. Haddad est l'homme d'une seule idée : déloger Syriens et Palestiniens du Liban. En jouant la carte israélienne, il assure choisir « le moindre mal ».

Cette collaboration est d'abord discrète. Mais, en 1977, contre l'avis de Beyrouth, il ouvre la frontière internationale

avec Israël, baptise ses milices « Armée du Liban libre » et se dote d'une station de radio, la Voix de l'Espoir. Israël, équipe, arme, entraîne et soigne les soldats chrétiens, mais aussi les musulmans chiites d'Haddad. Nombre d'habitants dans son enclave vont travailler en Galilée.

Le chef du Liban libre

Les relations entre Haddad et Israël furent malgré tout, parfois orageuses. Le chef du « Liban libre » se savait totalement dépendant de son puissant allié et il acceptait mal de n'être qu'un homme-lige. Il fut d'ailleurs tenu à l'écart de la négociation sur l'accord israélo-libanais du 17 mai. « Je ne suis pas à vendre », répétait volontiers le commandant en défendant sa réputation d'intégrité.

Vieil ami de M. Camille Chamoun, ancien président libanais, et rival traditionnel des phalangistes, le commandant ne recruta jamais vraiment la légitimité de l'élection de Béchar puis d'Amine Gemayel à la tête de l'Etat.

Pâle, le regard triste, et coiffé d'une éternelle casquette, le commandant Haddad avait annoncé, en octobre 1983, qu'il prenait une « retraite provisoire » pour raisons de santé.

J.-P. LANGELLIER.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

10^e numéro
Revue d'études Palestiniennes
Pourquoi la Palestine ?
textes de
FRANÇOIS CHATELET
GILLES DELEUZE
MADELEINE REBÉRIOUX
MAXIME RODINSON
La n° 45 F - Abonnement : 1 an (quatre numéros), 1.00 F
Bénéficiaire (sur justification) : 110 F
Réglement en nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180-43 7)
Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes
Diffusion : les Editions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris

مكتبة الأمل

DIPLOMATIE

Les deux coexistences

(Suite de la première page.)

Car il y a comme une lacune, du point de vue de la succession au trône, dans les systèmes communistes. Des bagarres au couteau ont suivi la mort de Lénine et celle de Staline. Khrouchtchev a été écarté par une révolution de palais, en 1964, après en avoir écarté un autre sept ans plus tôt. La veuve de Mao, qui a tenté, au moment du décès de son époux, de s'emparer du pouvoir avec ses « complices », a été renvoyée quelques années plus tard, condamnée à mort, avec ses amis. Il est vrai, ce qui est original.

Kim Il Sung semble avoir opté pour la monarchie héréditaire. Ce n'est pas tout à fait exact. L'Albanais Enver Hoxha a découvert que son premier ministre Mehmet Shehu, qui le servait depuis toujours, était en réalité également depuis toujours un agent commun du K.G.B., de la C.I.A. et des services secrets de Belgrade. Quant à Brejnev, il était bien inutile qu'il propose Constantin Tchernenko pour sa succession, puisque ses lieutenants, avant même d'aller le porter en terre, lui ont préféré l'ancien patron du K.G.B. Ces divers épisodes évoquent plutôt l'univers de Shakespeare ou d'Ivan le Terrible que la société d'harmonie prophétisée par Marx et Engels.

Dans l'importation des pays démocratiques, Andropov aurait été remplacé depuis belle lurette. A tout le moins, on aurait désigné un intérimaire. Mais la gérontocratie en place refuse d'acquiescer à l'arrivée d'un jeune qui risquerait de la mettre collectivement à la retraite, la privant ainsi des fort appréciables privilèges que procure l'appartenance au gratin de la Nomenklatura. En attendant, l'absence d'un « numéro un » en bonne forme a pour conséquence inévitable un retard en force de la collégialité : on ne constate entre autres au fait que certains messages de nouvel an ont été signés par le président dans son ensemble, sans qu'aucun nom propre, y compris, contrairement à la pratique, celui de son président, soit mentionné. Or qui dit direction collégiale dit, surtout lorsque rien ne va bien, discussions interminables, incapacité à agir rapidement, à prendre des décisions claires, et moins encore des risques.

Une combativité moindre ?

C'est l'une des explications qui viennent à l'esprit à voir tout doucement gâcher du terrain le sentiment d'une sorte de rétrograde de la combativité soviétique. Il y a six mois, le Kremlin semblait avoir pris le mors aux dents, à tel point que les Américains, et pas seulement eux, parlaient d'offensive tous azimuts, du Liban au Nicaragua, en passant par

le Tchad et, bien entendu, avec la campagne contre les euromissiles, — par l'Europe.

On n'est plus à aujourd'hui. Dans le monde arabe, l'U.R.S.S. n'a guère qu'une carte à jouer : Damas. Hafez El Assad le sait, et il se sert d'elle plus qu'il ne la laisse se servir de lui.

Du colonel Kadhafi, qui s'est d'ailleurs beaucoup rapproché du président Assad, on peut dire la même chose : il met à profit l'aide des Soviétiques, il leur rend à l'occasion des services ; ils sont loin de diriger tous les fils de ses entreprises. En Afrique australe, les mêmes Soviétiques ont dû couper les crédits au gouvernement marxiste du Mozambique, aux prises pourtant avec une sécheresse terrible et avec une sérieuse résistance armée. Du coup, le président Machel décollé, les tensions et se rapproche non seulement du monde occidental, mais de Pretoria.

Le Kremlin a mis du temps à réagir à la récente incursion sud-africaine en Angola, et il semble bien que pour renforcer le régime de Luanda il n'ait pas trouvé d'autre solution que de lui envoyer les Cubains dont on signale le départ d'Ethiopie.

Des contacts maintenus

En Amérique centrale, avant comme après l'occupation de la Grande par les Etats-Unis, les dirigeants du Nicaragua se sont entendus dire, sur tous les tons qu'il ne leur fallait pas compter sur une assistance militaire directe de Moscou ou de La Havane en cas de débarquement des « marines ».

Mais c'est évidemment en Europe que la situation est la plus intéressante à observer. Les Soviétiques ont bien mis à exécution leur menace de se retirer, en cas de déploiement des euromissiles, des trois négociations en cours sur le contrôle des armements. Mais :

1) Gromyko assista, ce 17 janvier à Stockholm, à l'ouverture de la conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, dont la convocation a été décidée l'été dernier, à Madrid par les pays signataires de l'Acte final d'Helsinki de 1975. Le ministre soviétique rencontrera, entre autres, ses collègues français, américain, britannique et allemand (1).

2) Les échanges de visites entre dirigeants de l'Est sont à chaque fois l'occasion de relancer la proposition de traité sur le non-recours à la force et la limitation de relations pacifiques avec les pays de l'O.T.A.N., faite au printemps par les pays du pacte de Varsovie. La conclusion de ce traité n'est pas conditionnée par le retrait des euromissiles. Pas davantage

celle de l'accord que préconisent maintenant les Soviétiques et leurs alliés contre la guerre chimique en Europe.

3) Le désir ouvertement exprimé par Paris, qui n'a pour autant rien changé à sa position sur les SS 20, de renouer le dialogue a été accueilli avec empressement par Moscou. De même les ouvertures, plus discrètes, faites ces temps-ci par Margaret Thatcher.

4) Le « numéro un » est-allemand, Erich Honecker, avait dit que le déploiement des Pershing-2 entraînerait l'avènement d'une « période glaciale » dans les relations interallemandes. Rien jusqu'à présent n'est venu concrétiser cette menace. Bien au contraire. Un accord qui vient tout juste d'être en vigueur a été conclu sur le transfert à Berlin-Ouest de l'administration du S-Bahn, le métro de surface de Berlin. D'autres négociations sont en cours.

Nous ne sommes qu'à la mi-janvier. Il faudrait davantage que ces quelques hirondelles pour faire un printemps. Les Soviétiques ont découragé à l'avance ceux qui pourraient nourrir quelques illusions quant à une reprise prochaine des négociations sur les euromissiles, mais leur n'est pas visée pas celles qui ont trait aux armes intercontinentales. L'un dans l'autre, c'est un fait que le climat, quelles qu'en soient les raisons, est moins crispé qu'à l'automne. Il n'est pas jusqu'aux cinq nations du groupe de Contadora qui ne soient arrivées, après des mois et des mois de vaines négociations, à un accord de principe sur les moyens de réduire les tensions en Amérique centrale et de parvenir à un traité dans un délai de six mois.

« Pas si froid », titre un éditorial du Financial Times. Alois Mertes, ministre-adjoint aux affaires étrangères de la R.F.A., s'est déclaré convaincu, le 29 décembre, qu'on « s'efforce actuellement, au Kremlin, de mettre au point une politique plus réaliste à l'égard de l'Occident ».

Les Etats-Unis cherchent apparemment à y contribuer. Dans une interview à Time, le 2 janvier, Ronald Reagan admit qu'en dehors de leur « volonté de reprendre leur doctrine à travers le monde », il existe chez les Soviétiques une crainte qui les pousse à être constamment sur leurs gardes. « J'aimerais les convaincre », a-t-il dit, que personne n'a d'intention agressive à leur égard. C'est l'objet de discours qu'il vient prononcer quelques heures avant la rencontre de Stockholm. En décembre, il avait conclu avec Moscou un énorme accord céréalière et levé l'embargo sur la livraison de matériel pétrolier. Tout se passe comme si, des deux côtés, on commençait à avoir un peu peur de son propre langage et si l'on cherchait à apaiser les esprits.

L'histoire de la guerre froide abonde en épisodes de ce genre. Au beau milieu de la crise de Berlin de 1959, Khrouchtchev déclara à des visiteurs occidentaux qu'il avait été métallurgiste dans sa jeunesse et qu'il savait comment s'y prendre pour refroidir un morceau de métal porté au rouge. Ce ne serait pas la première fois qu'une période de lutte pour la succession amènerait

l'U.R.S.S. à s'employer à détendre l'atmosphère internationale : on l'a vu aussi bien après la chute de « M. K. » qu'au lendemain de la mort de Staline.

D'autant plus que la compétition pour le pouvoir coïncide cette fois avec de sérieuses difficultés économiques, où la course aux armements a sa large part, et avec un évident relâchement de l'autorité de l'empire sur ses marches. Non seulement l'Afghanistan et la Pologne, chacun à sa manière, se montrent également rebelles à la normalisation, mais la dernière réunion du Comcon, le marché commun de l'Est, en octobre, a laissé apparaître de nombreux désaccords entre ses membres. Le déploiement en Tchécoslovaquie et en R.D.A., en représailles à celui des euromissiles, de nouvelles fusées — SS-21 et SS-23 — a provoqué des protestations dont on trouve la trace dans la presse de ces deux pays. On prend même que la Hongrie aurait purement et simplement refusé d'en recevoir.

La structure totalitaire des régimes de l'Est leur permet certes de ne pas se préoccuper outre mesure des sentiments du public. Mais les soulèvements intervenus en 1953 en R.D.A. et en 1956 en Hongrie, le printemps de Prague de 1968, l'agitation dont la Pologne a été si souvent le théâtre depuis 1956, montrent, comme le net ralentissement de la croissance, qu'il y a des limites à ce que l'on peut imposer aux citoyens. Et les dirigeants savent bien que sans le concours des capitaux et de la technique de l'Occident l'érosion de la puissance dont ils sont si fiers est inévitable. Erich Honecker prodiguerait moins de sourires à Helmut Kohl s'il n'avait pas obtenu de lui, il y a quelques mois, un crédit d'un milliard de deutschemarks et s'il n'était pas en train d'essayer d'en obtenir un autre.

De toute façon, au-delà des explications conjoncturelles du léger renouveau de tendresse auquel on assiste actuellement, il en est une autre, qui touche à la nature même des relations Est-Ouest. Celles-ci ont toujours été marquées par l'alternance des périodes de tension et de détente. Chaque fois que les Soviétiques ont perdu une bataille — ce qui vient de se passer pour les euromissiles — ils ont tourné la page. Il est trop tôt pour dire si, avant ou après l'élection américaine, et en fonction de son probable résultat, ils tenteront de relancer les négociations sur les armements ou s'ils choisiront plutôt de vivre avec les Pershing. Mais il paraît déjà maintenant établi que leur déploiement ne signifie pas la fin de cette coexistence entre l'Est et l'Ouest à laquelle il n'est d'autre solution que le remplacement d'une guerre et une paix également impossibles.

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :
AVEC L'ISLAM : LE TEMPS
DES SOUPÇONS

(1) Voir l'article de Bernard Stigoulet et Daniel Verzet : « Annonce d'un dégel Est-Ouest », dans le Monde daté 1-2 janvier.

Président
de l'Assemblée des Dix

M. DANKERT POURRAIT NE
PAS ÊTRE PRÉSENTÉ PAR
SON PARTI AUX ÉLECTIONS
EUROPÉENNES

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — M. Piet Dankert, le président néerlandais du Parlement européen, risque de ne pas être proposé par son propre parti, le P.V.D.A. (socialiste), pour une éventuelle seconde présidence après les élections européennes du 14 juin.

Une majorité au sein de la direction du P.V.D.A. (10 voix contre 8) a conseillé la semaine dernière au prochain congrès du parti, qui se tiendra au mois de mars, de désigner comme tête de liste non pas M. Dankert mais M. Jan Van den Heuvel, qui dirige les socialistes néerlandais au Parlement européen.

M. Dankert, qui succéda en janvier 1982 à M. Simone Veil comme président du Parlement, s'est dernièrement attiré la grogne de bien des socialistes néerlandais en se prononçant contre le refus catégorique qu'a opposé le P.V.D.A. à l'installation des nouveaux missiles de moyenne portée dans cinq pays européens, dont les Pays-Bas. Selon M. Dankert, une telle position ne pourra que contribuer à l'isolement du P.V.D.A. dans les discussions sur les euromissiles.

M. Van den Heuvel se trouve traditionnellement beaucoup plus à gauche dans le P.V.D.A., dont elle a été la présidente. — R.T.S.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e année.)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

GALERIES LAFAYETTE LE MARCHÉ AUX AFFAIRES

du 13 janvier au 4 février



Drapés imprimés et unie coloris mode, 65 % polyester, 35 % coton. Exemples : drapé 1 personne 150 x 250 cm.

THE EAVESDROPPER NULLIFIER

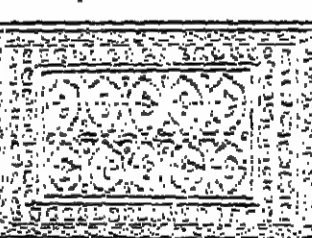


Le "nullificateur" de magnétophones empêche pratiquement toute tentative d'écouter dans votre vie privée, grâce à une nouvelle technique révolutionnaire mise au point exclusivement par CBS.

— Les enregistrements deviennent imprévisibles dans vos locaux ;
— Les enregistrements téléphoniques sont vides ;
— Les micros et autres appareils d'écoute sont rendus imprévisibles ;
Pour toute information écrivez à M. Bernard Communication Contrôle Sécurité Ltd 26 Place Vendôme 75001 Paris. Tél. 297-5600 Telex 215594 F

GALERIES LAFAYETTE LE MARCHÉ AUX AFFAIRES

du 13 janvier au 4 février



Tapis d'orient : Origine Pakistan, noués à la main, env. 100 x 60 cm.

RENCONTRES SUR LE MARCHÉ CAMEROUNAIS

LE GROUPE ESCP

de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris sous le haut patronage de S.E. Jacques-Roger BOOH BOOH, Ambassadeur de la République Unie du Cameroun et avec le concours de la BNP, de la BIAO Afrirank, du Crédit Lyonnais et de la Chambre de Commerce d'Industrie et des Mines de Douala.

Organise deux après-midi :

JEUDI 26 JANVIER 1984 :

LE CAMEROUN, VOTRE NOUVEAU PARTENAIRE

MARDI 27 MARS 1984 :

REUSSIR SUR LE MARCHÉ CAMEROUNAIS

Quelles sont les potentialités et les créneaux privilégiés ?
Quel rôle peuvent jouer les PME et PMI au Cameroun ?
Quelles sont les modalités de collaboration possibles ?
Quels interlocuteurs privilégiés ?

Documentation, inscriptions :

GROUPE E.S.C.P.

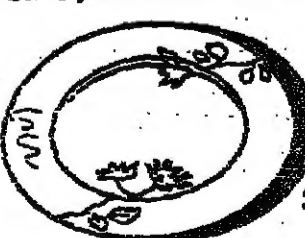
78, AVENUE DE LA REPUBLIQUE, 75011 PARIS

Tél. : 355.39.08, poste 1265 - Télex 640611 F

GALERIES LAFAYETTE

LE MARCHÉ AUX AFFAIRES

du 13 janvier au 4 février



PORCELAINE DE LIMOGES : Assiettes plates de grandes marques.

Manifestations populaires en faveur de l'élection du président au suffrage universel

Enfin, M. Mario Andreatza, actuel ministre de l'intérieur, qui s'était lancé très tôt dans la course, semble en perte de vitesse. Son atout reste cependant l'appui des hommes politiques du nord-est du pays qui avaient assuré la bonne tenue du P.D.S. lors des élections législatives du 15 novembre 1982.

DÉBAT TÉLÉVISÉ ENTRE LES CANDIDATS DÉMOCRATES
Du bois dont on fait les présidents

La guérilla a tenté en vain de s'emparer d'une nouvelle caserne

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION
TRAVERE 38, av. Daumesnil PARIS-12° ☎ 347 21 32

Le vice-président démocrate-chrétien de la Chambre des députés dénonce la corruption du pouvoir en Sicile

Des dissidents du P.C.E. fondent un parti prosoviétique.

Le responsable de la construction du gazoduc eurosibérien fait l'objet d'une promotion

L'agence Tass, enfin, a apporté des précisions sur la mort, au milieu du mois d'octobre, M. John Blackadder, un ingénieur britannique travaillant pour la firme Dresser. Le bruit s'était couru à Moscou que celui-ci avait péri après un incendie sur le gazoduc. Tass indique qu'il est décédé à la suite de ses brûlures, mais que l'accident a eu lieu sur le gisement pétrolier d'Usinsk, dans la République autonome de Komis, en Sibirie orientale, mais à 3 000 kilomètres du gazoduc. L'ambassade de Grande-Bretagne s'est refusée à tout commentaire.

DOMINIQUE DHOMBRES



AND HOTEL
PIERRE PLACE DE L'OPÉRA.
et service compris
 Paris - Tél. : 268.12.13

مكتبة الامم المتحدة

EUROPE

R.F.A.

L'« AFFAIRE KIESSLING »

La découverte d'un sosie du général met le ministre de la défense en mauvaise posture

L'affaire KieSSLing - Le limogement par le ministre de la défense, M. Manfred Wörner, du plus haut gradé de la Bundeswehr et commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN en Europe - a rebondi samedi 15 janvier. La police de Cologne a en effet annoncé qu'elle avait retrouvé un sosie du général KieSSLing, un civil, employé comme gardien de casernes par l'armée, qui fréquente les bars homosexuels de Cologne. Cette découverte accablait la thèse selon laquelle une énorme malprise, à partir d'une enquête bâclée des services de contre-espionnage militaire (MAD), est à l'origine de la mise à pied du général. Ce dernier a décidé lundi de porter plainte pour diffamation.

« L'affaire KieSSLing, c'est l'affaire Wörner », titre la dernière édition du Spiegel. Les derniers déve-

loppements intervenus cette fin de semaine tendent en effet à « blanchir » le général KieSSLing, qui n'a cessé depuis le début de clamer son innocence, et mettent en bien mauvaise posture le ministre de la défense, et avec lui le gouvernement du chancelier Kohl. Le fait que ce dernier, qui, en son temps, a approuvé le limogement du général, n'ait pas cru bon ces derniers jours de réaffirmer publiquement sa confiance dans le ministre de la défense, comme il l'avait fait il y a quelques semaines, lorsque son ministre de l'économie était accusé de corruption, laisse mal augurer du sort de M. Wörner. Quelques semaines après l'affaire Lambdordorf, il est à nouveau question à Bonn de remaniement ministériel.

M. Wörner devra présenter mercredi devant la commission de la défense du Bundestag « les preuves que le général constituait un risque pour la sécurité nationale ». On peut donc espérer en savoir un peu plus sur une affaire qui reste encore passablement ténébreuse. Soit, en effet, des « preuves » seront apportées - ce à quoi personne ne semble sérieusement s'attendre en République fédérale - soit il faudra attendre à jour les motifs réels d'une opération menée avec une telle légèreté, auquel cas non seulement le ministre de la défense, mais les services de contre-espionnage et également le général Rodgers, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, restés jusqu'à présent d'une discrétion remarquable, pourraient avoir à s'expliquer.

La méprise du MAD, si elle se confirme, comme tendent à l'indiquer les révélations de la police de Cologne à propos d'un sosie homosexuel du général KieSSLing, est énorme pour un service de contre-espionnage militaire. Ce n'est pas la première fois que le MAD est mis en cause : trois de ses dirigeants ont déjà été démis pour diverses fautes ou imprudences, et un précédent ministre de la défense, M. Genscher, était tombé en 1978 pour une affaire d'écoutes téléphoniques, dont il n'avait pas été averti. Y

avait-il, d'autre part, une divergence de fond entre le commandant américain de l'OTAN et son adjoint allemand, ce qui donnerait à cette affaire une dimension internationale sérieuse ?

Le ministre de la défense fait, en tout cas, ce lundi, l'unanimité contre lui. Non seulement l'opposition social-démocrate, en la personne de M. Vogel, réclame la démission immédiate du ministre, « s'il s'avère que le général KieSSLing a été renvoyé à tort », mais les mises en cause viennent aussi des rangs de la coalition au pouvoir.

La liste des « affaires » s'allonge, en tout cas, à un rythme inquiétant pour le gouvernement de Bonn et pourrait avoir raison à la longue de l'image de bonhomie tranquille qu'avait imposée, dans un premier temps avec succès, le chancelier Kohl. La dernière en date est celle du ministre de l'économie, M. Lambdordorf, accusé de corruption par le parquet de Bonn. Avant lui, un autre ministre, celui de l'intérieur, M. Zimmermann, avait été plusieurs fois sur la sellette, même si dans son cas on ne parlait en cause des orientations politiques et non des « fautes » comme dans le cas des deux autres ministres. La mort de Kemal Altun, un jeune opposant turc qui s'est suicidé à Berlin-Ouest, alors qu'il était sur le point d'être renvoyé dans son pays, a attiré les critiques contre la politique du ministre de l'intérieur à l'égard des immigrés. Six autres morts, il y a une dizaine de jours, dans l'incendie d'un commissariat de Berlin, ont relancé le débat.

Le chancelier Kohl reste dans toutes ces affaires d'une très grande discrétion. Ce qu'on vante comme prudence et art de la conciliation pourrait, à la longue, être interprété comme une indécision relevant du refus des responsabilités et de la peur du scandale. Dans le paysage politique ouest-allemand, où les ambitions personnelles de M. Strauss sont toujours une constante, tout remaniement ministériel pose en effet de délicats problèmes.

CLAIRE TRÉAN.

ASIE

Inde

Violents affrontements au Cachemire entre partisans de M^{me} Gandhi et forces de l'ordre

Neuf morts, des centaines de blessés

Patrice Claude, qui représenta le Monde pendant quatre ans en Afrique australe, vient de prendre ses fonctions de correspondant en Asie du Sud, basé à New-Delhi. Voici son premier article.

New-Delhi. - Neuf militants du Congrès Indira, le parti de M^{me} Gandhi, ont été tués les 14 et 15 janvier, au cours d'affrontements avec la police de Jammu et Cachemire. Selon la direction régionale du parti gouvernemental, minoritaire dans cet Etat « sensible » et administré par un cabinet opposé au premier ministre, le bilan des échauffourées se serait élevé à environ quatre cents blessés, neuf morts (la police n'en reconnaît que quatre) et quelques quatre mille arrestations. M^{me} Indira Gandhi a demandé aux autorités concernées de lui fournir un rapport complet et détaillé sur ces événements, les plus graves survenus dans la vallée du Cachemire depuis le lancement en septembre d'une campagne d'agitation menée par les militants du Congrès (I) contre le gouvernement local.

En vérité, le torchon brûle au Cachemire depuis le 5 juin dernier, date de la victoire électorale du parti national de la conférence (N.C.P.) et de l'échec du Congrès de M^{me} Gandhi. La Constitution de l'Union indienne prévoyant la reprise en main directe d'un Etat par le gouvernement central en cas de troubles graves paralysant l'ordre et la sécurité, les militants du parti du Congrès, en multipliant les manifestations de rues et les désordres, tentaient ainsi de donner à leur parti, à New-Delhi, le pouvoir qui lui fut localement refusé par les urnes. Telle est en tout cas la version retenue par M. Farook Abdullah, numéro un du N.C.P. et chef du gouvernement de l'Etat en cause. Les appels à l'intervention « immédiate » du gouvernement central « pour restaurer la démocratie et la

De notre correspondant sécurité », ont encouragé M. Farook Abdullah à demander, dès la semaine dernière une audience au premier ministre le 9 janvier, à New-Delhi, le chef du N.C.P. informa M^{me} Gandhi de son analyse de la situation - « pas plus inquiétante qu'ailleurs » - Puis un court communiqué fut publié évoquant l'« atmosphère cordiale » de la rencontre. On crut l'affaire réglée, la confiance restaurée et certains observateurs évoquèrent l'éventualité d'une alliance électorale entre les deux partis.

Offensive de l'opposition

Mais cinq jours plus tard, M. Abdullah s'en allait à Calcutta participer à une réunion regroupant dix-huit partis d'opposition au premier ministre. Outre les deux formations communistes (la plus prosoviétique apparemment insensible aux appels de Moscou plaçant ouvertement pour la coopération avec M^{me} Gandhi), quatre autres chefs de gouvernement provinciaux participaient à la réunion. L'un d'eux, M. Ramakrishna Hegde, dirigeant du Karnataka, Etat du Sud-Ouest actuellement secoué par l'agitation et la violence, s'est déclaré victime, dans sa région, de la stratégie gouvernementale appliquée, semble-t-il, au Cachemire. Comme pour lui donner raison, le mouvement de jeunesse du Congrès local a appelé, pour le 16 janvier, à une manifestation publique contre « les humiliations et les tortures infligées à nos militants dans le Karnataka ».

La fréquence des désordres dans les régions tenues par les opposants à M^{me} Gandhi, et la multiplication des incidents et des marchandages plus ou moins sordides entre les partis, rappellent que l'Inde est entrée en période électorale. Les élections générales, dont la classe

politique prédit régulièrement l'anticipation, doivent en effet avoir lieu avant le 15 janvier 1985, au plus tard.

Désuni sur l'essentiel, l'opposition cherche désespérément à se retrouver autour de thèmes communs. La réunion de Calcutta, loin de regrouper toutes les composantes opposées au Congrès (I), a ainsi appelé le peuple indien à « une grande Journée nationale de réclamation » le 13 février, pour mettre en évidence « les échecs économiques du gouvernement central ». Mais le slogan qui fit le plus recette, au cours des trois jours de Calcutta, fut lancé par M. Nandamuri Taraka Rama Rao, ancienne vedette de cinéma populaire devenue chef de gouvernement de l'Andhra Pradesh. Victime d'une tentative d'assassinat au milieu de la semaine dernière, par un jeune fanatique partisan du Congrès, l'ancien acteur s'est écrié : « Notre ennemi commun, c'est le Congrès ! ».

Face à cette offensive, pour l'heure désordonnée mais porteurs de dangers réels pour la pérennité de son pouvoir, M^{me} Gandhi tente à la fois de désamorcer les pièges politiques posés sur son chemin et de diviser, par l'utilisation de l'habituelle rhétorique prosoviétique et « anti-impérialiste », ses adversaires de droite et de gauche.

Dimanche soir, à l'occasion du quatrième anniversaire de son retour au pouvoir, elle s'est adressée quelques minutes au pays. Le premier ministre a octroyé un satisfecit à son gouvernement, annoncé une subvention gouvernementale pour aider les pauvres (le prix du kilo de blé est plafonné à 1,50 roupie pour les plus démunis) et informé la nation que, les comptes extérieurs de l'Inde s'étant suffisamment redressés, la dernière tranche du prêt de 5 milliards de dollars consenti par le F.M.I., soit 1,1 milliard, ne serait pas tirée.

PATRICE CLAUDE.

DECLIC

N°1 le 16 janvier

Déclenchez-vous les hommes, lisez Déclic !

Déclic c'est aussi le mode d'emploi de la nuit. Quel film, quelle pièce voir ? Où dîner ? Où danser ? Bref où s'amuser ?

Après quelques mois de Déclic, elles pourraient bien vous trouver plus rigolo.

Notre point de vue : Le coup de poing dans l'oeil.

Le premier magazine touche à tout c'est Déclic !

Attention ! Ce magazine pourrait bien vous donner des idées.

rocrate-chrétien
es députés
u pouvoir en Sué

is du P.C.E.
prosoviétique

la constructi
euros berien
me promotion

LES DÉCLARATIONS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR L'AFFAIRE ELF-ERAP

M. GISCARD D'ESTAING : M. Mitterrand ne prend pas en charge la France mais le socialisme

Tentative de réhabilitation

Au cours du « Grand Jury R.T.L.-le Monde » dont il était dimanche 15 janvier l'invité, M. Giscard d'Estaing, tout en se défendant à deux reprises de chercher à se « dédouaner », a tenu à énoncer ses responsabilités dans l'affaire ELF-ERAP. Ainsi a-t-il clairement indiqué qu'il ne saurait être tenu de répondre des « erreurs » commises par une entreprise nationale, pas plus que des décisions prises par M. Raymond Barre, était à l'époque premier ministre et ministre des finances.

Ainsi qu'il avait voulu, dès la première intervention de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, intervenir à la télévision pour rétablir la vérité sur l'affaire, l'ancien chef de l'Etat renvoie aujourd'hui ses interlocuteurs à M. Albin Chalandon, ancien président d'ELF-ERAP, et à son ancien premier ministre. S'il veut parler de l'affaire des avions renifleurs, ce n'est pas tant pour dissuader chacun des détails de ce dossier, mais plutôt pour retourner en sa faveur ce qu'il appelle une opération de « diversion politique ».

Trois virulents dans ses attaques contre M. François Mitterrand lors de son deuxième passage à la télévision, M. Giscard d'Estaing a cherché, dimanche, à étayer le porteur de ses propos pour couper court à toute interprétation négative tendant à accablée l'idée qu'il remet en cause la légitimité du président de la République. S'il conteste M. Mitterrand, c'est, a-t-il expliqué en substance, pour « la manière » dont il exerce sa fonction. Le président de la République, dit-il, ne prend pas en charge la France ; il « prend en charge le socialisme de la France ». Par le biais de cette attaque, M. Giscard d'Estaing tente de réhabiliter son propre surséjour, au cours duquel les Français ont connu, dit-il, « la tranquillité ».

Ainsi, dans une affaire dont il a voulu apparaître, dans un premier temps, comme le principal « victime », l'ancien chef de l'Etat, en se prévalant de ses anciennes qualités de cherche à rétablir une hiérarchie - qui s'effaçait - entre lui et ses anciens premiers ministres, à un moment où le cote de popularité de M. Barre s'affaiblit dans les sondages et où M. Chirac est sur le point d'obtenir satisfaction dans l'organisation des élections européennes.

S'il se félicite de l'union serrée de l'opposition, c'est autour de sa personne qu'il la voit en se proposant de rencontrer dans les semaines prochaines MM. Chirac et Barre. « Je suis un libéral indigne », s'est exclamé l'ancien chef de l'Etat, qui est porté à croire que, après avoir donné un coup d'arrêt à l'établissement de la France, il pourra d'autant mieux exposer les grandes lignes de son projet d'une « société libérale assainie ». Il est d'ailleurs évident que la majorité mais surtout l'opposition laissent occuper sur la scène politique cette place privilégiée à laquelle il aspire.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LE CHATEAU DU COMTE DE VILLEGAS « VISITÉ » PAR DES INCONNUS

Le château du comte Alain de Villegas, l'inventeur belge des « avions renifleurs », a été « visité » dans la nuit du 12 au 13 janvier. Une fenêtre a été fracturée, et les armoirs, qui renfermaient de nombreux dossiers et documents, ouverts.

Rien ne paraît cependant avoir été volé. Selon les enquêteurs, il s'agirait d'un travail de professionnels, aucune empreinte utilisable n'ayant été relevée.

Situé à Ganshoren, une commune de l'agglomération bruxelloise, le château de Rivieren, qui avait abrité le Centre de recherches fondamentales, est actuellement vide et mis en vente.

Vingt-quatre heures auparavant, rappelés-je, des inconnus ont tenté de dérober des documents au domicile du collaborateur du Comte enchaîné, Pierre Péan, le premier à avoir publié des révélations sur les « avions renifleurs ».

Invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde » dimanche 15 janvier, M. Giscard d'Estaing a précisé quel avait été son rôle dans l'affaire ELF-ERAP, en expliquant notamment qu'il n'avait pas « engagé » l'opération, pas plus qu'il n'avait « suivi » ensuite la procédure ni donné les « autorisations nécessaires », et qu'enfin « sa compétence s'est arrêtée » du jour où il a, en avril 1979, dicté une note demandant que l'on s'engage plus de dépenses nouvelles.

Il a expliqué la vivacité de sa récente intervention sur TF1 en faisant part de son « indignation » face à la « manière » dont M. Mitterrand concevait ses fonctions de président de la République.

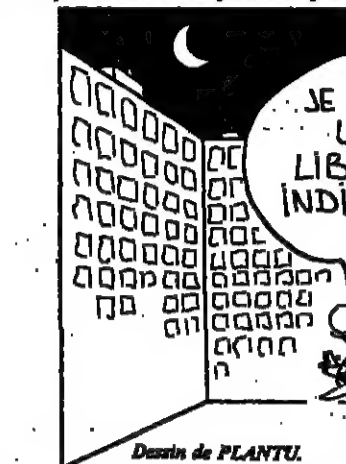
M. Valéry Giscard d'Estaing a d'abord expliqué longuement quel a été son rôle dans l'affaire ELF-ERAP. Il tient tout d'abord à préciser qu'il répondra aux questions qui lui seront posées « comme ancien président de la République, dans le cadre des compétences et des responsabilités qui étaient les siennes », car, souligne-t-il, « il faut voir que la structure d'un Etat moderne est une structure où il y a des responsabilités, où une entreprise a des responsabilités, où un gouvernement a ses responsabilités, où un président de la République a les siennes ».

M. Giscard d'Estaing se défend d'avoir « engagé » une opération à caractère prétendument scientifique, comme il est écrit dans le Livre blanc publié par M. Pierre Mauroy. « Je n'ai rien engagé du tout », affirme-t-il. Lorsqu'on est venu me voir, le 2 juin 1976, l'accord avait déjà été signé le 28 mai 1976. On venait m'informer de cet accord (...). M. Guillaumat m'a dit : « Nous avons été approchés par des inventeurs paraissant détenir certains éléments importants qui faciliteraient la recherche pétrolière et nous avons donc signé un contrat avec eux, nous donnant, pour deux ans, la possibilité de leur faire faire des expériences ; nous allons juger de la valeur de leur procédé ».

L'ancien chef de l'Etat ajoute : « Les inventeurs, en signant avec ELF-ERAP, ont posé comme condition que trois ou quatre personnes soient au courant ; [ils] voulaient que leur procédé soit protégé au maximum [à l'époque où il existait] dans le monde une énorme concurrence ».

« Nous étions en période de changement de premier ministre », pour-

rait M. Giscard d'Estaing, expliquant ainsi les raisons qui l'ont conduit à ne pas informer de cette « affaire » M. Jacques Chirac « qui allait partir ». Quant à M. Raymond Barre, dès qu'il a été nommé premier ministre, « il a été naturellement informé par les intéressés », remarque l'ancien président de la République, qui insiste sur le fait que les « autorisations nécessaires » ont été données à la société ELF-ERAP par M. Barre : « Les inventeurs étaient des étrangers, et il y avait donc à régler le prix de leurs dépenses et de l'acquisition de leur brevet. Pour cela, il fallait une autorisation du ministère des finances. J'ai bien entendu indiqué qu'il ne m'appartenait pas d'intervenir à cet égard, ce n'était au gouvernement de le faire (...). C'est en tant que ministre des finances que



M. Barre a donné des autorisations, d'ailleurs tout à fait normales. Simplement au lieu que celles-ci soient étudiées par les services, les choses se sont passées, puisqu'il y avait ce secret, au niveau du ministre lui-même, lequel était également premier ministre ».

M. Giscard d'Estaing rappelle que, ensuite, la procédure a été suivie, comme c'est normal - ce n'est pas du tout une dérobade, mais c'est pour vous montrer comment fonctionne un Etat moderne - par le premier ministre, lequel périodiquement m'en a rendu compte (...). Il y a eu un contrat en 1978 dont je n'ai pas été informé. Je n'avais d'ailleurs pas à l'être.

L'ancien président de la République évoque cette expérience à laquelle il a assisté, au mois d'avril 1979, à la demande de la société ELF-ERAP et « l'impression négative » qu'il en retire. « J'ai dit, dit-il, à mon retour à l'Elysée une note indiquant qu'à mon avis il appartenait aux experts de tran-

cher - il y avait quelque chose qui paraissait au moins comme très contestable. Je demandais qu'on s'engage plus de dépenses nouvelles et qu'on s'efforce de récupérer les sommes qui avaient été dépensées. A partir de là, ma compétence s'est arrêtée. Je n'ai plus eu, jusqu'à la fin de mon septennat, à connaître de cette affaire ». M. Giscard d'Estaing insiste : « La question du secret a donc été entièrement tranchée en dehors de moi-même. Là, non plus, ce n'est pas une dérobade : mon sentiment personnel allait au contraire en faveur d'une action publique. C'est à la demande insistante des dirigeants d'ELF-ERAP (...) que la procédure publique n'a pas été engagée (...). Le secret était un secret pour l'extérieur. Il n'a jamais concerné les contrôles. Je vous rappelle que c'est



sous le gouvernement précédent que la totalité du contrôle de la Cour des comptes a eu lieu. Et cela sans aucun obstacle ».

« La désinvolture »

L'ancien chef de l'Etat remarque que, dans la lettre qu'il a adressée à M. François Mitterrand, M. Chalandon, ancien président d'ELF-ERAP, écrit qu'il a porté cette « affaire » à la connaissance du président de la République « il y a plus de dix-huit mois ». Il note aussi que, lors d'une conférence de presse, le 27 juin 1983, des dirigeants d'ELF-ERAP ont donné « toutes les réponses » aux questions que posait cette affaire. « Ce que je regrette le plus », affirme M. Giscard d'Estaing, « c'est cette espèce de désinvolture avec laquelle on traite une des équipes scientifiques et techniques les plus compétentes de France. Elle est traitée ainsi par des hommes qui ne donnent pas, dans leur gestion, l'exemple d'une compétence exceptionnelle (...) ».

On a parlé, poursuit-il, de l'argent des contribuables. Mais il ne s'agit pas de l'argent des contribuables ! Cette affaire a été payée par ELF-ERAP sur ses profits (...). En 1977, 1978, et 1979, ELF-ERAP a fait 10 milliards de francs de profit. C'est par rapport à ces 10 milliards qu'il faut considérer les 500 millions qu'a coûté au total l'opération en question (...). Il s'agit des profits de l'entreprise ; on n'a pas fait appel à l'argent des contribuables. Cela est très important. Supposez que la découverte ait pu aboutir. A partir d'une dépense de 500 millions, on aurait pu économiser un grand nombre de forages inutilisés (...). Je ne vois pas pourquoi on voudrait que l'ancien président de la République se soit renseigné sur une dépense de 500 millions de francs et que le président actuel n'ait pas à dire comment les seules entreprises qui ont été nationalisées en 1981 ont déjà 14 milliards de francs de déficit.

Selon M. Giscard d'Estaing, cette « affaire » « démontre la valeur de nos thèses fondamentales : dans un système étatique, les relations entre l'Etat et les entreprises sont fau-

Une lettre de l'Opus Dei

M. Marc Desrumaux, du bureau d'information de l'Opus Dei à Paris nous écrit :

Dans les articles consacrés à l'affaire des « avions renifleurs » les 6 et 10 janvier par votre correspondant à Rome, Philippe Foss, et par Guy Foss, il est fait allusion à l'Opus Dei, de façon indirecte, à propos d'un établissement financier espagnol.

Je tiens à vous rappeler que, comme vous le savez, l'Opus Dei est une institution de l'Eglise catholique dont les buts sont exclusivement spirituels et apostoliques. De ce fait, le prétendu lien avec l'établissement cité est dénué de tout fondement.

Même si les membres de l'Opus Dei conservent, comme les autres citoyens ordinaires, une entière liberté dans tous les domaines de leur action personnelle, je vous signale toutefois qu'aucun membre de l'Opus Dei n'est mêlé à cette affaire.

sées et malveillantes car, normalement, une procédure de ce genre devrait se dérouler très largement en dehors du pouvoir politique ».

L'ancien président de la République précise d'autre part qu'il n'a pas « emporté » son exemplaire du rapport de la Cour des comptes en quittant l'Elysée mais que celui-ci est resté entre les mains du collaborateur qu'il avait reçu « et qui l'a conservé comme tous ceux qui, à l'époque, étaient marqués d'un caractère confidentiel ou secret (...) ». J'ai donné mes archives à l'Etat ; je n'en garde pas la propriété et on ne les retrouvera donc pas dans les salles de ventes. Par contre, les documents de caractère confidentiel ou de nature à affecter la situation ou les activités politiques de personnes contemporaines, y compris les personnages au pouvoir, je ne les ai pas rendus publics ». Il ajoute qu'il n'a pas parlé de cette affaire à M. Mitterrand le jour de la passation des pouvoirs car il s'agissait alors de « transmettre le sort de la France ».

Le respect de la Constitution

L'ancien chef de l'Etat explique la vivacité de sa contre-offensive : « Je suis un libéral indigne », déclare-t-il. Il est sans précédent, dans l'histoire de France, en tout cas, depuis la guerre, que des attaques de cette nature aient été portées contre un ancien président de la République ou un ancien premier ministre. Ceux qui se sont étonnés de la vivacité de ma réponse n'ont pas vu ou n'ont pas entendu les propos de M. Pierre Mauroy. On l'a vu, à la télévision, le soir où il a brandi son Livre blanc sur l'affaire dite des « avions renifleurs ». J'ai souffert pour la dignité de la France (...). Je suis donc un libéral indigne et j'ai frappé fort. D'abord parce que je voulais que tout le monde m'entende. Je ne voulais pas qu'il puisse subsister dans le seul jugement qui compte pour moi, qui est celui des gens, le moindre doute sur la manière dont les présidents de la République ont à être élus pendant sept ans à exercer sa fonction. Ensuite, parce que j'ai voulu donner un coup d'arrêt à l'abaissement du débat politique en France (...).

Cette conférence de presse [de M. Mauroy] du 2 janvier, ce n'était pas acceptable et supportable (...). [Il s'agissait] d'une action conduite par une entreprise nationale, mais nous ne gérons pas les appréciations techniques des entreprises nationales. A partir de cette affaire, on a voulu faire une opération de diversion politique en lançant des accusations qui se sont révélées tout de suite mensongères et que d'ailleurs le pouvoir abandonne une par une (...). M. Giscard d'Estaing précise qu'il s'est adressé au président de la République « parce que cela ne pouvait se faire sans lui ». Il affirme : « Tous mon action politique a été de venir à l'extérieur dans le strict respect de la Constitution. M. François Mitterrand a été élu président de la République ; il reste président de la République. Mais il y a la

manière d'exercer cette fonction. Vous pouvez prendre en charge la France ou vous pouvez prendre en charge le socialisme de la France. A partir du moment où on laisse attaquier, quand on est président de la République, on fait attaquer (...). On n'est plus qualifié pour représenter l'unité de la France. Pendant ma présidence, j'ai permis aux Français de vivre sept ans dans la tranquillité. Aucun de mes premiers ministres ni moi-même n'avons attaqué personnellement les personnalités politiques de l'opposition, que ce soit pour le présent ou pour le passé. Nous estimons que nous avions à maintenir une certaine unité du débat politique (...). Au lieu de servir l'unité de la France, François Mitterrand prend en charge le socialisme de la France. M. Giscard d'Estaing tient cependant à souligner qu'il n'a pas changé d'avis quant à une « cohabitation » possible entre une majorité et un président de la République de sensibilité politique différente.

La liste la plus européenne

En ce qui concerne les élections européennes, M. Giscard d'Estaing remarque que l'enjeu est pour lui « très largement européen » et qu'il votera pour « la liste la plus européenne de l'opposition. S'il n'y en a qu'une, je voterai pour celle-là plutôt qu'elle sera, par hypothèse, la plus européenne ». Selon lui, « la tactique que doit choisir l'opposition, c'est de faire en sorte qu'au moment du vote elle soit assurée de recueillir le maximum de voix ».

L'ancien chef de l'Etat rétorque qu'il n'est « à l'heure actuelle candidat à rien » mais qu'il « souhaite, le moment venu, reprendre la représentation du département du Puy-de-Dôme ».

Il rend le gouvernement actuel responsable de la « naissance » de l'extrême droite. « S'il cherche des coupables, qu'il vaille bien, à son tour, se frapper la poitrine ; de mon temps, il n'y avait pas d'extrême droite », note-t-il. Il se félicite de la « cohésion » de l'opposition qui « monte du terrain ». Il estime qu'« à propos de cette lamentable affaire [ELF-ERAP] le pouvoir a obtenu un résultat exactement inverse à celui qu'il cherchait, c'est-à-dire de faire apparaître avec éclat, notamment grâce aux déclarations de Jacques Chirac, qu'il y avait à l'heure actuelle une convergence d'estimes entre les grands responsables de l'opposition. Je m'en réjouis ; c'est une condition du redressement de la France », affirme-t-il avant d'annoncer qu'il compte rencontrer prochainement le maire de Paris, les dirigeants de l'U.D.F. et l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, pour « préparer les grands thèmes du redressement de la France ».

Il souhaite que, s'il y a deux candidats issus de l'actuelle opposition pour la prochaine élection présidentielle, ce ne soient pas des ennemis mais des partenaires. « Il faut, dit-il, que des gens puissent être candidats parallèlement à une élection, sans se combattre, et ensuite accepter, les uns et les autres, de travailler ensemble ».

« Mon ambition, conclut M. Giscard d'Estaing, est de contribuer au redressement du pays que j'aime et de le voir retrouver deux valeurs sur lesquelles un grand peuple ne peut pas vivre : la liberté et la dignité ».

Dans la majorité : les questions demeurent

A son retour du Sénégal, dimanche 15 janvier vers 19 heures, M. Mauroy, premier ministre, a déclaré à l'Assemblée nationale, au moment même où l'ancien président de la République s'exprimait sur les ondes de R.T.L. : « Sur cette affaire des « avions renifleurs », j'ai pris en conscience mes responsabilités. J'ai rendu public le rapport et j'ai dit ce que je pense ».

Vous, journalistes, vous posez des questions que j'appelle des réponses précises. Le pays jugera.

Sur la forme, il ne se agit rien de faire du mauvais théâtre. Il est inutile d'utiliser l'injure et tout à fait dérisoire de mettre en cause la légitimité républicaine. Je n'ai rien d'autre à ajouter. D'autres tâches m'attendent ».

Interrogé au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a commenté les propos de M. Valéry Giscard d'Estaing : « J'ai entendu le début de l'émission de la station voisine, je constate que nous ne sommes pas plus informés qu'avant. On nous passe les 500 millions de francs ? Il est normal de se poser cette question. M. Giscard d'Estaing se la pose peut-être lui-même. En tout cas, nous nous la posons. Par ailleurs, nous ne comprenons pas davantage pourquoi cette affaire, surtout à partir de 1979, a été entourée de tant de

secret. Le président de la République indique qu'au mois de mai il n'en parle pas à son premier ministre de l'époque le 28 mai 1976, - qu'il est alors M. Jacques Chirac, tout de même resté en fonction jusqu'au 26 août. Ce n'était donc point un premier ministre en train de se retirer, il était dans la plénitude de ses fonctions. »

Lorsque le rapport Giscard a été connu - le rapport de la Cour des comptes - en février 1981, pourquoi n'y a-t-il pas eu de suite à ce moment-là ? a encore interrogé M. Mermaz. Les élections n'avaient lieu qu'au mois de mai. Il y a tout de même là des choses qui posent problème pour un citoyen ou pour un responsable politique qui essaie de réfléchir d'une manière lucide, sans aucun esprit partisan ».

Que reprochet-on à M. Mitterrand ? s'est aussi demandé le président de l'Assemblée nationale. « Que lui reproche l'ancien président ? De ne pas avoir étouffé cette affaire ? Mais, en démocratie, les choses doivent être connues de l'opinion. Il est tout à fait normal, s'agissant d'un problème grave concernant de l'argent public, de l'argent d'une grande entreprise publique, que les choses soient soumises à l'appréciation de l'opinion et que soit appliqué le minimum de procédure pour connaître la vérité ».

Une élection cantonale

MAINE-ET-LOIRE : canton de Saumur-Nord (1^{er} tour).
Inscr. 7 327; vot. 3 217; suf. ex. 3 115. — MM. Coussieu, R.P.R., 1 122; Mehel, U.D.F., ancien maire de Saumur, 709; Queraud, P.S., 547; Louineau, opp., 444; Tarjon, P.C., 160; M^{me} Neveux, P.S.U., 75; M. Briot, M.R.G., 58. — Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Lucien Gaudier, R.P.R., décédé, après son élection aux élections cantonales du 25 septembre dernier.

Conseiller général du canton de Saumur-Nord depuis 1973, M. Gaudier avait été réélu au second tour des élections cantonales de 1979 avec 2 410 voix contre 1 796 à M. Baudouin, P.S. Les résultats du premier tour de ce scrutin avaient été les suivants : 1 800, 718; vot. 4 407; suf. ex. 4 263. — MM. Gaudier, 1 772; Baudouin, 1 853.

Une élection municipale

FINISTÈRE : Plouven (1^{er} tour).
Inscr. 1 947; vot. 1 626; suf. ex. 1 603. — M. José Cuff, s. élig. 874; ELUB; Anne-Marie Rouvel, s. élig. 729.

Il s'agit d'élire dans cette commune de 2 775 habitants située dans l'arrondissement de Brest, un conseiller municipal, après le décès, le 13 décembre dernier, du maire François Cuff. Sa femme a été élue au 1^{er} tour, face à la candidate présente par la liste d'opposition au conseil municipal conduite par M. Jolif, R.P.R., ancien maire de Plouven.

La majorité municipale demeure inchangée, la liste Cuff étant double élue et la liste Jolif, seule. La gauche ne présentait pas de candidat. Ce scrutin permet de confirmer celui de 13 mars 1983 qui avait vu la liste de M. Cuff

Grégoire-Laroche, U.D.F., 915; Tardieu, P.C., 523.
Cette élection partielle, qui pouvait apparaître comme un second round du match R.P.R.-U.D.F. de l'élection municipale de Saumur de mars 1983, n'a pas passionné les électeurs puisque le taux de participation n'est que de 45,90 %. Mais elle confirme les résultats du scrutin du printemps dernier qui avait donné la victoire au candidat de R.P.R., M. Mehel.

M. Lucien Coussieu, R.P.R., maire délégué de Saint-Lambert-des-Landes (commune associée à Saumur), devance largement M. Mehel, U.D.F., ancien maire de Saumur. La gauche, dont aucun candidat n'était la terre des 18 % des suffrages exprimés pour la première fois, ne recueille que 26,96 % des suffrages exprimés, alors qu'elle en avait obtenu 36,96 % au premier tour de mars 1979. P.S. et P.C. perdant chacun plus de sept points, si le candidat du M.R.G. est élu par celui du P.S.U.

Transporter avec une moyenne de 46% des suffrages exprimés, contre 40% à la liste de M. Jolif.
L'élection de Marty-le-Roi validée. — Le Conseil d'Etat a confirmé la décision du tribunal administratif de Versailles du 25 mai 1983, de valider l'élection municipale de Marty-le-Roi (Yvelines). La liste de la majorité conduite par M. Jean Béranger, M.R.G., sénateur (Gauche dém.), avait obtenu, le 13 mars 1983, 50,28 % des suffrages exprimés et vingt-cinq sièges, la liste d'opposition conduite par M. Gauthier, R.P.R., 49,72 % et huit sièges. Cinquante voix séparaient les deux listes.

M. MERMAZ A EUROPE 1

Rigueur économique mais pas de rigueur sociale

M. Louis Mermez, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 15 janvier, au « Club de la presse d'Europe 1 » : « Rigueur économique, oui. Mais veillons à ce qu'il n'y ait pas de rigueur sociale. Je pense que la gauche, qui a devant elle de grands dossiers à traiter, doit les traiter en prenant le plus grand soin de l'aspect humain des choses. C'est cela qui différencie une politique de gauche d'une politique conservatrice au sens classique ». « Nous avons, en ce moment, devant nous les grands dossiers, charbonnage, sidérurgie, construction navale et, dans une certaine mesure, automobile. Voilà beaucoup de soucis. Nous devons traiter cela pour éviter au maximum les licenciements, pour qu'il y ait le moins possible et que, chaque fois qu'il y aura nécessité qu'il y ait, qu'il y ait des reconversions, des stages de formation, des créations d'entreprises », a-t-il ajouté.

M. Mermez a insisté sur la nécessité, pour le gouvernement et la majorité, de « reconquérir l'option » en étant « plus présent », en « remobilisant les nôtres ». « Nous voulons, a-t-il dit, rassembler le maximum de Français et de Françaises sur une grande perspective, une transformation démocratique de la société (...). Nous aurons de prochaines élections, des élections européennes par exemple, qui permettront aux socialistes — je le souhaite — d'ouvrir leurs listes à d'autres que ceux qui sont uniquement membres du parti socialiste (...). Il faut qu'il y ait des personnalités qui sont pour la politique de changement avec nous. Lorsque François Mitterrand l'a emporté en mai 1981, il était le candidat de toutes les forces de France. Cela, c'est un programme, une stratégie. »

Interrogé sur les cotés de popularité du premier ministre et du président de la République, M. Mermez a déclaré : « Pierre Mauroy assume

des choix très difficiles. Il est en train de se saisir de dossiers qui, pour tout premier ministre, sont redoutables. Il le fait avec beaucoup de conviction, beaucoup d'énergie et beaucoup de courage. Le président de la République aussi est en charge de ces dossiers-là. Mais je crois que le président de la République bénéficie d'un certain nombre de choses. D'abord du fait qu'il a gagné les élections le 10 mai 1981; il est le président de la République et le président de tous les Français. Il mène une politique sérieuse dans laquelle les Français se reconnaissent. Il est l'homme dont l'action se situe au point d'aboutissement de toute une action qui a duré vingt-cinq ans, et au début de quelque chose, la construction d'une société plus juste. Il est aussi l'homme dans lequel les Français reconnaissent une diplomatie particulièrement active. »

M. KRIVINE (L.C.R.) : il faut refuser les licenciements

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), a déclaré, dimanche 15 janvier, sur Radio-Montecarlo, que l'action des militants de la C.F.D.T. à l'usine Talbot de Poissy « est un exemple pour tous ceux qui, demain, vont connaître le même sort ». Citant les charbonnages, la construction navale et la sidérurgie, M. Krivine a affirmé : « Il faut refuser cette politique de licenciement. »

M. Krivine a déclaré, d'autre part, qu'il est « contre le stalinisme », mais qu'il « condamne totalement l'opération des Glucksman et compagnie, des « nouveaux philosophes », voire (...) de quelqu'un comme Yves Montand, qui, au nom de l'antistalinisme, rejettent le bébé avec l'eau sale du bain ». Il a ajouté, au sujet de la sidérurgie, qu'il faut « représenter des recrus supplémentaires pour la politique de Reagan ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Delors « n'exclut pas » de conduire la liste socialiste

(Suite de la première page.)

« Ce pourrait être une bonne candidature », estime M. Jospin. D'autant que le terme fixé par M. Mauroy pour faire le bilan de la politique de rigueur (avril 1984) approche. Il est donc parfaitement concevable que celui qui y a attaché son nom — M. Delors — s'écarte. On comprend, dans ces conditions, que le ministre de l'économie ait tenu à inviter le P.S. à s'en tenir à ce « couple dialectique : assainissement à court terme, préparation du long terme ». « Il n'est pas possible de troquer les restructurations nécessaires contre un abandon, non de la politique de rigueur telle qu'elle est menée, mais des objectifs de la politique de rigueur », avait-il dit le 7 janvier dernier.

S'il s'agit à la fois de mobiliser les militants socialistes — auprès desquels sa cote est bonne — d'associer les radicaux de gauche, de faire pièce à M^{me} Veil pour valoriser le rôle de l'Europe et de la France dans l'Europe, d'expliquer et d'illustrer l'action d'assainissement économique engagée par le gouvernement, alors M. Delors est bien placé.

Si ce scénario prévalait, M. Delors devrait quitter le gouvernement, et ce départ à lui seul représenterait une modification profonde de l'équipe gouvernementale. On peut penser que le président de la République irait plus avant dans

cette « restructuration », les circonstances se prêtant dès lors à un changement de gouvernement.

De tous les prétendants à la succession de M. Pierre Mauroy, M. Louis Mermez est le plus actif, en termes d'image vis-à-vis de l'opinion publique. Le président de l'Assemblée nationale se comporte comme s'il était déjà pressenti. De M. Mauroy, il vante la « conviction », l'« énergie », le « courage », termes d'oraison funèbre. En quelque sorte, M. Mermez dit de M. Mauroy : « Il s'est bien battu »; et il omet de lui attribuer les qualificatifs d'un premier ministre au long court, les capacités d'explication et de rassemblement notamment. Il ne suffit pas d'avoir de la « conviction » pour soi-même, encore faut-il pouvoir convaincre les autres.

Il a l'écouff d'un premier ministre, disait M. François Mitterrand de M. Mermez en 1974. « Il est parmi les plus qualifiés pour occuper ce poste », dit aujourd'hui le président de la République. M. Mermez estime lui-même qu'il « saurait faire ». Faire quoi ? Le changement, sur le fond, n'est guère envisageable puisque la continuation de la politique de rigueur économique est admise — à condition, ce qui va de soi pour les socialistes, qu'elle ne soit pas accompagnée, ou le moins possible, de rigueur sociale.

JEAN-YVES LHOMEAU.

IPESUP
1^{re} classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
MEDICINE, PHARMACIE, SCIENCES-PO, HEC, ESSEC

sciences-po
entrée en A.P. et entrée directe en 2^e année
Préparation aux concours de Sciences Po
à Paris et à l'étranger
à partir de septembre

Graphologue MSI
apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par MSI (École Suisse de Graphologie).
Dép. (Beau Site 65, CH-7502 Pully (Genève))

OISE
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
approuvé par le British Council
21, rue Théophile (Rue de la République)
75015 PARIS (15) 5333.02
Ann. 10 1981 - 20 à 1989

L'ANGLAIS A OXFORD
Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, toute durée, pour adultes et étudiants

**FAITES UN
ALLER-RETOUR
A VOTRE
BANQUE
EN
MOINS DE
30 SECONDES.**

Faire un saut à la banque, cela demande souvent plus de temps qu'il n'y paraît, finalement. Aujourd'hui, ne vous dérangez plus inutilement. Avec son nouveau service Vidéocompte, le CCF propose aux particuliers une étape décisive vers la banque à domicile.

En quelques secondes, sans vous déplacer, vous pouvez 7 jours sur 7 connaître la position de vos comptes de dépôts ou de placement au CCF, ordonner des virements, commander vos chèquiers, ceci en toute confidentialité, grâce à un code que vous choisirez vous-même.

Avec Vidéocompte, vous pourrez également interroger le CCF sur les cours des Sicav, des fonds communs de placement, des monnaies étrangères, ou sur les émissions d'obligations en cours.

Vidéocompte CCF passe par un terminal à écran doté d'un clavier à touches, très simple à utiliser.

En plus des services bancaires, ce terminal vous donnera accès à l'annuaire électronique et aux principaux services de renseignements des grandes sociétés et des services publics.

Appelez-nous au 720.92.00. Nous vous dirons quand la Direction des Télécommunications sera en mesure d'installer chez vous votre terminal Vidéocompte. Gratuitement.



VIDEOCOMPTE CCF
le nouveau service de la banque des réussites.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Le Pen exclut toute négociation avec le P.F.N.

Il était 1 500 convives dans la salle du Palais des congrès, à Lyon, pour assister, samedi soir 14 janvier, à la réunion publique du Front national présidée par M. Jean-Marie Le Pen. A la même heure, un millier de jeunes immigrés se rassemblaient à la Bourse du travail de Lyon. Dans l'après-midi, de trois à quatre mille manifestants avaient défilé pacifiquement dans le centre-ville à l'appel des partis politiques de gauche et des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N.

Lyon. — Bonnes journées pour M. Jean-Marie Le Pen. Le Front national, jusqu'à présent inexistant à Lyon, a mobilisé un nombre important de personnes. Les organisateurs de la réunion ont joué la carte de la simplicité : service d'ordre très discret, pas de banderoles d'accueil ; l'affiche de l'entrée du Palais des congrès concernait une exposition Cézanne.

Le Front national a essayé ainsi de faire passer de l'ordre, mais sa langue est restée verte. Pendant la soirée, il a beaucoup recruté dans une clientèle à l'évidence populaire, ce qui n'a pas empêché les drapeaux tricolores, tendus en forme de courbe, à l'issue de la réunion, de recueillir beaucoup de coups de poing ou de coups de pied. Pourquoi cette adhésion ? Pour mettre les Arabes dehors ? dit-on d'instinct à tout jeune nouveau militant du Front national.

Les Arabes : ils ont été, une fois encore, les vedettes involontaires de cette réunion de la « droite nationale ». M. Albert Devèze, ancien sénateur indépendant et paysan, « ancien résistant, ancien élève de la première section », a ouvert la série des interventions en disant que « certains se servent de la Résistance pour combattre un mouvement national ». Puis la responsable régionale du Front national, Mme Germaine Burgeat, a présenté le « programme » de l'organisation : le « combat contre la révolution marxiste dans notre pays ». La foule a réagi : « Communistes assassins ! ». Elle a frappé le sol des pieds en cadence, quand il a été question de l'immigration.

« La France est livrée, depuis vingt ans, à une immigration envahissante et anarchique », a ajouté Mme Burgeat. M. Jean-Pierre Stroh, maire adjoint de Drevy, n'est

pas allé au bout de sa phrase. Au cours des travaux de son Conseil national, le parti de M. Le Pen a procédé à une amélioration de ses structures internes pour « passer de l'organisation à l'organisation professionnelle », évolution commandée, selon son chef de file, par l'afflux de nouveaux adhérents.

Les dirigeants du Front national ont aussi avancé quelques-uns des thèmes de campagne de leur liste, celle de l'Union française pour l'Europe des patries qui sera conduite, le 17 juin prochain, par l'ancien député poujadiste.

De notre correspondant régional

taille un bon succès de tribune en lançant : « Fabriquons français mais avec des Français ». Et encore : « L'immigration étrangère est responsable en grande partie de l'augmentation de la délinquance, de l'insécurité et du chômage ».

Mais la vedette incontestée du week-end a été M. Le Pen. Le représentant du « Syndicat des victimes du socialisme et du marxisme » n'a jamais cité, au cours de la réunion, le nom de M. Mitterrand. Il a, en revanche, fait siffler à de nombreuses reprises les noms de Mme Simone Veil et de M. Jacques Chirac et Jean Lecanuet. Quant à M. Giscard d'Estaing, il lui a réservé cette fable : « Certains veulent beaucoup plus de chaleur pour défendre leur réputation qu'ils n'en mettent pour défendre la France. Plus globalement : « La bande des quatre est en train de se dissoudre et elle ne le sait pas encore », a estimé M. Le Pen.

Dimanche matin, M. Le Pen, qui a pratiquement monopolisé la parole au cours des travaux du Conseil national, a fait approuver, sans vote final, le Conseil national n'étant qu'une instance consultative. La plate-forme de la liste qu'il conduira aux élections européennes, sa campagne exigera « une élévation de la défense civile au niveau européen », la lutte « contre le terrorisme et le banditisme international » ; elle dénoncera « la montée de l'hégémonie islamico-révolutionnaire ».

Dans le court laps de temps consacré aux questions agricoles européennes, M. Le Pen a reconnu que, dans ce domaine, « on ne peut pas avoir que des avantages ». Quant à la question de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté, il l'évoque en ces

termes : « Dans l'immédiat, l'état de l'Europe ne justifie pas que l'on fasse entrer deux adversaires de plus ».

Il convient aussi de mentionner plusieurs attaques personnelles visant des journalistes, le philosophe Althusser et le ministre de la culture, Jack Lang (« l'éculturocratie »). A propos des homosexuels, M. Le Pen a déclaré : « Il ne faut pas heurter la jeunesse. Ils sont cinq cent mille ».

Pour la liste européenne, M. Le Pen a surtout confirmé que sa liste européenne sera « une liste du Front national » ouverte à des « personnalités » mais qu'il est « totalement exclu qu'elle se fasse par négociations avec quelque mouvement que ce soit ». Une précision à l'adresse du Parti des forces nouvelles (P.F.N.) qui avait souhaité la constitution d'une liste commune et qui a aussitôt regretté la décision du président du Front national. Localement, les militants du P.F.N. avaient, samedi dans l'après-midi, joué la carte de l'union de l'extrême droite en venant, à une vingtaine, perturber la manifestation de protestation des partis de gauche et des syndicalistes. « La France aux Français ! » leur slogan hostile aux manifestants « antifascistes et antiracistes » n'a pas résonné aux oreilles des immigrés, pratiquement absents du cortège des partis et syndicalistes de gauche. Samedi soir, en revanche, près de mille jeunes avaient répondu à l'appel du collectif d'associations de jeunes immigrés. « L'immigration, disait une banderole accrochée à l'entrée de la Bourse du travail, c'est toi, c'est moi, c'est nous, c'est toi, c'est moi, c'est nous, c'est toi, c'est moi, c'est nous ». Samedi, à Lyon, il y avait deux réponses à la xénophobie. La gauche a défilé. Les jeunes ont chanté.

CLAUDE RÉGENT.

LE R.P.R. ET L'U.D.F. SE RENCONTRENT LE 17 JANVIER A L'HOTEL DE VILLE

Le bureau politique de l'U.D.F. et M. Simone Veil doivent rencontrer le R.P.R., mardi matin 17 janvier à l'Hôtel de Ville pour préparer la campagne des élections européennes. M. François Léotard, secrétaire général du R.P.R., qui s'est toujours affirmé hostile à la constitution d'une liste unique de l'opposition a annoncé, samedi 14 janvier à FR 3 Côte d'Azur, que « si M. Simone Veil et les autres partenaires de l'U.D.F. persistent à maintenir une liste unique aux élections européennes », il donnera sa démission de vice-président de l'U.D.F. et ne siégera plus au bureau politique de la confédération.

Il a précisé : « Ma décision est tout à fait irrévocable, mais bien sûr le R.P.R. continuera à participer à l'U.D.F. D'ailleurs, si nous avons pris la décision de ne pas faire nous-mêmes une liste, c'est pour ne pas passer une dernière politique dont nous aurons bien besoin en 1986 ». M. Léotard a estimé qu'une liste unique de l'opposition constitue une « triple erreur : tactique, politique et morale ».

M. Giscard d'Estaing partage cette opinion. Il a souligné au Grand Jury R.T.L.-le Monde, dont il était dimanche 15 janvier l'invité, qu'une liste unique « compromettrait les chances pour 1986 ».

M. Edgar Faure, sénateur (gauche dém.) du Doubs, a jugé, dimanche 15 janvier, au micro de C.V.S. Versailles, qu'une seule liste de l'opposition ne constitue pas « une très bonne solution », dans la mesure notamment où le scrutin de juin 1984 n'est pas la troisième tour des municipales. Il a affirmé qu'« il n'y a pas encore » s'il constituera une liste.

DÉFENSE

Paris et Ryad signent un nouveau contrat d'armement

(Suite de la première page.)

C'est en 1984 que l'arsenal de Lorient doit livrer aux Saoudiens leur première frégate conformément à ce que prévoyaient les dispositions de l'accord intergouvernemental « Sawari ».

Aujourd'hui, le nouvel accord porte sur près de 35 milliards de francs et concerne une nouvelle livraison de systèmes antiaériens qui sont, selon toute vraisemblance, du modèle Shahine. La société Thomson-C.S.F. a reçu la maîtrise d'œuvre du programme, avec plusieurs sous-traitants, dont le groupe Matra qui fabrique le missile, tandis que le Groupement industriel de l'armement terrestre (GIAT), relevant de la délégation générale pour l'armement, fournit les véhicules blindés équipés des missiles.

Il s'agit en quelque sorte d'un système complet de couverture aérienne à basse altitude de « points sensibles » du territoire saoudien, à partir de batteries mobiles de missiles antiaériens superonques associés à des radars de veille et d'acquisition.

Dans les milieux politiques proches du ministère français de la défense, on tire, de la signature de cet important contrat, la conclusion que l'Arabie Saoudite n'a pas été arrêtée dans sa démarche vis-à-vis de la France par le changement intervenu à la tête de l'Etat, après mai 1981. On souligne encore la qualité des relations établies entre le prince Sultan et M. Hernu. Au Proche-Orient, en effet, le gouverne-

ment de Ryad a toujours soutenu la position française dans le conflit irako-iranien, et il n'a pas critiqué la présence d'un contingent français à Beyrouth.

Il faut en outre rappeler que, tout comme M. Valéry Giscard d'Estaing à la fin de janvier 1977, M. François Mitterrand s'est rendu en visite officielle à Ryad en septembre 1981. Ce fut même sa première visite officielle de chef d'Etat à l'étranger, si l'on exclut sa participation à des « sommets » comme ceux de Bonn, Ottawa ou Londres.

L'accord franco-saoudien survient, enfin, à un moment, avec la révolution des ventes d'armes françaises à l'exportation, où de nombreux experts — y compris la délégation générale pour l'armement — s'inquiètent du tassement observé en 1983 dans ce commerce de la France avec l'étranger. Selon de premières estimations, le déclin enregistré (-27 %) des ventes d'armes françaises durant le premier semestre de 1983 a continué au second semestre, le montant des transactions étant de l'ordre de 30 milliards de francs au total (au lieu de 41 milliards de francs en 1982).

Au ministère de la défense, on prépare de nouvelles mesures qui tendent à relancer les négociations face à une clientèle qui apparaît saturée comme c'est aujourd'hui le cas de l'Irak, et face à une concurrence de plus en plus âpre sur les marchés.

JACQUES IGNARD.

LA TENSION EN CORSE

Défi du F.L.N.C.

Bastia. — L'ultime hommage des nationalistes corse à Etienne Card, militant de l'ex-Front de libération nationale de la Corse mort en posant une bombe, s'est transformé, samedi 14 janvier, dans le petit village de Serriera, près de Porto (Corse-du-Sud), en véritable défi de l'organisation clandestine à M. Robert Broussard. La veille de l'inhumation, l'ex-F.L.N.C. avait fait savoir au préfet de police de la Corse qu'il n'admettrait pas la présence de forces policières dans le périmètre de l'enterrement. Le soir même, M. Broussard répliquait qu'il ne saurait tolérer « aucune manifestation armée ou de nature à troubler l'ordre public ».

A la sortie de l'absoute et malgré la présence autour du village de trois escadrons de gendarmes mobiles et de quinze inspecteurs en civil, six militants du mouvement clandestin, le visage dissimulé par une cagoule, ont fait une apparition publique et tiré au pistolet une salve d'honneur autour du cercueil de leur « frère de lutte ». Ils ont ensuite disparu à l'intérieur de l'église, puis, par une porte dérobée, se sont fondus dans la foule.

C'est seulement après la salve d'honneur qu'une dizaine de policiers du S.R.P.J. d'Ajaccio, avec, à leur tête, le commissaire Ange Mancini, ont sauté d'un murlet qui surplombe l'église sur les membres du commando pour leur arracher les cagoules. Une rumeur échauffée s'est suivie, tandis que les gendarmes mobiles se tenaient en retrait. C'est sans doute cela qui a permis d'éviter un affrontement meurtrier, les nationalistes, dont plusieurs étaient armés, étant décidés à en découdre au moindre coup de feu tiré par les forces de l'ordre. Le commissaire Mancini, pris à partie par la foule, a pu être dégagé grâce à l'intervention du service d'ordre de la manifestation. Les esprits se sont calmés au bout de quelques minutes. M. Guillaume Leica, le maire (nationaliste de gauche) de Serriera, imposant sa médiation dans un climat pourtant très tendu.

L'absence de ses hommes, a expliqué dimanche 15 janvier M. Broussard,

surd, est dû en partie, selon lui, à l'observance de « certaines contraintes ». Les policiers, présents dans l'église, n'ont pas voulu, en effet, intervenir arme au poing au moment où le porte-parole du Front a salué en langue corse la mémoire d'Etienne Card, avant de présenter ses condoléances à la famille du disparu. Les hommes en cagoule ont ensuite porté le cercueil recouvert du drapeau corse jusqu'au parvis de l'église. Une action policière à l'intérieur du lieu de culte aurait été, selon M. Broussard, difficilement concevable. Même si, ajoute-t-il, ses collaborateurs étaient au courant de la nature de l'opération. Celle-ci, qui comportait de très grands risques pour l'ex-F.L.N.C., elle a été menée avec beaucoup de minutie et a bénéficié de complicités locales.

Après sa première démonstration de force le 10 juillet 1983 à Vero où un commando avait aussi fait une apparition publique après l'enlèvement de Guy Orsoni, un autre de ses militants, l'ex-F.L.N.C. a voulu — et alors qu'Etienne Card est son premier homme « mort au feu » — prouver sa capacité à braver les interdits du commissaire Broussard et à affirmer sa prééminence sur le mouvement nationaliste.

Après les incidents, plus de mille cinq cents personnes ont suivi le cercueil porté à dos d'homme jusqu'au cimetière du village. Là, un dernier hommage a été rendu au militant « mort pour avoir été jusqu'au bout de ses idées ».

DOMINIQUE ANTONI.

SAISIE A FR 3

Bastia. — La séquence du reportage réalisée par une équipe de FR 3 Corse sur les incidents survenus lors de l'enterrement d'Etienne Card, à Serriera, a été saisie samedi 14 janvier avant sa diffusion prévue pour le journal télévisé régional de 19 h 15. Des policiers ont présenté à M. Sami Sanguinetti, rédacteur en chef de FR 3 Corse, un procès-verbal de procédure de flagrant délit. Ils ont pris le film à l'arrivée de l'équipe à la station d'Ajaccio. Au total, ce sont trois des cinq cassettes vidéo utilisées pour ce reportage qui ont été saisies.

Deux journalistes, qui rapportaient les deux premières cassettes utilisées avant les incidents, ont été interceptés à 20 km d'Ajaccio par des gendarmes. Longuement fouillés, ils ont fermement refusé de remettre ces cassettes hors la présence d'un officier de police judiciaire et en l'absence de commissaire rogatoire. A 18 heures, un dispositif policier se mettait en place autour de la station de FR 3 Ajaccio, afin d'éviter que les cassettes incriminées ne parviennent au studio de

diffusion. M. Sanguinetti a dû s'engager à remettre le film des incidents de Serriera pour que le dispositif soit levé.

Pour protester contre ces méthodes, les adhérents du syndicat national des journalistes de FR 3 Corse devraient déposer un préavis de grève et saisir la Haute Autorité. De son côté, M. Sanguinetti nous a déclaré que pour lui « il est de plus en plus difficile, voire impossible, d'assurer son métier de journaliste en Corse, dans les conditions actuelles ». Une démission collective de certains responsables et journalistes de la station n'est pas à exclure si un arrêt du « harcèlement » n'est pas décidé par les autorités. En 1983, vingt-cinq agents diffusés par FR 3 Corse ont en effet été saisis par la commission rogatoire.

Dans un communiqué le 15 janvier à Paris la Fédération des sections S.N.J. de l'audiovisuel a condamné le processus « et a cassé ses cotisations de FR 3-Corse de son entière solidarité ».

D.A.

A CALVI

« Corses et Français »

Calvi. — « Les absents d'aujourd'hui n'ont jamais eu aussi tort... » Ainsi jugait, samedi 14 janvier à Calvi, M. Jean Degiacchi, président de l'association pour la Corse française et républicaine (C.F.R.), qui avait appelé à un rassemblement contre la violence et la séparation.

On pensait remplir la halle aux sports. Le stade environnant avait même été consacré. Près de deux mille personnes sont venues au rendez-vous. « Il faut que les enfants sentent battre leur cœur à l'union du noir », estime M. Degiacchi. L'argument plaide. Mais, comme à Calvi, en soit, la C.F.R. veut désormais « occuper le terrain de la légitimité ». Il faut « effacer les graffiti, rassembler les idées, les nationalistes ont dépassé les bornes ». On fait la différence entre « une bombe et mille bombes ». Jadis, lorsque les bandits corse se sont mis à racketter, les Corses les ont tués. Calvi est la première étape du tour de Corse projeté par la C.F.R. Mais on hésite à se montrer. Indifférence ? Méfiance à l'égard des organisateurs, « vieux routiers de la politique » ? Pour des républicains nationalistes ? Qui sait...

Vers 15 heures, samedi, affluant vers la halle des parlementaires et

De notre envoyée spéciale

des élus corses de tricolore, des groupes bardés de drapeaux. Sur la bannière, le bleu, blanc, rouge fait une corolle autour de la tête de Maure. Agriculteurs, commerçants ou fonctionnaires, et beaucoup d'anciens combattants, se retrouvent. L'Union des parachutistes est présente. Dans la salle, soudain, une voix chevrotante entonne la Marseillaise, reprise avec ferveur par l'assistance. On applaudit. Un ténor entonne alors « Oï vi salvi regina, Thymus religieux corse ». Après un instant de surprise, la foule reprend. C'est le même hymne qu'à la même heure, dans l'église de Serriera, les sympathisants de l'ex-F.L.N.C. chantaient pour enterrer leur mort.

« Je suis plus corse que ces fascistes nationalistes — corses et français », explique le ténor andalécien de la halle. Professeur depuis quatre ans à Montseno, cité sicilienne de Bastia, ex-membre de P.C.F., résistant, il « sait ». Le ton est à la vendetta. Non loin de lui, un fonctionnaire jeune et discret prête l'oreille. « Trop de discours », ironise-t-il. Lui vote socialiste. Il est venu à Calvi malgré le refus de ce

parti de s'associer à l'initiative de la C.F.R. « Je ne supporte pas qu'on impose sa loi à coups de bombes et de menaces. Ma famille avait fui Mussolini ». Mais faut-il, pour autant, pour chasser le racisme et le terrorisme utiliser les mêmes armes ?

Rares sont les communistes ou les socialistes venus à Calvi. Les conseillers de leurs organisations ont été dissuadés, comme celles de l'U.D.F. et de l'U.R.C. Les principaux leaders M.R.G. ou R.P.R. sont venus. Chacun est entouré des siens. « L'union sacrée des Corses contre l'anti-France », fait rectifier. Lorsque M. François Giacchi, président du conseil général de la Haute-Corse, pourfend les « salopards », c'est le défilé. D'autres orateurs en rajoutent : « Révolutionnaires en peau de lapin », « voyous ». On se dresse contre la « subversion », contre ce « front de liquidation nocturne de la Corse ». Le colonel François Villanova, porte-parole de la C.F.R., fusille « les idéalistes révoltés », « les Corses d'origine étrangère récents qui font un complexe d'infériorité », « les intellectuels jouant les apprentis sorciers », etc. On applaudit.

Sur le podium, les orateurs interrompent les jeunes qui dans la halle sont plutôt rares. D'Ajaccio, sont venus quelques dizaines de jeunes Giscardiens à l'appel de leur maire. « Quand on se rencontre entre copains, on évite de parler politique, l'amitié avant tout », explique l'un d'eux.

Aux yeux de M. Xavier Colonna, ancien militaire, maire de Calvi, le premier de la mobilisation pour la Corse française républicaine, « les partis politiques traditionnels n'ont jamais su faire descendre les jeunes dans la rue. Les autres, les indépendants, l'ont fait. Les jeunes ont causé des victimes... à nous de faire bouger la jeunesse aujourd'hui ».

DANIELLE ROUARD.

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos instituts nous permettant d'affirmer le sérieux avec lequel nous traitons :

- pellicules, défilets, cheveux secs, cassants ;
- démangeaisons, chutes involontaires.

Il importe que la cause ne s'aggrave pas.

APPELEZ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILAIRE EURO-BRIDGECAP

75001 PARIS
4, rue Cassini
(1) 280-80-84

Bordeaux (55.45-06-34) - Grenoble (75.49-21-41) - Lille (20.51-24-19) - Linoges (55.34-15-20) - Lyon (7.839-06-78) - Marseille (51.48-25-97) - Mulhouse (88.45-90-88) - Nancy (8.332-81-88) - Nantes (40.48-74-57) - Paris (25.88-55-74) - Rouen (50.30-16-88) - Rouen (25.73-08-22) - Saint-Etienne (77.39-10-78) - Toulon (94.53-55-30) - Toulouse (61.23-29-94).

Pour les cas les plus avancés, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables produits en cheveux naturels, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-fine de conception inédite. Entretien très minutieux.

PROTHÈSE BRIDGECAP

Remandez : un autre tourisme

- Valais revient de son exil
- Les autres lieux de vacances
- La photographie, quel plaisir ?

et toujours disponible le RESEN

SCIENCE-PO

(entrée en 1^{re} ou 2^e année) 308 pages. Présentation des L.E.P. (Paris, Provence), conseils de méthode, présentation des épreuves, annales, débouchés. (59 F prix de vente par correspondance)

LES GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

398 pages, liste des préparations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et statistiques, présentation détaillée de 28 écoles, débouchés et salaires. (59 F prix de vente par correspondance)

LES ÉTUDES DE MÉDECINE et de PHARMACIE

(Paris et région parisienne) 180 pages, présentation de la réforme des études médicales et des études de pharmacie, programmes et analyses des statistiques. (59 F prix de vente par correspondance)

VENTE en librairie (diffusion VUBERT) ou par correspondance à : Groupe SIGMA Éditions, 16, rue du Cloître Noir-Denis, 75004 Paris, M. 225.83.30

Libroz

Le Monde
classés et documents

RÉSIDENTS - CLUBS

3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, rue Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (03) 88.98.21 (F.R.A.N.I.)

مكتبة الأمل

سؤال من الأهل

Le Monde

société

Ecole privée : des négociations sans enthousiasme

Les projets sur l'avenir des rapports de l'Etat et de l'enseignement public avec l'enseignement privé, publiés le 12 janvier par M. Savary (le Monde du 14 janvier), ont été examinés par les principaux partenaires durant la fin de la semaine. Le ministre de l'Education nationale peut être satisfait : aucun de ses interlocuteurs ne refuse en bloc les textes publiés. Mais cet accord minimum s'accompagne d'un pessimisme général : les laïques constatent que l'école unique n'est pas à l'ordre du jour ; les partisans de l'école privée craignent que la fonctionnarisation des maîtres ne préjuge à cette unification.

La F.C.P.E. estime que les dernières propositions ministérielles pourraient permettre de moraliser les conditions de vie et de fonctionnement des établissements privés sous contrat. Dans cette perspective, et bien qu'il se déclare « pessimiste sur l'unification », M. Andrieu estime que « le moment est venu d'avancer ».

En revanche son refus est « total » sur le principe de la fonctionnarisation des maîtres des établissements privés, et sur une « excessive dépendance vis-à-vis de l'Etat et des collectivités locales telle qu'elle résulte de la définition proposée des établissements d'enseignement public ». Le Comité national de l'enseignement catholique considère qu'une négociation n'est possible que si le principe d'un statut spécifique pour ces enseignants et de « structures administratives respectueuses de l'autonomie administrative, financière et éducative » de ces établissements est reconnu. Il est donc décidé à présenter « ses propres propositions » et prévient que si celles-ci ne sont pas retenues, il s'abstiendra de négocier « sur les textes dont il résume les principes » et qu'il pourra « reconsidérer sa participation à l'ensemble de la négociation ».

Les chefs d'établissements catholiques sous le choc

Expectative et incertitude avant, résolution tranquille après. Le choc des nouvelles propositions de M. Savary, publiées au beau milieu de leur assemblée générale, n'a pas fait perdre leur sérénité aux mille chefs d'établissements catholiques réunis, vendredi 13 et samedi 14 janvier, à Paris, par leur syndicat national (1).

La réunion, prévue de longue date, devait évoquer l'avenir des relations entre l'Etat et l'enseignement privé. L'actualité brûlante l'a transformée en un forum sur les nouveaux textes du ministre de l'Education nationale, dont l'extrême à chaud a été faite par le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, et par Mme Nicole Fontaine, déléguée au secrétariat général de l'enseignement catholique et spécialiste de la situation juridique de l'école privée.

« avec délicatesse, mais franchement », que le sort de l'enseignement catholique ne peut dépendre d'eux seuls. Autrement dit, « il n'appartient pas au personnel navigant de détourner le bateau de sa destination ». Une mobilisation trop faible serait « une grande erreur devant l'histoire », assure Mme Fontaine pour rallier les derniers hésitants en appelant à la résistance et à l'unité. Car « rien n'est forcément joué ». Sa sévère explication des textes a mis les chefs d'établissements au pied du mur, et quelques-uns se félicitent que l'enseignement catholique abandonne le « langage des colombes ».

Lorsque M. Jacques Barrot, secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement et député U.D.F. de la Haute-Loire, a ouvert le feu, vendredi, en prédisant « une rude journée pour la liberté d'enseigner », la salle ne l'a pas vraiment cru. L'orateur venait lui-même de découvrir les propositions de M. Savary, qui circulaient dans les travées de l'assemblée générale. M. Jean-Pierre Gardy, président du S.N.C.E.E.L., avait juste annoncé « une avalanche de textes dont on ne connaît pas les contours, et Dieu sait s'il y en a ! ».

Les chefs d'établissements approuvent la démarche de M. Guibert. « Nous ne sommes pas des ex-cathos comme certains dans d'autres secteurs de l'enseignement privé, confie un adhérent. Mais nous sommes un million à Paris s'il le faut. » Un de ses collègues se réjouit que le secrétaire général soit enfin « sorti de sa réserve pour se mouiller et découvrir ce qui se cache derrière les paroles du ministre ».

L'apocalypse serait-elle à l'ordre du jour ? Personne ne pourrait le douter à l'écoute de Mme Nicole Fontaine, porte-parole des « durs » de l'enseignement catholique. Avec une fermeté parfois au proche de la fiéroidé, elle part en guerre contre le « choix faussé » de la titularisation et prédit l'« éclatement de nos équipes pédagogiques » consécutif à l'annonce privé-public. Puis, avec la même ferveur, elle enjoint les chefs d'établissements d'abandonner l'attitude et réajustement pour dissuader les maîtres tentés par la titularisation, en expliquant à ces derniers

Le Père Guibert a fait une analyse détaillée des mesures proposées. Mêlant la badinerie - « Je ne comprends pas tout, alors j'ai téléphoné au ministre » - et la gravité - « Notre liberté sera minée de l'intérieur par la titularisation des maîtres », - la responsabilité de l'enseignement catholique, ancien chef d'établissement lui-même, tire sa propre leçon des textes. Au passage, il dénonce « les manœuvres désarmées soignées au bon vouloir des communes » et prévoit « la mainmise des syndicats intégrationnistes sur les commissions d'agrément », mais il note aussi quelques remarques positives : les services communs à plusieurs établissements.

Le Comité d'urgence anti-répressement homosexuelle (C.U.A.R.H.) a dénoncé cette « série de rafles ». « Remontez ainsi des libérations avec la nouvelle politique mise en place par Gaston Defferre et l'ensemble de la majorité, estime le C.U.A.R.H., la police renoue aujourd'hui avec des méthodes que les démocrates croyaient révolues ».

A Caen, au cours de la même nuit, la police a procédé à des opérations de contrôle similaires, nous signale notre correspondant. Le C.U.A.R.H. a demandé une entrevue à M. Defferre, lors de sa coordination nationale les 14 et 15 janvier. Diverges propositions ont été adoptées. Il a décidé que après son congrès prévu à Paris les 21, 22 et 23 avril, il organiserait le 23 juin 1984, une manifestation nationale dans les rues de la capitale.

Troisième décès parmi les Français perdus au Sahara. - M. Simone Barot, qui s'était égarée depuis le 22 décembre au Sahara algérien avec son mari et ses deux filles, est morte dans la nuit de vendredi 13 à samedi 14 janvier des suites de son état d'épuisement. Le décès de M. Barot, retrouvée vendredi avec sa famille par les équipes algériennes de secours aux confins algéro-maliens, porte à trois le nombre des victimes de cette tragédie (le Monde du 15-16 janvier). M. Gaston Barot et l'une de ses filles, Marie-Pierre, avaient été retrouvés morts. L'unique survivante de la famille Barot, Colette, 26 ans, fait toujours l'objet de soins prodigués par une équipe médicale déployée à Silet, à 160 kilomètres au sud-est de Tamarasset, où les quatre voyageurs ont été retrouvés. - (A.F.P.)

Incidents à la prison de Nîmes. Des incidents ont eu lieu, dimanche 15 janvier, à la maison d'arrêt de Nîmes. Un gendarme a été légèrement blessé par un projectile. Un jeune prisonnier en détention provisoire avait grimpé sur le toit le matin au cours de la première promenade et avait exigé une entrevue avec le procureur de la République. Lors de la deuxième promenade, plusieurs détenus, dont le propre frère du jeune homme, ont refusé de rentrer dans leurs cellules. En fin de matinée, une trentaine de policiers, gendarmes et deux maîtres de chiens pénétraient dans la prison. Peu de temps après, le détenu descendant du toit, ayant obtenu l'assurance des autorités administratives, d'une part, que les événements de la journée ne lui seraient pas imputés et, d'autre part, qu'il rencontrerait très bientôt le procureur de la République.

SCIENCES PO. Préparations Documentation sur demande • Stage parallèle (février à juin) • Stage intensif d'été IPEC Enseignement supérieur privé 45, bd Saint-Michel, Paris 6 Téléphone : 633.81.23/22.09.71/75.84.55

STAGES D'ANGLAIS Anglais général tous niveaux. 60 heures d'enseignement (6 heures pendant 10 semaines) du 3 octobre au 28 octobre 1983. Coût du stage : 1700 F. Tarif gratuit (sans engagement) L'Université organise également des stages en entreprise sur demande. Renseignements et inscriptions : université paris 8 formation permanente 2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02 Tél. 829.23.00.

On a assassiné Robert Boulin estime la famille de l'ancien ministre

Robert Boulin ne s'est pas suicidé. Il a été assassiné et le mobile serait politique. C'est ce qu'ont déclaré ses proches au cours du week-end. La semaine dernière, M. Bertrand Boulin, son fils, avait rendu publiques les conclusions du second rapport d'expertise du corps de l'ancien ministre. L'avocat de la famille, M. Jacques Vergès, en avait conclu qu'il y avait eu « rixe et coups portés » (le Monde du 14 janvier).

« Arabie Saoudite - Avions trans-saoudiens ». Pour la famille de Robert Boulin, les lettres écrites par celui-ci faisant état de son intention de se suicider seraient des faux. La plainte contre X... pour homicide volontaire déposée par ses proches en juin 1983 est actuellement instruite par un magistrat du tribunal de Versailles, M. Michel Maestroni. Au mois de septembre, la famille de Robert Boulin avait demandé que ce juge d'instruction entende MM. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, Alain Peyrefitte et Michel Poniatowski, anciens ministres. Mardi 17 janvier, M. Maestroni doit officiellement notifier à la famille Boulin les conclusions du nouveau rapport d'expertise, notification prévue par l'article 167 du code de procédure pénale.

Samedi 14 janvier, sur T.F.1, M. Fabienne Burgat, la fille de Robert Boulin, a estimé que « la thèse de l'assassinat était désormais une certitude ». Selon M. Burgat et M. Bertrand Boulin, qui s'en est ouvert, dimanche, à l'Agence Franco-Presse, l'assassinat de leur père serait lié à la disparition de dossiers marqués « Strictement confidentiel » aperçus par M. Bertrand Boulin dans le coffre-fort du ministre avant la mort de ce dernier. Selon le fils de Robert Boulin, l'un de ces dossiers portait les mots « Elf-Aquitaine-Transaction C.E.R. ». Les initiales C.E.R. signifient Compagnie européenne de recherches, la société fondée par l'un des « inventeurs » des « avions renifleurs ».

En février 1978, a déclaré M. Bertrand Boulin à l'A.F.P., son père, qui était alors ministre délégué à l'économie et aux finances, lui aurait dit : « On me cache des choses, j'en ai marre. J'apprends qu'il y a des fonds qui vont en Suisse. Mais là, c'est une grande entreprise d'Etat. On se joue de ma gueule. » Les trois autres dossiers aperçus par M. Bertrand Boulin portaient les mentions « Dassault », « Sécurité sociale - Matversations » et

« B.P. INFORMATIQUE Nouveau diplôme d'Etat AVEC OU SANS BAC ». Le nouveau Brevet Professionnel d'Informatique vous permet de réussir sérieusement votre carrière de Cadres dans les métiers de l'informatique. C'est un diplôme d'Etat que vous préparerez tranquillement chez vous en 18 mois environ, avec le niveau C.A.P. ou B.E.P. minimum, aucune connaissance informatique n'est nécessaire au départ. De plus, vous profiterez de notre garantie étude et pourrez suivre, en option, des stages pratiques sur ordinateur dans les principales villes de France. Brochure gratuite n° N3424 à l'P.I.G., Organisme Privé, 92270 Bois-Colombes.

De bons revenus versés tous les trois mois sans dépenser votre capital... que vous pouvez, en outre, récupérer à tout moment

4 chèques par an Une véritable « rente » qui bénéficie d'une fiscalité avantageuse. Vous avez raison d'être prudent et de ne pas vouloir entamer votre capital. Mais pourquoi le laisser dormir alors que vous pourriez en tirer des revenus confortables et réguliers : un chèque tous les trois mois ? C'est ce que vous procure CORTAL 1000 si vous placez 5000 F (ou plus) : des revenus élevés, analogues à ceux des obligations, et des avantages originaux : 1. Vous n'avez pas de risques à prendre ni de choix à faire : CORTAL 1000 est géré par des spécialistes du Groupe de la Compagnie Bancaire. Ils s'occupent de votre placement pour lui assurer, en toutes circonstances, un rendement voisin de celui des obligations. 2. Vos revenus vous sont versés tous les trois mois. 3. Vous pouvez à tout moment par un simple coup de téléphone récupérer votre argent sans risque de mauvaises surprises. La gestion de CORTAL 1000 permet d'atténuer les variations de capital qui provoquent habituellement les mouvements de taux d'intérêt. CORTAL 1000 bénéficie des mêmes avantages fiscaux que les obligations : pas d'impôt sur les 5000 premiers francs de revenus et possibilité au-delà de se libérer de l'impôt au taux de 25 %. Enfin, vous bénéficiez du service CORTAL, dont les qualités, de l'avis même de nos clients, sont :

- Commodité : tout peut se faire par courrier ou par téléphone, pas besoin de se déplacer ;
- Facilité : avec CORTAL 1000, la souscription minimale est d'environ 5000 F, et ensuite vous pourrez même resouscrire par tranches de 1000 F ;
- Clarté : chaque trimestre, avec votre chèque, vous recevez le bulletin d'information CORTAL qui vous renseigne sur l'évolution de tous les placements CORTAL, y compris, bien sûr, CORTAL 1000.

Comment vous faire une opinion avant de vous décider ? C'est fort simple. Demandez la documentation CORTAL 1000 en nous téléphonant au (16) 05 10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à notre charge), ou en nous retournant le coupon-réponse. Par retour, vous recevrez toutes les informations sur CORTAL 1000 et vous jugerez vous-même.

CORTAL 1000 CORTAL 1000 est un fonds commun de placement (loi du 13 juillet 1979) dont le gérant est Gerfonds et le dépositaire la Compagnie Bancaire, tous deux domiciliés au 5, avenue Kléber, 75116 PARIS, téléphone gratuit : (16) 05.10.15.20.

ADRESSEZ-MOI le dossier gratuit qui contient tous les renseignements sur CORTAL 1000 : sécurité, rentabilité, fiscalité avantageuse et disponibilité sans aucun engagement

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ Code postal _____ Ville _____ Tél. (dom.) _____ (bureau) _____

Renvoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à : CORTAL, Libre réponse 9231 75 75789 Paris Cedex 16, ou appelez le (16) 05.10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à notre charge).

CORTAL 1000 est un placement CORTAL

TENNIS

McEnroe en grand maître

New-York. — Classé numéro un mondial depuis 1981, l'Américain McEnroe, champion de Wimbledon, qui aura vingt-quatre ans le 15 février prochain, s'est imposé comme le meilleur joueur de la saison écoulée en gagnant les deux titres de maître mis en jeu au Madison Square Garden.

L'année 1983 s'est achevée sans que la personnalité d'un joueur se fût réellement imposée. Les quatre levées du grand chelem — Roland-Garros, Wimbledon, Flushing-Meadow et Kooyong — avaient été faites par quatre joueurs différents, Yannick Noah, John McEnroe, Jimmy Connors et Mats Wilander. Le Tournoi des maîtres n'était donc pas une simple formalité de fin de saison, mettant surtout à l'épreuve le talent des conseillers fiscaux des stars de la raquette qui tiraient au Madison Square Garden une galette des rois de 400 000 dollars. Il s'agissait bel et bien de savoir qui était le plus fort.

En bien ! le meilleur fut incontestablement John McEnroe. Le champion de Wimbledon a donné samedi et dimanche un véritable régal, un chef-d'œuvre d'inspiration et d'improvisation. Il y avait là tout le tennis, et un peu plus que le tennis, la magie d'une balle improvisée par un fanatique des courts. L'Américain est en effet parvenu à jouer la demi-finale et la finale en gardant un registre exceptionnel. Mats Wilander, qui l'avait pourtant surclassé au cours de leurs trois matches de l'année écoulée, fit le premier des frais de ce jeu sous haute tension. Mais le brio insolent, affirmé par l'Américain contre le Suédois, n'était rien en comparaison du feu d'artifice qu'il allait tirer contre Ivan Lendl.

Vainqueur des deux derniers tournois, celui-ci avait déclaré, après avoir disputé sans difficulté majeure de Connors, son bourreau des Internationaux des États-Unis en demi-finale : « La finale se jouera essentiellement au service ». Il ne pouvait pas mieux dire. Malheureusement pour lui, son grand engagement à plat, habituellement dangereux, en salle, ne claqua pas aussi fort qu'il l'aurait voulu. Au total, le protégé de Flakke ne passa qu'une première balle de service sur deux. Celles-ci lui assurèrent le point huit fois sur dix. Toutefois, il a eu beaucoup plus de mal sur les secondes balles que McEnroe, en avançant profondément dans le court, retourna le plus souvent sous des angles impossibles.

Prédictions

Au reste, le numéro un mondial s'était systématiquement l'épreuve de force avec le Tchecoslovaque qui s'était précédemment imposé lors de la finale du précédent Masters. Le champion de Wimbledon, qui avait alors subi sa septième défaite consécutive face au Tchecoslovaque, a depuis résolulement changé de tactique. Cela lui a permis de vaincre trois fois sur quatre en 1983. Au lieu de répondre à la force par la force, il laisse son bras gauche agir en toute liberté, c'est-à-dire délivrer les coups les plus surprenants et les plus intenses. Lendl dut ainsi courir comme un lièvre pour tenter de retourner des amorces-torches qui sortaient de la raquette de McEnroe.

Square Garden. Dimanche 15 janvier, il a battu en trois manches (6-3, 6-4, 6-4) le Tchecoslovaque Ivan Lendl, qui était le tenant des titres 1981 et 1982 puis, associé à son compatriote Peter Fleming, il a dompté la paire tchéco-

De notre envoyé spécial

comme du chapeau d'un prestidigitateur. Le New-Yorkais s'est aussi appliqué à ne pas laisser de répit à son adversaire, évitant au maximum les échanges de fond de court, d'où le coup droit de Lendl peut être meurtrier, pour prendre le filet. Là, il imprima une telle accélération à ses volées que Lendl retourna le plus souvent des passing-shots en bout de court, qui étaient essentiellement perdants.

Toutefois, ce fut bien au service que McEnroe fit réellement la différence. Alors que Lendl misait sur la puissance, l'Américain jouait sur le placement et la vélocité. « Plusieurs joueurs servent plus fort que John, mais son service est le plus dur à rattraper », a reconnu Lendl, après avoir encaissé sept aces et au moins un service gagnant par jeu. Dans ces conditions, le numéro deux mondial ne fut qu'une fois par manche en position de faire le break. A chaque occasion, le Tchecoslovaque, qui tentait de revenir à la marque, fut impitoyablement refoulé par des services-volées dévastateurs. L'avantage que les balles lourdes et le court relativement lent étaient censés donner au Tchecoslovaque a été annihilé par le jeu étonnant de l'Américain.

Cela ne veut pas dire que Lendl ait été ridicule et qu'il ait souffert moralement comme lors de la finale de Flushing-Meadow face à Connors. Au contraire, il s'est battu jusqu'au bout, mais c'était un peu comme la chèvre de M. Seguin. Son courage ne pouvait rien, dimanche, contre le tennis de McEnroe, qui n'avait sans doute pas joué à ce niveau depuis 1981, année où il avait triomphé successivement à Wimbledon et à Flushing-Meadow pour décrocher le roi Borg. Il fallait d'ailleurs que ce fut un super-McEnroe pour vaincre cet Lendl qui baissait qu'une fois par set sa garde, et ce fut ces trois occasions que sautait l'Américain sans complicité pour faire la différence.

Ce McEnroe au sommet de son art, qui a parachevé ses succès en simple par une rapide et nette victoire avec son partenaire de double, Fleming sur la paire tchécoslovaque Smid-Slozi, devrait prochainement être couronné champion du monde par le jury de la Fédération internationale de tennis. Pour peu que les problèmes physiques qui l'ont handicapé ces dernières saisons se résoudent, ce règne devrait se prolonger encore en 1984. Connors, qui fêtera bientôt ses trente-deux ans, aspire moins à reconquérir la première place qu'à finir en beauté en gagnant la Coupe Davis. Lendl, qui est depuis deux ans maintenant le postulant le plus sérieux à la première place, n'arrive pas à donner le coup d'accélération qui lui permettrait de franchir l'ultime étape vers le sommet. Noah, qui se promet maintenant à New-York le orléans

né, est en plein spleen. Seul Wilander, qui vient de gagner les Internationaux d'Australie sur le gazon, paraît avoir une marge de progression assez large pour contester sérieusement l'hégémonie de McEnroe.

Le vilain miocbe

Mais le nouveau maître a affirmé n'en craindre aucun. Autant que dominer le tennis mondial, McEnroe voudrait d'ailleurs maintenant conquérir l'estime du public. Un dimanche dans lequel il a beaucoup de retard à rattrapper. Contrairement à Connors, qui s'est encore une fois révélé être le chouchou des spectateurs du Madison Square Garden en dépit d'un comportement frisant l'obscénité, notamment contre Lendl, McEnroe est resté « super-brut », c'est-à-dire le vilain miocbe pour la foule. Les dix-neuf mille personnes qui avaient soutenu, samedi, Jimbo dans la défaite ont volontiers hué, dimanche, Big-Mac dans la victoire. Pourtant, celui-ci a eu tout au long du tournoi un comportement calme relativement à ses débordements antérieurs. Excepté une raquette brisée de rage après un coup malheureux, McEnroe s'est assez bien tenu : il n'a pas polémique outrageusement avec les juges de ligne pour les nombreux appels douteux, il n'a pas attaqué de photographes et il s'en est essentiellement pris à lui-même quand cela n'allait pas, ce qui a été assez rare. Bref, ce fut bien le joueur le plus fort et le plus attachant qui a été couronné dimanche au « Garden ».

ALAIN GIRAUDE.

ESCRIME

Les mousquetaires de Gilbert Lefin

A six mois des Jeux olympiques de Los Angeles, l'escrime française peut, à nouveau, compter sur ses mousquetaires : Philippe Boisse, vingt-huit ans, médecin radiologue ; Michel Saleste, vingt-huit ans, conseiller technique régional d'escrime ; Olivier Lenglet (vingt-quatre ans), étudiant en éducation physique ; et Jean-Michel Henry, un tout jeune bachelier, rêvant à nouveau de se couvrir d'or en Amérique, en compagnie de leur leader Philippe Riboud (vingt-six ans), étudiant à l'Institut français de gestion, malheureusement écarté des compétitions depuis près d'un an par un point de pleurésie doublé d'une phlébite. Dans l'attente, pour ce dernier, du verdict de la faculté qui indique, mardi 17 janvier, s'il peut reprendre sa carrière sportive, Philippe Boisse a commencé, avec ferveur, cette année olympique en remportant, dimanche, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, le challenge Mœnal à l'épée, une épreuve que les Français n'avaient pas gagnée depuis Jacques Brodin, en 1969.

Avec la troisième place d'Olivier Lenglet, battu en demi-finale par le chevronné Hongrois Erno Kolczany, vice-champion du monde en 1979 et 1980, et la septième place de Jean-Michel Henry, tout juste sorti des rangs juniors, les Français ont démontré, devant quelque cent soixante-dix témoins étrangers — Soviétiques exceptés — qu'ils demeurent au premier plan de cette discipline où ils ont gagné, par équipe, le titre olympique à Moscou, en 1980, et les deux derniers championnats du monde, à Rome en 1982 et à Vienne en 1983.

A l'origine de cette réussite, on trouve un Nordiste de cinquante ans, le maître d'armes Gilbert Lefin. Lorsqu'il a été nommé entraîneur national en 1976, les épéistes, qui at-

tendaient un titre mondial depuis dix ans, vivaient dans l'ombre des fleuretistes. Pour remonter le courant, Gilbert Lefin disposait des structures de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), d'une méthode de travail fondée sur une préparation très intensive et surtout d'un modèle en la personne de Philippe Riboud, un coéquipier de 1,92 mètre pour 95 kilos, qui assimila, sans rechigner, cet entraînement à haute dose.

Champion du monde en 1979 à Melbourne, vice-champion du monde en 1978 et en 1982, médaillé de bronze à Moscou, Philippe Riboud ne pouvait que servir d'exemple à la quinzaine d'épéistes rassemblés par Gilbert Lefin à la section Sport-études d'escrime de l'INSEP. Si Riboud avait joué un rôle non négligeable dans la conquête des titres par équipe aux Jeux de 1980 et aux championnats du monde de 1982, la valeur de ses plus grands épreuves fut surtout reconnue l'année dernière, quand il conserva son titre après le forfait de leur leader. Cet épanouissement, confirmé par la quatrième place d'Olivier Lenglet et la septième de Philippe Boisse dans le championnat du monde individuel, a trouvé un premier aboutissement avec le succès de ce dernier dans le challenge Mœnal.

Avec le retour espéré de Philippe Riboud, trois épéistes français peuvent, désormais, ambitionner la victoire dans les plus grandes épreuves de calendrier international. C'est de bon augure pour les Jeux olympiques de Los Angeles, où ils devront défendre leur titre par équipe, mais aussi pour la compétition individuelle, où la dernière médaille d'or française a été gagnée par Lucien Gaudin, en 1928.

GÉRARD ALBOUY.

AUTO-MOTO

LE RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

B.M.W., Porsche et les autres

A cinq jours de l'arrivée à Dakar (Sénégal), le rallye Paris-Alger-Dakar est en train de sombrer dans la monotonie. La supériorité des écuries ouest-allemandes B.M.W. et Porsche est telle que rien ou presque ne leur échappe.

La douzième étape, disputée samedi 14 janvier entre Yamoussoukro et Touba (Côte-d'Ivoire), comportait deux épreuves spéciales, qui ont été remportées par le Français Hubert Auriol devant le Belge Gaston Rahier sur B.M.W., dans la catégorie des motos.

L'équipage Ickx-Brasseur (Porsche) a gagné, pour sa part, la première épreuve spéciale dans la catégorie automobiles, tandis que Colson-Lopes (Opel) remportait la seconde.

La treizième étape, Touba-Kissidougou (Guinée), disputée dimanche 15 janvier, comportait également deux épreuves spéciales. Elles ont été remportées par Hubert Auriol (B.M.W.) et Serge Bacou (Yamaha). Gaston Rahier, qui a dû se contenter de terminer à la quatrième et à la troisième places des deux « spéciales », a perdu des minutes précieuses sur Hubert Auriol. Le dernier vainqueur du Paris-Dakar n'est plus qu'à dix minutes de son coéquipier au classement général. Les deux hommes devançaient de près de trois heures Raymond Lotozeau, un autre représentant de la marque B.M.W.

Dans la catégorie automobiles, l'équipage Meigs-Lemoine (Porsche) a gagné les deux spéciales de la treizième étape, devant Zentgraf-Silva (Range-Rover). Il occupe toujours la première place du classement général.

Une proposition de Mgr Lustiger

Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a proposé, dimanche 15 janvier, que le prochain rallye Paris-Dakar soit couru entre des cantons tous terrains chargés de vivres, de médicaments, qu'ils distribuent aux populations des pays traversés.

Invité de l'émission « 7 sur 7 », sur TF 1, le cardinal a notamment estimé que le règlement du rallye devait être modifié, le gagnant étant le camion qui « aurait distribué le plus de choses », à plus de gens, dans les plus brefs délais ; les camions devant être ensuite libérés sur place avec les pièces de rechange.

SKI ALPIN

Perrine qui rit, Perrine qui pleure...

Perrine Pelin, qui n'avait pas remporté de victoire depuis trois ans, a gagné, samedi 14 janvier, le slalom de Badgastein (Autriche), comptant pour la Coupe du monde féminine de ski alpin. La skieuse française, dont les résultats avaient été contrariés, la saison dernière, par une blessure due à une chute à Schruns (Autriche), s'est ainsi rappelée à l'attention de ses adversaires à quelques semaines des Jeux olympiques de Sarajevo (Yougoslavie). Elle avait terminé, au début de la saison, deuxième du slalom géant de Val d'Isère.

Cinquième au terme de la première manche à 53 centièmes de seconde de la Polonoise Dorota Talka, Perrine Pelin a renversé la situation dans le second parcours, pour distancer finalement l'Autrichienne Karoline Steiner de 38 centièmes et la Polonoise de 61 centièmes de seconde. Cette victoire a sauvé l'équipe de France de la déroute. Hélène Barbet, Christelle Guignard et Fabienne Serrat n'ayant pas réussi à se classer au terme des deux manches.

Perrine Pelin n'a pas connu, en revanche, la même réussite, dimanche 15 janvier, dans le slalom de Maribor (Yougoslavie), où, avec l'Autrichienne Steiner, elle a été contrainte d'abandonner. C'est finalement la Suisse Erika Hess, neuvième à Badgastein, qui, après ses succès dans le slalom de Kranjska Gora (Yougoslavie), et le slalom géant de Val d'Isère, a obtenu sa troisième victoire devant les Américaines Tamara McKinney et Christa Cooper.

Hanni Wenzel (Liechtenstein), neuvième du slalom après avoir gagné la descente, a réussi à Badgastein une bonne opération. Elle a ravi, avec un total de 189 points, la première place de la Coupe du monde à l'Allemande de l'Ouest Irén Epple (173 points).

Chez les hommes, la descente du Leukhorn, disputée à Wengen, a vu la victoire surprise de l'Américain Bill Johnson (vingt-trois ans). Parti en deuxième série, le vainqueur de la Coupe d'Europe 1983 a profité d'une meilleure visibilité et d'une neige plus dure pour devancer tous les favoris, malgré une chute évitée par miracle en fin de parcours. La deuxième place est revenue à l'Autrichien Anton Steiner, un spécialiste du slalom, parti avec le dossard 56. Les Français, encore une fois très déçus, n'ont, semble-t-il, toujours pas trouvé la bonne glisse.

PARIS

BEAUBOURG

AURA DES AILES

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, autrement dit Beaubourg, va s'agrandir. Le Centre connaît un tel succès populaire que, moins de six ans après son inauguration, il cherche de nouveaux espaces.

Renzo Piano, l'architecte du Centre, a été appelé à ajouter deux ailes au vaisseau de verre et d'acier. L'une au nord, le long des rampes d'accès au parking, abritera une salle de cinéma de 350 places. L'autre au sud, où, sous les superstructures métalliques, la galerie d'art contemporain fera l'objet d'une extension en rez-de-chaussée. Ces deux projets ont motivé une demande de permis de construire. Lors de sa séance du 10 janvier, la commission départementale des sites n'y a pas fait opposition.

INFORMATIQUE

ET EDUCATION SCIENTIFIQUES

Actes des Journées Internationales sur l'éducation scientifique, 4, 1982, 480 p., 40 FF.

COMMANDE :

Comité d'organisation. Uned. Gordon, Jean-Louis MARTINANDI, UER D'électronique des disciplines - T 45-48, 2, place Jussieu, 75005 Paris. Tél : 338-25-35 p. 86-83

PROCHAINES JOURNÉES :

Signes et discours dans l'enseignement et la vulgarisation scientifique, 30-31 janvier - 17 février 1984 - Clamart.

Athlétisme

MEILLEURE PERFORMANCE MONDIALE A LA PERCHE

Le Soviétique Sergueï Bubka, champion du monde l'été dernier à Helsinki, a battu d'un centimètre la meilleure performance mondiale en salle au saut à la perche de l'Américain Bill Olson, avec un bond de 5,81 mètres, réalisé le 14 janvier à Vilnius (Lituanie).

CROSS-COUNTRY

DU MANS

Pierre Lavisse a remporté, dimanche 15 janvier, le cross du Mans organisé par Ouest-France devant Dominique Chancelier et Thierry Watrice qui a enregistré, à cette occasion, sa première défaite de la saison.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(quatrième journée)

* Limoges b. Reims	108-90
* Vichy b. Orléans	91-86
* Le Mans b. Caen	89-64
* Stade Français b. Châlons	108-98
* Antibes b. Monaco	86-67
* Villeneuve b. Avignon	84-74
* Tours b. Lyon	80-74

Classement. — 1. Limoges, 40 pts ; 2. Le Mans, Stade Français, 38 ; 4. Antibes, 37 ; 5. Orléans, 29 ; 6. Villeneuve, 28 ; 7. Avignon, 26 ; 8. Tours, 25 ; 9. Vichy, 24 ; 10. Caen, 23 ; 11. Monaco, 22 ; 12. Châlons, 21 ; 14. Reims, 18.

Cyclisme

CYCLO-CROSS DE CHATEAUBLOUX

Bernard Hinault qui était associé à un coureur amateur, Alain Hubert a terminé, dimanche 15 janvier, à la deuxième place du cyclo-cross open du Saône-et-Loire, près de Châteaubleau, der-

rière son co-équipier de Renault-Gitane Jean Chassang associé à son frère Bernard.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Vingt-quatrième journée)

* Toulon b. Bordeaux	1-0
* Monaco b. Saint-Etienne	1-0
* Nantes b. Lille	1-0
* Brast b. Auxerre	2-0
* Metz et Paris-SG	1-1
* Toulon b. Nîmes	5-0
* Strasbourg et Nancy	1-1
* Laval et Sochaux	1-1
* Rouen b. Rennes	1-0
* Lens b. Bastia	1-0

Classement. — 1. Bordeaux, 36 pts ; 2. Monaco, Nantes, 33 ; 4. Paris-SG, 31 ; 5. Auxerre, Toulon, 30 ; 7. Strasbourg, 27 ; 8. Laval, 25 ; 9. Rouen, Lens, 24 ; 11. Sochaux, Bastia, 23 ; 13. Metz, 21 ; 14. Lille, Toulon, Nancy, 19 ; 17. Saint-Etienne, 18 ; 18. Brast, 17 ; 19. Rennes, 16 ; 20. Nîmes, 14 ; 21. Evreux, 13 ; 22. La Roche-sur-Yon, 12.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest, 27 ; 9. Vannes, 26 ; 10. Amiens, 25 ; 11. Valenciennes, 24 ; 12. La Roche-sur-Yon, 16 ; 13. Caenns-Loulans, 15.

Classement. — 1. Marseille, 37 pts ; 2. Lyon, 35 ; 3. Limoges, 34 ; 4. Nice, 31 ; 5. Montpellier, 30 ; 6. Caenns, Grenoble, 29 ; 7. Guingamp, 28 ; 8. Angoulême, Brest,

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« ANGELO, TYRAN DE PADOUE », de Victor Hugo

Des meurtres pour rire

Le public est tout oreilles, et il rit souvent de bon cœur, pendant que filent à l'ordinaire les coups de théâtre et de poignard du tyran de Victor Hugo, *Angelo, tyran de Padoue*. C'est la meilleure mise en scène de Jean-Louis Barrault depuis quelques années.

Hugo voulait faire très gros, frapper fort, et offrir un rôle de rêve à une comédienne qu'il aimait bien, Marie Dorval.

Dans une Padoue de roman noir, investie par les barbouzes de Venise, une actrice en vue, la Tisbé, est folle amoureuxse d'un jeune prince (dépossession), Rodolfo.

Rodolfo, lui, est amoureux d'une créature paradisiaque qu'il a pu et que une fois contre le pilier d'une église, et qui lui ménage, à intervalles très éloignés, des rendez-vous nocturnes, Catarina.

Le tout, pour Hugo, est de combiner hasard et accidents de telle sorte qu'un dernier tableau la Tisbé se fasse occire avec une dague par son Rodolfo, en le persuadant qu'elle vient elle-même d'assassiner Catarina, par jalousie. Surtout la Tisbé trucidée, Catarina réapparait, fraîche comme une rose.

Jusqu'à *Angelo* est un festival de corridors secrets, agents doubles, faux cercueils, meurtres à gages embusqués à tous les coins du palais.

Victor Hugo est la faiblesse, par

d'applaudissements entre les groupes, jeunes, de Marie Dorval, et les supporters, moins frais, de M. Mars. Un an plus tard, Marie Dorval reprend le rôle de la Tisbé.

Les comptes rendus de l'époque ne laissent pas entendre que le public riait, comme aujourd'hui. C'est que depuis le romantisme, le théâtre a trop changé, le monde aussi. Les capuches couleur de souris ne font plus peur, les hurlements du cœur ne touchent plus. Reste, en revanche, la gaieté d'imagination de Victor Hugo, qui provoque une bonne humeur.

Les acteurs, dirigés par Barrault, jouent très pince-sans-rire, et c'est cela aussi qui fait monter le comble de la farce. C'est Claire (Catarina) qui, d'un air de pitié, son jeu d'écouter, même les traits de son visage se précisent - elle devait refuser de porter la hideuse perruque blonde, énorme, qui lui pend derrière la nuque. Pierre Tabard est remarquable dans le rôle d'un homme de main d'un gouvernement secret, qui organise les quiproquos : il met une spiritualité printanière dans une combinaison sordide, c'est fascinant. Jacques Dacquin, géant calme, est Angelo. Un acteur excellent, Xavier Renauld, est un aristocrate pour tout poète, d'ouvrir une porte à deux battants : il y a peut-être un système de pénalités, au Théâtre du Rond-Point. Il est vrai que Barrault lui-même ne tient qu'une petite silhouette de tueur à gages. Il aime beaucoup apparaître, comme cela, en marge. Enfin, le rôle essentiel de la Tisbé est tenu à Geneviève Page, au métier éprouvé.

MICHEL COURCELLE.
* Théâtre du Rond-Point, 20 h 30, en alternance.

MUSIQUE

BERIO, APERGHIS ET PORTAL

Les anges et les démons

Affluence, vendredi, au grand foyer du Palais de Chaillot, envahi par une foule jeune et démonstrative, pour le concert de Musique vivante. L'association que dirige Diego Masson présente toujours des programmes bien choisis et attrayants, qui rendent familière l'approche de la musique contemporaine, et elle annonçait, de plus, Michel Portal, idole du public classique autant que jazz.

Qui, d'ailleurs, ne se déflecterait des *Folk Songs* de Luciano Berio? Ils s'appuient sur des matériaux simples et universels : une guitare de mélodies européennes et américaines, rehaussées avec un art de jongler par des accompagnements prodigieusement subtils qui révèlent le génie rythmique et harmonique caché de ces humbles pièces. Un régal multipliant la saveur native de ces chants, qui ont été interprétés avec une expression très intérieure, comme instinctive et sensuelle, par Anne Bartoloni, entourée de sept musiciens dirigés par Yves Prin.

Non moins succulente est apparue la pièce de Georges Aperghis pour harpe seule (et harpe), *Fidélité*. Brigitte Sylvestre y joue avec un art consommé un petit psychodrame, dont nous ne percevons que des bribes, chantonnant et parlant avec sa harpe, comme une seconde voix dans ces confidences où se mêlent les joies et les inquiétudes d'une musicienne et d'une épouse. Elle paraît sans cesse se porter-à-faux ou en équilibre sur un fil, et nous tient malicieusement en haleine de bout en bout, tant musiques et paroles sont tressées par un monologue mystérieux de l'inconscient.

Au contraire, A. d'un jeune compositeur, Charly Malherbe, sur des fragments de lettres écrites par une femme à l'homme qui l'a abandonnée (pour voir, flûte et trois violoncelles), essaie vainement de faire vivre les mots et les phrases musicales, qui restent inanimées, malgré le talent de Wendela Brongers.

Il ne restait plus qu'à se livrer au torrent sonore du Michel Portal Unit. Le récent Grand Prix national de la musique avait en effet invité quelques jazzmen musclés de divers pays (le pianiste Joachim Kühn, le tromboniste George Lewis, le guitariste Harry Pepl, le batteur Daniel Humair et le bassiste J.-F. Jenny-Clark) à un festin d'improvisation, d'une intensité et d'une galeté aussi terrifiantes qu'irrésistibles.

Le « maître de maison », que nous avions vu la veille interpréter divinement le *Quintette avec clarinette* de Mozart à la télévision, devenait une sorte de Bacchus pénétrant dans sa cuve les sonorités et les rythmes de free jazz les plus effrayants, le corps torturé, passant des divers saxos à la clarinette basse et enfin au bandonion, ordonnant d'un clin d'œil les évolutions de ces fabuleuses tempêtes que le vieux loup de mer maltraitait autant qu'il les déchaînait. Et le regard, passant, au hasard des « choros », de l'un à l'autre de ces improvisateurs herculéens, revenait comme fasciné à ce visage aux yeux fermés sur son rêve et sa vision furieuse, modelé en force et en finesse, fragile et vulnérable derrière sa peau boucanée, tourmenté par tous les anges et les démons de la musique.

JACQUES LONGCHAMPT.

EXPOSITIONS

A MILAN

Les belles scènes historiques d'antan

L'Italie redécouvre et honore ses « néo-classiques » avec un zèle que le succès ne récompense pas toujours. C'est été, à Foligno - son pays natal, - était présenté l'œuvre de Giuseppe Piermarini, l'architecte froid et sérieux de la Scala (1776-1778) et du Palais-Royal (1771-1776) de Milan.

Cet hiver, c'est l'illustre Francesco Hayez (1791-1882), vénitien d'origine, mais fixé en Lombardie, où, pendant un demi-siècle, il a multiplié dans un style sentimental et sans chaleur les tableaux d'histoire que les manuels illustrés ont répandus partout : *Predication de Pierre l'Ermite* (1829), *Le Baiser d'adieu de Juliette* (1823), *La Destruction du temple de Jérusalem* (1867), sans oublier le fameux *Baiser patriotique* du jeune conspirateur (1859) et l'incroyable *Arrivée*

des *Croisés mourant de soif devant Jérusalem* (1838), dont les dimensions géantes ont retenu l'attention du public à Turin, en 1980.

Un orientalisme de nus voluptueux comme *Bethsabée au bain* (1834) traverse ce petit romantisme d'illustration, à la facture sèche. Et il y a aussi des portraits de Manzoni, Cavour, Rossini, noirs et sobres. Une immense rétrospective organisée par Maria-Cristina Gozzoli et Fernando Mazzocca, au Palais-Royal et à Brera (jusqu'en février) comporte près de deux cents pièces. Ce qui a semblé abusif aux critiques allergiques à l'académisme, mais a comblé les fidèles de Scudal, qui, en 1828, considèrent Hayez tout simplement comme « le premier peintre vivant ».

ANDRÉ CHASTEL.

LI SHUANG, à la galerie Donguy

Avant le camp et après

Vêtue de turquoise - la couleur favorite de ses dernières toiles - Li Shuang a fait, mercredi soir, ses débuts parisiens pour le vernissage de la première exposition de ses œuvres à la galerie Donguy, près de la Bastille.

Condamnée à deux ans de rééducation par le travail en 1981 pour avoir « violé les lois chinoises », c'est-à-dire pour avoir enfreint les règlements concernant les contacts avec les étrangers - elle allait épouser un diplomate français, sinologue de formation, - Li Shuang, - qui est âgée de vingt-sept ans avait été remise en liberté il y a juste six mois, fin juillet, sur l'intervention du gouvernement français, et était arrivée à Paris fin novembre.

Sous le titre « Périodes pékinoises », ce sont deux époques très distinctes de son travail le plus récent qui sont exposées sur deux étages : 1981 et 1983, avant le camp et après. Première approche pour le public d'Occident d'un art non-conformiste, à l'huile - et non pas au lavis - qui ne correspond pas aux dogmes officiels et qu'on interdit, non pas parce qu'il aborde des sujets

politiques, mais sans doute parce qu'il ne les aborde pas... Dans ces toiles, où on voit les premiers pas d'un renouvellement, l'artiste - inspiré par Matisse, Gauguin, les peintres paysagistes russes du dix-neuvième siècle et les fresques des temples chinois - se rapproche d'un art occidental pour retrouver la Chine.

Dans un vitrine, sont exposés les autres membres du groupe des Étoiles, ce premier groupe d'artistes non-conformistes créé par Li Shuang et ses amis en 1979 : des photos montrent quelques expositions officielles ou « sauvages » de ces moins de trente ans.

L'exposition se poursuit jusqu'au 4 février. Qui sera également le jour du mariage de Li Shuang et d'Emmanuel Bellefroid...

NICOLE ZAND.

* Galerie Donguy, 37, rue de la Roquette, 75011 Paris. Tél. : 700-10-94. On pourra lire au sujet du groupe des Étoiles (*Xing-Xing*) la revue *Doc (k)* n° 41 : « Poésie et art en Chine : les non-officiels ».

NOTES

Théâtre

« RUE NOIRE »
A L'ÉPÉE-DE-BOIS

Ballade irlandaise

En écrivant *Rue Noire*, sa première pièce de théâtre, Annie Diquet a pensé à Bobby Sands, militant républicain irlandais, mort en 1981, après soixante-trois jours de grève de la faim. Le même été, dix autres qui avaient également cessé de se nourrir disparaissaient, sans avoir obtenu de l'Angleterre le statut de prisonniers politiques.

Rue Noire n'est pas pour autant un texte exclusivement politique. Il s'agit d'une « ballade irlandaise ». Ce poème-là, d'une tendresse et insolite quotidienneté, Roger Blin a choisi de le mettre en scène, en son ardeur à défendre les textes nouveaux. Le même Blin qui en 1968 créait *Les Paravents*.

L'Irlande? C'est ici Andrew, alcoolique professionnel qui se prend pour un détective, ce sont Betsy, Nat, ses voisins de toujours, les amis du quartier, qu'aucun coup de fusil n'étonne plus, et que toutes les embuscades ont fini d'apercevoir. Et si la tristesse menace, Betsy (Anne Vermeulen) danse un son gaélique de l'harmonica de Nat l'Arcticien (François Lauzon). « Dedans », tout est aussi désolé que « dehors », qu'importe : on finit toujours par récupérer une bouteille de whisky. L'Irlande : l'amour de Betsy pour Dave, le combattant affublé mais jeune et beau (Patrick Michélin). L'Irlande et cette énigmatique apparition d'Isadora, femme d'ailleurs, image d'espoir ou peut-être de trahison, Isadora ou la séduction gratuite, l'Irlande du sort.

Chaque comédien semble ici avoir été choisi pour son physique, pour une manière d'être, de bouger, une épaisseur, une vérité. Personnes chairs, rassemblées sur un plateau parsemé d'accessoires et de meubles bons pour la poubelle, ils incarnent des rôles bien dessinés, ils font vibrer les charmes et entendent les rythmes de la pièce, jusque dans ses inflexions dénotantes.

MATHILDE LA BARDONNIE.
* Épée-de-Bois, 20 h 30.

« MÉMOIRES D'ISLES »
PAR LE CAMPAGNOL
Contes ordinaires
de la Martinique

Le Théâtre du Campagnol présente *Mémoires d'Isles* (*Maman N et Maman P*), un récit d'après des témoignages de femmes antillaises, adapté par Ins Cénire.

Elles sont deux, un soir de noces, à s'asseoir sur une terrasse, à se souvenir. L'une vient du Sud, sa peau est claire, ses yeux sont bleus. Elle était institutrice. L'autre est originaire du Nord. C'est une femme volontaire, qui distille sous un caractère farouche la tendresse et la patience, qu'elle réserve à ceux qu'elle aime. Leur vie que l'on découvre n'est pas exceptionnelle. Elle devient touchante grâce au charme, à l'accent et aux tics de Myrria Douzennec et de Mariann Mathéus.

Jean-Claude Penchenat, le metteur en scène, n'a eu recours à aucun artifice. Le décor est fait de lattes de bois habillées de couleurs. Deux fauteuils (Patrick Michélin), comme un jupon ou un morceau de madras suffisent pour que les deux comédiennes se métamorphosent en petites filles aux tresses retenues sur le haut de la tête, en jeunes femmes

belles et amoureuses, en vieillardes accablées de rhumatismes.

Le rythme est lent. On sent la chaleur des îles et l'on se dit qu'il se peut bon de faire la sieste. Les phrases que l'on prononce tous les jours, mêlées au dialecte kintain et chantant, font surgir des paysages transparents d'arbres géantiques. Des odeurs de goyave et de vanille parviennent au cœur de notre hiver. Vie douce à la Martinique... mais un cyclone peut brutalement tout emporter... C. B.

* Dix-Huit Théâtre, 21 heures.

Cinéma

« LA CAGE AUX POULES »
de Colin Higgins

Une nouvelle Mae West

La vie palpitante d'un bordel du Texas, légendaire depuis la fin du dix-neuvième siècle, est menacée par la croisée morale d'un amoureux de télévision. Comme Earl Dodd, le shérif du coin, est l'ami de Mae, le patronne, il va y avoir du grabuge.

Tiré d'une comédie musicale à succès de Broadway, ce film donne une vision idyllique de la prostitution et décline une grosse ardeur burlesque pour l'affrontement de Burt Reynolds, plus fringant que jamais, et Dom de Luise, le « chien de garde » bien décidé à obtenir la fermeture de la « cage aux poules », dont le décor semble bien petit pour loger autant de personnages!

Sans être d'une originalité folle, complets et ballets égaient ce divertissement pas très raffiné. On y trouve une attraction sensationnelle : Dolly Parton, chanteuse de country-music célèbre aux États-Unis (elle a ajouté des airs de sa

seigneurie). Parée de robes, de perruques, de bijoux dont l'extravagance ne peut qu'éblouir l'œil, Dolly Parton rappelle Mae West dans ses plus beaux jours. Elle en a l'aisance, l'opulence féminine. De plus, elle donne à Mae un cœur généreux.

JACQUES SICLER.

* Voir les films nouveaux.

Variétés

FONT ET VAL
AU GYMNASSE
Les chansonniers
modernes

Patrick Font et Philippe Val se sont rencontrés au Théâtre de Dix-Huit, au début des années 70. Tous deux faisaient le lever du rideau du spectacle chansonnier. Ensemble, ils ont commis depuis *En ce temps-là les gens mouraient*, *Sainte-Vierge du Larzac*, se sont produits dans les cafés-châteaux, à Bobino, à l'Olympia et au Printemps de Bourges.

A l'affiche aujourd'hui du Théâtre du Gymnase, Font et Val dialoguent et chantent à la manière de deux jokers de tennis riches d'un humour sans retenue, de l'esprit de diversion, d'un flegme, mais aussi d'une vraie tendresse. Chansonniers modernes, Patrick Font et Philippe Val savent mordre à pleines dents et avec une belle authenticité dans l'échange. L'insolence joliment affûtée s'exerce tout azimut et la satire devient avec eux une œuvre de salubrité. Influencé par les chansons de l'Irlandais, Val chante seul ou avec Font des ballades rafraîchissantes et un peu grivoises. Un bon spectacle de rire et d'émotion.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Théâtre du Gymnase.

MERcredi

UN FILM DE KANETO SHINDO
le réalisateur de « L'ÉLÉ NUI »



« Une merveilleuse comédienne incarne la petite bête sauvage essouffée d'attirer... »

Onibaba

avec NOBUKO OYAMA - HISAKO YOSHIMURA - KEN SATO - JUNJI IINO - TOSI YONOHARA
Distribution de la photographie: KINOKUNIYA. Production: KINOKUNIYA. Réalisation: KINOKUNIYA. Distribution: KINOKUNIYA.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Entre « Excalibur » et « Mad Max »,
une des productions italiennes les
plus originales des ces dernières années

LE QUOTIDIEN DE PARIS



LE CHOIX DES SEIGNEURS

Réalisé par WARREN-COLUMBIA FILM

SPECTACLES MAINTENUS AU FRANÇAIS. - Les spectacles de la Comédie-Française seront présentés à l'heure prévue, malgré la prolongation, du 16 au 22 janvier, de la grève des machinistes C.G.T., qui se manifeste par un arrêt de travail d'une heure, au lever du rideau, en soirée. Tandis que les artistes poursuivront leurs négociations avec les autorités de tutelle, quelques modifications techniques permettront d'éviter leur intervention pendant la première heure de la représentation.

Les déjeuners d'affaires se font aussi

Au Vieux Berlin

Le soir, dîner aux chandelles, piano.
32, avenue George V - 75008 Paris
Tél. 720.88.95 - Fumoir à l'ancienne.

Le magasin d'alimentation et la brasserie rue Pierre Charron sont ouverts le samedi.

la commission des affaires culturelles a terminé ses travaux

THERRY BREMER.

● **Emission pirate d'Antenne 1.** - Antenne 1 a diffusé une émission de télévision pirate, dimanche 15 janvier, de 0 h 30 à 1 h 10, sur le canal de TF 1. Le programme était composé de vidéo clips, quelques extraits de films, une séquence pornographique et des interventions sonores en direct des animateurs. Sur la foi d'appels téléphoniques, M. Michel Fizin, responsable d'Antenne 1, estime que l'émission a été reçue par des centaines de milliers de téléspectateurs des arrondissements du sud de Paris et dans la proche banlieue. Antenne 1, dont c'est la troisième émission pirate, milite pour la multiplication des télévisions locales privées.

MISTER WILDE

14-Juillet Beaugrenais, 15° (51-79-79); v.f.: Rex, 2° (236-83-93); Paramount Momparsanne, 18° (606-34-25).

12-10-04 01:20

TL20.00

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 16 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Film : *Le vent de la plaine*. Film américain de John Huston (1959), avec B. Lancaster, A. Hepburn, A. Murphy, J. Saxon, C. Bickford, L. Gish. Un western qui, à travers la vie quotidienne d'une famille de fermiers du Texas, pose, d'une façon très franche, le problème du racisme, de l'intolérance et de tous les fanatismes. L'atmosphère est, parfois, fantastique : Lillian Gish, devant le ranch, joue du *Accordion* sur un piano.

22 h 5 *Etoiles et toiles*. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando. Un numéro spécial consacré à *Deborah Kerr*.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 *Emmenez-moi au théâtre* : les Trois Mousquetaires. D'après A. Dumas, mise en scène de M. Maréchal. Avec le Théâtre national de Marseille (en liaison avec France-Culture). Réal. A. Friedberg.

22 h 5 *Histoires courtes fantastiques*. La Banière des étoiles ; Eden ; Continuité des parcs.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Film (cycle Marcel Pagnol) : *Fanny*. Film français de Marc Allégret (1932), avec Raimu, O. Demazis, P. Fresnay, A. Rouffe, Charpin, R. Vautier, M. Mathis (N.). *Pagnol n'assure pas encore la réalisation, mais il n'y a pas à s'y tromper, cette jeune marseillaise - devenue universelle - est la sienne. Fanny, épouse de Marius parti loin en mer, épouse Panisse. Et, lorsque l'enfant paraît, il y a - faut-il le rappeler ? - des scènes d'une émouvante vérité.*

22 h 40 Journal.

23 h *Thalassa*. De G. Pernoud. En direct du Salon nautique de Paris avec un reportage un peu acide et moqueur sur le monde du bateau, histoire d'ouvrir un débat... 23 h 45 *Prélude à la nuit*. Trois chants polonais de F. Chopin, par M. Drenowski.

FR 3 Paris-Ile-de-France

17 h 05 Du plomb dans la neige. 17 h 10 Comment vous portez-vous ? 17 h 20 Dis, raconte-moi la mer. Les peintres de la mer. 17 h 35 Voyages en panoramiques. Histoire du papier peint. 17 h 50 Le jeu du vêtement. 18 h 05 Dessin animé : l'inspecteur Gadget. 18 h 30 Sports. 18 h 55 Dessin animé : Gil et Julie. 19 h Informations. 19 h 35 Feuilletton : *Fortune*. 19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers. Travaux vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 Les Trois Mousquetaires, (en liaison avec Antenne 2), d'après A. Dumas, par le Théâtre de « la Criée » à Marseille. Réal. F. Bourget, P. Laville, M. Maréchal.

22 h 5 *Histoires courtes fantastiques*. 22 h 30 *Nuits magiques*.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : *Diversité pour orchestre à cordes* de Bartok, *Études pour guitare* de Louvier, *Concerto pour cordes* de Guastalla, par l'Ensemble instrumental de Groppe, dir. S. Cardon, sol. L. Morabito, clavier. 22 h 30 *Fréquence de nuit* : *Antour de la Révolution*.

Mardi 17 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus. 12 h La rendez-vous d'Annik. 12 h 30 *Assur cour*. 13 h Journal. 13 h 45 Portes ouvertes : handicapés. 14 h 5 Feuilletton : Jo Gaillard. 14 h 55 *Trois des cinémathèques* : *Good bye India*. La présence anglaise en Inde. 15 h 50 *C'est arrivé à Hollywood*. 16 h 10 Le forum du mardi. Troisième âge en milieu rural. 17 h 30 *Microclimat*. Un nouveau jeu : deux familles avec micro-ordinateur. 18 h Feuilletton : Le neveu d'Amérique. 18 h 15 Le village dans les nuages. 18 h 40 *Variations*. 18 h 55 7 heures moins 5. 19 h 15 Émissions régionales. 19 h 40 Jeu : Les perles droites. 20 h Journal. 20 h 30 *D'accord, pas d'accord*. 20 h 35 Les mardis de l'information : la crise des sources. Magazine de la rédaction de TF 1. Second volet de ce magazine consacré à la crise dans le monde. Des États-Unis à la Grande-Bretagne, en passant par l'Italie, l'U.R.S.S., la Togo. 21 h 45 *Variations* : *Vagabondages*. Roger Gicquel invite Gilles Servat, musicien breton, un pamphlétaire. 23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 *ANTIOPE*. 12 h 5 Journal (et à 12 h 45). 12 h 10 Jeu : L'académie des neufs. 13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques. 13 h 50 *Aujourd'hui la vie*. 14 h 55 *Série* : *Drôles de dames*. 15 h 45 *Reprise* : La chaise aux trésors. (diff. le 15 janvier). 16 h 45 *Entre vous*. 17 h 45 *Récré A2*. 18 h 30 *C'est la vie*. 18 h 45 *Des chiffres et des lettres*. 19 h 15 Émissions régionales. 19 h 40 Le théâtre du Boulevard. 20 h Journal. 20 h 30 *D'accord pas d'accord*. 20 h 35 Film : *Pétrole, pétrole*. Film français de Christian Gion (1981), avec J.-P. Marielle, B. Blier, C. Abit, H. Guybet, C. Gérard, M. Mollo. Des comédiens livrés à eux-mêmes - dont Bernard Blier en émir du pétrole - dans une comédie satirique bâclée. 22 h 40 *Lire, c'est vivre* : Pierrot mon ami. Une émission de P. Dumayet et R. Bober. Un vrai plaisir que ce regard de Pierre Dumayet et Robert Bober sur le livre de Queneau *Pierrot mon ami*, un sentiment de bonheur rare, un mélange subtil de complicité, de respect et de malice font écarter. 23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h *Télévision régionale*. Programmes autonomes des douze régions. 19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget. 20 h 5 Les jeux. 20 h 35 Dernière séance. Émission d'Éddy Mitchell et G. Jourdain, présentée pour la première fois par Michel Sardou. 20 h 30, dessin animé : Hook, Line and Sinker. 20 h 50 1^{er} Film : *El Peridito*. Film américain de Robert Aldrich (1961), avec

R. Hudson, K. Douglas, D. Malone, J. Cotten, C. Lynley. Un *thriller* très blanc à la poursuite d'un aventurier vêtu de noir. Les rapports de ces deux hommes sont bien complexes. Et qui aurait cru qu'Aldrich était capable de réaliser un western romantique, où passe la nostalgie d'un amour perdu ? Eh bien, ne manquez pas cela. 22 h 40 Dessin animé : Field and scream. 23 h Journal. 23 h 20 2^e Film : *Le peuple accuse O'Hara*. Film américain de John Sturges (1951), avec S. Tracy, D. Lynn, J. Hodiak, P. O'Brien, W. Campbell, E. Cline. *Spencer Tracy, soupçonné de meurtre, ne veut pas jouer son rôle, pour protéger la femme qu'il aime. Cela complique évidemment l'enquête policière, mais sinon, il n'y aurait pas de film. La suspense tient le coup.*

FR 3 Paris-Ile-de-France

17 h 05 Dessin animé : Du plomb dans la neige. 17 h 10 Film : *Le Fin du jour*. De Julien Duvivier. 18 h 55 Dessin animé : Gil et Julie. 19 h Informations. 19 h 15 Informations régionales. 19 h 35 Feuilletton : *Fortune*. 19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers. Travaux vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 *Matinales*. 8 h Les chemins de la connaissance : Lire et relire R. Musil ; à 8 h 32, Schumpeter et Keynes ou les dynamismes du capitalisme ; à 8 h 50, Le Pont du Nord. 9 h 7 La semaine des autres : Kirgizie, terre de regret. 10 h 45 Les jeunes entrepreneurs. 11 h 2 *Musique* : Les premières des Amis de la musique de chambre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15). 12 h 5 *Agora*. 12 h 45 *Panorama*. 13 h 5 *Un livre, des voix* : *Marco Polo*, de J. Lartéguy. 14 h 47 Les après-midi de France-Culture : Têtes cherchées : à 15 h 20, Rubrique internationale ; 17 h, Raison d'être. 18 h 30 *Feuilleton* : les Éthiopiens. 19 h 25 Jazz à l'ancienne. 19 h 30 Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles. 20 h Dialogues : Tiers-monde : l'identité culturelle en question. 21 h 15 Les premières des Amis de la musique de chambre. 22 h 30 *Nuits magiques* : Entretien avec Claude Raby.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2 *Musiques du matin*. 7 h 10 Concert : Schumann. 8 h 12 *Magazine*. 9 h 2 *D'assez oreille* Pastre : œuvres de Bach, Strauss, Mahler. 12 h 35 Jazz : Eric Dolphy. 13 h Les nouvelles musiques en dialogue. 14 h 4 Chasseurs de son stéréo. 15 h 30 Les enfants d'Orphée. 16 h *L'après-midi des musiciens* : « Toute la lyre » en Victor Hugo musicien : œuvres de Berlioz, Liszt, Weber, Auber, Fétis, Beethoven... 17 h 5 *Repères contemporains* : R. Schatzschneider. 18 h 5 Concert : Louvier. Hasquenoph par les Philharmoniques de Châteauroux. 20 h Jazz : les irréguliers. 20 h 30 Concert : Concerto pour piano et orchestre n° 1, *Symphonie n° 2 en ré majeur*, de Brahms, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. B.-L. Gelber, piano. 22 h 30 *Fréquence de nuit* : *Musiques de la Révolution* : à 23 h, Jazz-Club (en direct du New Morning) : Mam Dibango.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 16 JANVIER

- M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., est invité à l'émission « Faco au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

MARDI 17 JANVIER

- M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., est reçu au Journal de 13 heures, sur TF 1.

Lisez

Le Monde de L'ÉDUCATION

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Charles et Anne KORMAN, née Villard, ont la joie d'annoncer la naissance de Clot, le 21 décembre 1983. 1, rue Frédéric-Bastiat, 75008 Paris.

Mariages

- M. et M^{me} Robert LEROY, M. et M^{me} Jacques RODENBACH, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants, Marie-Frédérique et Jérôme, célébré le 14 janvier 1984. 2, rue Auguste-Moreau, 92270 Bois-Colombes, 66, rue de Rennes, 75006 Paris.

Décès

- M^{me} André Beneditini, Ses enfants et petits-enfants, M^{me} Madeleine Beneditini, Le docteur et M^{me} Antoine-Joseph Beneditini, Le docteur Michèle Beneditini, Les familles Delavauvre et Poix, font part du décès du colonel André BENEDITINI, survenu le 12 janvier 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu en la basilique de Longpont-sur-Orge (Savoie), le mardi 17 janvier 1984, à 14 h 30. Ni fleurs ni couronnes. Pavillon Dubail, Parc de Lormoy, 91240 Saint-Michel-sur-Orge.

- On nous prie d'annoncer le décès, après une longue maladie, de

Paul CHARETON, croix du combattant volontaire de la Résistance. Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. 13, rue Général-Delaunay, 75016 Paris.

- M. Bronislaw Dobosz, son épouse, M. Lucien Revel, son père, M. et M^{me} Daniel Anver, ses enfants, M^{me} Antoinette Delisle, sa tante, M. Alfred Delisle, son oncle, M^{me} Sophie Garisère, sa belle-mère, Et ses belles-sœurs, beaux-frères et nièces, ont le grand plaisir de faire part du décès survenu le 9 janvier 1984, dans sa quarante-neuvième année, de

M^{me} Pierrette DOBOSZ, La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Pierrefort (Char).

- M^{me} Raymond Dru, son épouse, M^{me} P. M. et M^{me} Denis Lécure et leurs enfants, Ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Gérard Dru, son frère et sa belle-sœur et leurs enfants, Ses neveux et nièces et leurs enfants, Les familles Dru, Cluque, Lamarque et Dehesdin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond DRU, ingénieur-chimiste, décédé à Neuilly, le 8 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-quatrième année, muni des sacrements de l'Eglise. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Menoux (Allier). Cet avis tient lieu de faire-part. 7, rue Victor-Hugo, 92300 Levallois.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

- M^{me} Alfred Kestler et ses enfants, M. Frédéric Kestler, Les familles Kestler, Couet, Soudier, Mouton, Ollivier, Dourdan, Beauvais, Delacroix, Lianin, Follet, Houllot, André, Maurer, Hemmerlé, Weiss, Lacroix, Mézières, Kohl et Schneider, très touchés par les nombreuses marques de sympathie témoignées et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, expriment leur profonde reconnaissance.

M. Hugo KAHN, survenu à Paris le 12 janvier.

Les obsèques auront lieu le mardi 17 janvier. Réunion à 14 h 15, porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes. 29, rue Haxo, 75020 Paris. 5, rue Joaze, 75014 Paris. 13, rue Chassignolle, 92260 Les Lilas.

- Le conseil d'administration du collège Cévenol, Les professeurs, Le personnel, Les élèves, Les anciens élèves, Et les parents, ont la tristesse de faire part du décès de leur ami Roger MANDON.

Le service religieux a été célébré le samedi 14 janvier 1984, à 15 heures, au temple du Chambon-sur-Lignon.

CORRESPONDANCE

Une lettre de la fille de M. Peyrouton

Après la publication, dans le Monde du 9 décembre, d'une correspondance intitulée « La carrière de M. Peyrouton », M^{me} Martine Peyrouton-Schneegans, fille de M. Marcel Peyrouton, nous a adressé la lettre suivante : A en croire un lecteur du Monde, du reste anonyme, la longue existence de Marcel Peyrouton se serait déroulée sous le signe de l'autocratie et de la compromission. En réalité, s'il a été nommé résident général en Tunisie en 1933, puis au Maroc en 1936, c'est pour y accomplir une œuvre conforme aux directives du gouvernement de la République. Votre correspondant ignore, qualifié mon père de « provocateur » et laisse entendre que Léon Blum ne l'aurait élevé à la dignité d'ambassadeur en Argentine que pour lui marquer sa réprobation. Autrement dit, il aurait déjà été moralement condamnable, bien avant l'armistice de 1940 et ce qui a suivi. Ce lecteur omet simplement de dire que Marcel Peyrouton sera rappelé à Tunis trois ans plus tard, en pleine guerre, au moment où la France craignait une attaque de l'Italie.

La même méthode d'amalgamation de simplification se retrouve dans l'évocation de son rôle après l'armistice, et les interprétations hâtives qui en sont faites appelleraient un examen plus impartial. Je me borne à quelques interrogations : pourquoi, ministre de l'Intérieur, s'est-il fait arrêter Pierre Laval, le 13 décembre 1940 ? Pourquoi s'est-il donné sa démission d'ambassadeur en Argentine, au retour de celui-ci, en avril 1942 ? Pourquoi la mise sous séquestre de ses biens, dès cette époque, obligeant ses mère et son père, restés à Paris, à vivre dans des pièces vides ? Pourquoi s'est-il privé de la nationalité française par Vichy en janvier 1943 ? Pourquoi le général Giraud, avec l'accord des alliés, lui confie-t-il le gouvernement de l'Algérie ? (Mission accomplie, d'ailleurs dans ses mémoires). Pourquoi enfin, après avoir donné sa démission « pour faciliter l'union entre tous les Français décidés à chasser l'envahisseur », le général de Gaulle lui écrit-il, dans une lettre en ma possession : « J'apprends la valeur désintéressée de votre geste » ?

En conclusion, n'aurait-il pas été plus honnête de rappeler les circonstances de son acquiescement par la Haute Cour, qui l'a jugé en pleine connaissance de cause, sous le septennat de Vincent Auriol, et rétabli dans tous ses droits ?

La Direction, les Professeurs et les Elèves de l'E.S.C. DIJON ont le plaisir de vous faire part de la naissance le 21 novembre 1983 du

GROUPE ESC DIJON

une nouvelle structure de formation, de recherche appliquée et de conseil comprenant :
• L'E.S.C. (École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Bourgogne et Franche-Comté)
• Le C.E.A. (Certificat Européen des Affaires)
• Le C.I.F.C.E. (Centre d'Intervention en Formation et Conseil d'Entreprise)
• L'I.R.E.A. (Institut de Recherche et d'Études Appliquées)

entreprendre GROUPE ESC DIJON

29, rue Sabin 21000 Dijon - (80) 72.12.40

FRED'SOLDES

DU 5 AU 21 JANVIER. MAROQUINERIE. BAGAGES. CADEAUX.

Royale de FRED, maroquinerie, bagages, cadeaux. 6, rue Royale Paris 8^e. Tél. 260.30.65

هفتاد و اصل

سنة ١٤٠٤

Le Monde ECONOMIE

SÉCURITÉ SOCIALE ET ASSURANCES PRIVÉES

Dans les pays occidentaux, les inquiétudes sur l'avenir de la protection sociale, provoquées par la crise économique et le vieillissement de la population, entraînent un recours accru à l'assurance privée, individuelle ou collective, pour compléter les prestations. Aux États-Unis, où le terme de « sécurité sociale » n'existe que pour les pensions, ce recours est indispensable. Mais le mouvement est nettement engagé en Suède comme en Grande-Bretagne, avec, quand ils sont au pouvoir, le consentement de gouvernements socialistes ou travaillistes (voir pages 18 et 19 les articles

de nos correspondants Nicole Bernheim, Francis Corne et Alain Debove). La France semble, plus timidement pour l'instant, aller dans la même voie. Mais une chose est certaine : la sécurité sociale ne tue pas l'assurance privée. On constate, depuis quinze ans, que, mieux les Français sont convertis contre le risque ou maladie par le système de protection obligatoire, plus ils ont tendance à demander un supplément de garantie à l'assurance privée (1).

Les Français cherchent un complément de couverture en cas de maladie

« Si je ne peux plus travailler, si je suis malade ou si j'ai un accident, je ne gagne rien ! ». Chirurgien conventionné, salarié à temps partiel et donc bénéficiaire à ce double titre d'une « couverture sociale » assez favorable, le docteur P., marié, deux enfants, a cependant souscrit pas moins de trois assurances, invalidité, décès, incapacité, qui lui donnent aussi, en cas d'arrêt de travail prolongé, des indemnités journalières, mais lui coûtent quelque 16 000 F par an. Il fait encore y ajouter deux contrats d'assurance-vie sous forme d'un livret de prévoyance ouvert il y a une dizaine d'années et qui ne cotisent aujourd'hui que 30 000 F, et un contrat à capital différé pris un peu plus récemment pour un montant assez modeste de 100 000 F au départ, mais que le docteur P. veut encore réduire aujourd'hui : « A quarante-cinq ans, en pleine activité, je ne pense guère à la retraite et l'aspect décès même est secondaire. Je souhaite, ma femme ne travaillant qu'à temps partiel, ne pas laisser ma famille en difficulté. Mais je redoute encore plus un accident qui m'interdirait d'exercer mon métier ».

Combien de personnes bénéficient ainsi d'un supplément de protection à la Sécurité sociale et quel montant, celui-ci représente-t-il ? Difficile de le dire, les comptes et

Comité d'action pour la productivité dans l'assurance (C.A.P.A.), 40 % des ménages interrogés avaient en 1983 souscrit une assurance individuelle maladie et 35 % seulement une assurance-vie (3). En matière de maladie et d'invalidité, les assurances ont recueilli une part de l'héritage des sociétés de secours mutuels d'autrefois. Elles ont notamment « tenu » largement la couverture maladie des non-salariés (artisans, commerçants, professions libérales, agriculteurs) jusqu'à la création de régimes obligatoires - en 1961 pour les agriculteurs, en 1966 pour les travailleurs indépendants. Elles partagent aujourd'hui la gestion de ces régimes avec les mutuelles : 40 % des « indépendants » et 15 % des agriculteurs passent encore par elles (4).

Le coût croissant de la santé

Mais l'extension de la couverture maladie, la généralisation de la Sécurité sociale, n'ont pas mis fin à l'intervention des assurances : le coût croissant de la médecine (et notamment des interventions chirurgicales et des séjours hospitaliers) depuis les années 60 l'a au contraire accrue. De 1972 à 1982, le chiffre d'affaires « maladie » des assurances a été multiplié par 4,7 en France courante. Le mouvement s'est un peu ralenti les dernières années, mais l'augmentation a encore été de 11,6 % entre 1981 et 1982.

Ce développement s'est fait pour partie par des contrats individuels, mais ce sont surtout les assurances collectives qui se sont multipliées : associations constituées par les assurés - par exemple sur le plan régional - pour certaines professions, ou bien avantages accordés par les entreprises à leurs salariés à la suite d'accords négociés avec les syndicats, pour « fidéliser » leur personnel ou même compenser rémunération supplémentaire plus ou moins occulte pour certains cadres...

Ainsi, en matière d'invalidité-incapacité, où la Sécurité sociale accorde 50 % d'un salaire plafonné, il y a peu d'entreprises de plus de cent salariés où n'existe pas, au moins pour les cadres, une garantie qui permet d'accroître au total 70 % du salaire en cas d'arrêt de travail. Dans certaines entreprises, les avantages « maladie » ou « chirurgie » accordés au personnel peuvent représenter 10 % du plafond de la Sécurité sociale.

Si le volume le plus important est consacré (notamment dans les contrats de groupe) à des risques spécifiques comme l'invalidité, celle-ci est souvent associée à un complément de couverture « maladie » : remboursement du ticket modérateur pour certaines opérations, pour les séjours de courte durée à l'hôpital et les honoraires médicaux, permettant un confort supplémentaire, et parfois même paiement d'une partie des frais réels au-delà des tarifs conventionnels. Le versement d'indemnités journalières aux travailleurs indépendants constitue aussi un « marché » important. Les prospectus parfois de manière « agressive » : « Gagnez 400 francs dès la première journée d'hospitalisation », proposent une publicité d'assurance. Les sociétés étrangères, qui ne détiennent qu'une part restreinte des contrats, sont souvent particulièrement offensives : « Avec un ticket modérateur de 20 % nous avons un marché potentiel de 30 milliards », déclarait le directeur d'une compagnie allemande.

Pour restreindre qu'il soit dans le chiffre d'affaires des assurances et par rapport aux prestations de la Sécurité sociale, le marché actuel de la maladie est une occasion de couler « à vie » avec la mutualité, qui recueille seulement 11 milliards de francs de cotisations, mais compte deux fois plus d'adhérents que les assurances. Chaque partie accuse l'autre de pratiquer des coûts excessifs et de « sélectionner » sa clientèle, les mutualistes faisant aussi valoir que l'assurance peut à la fois « élargir » les risques et diversifier les tarifs en fonction des caractéristiques des assurés (l'âge par exemple). Parallèlement, la concurrence des compagnies d'assurance a amené parfois des sociétés mutualistes à assurer le remboursement.

total des médicaments ou à couvrir des frais au-delà du ticket modérateur - contrairement aux principes affirmés de la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.).

Un effet inflationniste

Cette intervention de l'assurance a suscité des réactions contradictoires de l'administration et de la Sécurité sociale : on a redouté qu'elle ait un effet « inflationniste » sur les dépenses de santé. Mais elle a pu apparaître aussi, par exemple en 1979-1980, comme le moyen de relayer la protection obligatoire et de limiter les dépenses de la Sécurité sociale. Aujourd'hui le recours à l'assurance privée est officiellement condamné comme « facteur d'inégalité sociale » : M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé, l'a réaffirmé en octobre dernier au cours de la dixième audition parlementaire publique européenne. Mais un prêtre à M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales, l'intention de « mutualiser » une certaine partie des dépenses. Ne va-t-on pas ouvrir à l'assurance un nouveau champ d'intervention ? La réduction des remboursements des deux cents médicaments, a entraîné une augmentation d'environ 5 % des primes d'assurance. Les mutualistes redoutent l'effet de mesure de ce type.

En matière de retraite et de « prévoyance », l'intervention de l'assu-

rance n'est pas moins complexe et controversée.

Les compagnies ne gèrent que quelques systèmes de pension « facultatifs », comme le régime professionnel de prévoyance (RIP) ou le régime de prévoyance des fonctionnaires (PREFON), peu importants à côté de la masse fournie par les caisses de retraite de la Sécurité sociale et des caisses de retraite « complémentaires », guère plus que les caisses autonomes mutualistes (qui comptent 263 000 cotisants et encaissent 405 millions de francs de cotisations).

GUY HERZLICH.
(Lire la suite page 18.)

(1) En fait, en France, la plus grande part du marché est détenue par quatre grandes sociétés mutualistes. (2) Il s'agit logiquement de comparer les prestations de sécurité sociale aux versements opérés par les compagnies d'assurance en vertu de contrats correspondants, mais on ne dispose pas de chiffres nécessaires pour ces dernières. La proportion des assurances privées serait encore plus faible.

(3) Une enquête du Centre de recherche sur l'épargne travail fait en 1980 la proportion de 38,3 % des ménages ayant au moins une assurance-vie.

(4) Pour les agriculteurs et pour 21 % des travailleurs indépendants, la gestion n'est pas directe, mais passe par des groupements ad hoc, Gama, dans le premier cas, RAM dans le second.

Les inconvénients de moins en moins discrets de l'endettement extérieur

par HENRI BOURGUINAT (*)

L'ENDETTEMENT extérieur constitue aujourd'hui l'un des problèmes qui illustrent le mieux le double caractère de certains choix économiques fondamentaux de la France : la non-transparence et la faible maîtrise démocratique du processus de décision. Nous voyons, en effet, en ce début de 1984, engagés à l'égard de l'étranger à hauteur de 53 milliards de dollars à moyen et long terme (selon l'O.C.D.E.) et, sans doute encore, d'une dizaine de milliards de dollars supplémentaires à court terme.

Un tel niveau d'endettement représente plus de 10 % du produit national. Il s'est progressivement constitué à partir de choix pétroliers pour ensuite s'accroître très fortement (15 milliards de dollars ont été levés sur le moyen et long terme en 1982 et, encore, 10 milliards de plus en 1983) sans qu'aucun débat au fond intervenne, pas plus d'ailleurs avant qu'après mai 1981.

L'argument du secret, trop longtemps maintenu au nom du fameux « Rating » (1), appliqué aux emprunteurs français sur les marchés étrangers, présenté comme susceptible d'être influencé par la publicité donnée aux chiffres de l'endettement extérieur de la France, n'est guère convaincant. Les spécialistes étrangers ont perçé à jour ce qui n'était plus depuis longtemps, qu'un secret de Polichinelle.

L'anesthésie de l'ajustement

Toujours est-il que une politique qui engage pourtant l'avenir de toute une génération n'aura jamais été démocratiquement débattue. En attendant les conclusions de la commission d'enquête constituée, à cette fin, par le Sénat - et dont on espère des travaux réellement contradictoires - il paraît aujourd'hui plus que jamais opportun de s'interroger sur ce qu'a impliqué cet endettement du point de vue de la réalisation de l'équilibre économique global au moment des chocs pétroliers et ce qu'il signifie aujourd'hui, en un temps où le service de la dette commence à faire sentir pleinement ses effets et alors qu'on envisage de continuer à s'endetter pour financer le déficit extérieur.

Recourir à l'emprunt extérieur, lorsque la balance de base (balance des opérations courantes plus sorties de capitaux à long terme) devient déficitaire, paraît, de nos jours, aller de soi, surtout depuis que les marchés financiers internationaux consacrent le développement que l'on sait. A partir du premier choc pétrolier, la France, plus encore que les autres grands pays industriels comparables, ne s'en est pas privée. Emprunts « encouragés » (par le Trésor public) des entreprises nationales et assimilées, emprunts du système bancaire en devises cédés ensuite aux entreprises, prêts gouvernementaux, la carte a été jouée à fond par la France. On a, comme le disent les économistes, substitué le financement à l'ajustement. Comment, d'ailleurs, ne pas avoir été tenté de le faire ? N'était-ce pas là le bon moyen de récupérer d'une main ce que l'on perdait de l'autre aux producteurs de pétrole, devenus plus exigeants ? Et pourquoi, au lieu de se plonger dans une déflation source d'un chômage encore plus accusé, n'aurait-on pas alors profité de la manne des pétrodollars ? N'avait-on pas la possibilité de trouver un financement plus difficile à dégrader sur le marché intérieur pour réaliser les grands programmes économiques en importations pour l'avenir, tels que celui du nucléaire ? Ne parlons que pour mémoire de la capacité - et sans doute excessive - de la pression légitime - du système bancaire français, devenu l'un des plus performants en matière d'intermédiation financière internationale.

Rares furent alors ceux qui, au Plan ou ailleurs (2), en prenant le risque d'être taxés d'académisme, tentèrent, à leur niveau, de modérer quelque part l'enthousiasme des adeptes de l'économie internationale d'endettement. Tout en reconnaissant qu'un ajustement brutal fondé sur la répression immédiate des déficits pétroliers devait être résolu ment exclu, ils s'attachèrent alors à défendre la thèse d'un financement doux au plus juste et réservé aux seuls investissements internes substitués à l'importation (le nucléaire et non les autoroutes). A l'argument, un peu simple, du gain d'intérêt nominal obtenu alors en empruntant sur le Commercial Paper américain ou sur les marchés euro et non pas

sur le marché français, ils s'efforcèrent bien d'opposer le correctif du risque de change et le critère du coût effectif d'emprunts en devises, susceptibles de s'apprécier considérablement avec le temps, par rapport au franc. Il est vrai que le dollar était alors aux alentours de 4 F et que bien malin était alors celui qui aurait prévu qu'il puisse être à 8 francs, quatre ou cinq ans plus tard, au moment où la charge du remboursement allait commencer à se faire réellement sentir. Sans anticiper l'ampleur, on pouvait néanmoins alors prévoir le sens et ne pas oublier de pondérer les différentiels d'intérêt par les variations anticipées des cours du change. Cela aurait permis d'éviter les considérables provisions pour risque de change telles qu'elles sont constituées aujourd'hui dans les bilans des entreprises nationales les plus endettées et d'aboutir d'autant la charge du remboursement.

(*) Professeur à l'université de Bordeaux.

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

Dans
« Le Monde »
daté 22-23
janvier

AU SOMMAIRE
DU NUMÉRO 8
■ Le FSQT pour accroître
la compétitivité
des entreprises
■ Des thermiciens
chez les agriculteurs
■ Brésil : énergie
et développement local
■ Les humeurs de
Claude-Marie Vadrat

Lettre mensuelle de
l'Agence française pour
la maîtrise de l'énergie

L'ACCORD SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

La pédagogie de la crise

QUINZE mois après avoir dénoncé la convention UNEDIC, et après dix séances de négociation, le C.N.P.F. a enfin atteint, le 10 janvier, l'objectif qu'il s'était fixé. Désormais, le système d'assurance-chômage est divisé en deux branches. L'une, l'assurance proprement dite, est alimentée par les cotisations salariales. Gérée paritairement, elle verse des indemnités aux seuls salariés privés d'emploi. L'autre, de solidarité ou d'assistance, est supportée financièrement par l'État. Elle accompagne les mesures plus politiques de lutte pour l'emploi, dont les aides aux jeunes qui en cherchent un, et assure ce qu'on appelle le traitement social du chômage, notamment de longue durée ou pour les personnes âgées.

Partenaires sociaux et pouvoirs publics, chacun pour leur propre compte, redeviendront donc maîtres chez eux, à compter du 1^{er} avril 1984, date d'entrée en vigueur de la future convention. L'accord de principe intervenu entre le C.N.P.F. et le C.G.P.M.E., F.O., la C.F.T.C. et le C.G.C.I. remplit, à cet égard, les deux conditions exigées par le patronat : le système paritaire sera autonome dans sa gestion et financièrement équilibré.

Ballottée entre un faux partitarisme et un tripartisme qui n'aurait pas son nom, l'UNEDIC ne pouvait pas survivre en l'état. Son déficit cumulé, qui atteignait 11 milliards de francs à la fin 1983, l'avait obligée à souscrire un emprunt de 8 milliards de francs, remboursable à partir de 1985. A tout moment, elle courait le risque d'une nouvelle intervention de l'État. Comme en novembre 1982, quand le gouvernement ne substitua aux partenaires sociaux divisés, pour

obtenir, par décret, des économies de l'ordre de 13 milliards de francs. Comme en juin 1983, quand le gouvernement décida d'augmenter d'un point le montant des cotisations salariales.

Que les partenaires sociaux aient pu, dans ces conditions, établir les bases d'un accord possible, montre bien à quel point le réalisme, progressivement, l'emporte sur les principes. Même la C.F.D.T. et la C.G.T., qui sont pourtant réservées à l'égard de la solution choisie, ont fait preuve d'un sens de l'ouverture. Tous admettent que l'UNEDIC allait à sa perte et qu'il fallait clarifier les rapports avec les pouvoirs publics, à un moment où le chômage augmentait.

Ce n'est certes pas la première fois qu'un accord contractuel est négocié à la baisse. Mais, cette fois, il s'agit d'un mailon essentiel du dispositif social que l'on accepte de réviser.

S'il y a une « pédagogie de la crise », comme le croient certains, il faut en voir l'illustration dans le fait qu'aucun syndicat ne demande un effort supplémentaire des employeurs, preuve que tous ont le souci de ne pas aggraver la charge des entreprises.

Indirectement, une brèche a été ouverte. Le dogme des avantages acquis a été remis en cause, mais au prix de deux choix qui seront gros de conséquences pour l'avenir. C'est un véritable tour de passe-passe, que de ne pas considérer comme chômeurs les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi à la sortie du système scolaire, et en conséquence de les transférer au régime d'assistance. En outre, on a introduit le précédent inquiétant de la protection sociale à deux vitesses.

ALAIN LESAUBE.

ÉTATS-UNIS : des retraites « maison » très développées

La longue maladie-catastrophe

Le gouvernement Reagan a mis fin à ces tentatives en estimant que la « loi du marché » doit, là comme ailleurs, servir de régulateur naturel. Il rejette d'ailleurs en bloc comme « socialiste » toute conception de solidarité nationale basée sur la redistribution des revenus par l'impôt.

NICOLE BERNHEIM

GRANDE-BRETAGNE : douze millions de retraites complémentaires confiées à la gestion privée

Autre champ d'action limité, mais représentant un chiffre d'affaires non négligeable : l'enseignement privé, qui est particulièrement onéreux en Grande-Bretagne. Centre des cotisations versées la plupart du temps dès la naissance de l'enfant, des compagnies, elles aussi spécialisées — dont la publicité remplit de nombreuses pages des journaux — assurent le financement des études de la majorité des élèves, même ceux des prestigieuses public

Un fructueux marché

Ainsi se trouvent mis en concurrence l'Etat, les employeurs et les assureurs. De quoi satisfaire pleinement la politique de M^{me} Thatcher, mais celle-ci n'est pas responsable de cette innovation mise en œuvre par le dernier gouvernement travailliste - à partir d'un projet tracé dans ses grandes lignes par un précédent cabinet conservateur.

C'est un marché énorme, dont le contrôle a soudainement relâcé — s'il en était besoin — le développement des compagnies d'assurance. Mais, qui reconnaît, il lui devoit un assouplissement de plus d'un tiers de leur revenu... M. Michael Jones, secrétaire national de la fédération des assureurs sur la vie, ne cache pas son contentement. « Notre industrie était trop importante et sa réputation trop bien établie pour qu'elle Eût pu se laisser ignorer, nous eussions été déçus. D'autre part, notre poids dans l'économie et sur le marché financier interdisait pratiquement toute tentation de nationalisation de la part d'un gouvernement travailliste. Nous avions fait nos preuves. Nous faisons déjà preuve de nous-mêmes. La confiance que nous a été accordée est une récompense extraordinaire pour le pouvoir nous l'avons depuis longtemps méritée, notamment par nos facilités d'ordre fiscal assez précieuses et une liberté de placement qui ne l'est pas moins ».

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la prospérité de l'assurance en Grande-Bretagne suscite l'intérêt d'étrangers. La plus grande compagnie allemande, Allianz, avait provoqué bien des remous dans la City en tentant de prendre le contrôle de la sixième société d'assurances britannique (elle a dû y renoncer depuis). Cependant, 3,5 % des capitaux des compagnies d'assurances en R.F.A. sont entre les mains des sociétés anglaises.

FRANCIS CORNELL

Complément de couverture en cas de maladie

(Suite de la page 17.)

Leur intervention s'exerce pour l'essentiel à travers l'assurance-vie, dont elles ont le quasi-monopole. Mais elle est difficile à distinguer : la majorité des contrats collectifs, aujourd'hui les plus nombreux, mêlent des risques très divers (décès, retraite, invalidité, maladie). Même les contrats individuels sont « mixtes » dans les trois quarts des cas : ils combinent assurance-décès qui, en cas de décès de l'assuré, procure une rente ou un capital à sa famille, et l'assurance « en cas de

Toutefois se sont développés plus récemment des contrats axés sur la retraite, notamment à partir de 1976, sous l'influence de l'AFER (Association française d'épargne et de retraite). Ils représentent actuellement, estime-t-on, la moitié des nouveaux contrats d'assurance-vie, et les compagnies s'efforcent d'encourager le mouvement.

Lancées aussi avec une certaine agressivité — on n'hésitait pas à prédire l'écroulement du système de retraites par « répartition », par suite de l'évolution démographique et économique, — les formules de retraite par « capitalisation » (3) ont suscité de vives réactions, et pas seulement dans les institutions intéressées. Le rapport *Vieillesse demain*, qui a été présenté au début du VIII^e Plan, considérait la capitalisation comme « une régression sociale fondée sur des illusions économiques » : elle constituait « la négation de la solidarité entre catégories sociales et entre générations » et ne présentait aucune garantie contre l'inflation.

Aujourd'hui, la cause de la retraite par « répartition » est soutenue avec plus de modestie : elle est présentée comme, une compétence à la retraite par « répartition », un « troisième étage » après celui de la pension de la Sécurité sociale et celui des régimes complémentaires. Sous cette forme, elle a obtenu un appui du ministre des affaires sociales et de la solidarité, à l'occasion du dernier « Forum » des *Echos*, le 25 octobre 1983 (*le Monde* du 27 octobre). En effet, le recours à l'épargne, outre ses avantages économiques (6) — apporter des fonds au développement industriel, — permettrait d'alléger la charge du fi-

Si l'appui gouvernemental, encore verbal, était suivi d'actes — et notamment d'un régime fiscal plus favorable pour l'épargne-retraite, celle-ci pourrait devenir encore plus qu'aujourd'hui un marché — porteur ». Mais les sociétés d'assurances ne s'y retrouveront pas seules : déjà des groupements comme l'AFER, des banques, des organismes de crédit, et même la mutualité française proposent des formules comparables ; les compagnies d'assurances y jouent seules le rôle de support technique obligé (pour la constitution des provisions). La concurrence risque d'être rude.

GLY HERZLICH

(5) Tandis que la « capitalisation » est le résultat d'une épargne individuelle, la « répartition » revient à partager entre les retraités des cotisations versées par des personnes en activité.

(6) Voir sur ce point le livre de Dominique Strauss-Kahn : *« Épargne et la Retraite »*, Economica, 1982.

LES ÉTATS-UNIS PARLENT



« Dans ce monde toujours en mouvement, un dirigeant se doit de s'informer sur une quantité de sujets, au-delà des affaires et des questions économiques. Le *New York Times* m'apporte une couverture internationale et constitue une source d'informations indispensable, point de départ de chacune de mes journées. »

Pierre Gousseland
Chairman and Chief Executive Officer
AMAX INC.
Greenwich, Conn.

Provoquez le dialogue avec les leaders des États-Unis par votre publicité dans la New York

Parlez à 423 000 dirigeants américains au plus haut niveau avec votre message dans *The World & The Dollar*, un supplément spécial prévu le 12 mars 1984, dans la section « Business Day » du New York Times. Mis au point par des experts en économie, finance et commerce internationaux, *The World & The Dollar* apportera une vue d'ensemble des grandes tendances des principaux marchés.

Demandez de plus amples détails à votre représentant du New York Times. Attention : le délai limite est fixé au 20 février 1984.

Source: 1983 SMRB.

Douglas C. Rickard
Director, International Advertising
Robert H. Rowlett
Group Manager, International Advertising
The New York Times
229 West 43rd Street, New York, N.Y. 10018
Phone: (212) 556-1205
Cable: NYETCOM NEW YORK
Telex: 206734

Peter Irtz, European Manager
International Advertising & Marketing
The New York Times
London Bureau Ltd
London International Press Centre
76 Shoe Lane
London EC4A 3TB, England
Phone: (01-1-44-1) 353-2174 or 353-34
T.E.: 01-1-44-1-353-2174 ext. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

France
Mrs. Evelyn Lechene
Publicist
26, avenue Victor-Hugo
75116 Paris
Phone: (01-33-1) 500-66-08
Telex: 610067F (Media A or B)
PARIS

NOUVELLES CAMPAGNES

Réflexions politiques, économiques, sociales sur l'Europe agricole et rurale / D'hétéro systèmes / L'Europe, l'Europe, l'Europe.

ABONNEMENTS :
 ■ 120 F par an - ■ 175 F étranger.
 5 numéros par an - 50 pages environ.
 (Spécimen sur demande)

NOUVELLES CAMPAGNES, B.P. 1154 - 31636 TOULOUSE Cedex.



**La Caisse Centrale
de Coopération
Economique**

établissement public national d'aide au développement

*vous prie de noter la nouvelle adresse de son siège
à Paris ainsi que son numéro de téléphone
(à dater du 23 janvier 1984)*

Cité du Retiro
35-37, rue Boissy-d'Anglas,
75379 Paris Cedex 08
(1) 266.93.66

Les Agences de la Caisse Centrale de Coopération Economique à l'étranger et dans les Territoires français d'outre-mer se répartissent ainsi qu'il suit :

ETATS

Algérie
Rue Larbi ALIBI Hydja
R.P. 86 B Bismarckville, Alger

Béni
route Inter-États
R.P. 38
Cotonou

Burundi
7, place de l'Indépendance
R.P. 2560
Bujumbura

Cameroon
Plateau Akouagou
R.P. 46
Yaoundé

Centrafrique
route de la Moyenne Camille
Bangui

Côte d'Ivoire
Boulevard F. MITTERRAND
01 BP 1814
Abidjan

Congo
rue Béthune
R.P. 96
Brazzaville

Comores
Place de France
R.P. 71
Moroni

Dahomey
Boulevard Bouhouri
R.P. 1997
Djougou

Gabon
de l'Indépendance
R.P. 64
Libreville

Gambie
60, rue du Commerce
P.O. de Badiali Hariti
Conakry

Haute-Volta
avenue Bangor
R.P. 959
Ouagadougou

Le Maroc
18, rue de l'Église
R.P. 1157
Port Louis Casablanca

Madagascar
53, Allée
Rassemblement
15 TIRANA
Antananarivo

Mali
Ouattaraougo
route de Soudha
R.P. 82
Bamako

Mauritanie
Quartier des Ambassadeurs
R.P. 101
Nouakchott

Niger
Descente de Zongo
Nameny Fittoun
R.P. 812
Niamey

Rouanda
60, rue du Commerce
R.P. 1014
Kigali

Sénégal
15, avenue Coumbé
R.P. 476
Dakar

Tchad
rue de Capitaine Mouton
R.P. 478
N'Djamena

Togo
avenue de Sarakawa
R.P. 58
Lomé

Yemen
Immeuble Octobre
rue de Paris
R.P. 596
Port Vila

Zaire
Centre de commerce
international de Zaire
(CIZI) BP 14040
R.P. 20 886
Kinshasa 10

**Territoires
Français
d'Océanie-mer.**

Nouvelle-Calédonie
Immeuble le Cestex
Angle avenues Foch et
Dumas
R.P. 01 Coler
Nouméa

Polynésie Française
rue de Docteur Cassin
R.P. 17
Papeete

مَكْرَاهَاتِ الْأَهْلِ

ET ASSURANCES PRIVÉES

SUÈDE : les socialistes ferment les yeux sur l'essor de la couverture privée

« **N**OUS n'avons même plus besoin de faire de la publicité pour l'assurance-retraite individuelle : les clients affluent et savent déjà tout avant d'arriver à nos guichets. » Cette réflexion d'un responsable de Skandia, la plus grande compagnie d'assurances suédoise, donne une bonne idée du comportement de nombreux Scandinaves qui, la quarantaine passée, commencent à se poser des questions sur le niveau de leurs futures retraites.

Le régime en vigueur depuis 1960, financé essentiellement par des cotisations patronales et par l'Etat (par le biais de l'impôt), était en fait conçu pour une économie en croissance entraînant une hausse régulière des revenus réels. Mais le pouvoir d'achat des salariés a diminué ces dernières années par suite de la stagnation économique. D'autres problèmes sont venus s'y greffer : le vieillissement rapide de la population (en 1990, un Suédois sur cinq aura plus de soixante-quatre ans), la difficulté de relever les charges sociales des entreprises sans compromettre automatiquement leur compétitivité, enfin les limites de l'effort financier de l'Etat, qui doit faire face à un déficit budgétaire correspondant à 14 % environ du revenu national.

Un relèvement de l'âge de la retraite

M. Olaf Palme déclarait volontiers lorsqu'il était dans l'opposition que les « bourgeois » empruntaient une couronne sur trois à l'étranger pour payer les pensions des vieux travailleurs. Depuis un an qu'il est revenu au pouvoir, force est de constater que les finances publiques se sont dégradées et que la dette extérieure a augmenté. Or, si tard, ont-ils les économistes, il faudra réviser le système d'indexation des

retraites sur le coût de la vie pour rééquilibrer les comptes et aussi peut-être dans un souci de justice sociale. Le niveau de vie des salariés diminue tandis que celui des personnes âgées s'améliore, en raison de l'inflation et de l'indexation. En 1983, les retraites seront parfois supérieures au dernier salaire. Pour la première fois cette année, les recettes des fonds nationaux de pension ont été inférieures aux dépenses. Un récent sondage de l'institut Sifo, réalisé pour la compagnie Trygg-Hansa, montre que 87 % des Suédois de quarante à quarante-neuf ans pensent que les retraites seront progressivement dévalorisées et que le système actuel (minimum vieillesse et surtout retraite complémentaire généralisée) ne tiendra pas ses promesses. Mais cela ne signifie pas qu'il soit voué à la faillite. Tout dépendra, selon le gouvernement social-démocrate, du rythme de croissance économique à l'avenir. Certains d'entre eux ne voient pas de problème de l'âge de la retraite de soixante-cinq à soixante-sept ans.

Un changement d'attitudes

Aujourd'hui, 20 % des Suédois environ ont souscrit une assurance-retraite individuelle ou une assurance-vie. Dans la catégorie de revenus supérieurs à 120 000 couronnes (autour de francs français) par an, un salarié sur deux a choisi cette formule. Elle n'est pas encouragée « officiellement » par les socialistes, qui ont toujours été réticents au recours à la couverture sociale privée. Mais ils ferment les yeux car ils souhaitent stimuler l'épargne des particuliers, notamment pour financer le déficit budgétaire. En Suède, les compagnies d'assurances sont tenues, par la loi, de placer 73 % de leurs fonds en obligations d'Etat.

En quelques années, les attitudes ont bien changé. On ose dire, par

exemple, dans la presse que certaines formes d'épargne ne devraient pas être imposées. D'une façon générale, les cotisations « privées » sont déductibles des revenus tandis que le complément de retraite versé ensuite est imposé. Le titulaire d'une assurance-retraite n'est plus considéré comme un contribuable suspect. Pour les compagnies, il s'agit d'un marché en forte expansion, surtout depuis deux ans : le nombre de polices enregistrées par Skandia a augmenté de 28 % entre 1982 et 1983. « Nous vendons un maintien du niveau de vie après et pendant la période d'activité - sous forme d'allègements fiscaux - et nous concentrons nos activités sur le marché national. L'assurance-maladie pour sa part ne revêt qu'une importance marginale », déclare M. Olle Ljevergren, l'un des directeurs de cette société qui a mis au point un « test assurance » très perfectionné. Son objet est d'analyser informatiquement la situation financière d'un client et de sa famille, et d'établir ainsi l'assurance la mieux adaptée. Selon toutes probabilités, ce marché va encore se développer et les pouvoirs publics laissent faire.

En Norvège, contrairement à ce qui se passe en Suède, l'Etat encourage ouvertement les particuliers à contracter une assurance complémentaire individuelle. Le choix est particulièrement avantageux, dans un pays où la pression fiscale est aussi très lourde : il donne droit à un abatement annuel supplémentaire atteignant 15 % du revenu imposable. Le recours à l'assurance individuelle pour la retraite est encore plus répandu en Norvège qu'en Suède et les compagnies d'assurances, comme Den Norske Folk, s'en réjouissent. Le nombre d'assurés a augmenté de 19 entre 1981 et 1983.

ALAIN DEBOVE.

UNE ÉTUDE DU CREDOC

Les retraites offrent une image caricaturale de la hiérarchie des salaires

TRES inégaux, mais souvent très faibles, tels sont les revenus des retraités, d'après une étude récente du CREDOC intitulée « Les retraités et leurs ressources », qui a porté sur les pensions touchées en 1978 par un échantillon d'un millier de retraités (1).

Le décalage entre les ressources des retraités et celles des personnes en activité est net : en 1978, en effet, 75 % des familles comptant un retraité disposaient de moins de 48 000 F par an (soit 4 000 F par mois), 58 % de moins de 36 000 F, 34 % de moins de 24 000 F (2 000 F par mois), alors que les proportions étaient de 40 %, 22 % et 9 % respectivement chez les actifs. Les deux tiers des personnes vivant à l'époque avec moins de 2 000 F par mois étaient des retraités : ceux-ci forment une « bonne partie » de la « France pauvre ».

Cependant, dans l'univers de la retraite, les inégalités sont considérables. Les « hauts » revenus sont rares : 9 % des retraités seulement recevaient plus de 72 000 F à cette époque, contre 30 % des actifs tandis que 45 % percevaient des pensions inférieures à 12 000 F : d'un côté un grand nombre de petites retraites, de l'autre un petit nombre de pensions confortables.

Des revenus annexes venaient heureusement compléter un peu cette inégalité : si les titulaires de retraites élevées tiraient de celles-ci le plus clair de leurs ressources, les ménages qui recevaient les retraites les plus faibles (moins de 12 000 F par an en 1978, soit 1 000 F par mois) tiraient 56 % de leurs ressources d'autres revenus : pensions d'invalidité, d'ancien combattant ou de veuve de guerre, allocation logement ou enfin, dans le meilleur des cas, d'un conjoint encore en activité.

L'inégalité des retraites provient évidemment en majeure partie des différences de revenus pendant la période d'activité, la retraite de base étant notamment calculée pour les salariés d'après les dix meilleures années de la vie professionnelle : « Les écarts de retraites entre groupes sociaux se reflètent donc d'abord de la hiérarchie des salaires », écrivent les auteurs de l'étude. Cependant la hiérarchie est quelque peu déformée : si l'on compare les retraites avec les salaires moyens à 50 ans et plus, les cadres supérieurs retraités étaient encore plus favorisés (les employés, toutefois, étant un peu mieux traités que durant la vie active).

Des éléments propres aux systèmes de retraites viennent, en effet, donner aux écarts un caractère parfois caricatural. Trois éléments apparaissent déterminants.

Les secteurs d'activité

Les anciens salariés du secteur public bénéficiaient de retraites de base plus élevées que ceux du privé : leur retraite moyenne était 2,2 fois plus élevée que celle du régime général (correspondant grosso modo au secteur privé) et 24 % d'entre eux seulement touchaient une pension de base inférieure à 24 000 F.

(Publicité)
TRADUCTION FRANCAIS-ANGLAIS-ARABE
par des spécialistes de textes de
MEDICINE GESTION TECHNIQUES COMMERCIALES
Renseignements, écrire :
Société MECIS S.A.
114, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris
Urgence, appeler 367-83-40

par an contre 92 % des anciens salariés du régime général. Mais les plus défavorisés étaient les non-salariés : leur retraite de base moyenne représentait 79 % de celle des retraités du régime général et 35 % de celle du secteur public.

Les retraites complémentaires

Elles sont très concentrées (58 % seulement des retraités en bénéficiaient - mais 8 % d'entre eux en absorbaient la moitié) et encore plus inégales d'une catégorie sociale à l'autre que les retraites de base : le montant des retraites complémentaires variait de 1 à 8,6 entre les anciens indépendants et les anciens cadres, de 1 à 4,3 entre les anciens manœuvres et les anciens cadres, alors que ceux des pensions de base allaient seulement de 1 à 2,7 (entre anciens manœuvres, au bas de l'échelle et anciens cadres, en haut).

Aussi, le plus souvent leur existence accentue les inégalités : la moitié des anciens salariés du privé touchant une retraite relativement faible (3 000 F par an) ne recevaient pas de retraite complémentaire, mais les titulaires des retraites de base les plus élevées touchaient aussi les retraites complémentaires les plus importantes et en cumulaient plusieurs. La moitié seulement des indépendants recevaient une retraite complémentaire et celle-ci était d'un montant très faible (18 fois plus faible en moyenne que celle des anciens salariés du privé).

Le sexe

Les femmes touchaient en général une pension inférieure à celle des hommes : 93 % des retraités recevant une pension très faible (9 000 F par an ou 750 F par mois en 1978) étaient des femmes, alors que pour les deux sexes le total n'est que de 10 %. En revanche, 76 % des retraités bénéficiant d'une pension relativement élevée (plus de 42 000 F) étaient des hommes, alors que la moyenne n'est que de 13 % pour les deux sexes.

A cela, plusieurs raisons. Beaucoup de femmes n'ayant pas exercé d'activité professionnelle, ne tou-

chaient que le minimum vieillesse ou une pension de réversion héritée de leur mari (et d'un taux inférieur à la retraite que celui-ci percevait) : 40 % des veuves étaient dans ce cas. D'autre part, les femmes qui avaient travaillé appartenaient dans leur très grande majorité à des catégories sociales modestes : 10 % seulement avaient été cadres, contre 29 % des hommes. A catégorie socio-professionnelle identique, enfin, elles percevaient une pension très inférieure à celle des hommes : 58 % en moyenne de la retraite masculine chez les travailleurs indépendants, 61 % pour les anciennes O.S., 75 % pour les employées et 81 % pour les cadres. En effet, non seulement elles avaient généralement occupé des postes de rang inférieur ou plus mal rémunérés, mais elles avaient généralement travaillé moins longtemps (trente-quatre ans en moyenne contre quarante-trois ans pour les hommes).

Au total, trois groupes apparaissent assez nettement. Tout au bas de l'échelle, des retraités (10 % de l'effectif) ayant des pensions inférieures à 9 000 F par an : il s'agit essentiellement de femmes, épouses d'anciens salariés de faible qualification ou de travailleurs indépendants. Le second groupe en est très proche : il est aussi composé pour l'essentiel de femmes, mais les plus souvent seules et âgées (74 ans en moyenne), recevant une retraite allant de 9 000 F à 12 000 F, venant de leur mari, ou ex-salariées à faible qualification. A l'autre bout de l'échelle, un groupe de retraités favorisés (environ 14 % de l'ensemble) : des hommes ex-cadres moyens ou supérieurs du secteur public souvent diplômés, propriétaires de leur logement, disposant de pensions suffisantes pour vivre confortablement - et payer un impôt sur le revenu relativement important - même lorsque leur femme n'a pas travaillé (et ne reçoit donc pas de retraite personnelle).

G. H.

(1) Georges Hatchuel et P. Mannoul. Les retraités et leurs ressources : CREDOC, 1983. Cette étude part d'une première enquête du CREDOC pour la Caisse nationale d'allocation familiale sur l'impact des prestations familiales sur le revenu des familles.

Les inconvénients de l'endettement extérieur

(Suite de la page 17.)

A cet égard, aussi rapidement qu'on le peut, porter remède. L'appel aux ressources trouvées à l'extérieur ne saurait que faciliter les transitions. Il ne devrait pas avoir vocation de prévenir longtemps les baisses de revenu et d'empêcher, au travers de celles-ci, l'appareil productif de produire davantage de biens, rendus disponibles pour l'exportation et susceptibles de diminuer les importations.

C'est, à notre sens, dans cet insuffisant dosage de l'ajustement par rapport au financement extérieur que réside l'une des principales erreurs économiques intervenues après les chocs pétroliers.

Comment ne pas voir que, en choisissant de remplacer trop complètement les moyens de paiement qui devaient être annulés par le déficit extérieur, on a reconstitué alors un pouvoir d'achat interne qui devait être, au moins pour une part, amputé ? On a même, au cours des années où le déficit commercial s'est résorbé bien au-delà des prévisions, comme en 1975, 1981 et encore en 1983, surfaussé l'économie française, les programmes d'emprunt à l'étranger exigeant nécessairement un temps assez long pour être ajustés et ne l'étant en fait qu'avec retard. Comment étonner, dès lors, que l'on ait eu plus de mal, en France que dans d'autres pays, à diminuer l'inflation interne et qu'il ait fallu ensuite, après mars 1983, freiner plus vigoureusement qu'ailleurs. Il est vrai que, entre-temps, on s'était condamné à changer drastiquement le rythme de l'endettement extérieur par la magistrale erreur de la relance à contre-courant par la consommation, source d'un déficit porté en 1982 à 130 milliards de francs pour la balance de base et qu'il a bien fallu financer, cette fois encore, à travers les emprunts « étrangers » des entreprises nationales, le prêt saoudien ou celui de la C.E.E., sans parler de l'endettement des banques à court terme en devises.

Savoir éviter le réajustement

Avec, en 1982, un compte « revenus du capital » de la balance française des paiements devenu, pour la première fois depuis 1830, déficitaire du fait du service de la dette, on mesure bien le sérieux de la situation actuelle. Les revenus tirés de la puissante action de transformation du système bancaire français à l'étranger et de nos propres créations sur l'extérieur ne compensent plus le paiement des intérêts et le remboursement de la dette. Il faut désormais s'attendre, tout au long des quatre années à venir, à une charge annuelle nette moyenne de l'ordre de 8 milliards de dollars.

Mais n'y aurait-il pas, inversement, à évaluer de cet alourdissement prévisible du service de la dette, quelques avantages de point de vue de l'équilibre interne ? N'aurait-on, peut-être, vers un effet inverse de celui qui existait au cours de la phase antérieure ? On serait, à première vue, effectivement tenté de penser que le service de la dette devrait, cette fois, entraîner une ponction sur les moyens de paiement domestiques et que celle-ci pourrait elle-même avoir un effet déflationniste interne direct. Le service de la dette viendrait en quelque sorte renforcer la politique interne de rigueur.

En réalité, pour qu'il en soit ainsi et pour qu'il y ait surajustement interne comme il y eût hier sous-ajustement, encore faudrait-il que l'on parvienne à supprimer le déficit de la balance courante (ou mieux de la balance de base) et que l'endettement net, de ce fait, cesse. Or, sans sous-estimer l'amélioration spectaculaire du compte courant au deuxième semestre de 1983 - imputable à la reprise en main de la dépense interne qui a accompagné la troisième dévaluation du septennat, - tout donne à penser que le déficit extérieur ne pourra être durablement éliminé si quelque reprise notable intervient. Comme, par ailleurs, on aura à compter sur la charge du service de la dette extérieure, on voit qu'il n'est pas étonnant qu'on parle d'un endettement supplémentaire de 8 à 10 milliards pour 1984. Là apparaît, justement, le piège de l'endettement extérieur. Non seulement la France devra en-

prêter pour financer le déficit de la balance des paiements de l'année mais elle aura à le faire aussi pour assurer le service de la dette antérieure. Ce faisant, elle risque d'abord de devoir à la fois supporter les effets inflationnistes internes de l'endettement extérieur et d'être contrainte de manifester, à ce titre, un supplément de rigueur dans sa politique économique interne. Parallèlement, en faisant intervenir l'endettement net nécessaire pour rembourser les annuités échues et supporter les intérêts sur l'emprunt restant, elle cède, dangereusement, la voie qui mène tout droit aux réajustements et aux morosités.

Eviter ces formules, dangereuses pour l'autonomie de détermination nationale, ne sera pas facile. Il y a, dans le processus d'endettement extérieur d'un pays, dès que l'on dépasse certaines seuils, un risque de dérapage bien difficile à contrôler. Pour l'éviter, il y faudra un grand courage politique et aussi une certaine inventivité technique. On peut explorer plusieurs formules : la diversification des monnaies de support, doter au plus juste les endettements courts et endettements longs, créer une caisse d'amortissement avec des ressources stables impérativement affectées, laisser à chaque groupe industriel la responsabilité de la gestion de ses positions en devises. Quel que soit le choix, la reprise en main passe par un double préalable : celui du succès de l'opération vécue sur la dette extérieure et, encore, celui de l'affichage d'un objectif d'endettement, clairement défini et considéré comme élément de l'équilibre économique global.

HENRI BOURGUINAT.

FINIS LES PRODUITS PASSE-PARTOUT

« Oui, pour vos placements, les Agents de change ne contentent pas de produits passe-partout. Ils vous en assurent, vous aident les rencontrer... »

Bureau d'Accueil des Agents de Change - 4, place de la Bourse, Paris 2^e. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner :

LES AGENTS DE CHANGE
Ils accroissent votre marge de sécurité.

Paris 297.55.55/
Bordeaux (56) 44.70.91/
Lille (20) 55.68.20/
Lyon (7) 842.54.71/
Marseille (91) 90.70.32/
Nancy (8) 336.56.97/
Nantes (40) 43.41.96.

isa

aujourd'hui, on ne s'improvise pas "manager"

Il faut du tempérament, une motivation, une formation et un entraînement. Vous avez le tempérament et la motivation. L'ISA vous apportera la formation et l'entraînement. En 18 mois de travail intensif, avec une centaine de participants sélectionnés pour leur potentiel - ingénieurs, scientifiques, juristes, économistes, littéraires... - dont la moitié possède déjà une expérience professionnelle de quelques années, vous vous donnerez les moyens de faire face aux situations les plus complexes que doit résoudre un manager.

Date limite
de dépôt des candidatures pour la deuxième session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1984 : **lundi 12 mars 1984.**

Réunions d'information
avec le Directeur de l'Institut et des Anciens "ISA" :
PARIS - mardi 24 janvier et mardi 7 février - 18 h. 30
Cercle France Amérique - 8, av. Franklin Roosevelt (8^e)
JOUY-EN-JOSAS - samedi 11 février - 10 h. - sur le campus ISA
(sortie Vauhallan sur l'autoroute de Chartres)
LILLE - mardi 17 janv. - 18 h. 30 - Royal Concord, 2 bd Carnot
BORDEAUX - mardi 24 janv. 18 h. 30 - Fratrel - rue G. Bonnac
LYON - mardi 31 janv. - 18 h. 30 - Sofitel - 20 quai Gaviotier
TOULOUSE - mardi 7 fév. - 18 h. 30 - Fratrel - place Wilson

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 956 80 00 POSTE 478 00
(3) 956 24 26 (ligne spéciale renseignements)
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-OFCE)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation, retournez nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom _____
Rue _____ N° _____
Code postal _____ Ville _____
Diplôme _____
Expérience professionnelle _____

A TRAVERS LES REVUES FRANÇAISES

AU-DELA des vœux de bonne année, l'année 1984 sera-t-elle bonne ? Jacques Plassard dresse le bilan de la conjoncture 1983 dans son article de *Chroniques de la SEDEIS* (1). La demande intérieure a eu tendance à régresser en 1983, entraînant dans sa chute celle de nos importations, mais ce mouvement a été compensé par une hausse de la demande extérieure. Le produit intérieur brut de 1983 devrait en définitive se révéler à peu près du même montant que celui de 1982, l'équilibre de nos échanges extérieurs devant presque être rétabli grâce à une conjoncture extérieure favorable.

Le comportement des ménages à l'égard des prix a retrouvé un schéma traditionnel. Avant 1982, les ménages semblaient plus sensibles à la qualité des produits qu'à leur prix ; depuis 1983 au contraire les ménages regardent le prix de très près.

La part des exportations françaises dans le total des exportations des onze principaux pays occidentaux s'est stabilisée finalement à 9,25 %, alors qu'elle était de 10,5 %. Le principal handicap pour les exportateurs français : la croissance plus rapide des coûts salariaux (charges comprises) en France que chez leurs principaux concurrents, les Allemands en particulier.

Le blocage des prix et des salaires au cours de l'été 1982 a bien évidemment ralenti la hausse, mais il y a eu ensuite rattrapage. L'effet du contrôle des prix est significatif puisque les produits nouveaux et beaucoup de services y échappent. Certaines entreprises bénéficient de véhicules routiers, sans s'en rendre compte, en se fournissant auprès d'entreprises subissant le contrôle et en vendant des produits qui y échappent. Le contrôle des prix déresponsabilise en outre les chefs d'entreprise et introduit des distorsions dans le jeu de la concurrence.

Comme les prix à l'importation sont restés stables depuis août 1983 et devraient le rester en 1984, l'environnement étranger est favorable au ralentissement de la hausse des prix français. Le ralentissement de la hausse des salaires directs est un deuxième facteur favorable ; malheureusement le décalage de la cotisation patronale à l'assurance-

maladie va alourdir les charges de 0,3 % de la masse salariale. En outre, ce sont les entreprises à salaires élevés qui vont être les plus pénalisées ! De façon générale on s'occupe et on favorise plus les entreprises routinières, au détriment de celles qui innovent et prennent des risques.

L'Observatoire français des conjonctures économiques a publié des prévisions quantitatives dans un article : « Perspectives étrangères et françaises pour 1983-1984 » (2). L'O.F.C.E. estime aussi que les perspectives de l'environnement international sont nettement favorables. La croissance française ne suivra cependant un rythme plus ralenti que celle des principaux clients, le taux de croissance prévu ne serait que de 0,7 % en 1984 ; la consommation des ménages augmenterait aussi au taux de 0,7 % mais avec des différences importantes selon les biens ; en particulier la consommation des produits industriels comme l'automobile et l'électroménager devrait diminuer de 2,4 %, et l'investissement en logement baisserait aussi de 5 %. L'emploi total devrait continuer à régresser au taux annuel de 0,6 %, l'emploi industriel régressant encore plus vite (2 %). Le nombre des chômeurs pourrait atteindre alors 2160000 à la fin 1984, c'est-à-dire 1100000 personnes de plus qu'en 1983.

L'O.F.C.E. prévoit que les prix à la consommation vont augmenter de 7,5 % en 1984, sensiblement plus qu'à l'étranger. Les conclusions de l'O.F.C.E. et celles de J. Plassard se rejoignent : l'environnement international pourrait permettre à la France de réduire son déficit commercial, sans pour autant tomber dans la récession, mais l'inflation resterait plus forte chez nous qu'à l'étranger, ce qui est une source de fragilité.

L'Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises, l'IFP-CODE, vient aussi de publier ses prévisions pour 1984 (3). Il estime aussi que le produit intérieur brut devrait augmenter en 1984, essentiellement grâce au soutien de la demande étrangère. Le taux de croissance prévu pour le PIB est de 1,2 %, c'est-à-dire moitié plus fort que ce que prévoit l'O.F.C.E. Les

composantes de la demande finale évolueraient de la façon suivante : la consommation des ménages devrait augmenter très faiblement, comme le dit l'O.F.C.E., au taux de 0,6 %, mais la formation brute de capital fixe de tous les agents économiques aussi bien des entreprises que des ménages devrait régresser de 2,2 %. La faible croissance de la demande finale devrait entraîner un redémarrage rapide de nos importations (2,1 %), mais les exportations devraient augmenter plus de deux fois plus vite (5,5 %).

Sombres perspectives pour l'emploi

Le ralentissement de la croissance des prix se confirmerait puisque l'inflation passerait de 9,4 % en 1983 à 5,6 % en 1984. Les prévisions sur l'emploi sont très pessimistes puisqu'il y aurait 2 460 000 demandeurs d'emploi à la fin de 1984, malgré la croissance des effectifs de fonctionnaires. De côté des entreprises, on constaterait une légère amélioration puisque le taux de marge brute (excédent brut rapporté à la valeur ajoutée) retrouverait en 1984 son niveau de 1982, après avoir atteint son point historique le plus bas en 1982. De même l'autofinancement atteindrait 64,4 % en 1984, après être tombé à 50,4 % en 1982 et 51,8 % en 1983.

A propos des importations, la Revue économique a publié un article de Léonard Dudley et Carole Trepier : « Les anticipations et la réponse des importations aux variations dans les prix et les taux de change » (4). Les auteurs construisent un modèle dans lequel on explique le volume des importations d'un pays sur le revenu national de ce pays, le taux de change et le rapport des prix étrangers aux prix nationaux, avec divers délais de réaction. Ils utilisent les séries statistiques du commerce bilatéral entre le Canada, la France, les États-Unis et la R.F.A., ce qui fait deux relations bilatérales sur la période 1953-1979. Dans le cas des relations qui impliquent le Canada - les auteurs sont Canadiens - ils divisent la période en deux : 1953-1971, qui est une sous-période à taux de change flexi-

La locomotive des exportations

par DANIEL VITRY (*)

bles, et 1972-1979, qui est une sous-période à taux de change fixes. Au cours des deux sous-périodes le niveau du revenu national joue un rôle significatif dans la détermination du volume des importations. Les importations répondent plus aux variations du taux de change qu'aux variations des prix, quel que soit le régime des changes, mais la réponse des importations dure plus longtemps (deux à trois ans) en régime de change flexible qu'en régime de change fixe (un à deux trimestres). Les auteurs ne sont donc pas d'accord avec l'opinion souvent émise selon laquelle la sensibilité des importations aux prix et au change est la même.

Deux articles sont parus récemment sur le thème de l'adaptation de l'emploi. Le premier est de Michel Gaspard et Gabriel Tahar et porte sur : « Investissement et baisse de la durée hebdomadaire du travail » et a été publié par la *Revue d'économie industrielle* (5). L'hypothèse sur laquelle repose cette analyse est qu'il existe une relation étroite entre la durée du travail et les changements dans le système productif mis à travers l'évolution de l'investissement en équipement et la gestion du personnel. L'évolution de la production ne joue pas systématiquement dans tous les secteurs un rôle décisif sur l'évolution de la durée du travail ; il n'y a que dans les industries des biens de consommation que la réduction des heures de travail explique entièrement celle des horaires. Dans les autres secteurs, les horaires sont faiblement liés à la production.

Réduction des horaires

Par contre, l'investissement en matériel influence fortement, avec une année de décalage, l'évolution des horaires. Cette dernière relation est très nette dans les industries des biens intermédiaires et des biens d'équipement ; elle est moins nette dans le bâtiment-génie civil. D'autre part, il s'est produit un phénomène de propagation de la réduction des horaires dans le tissu industriel français. Le mouvement a commencé dans les secteurs très concentrés pour diffuser ensuite dans les secteurs les moins concentrés.

La durée légale du travail, quarante heures avant 1982, semble jouer un rôle de plancher dans le phénomène de réduction, ce qui peut s'expliquer par le rôle que joue la durée légale dans le calcul des heures supplémentaires. Le résultat le plus important de l'étude est que les changements dans l'organisation de travail accompagnent l'investissement matériel et les investissements productifs constants. Entre 1969 et 1974, la réduction des horaires de travail a été très rapide ; elle a été déterminée par la croissance des équipements. Il faut une dynamique de croissance pour pouvoir réduire les horaires : les difficultés rencontrées aujourd'hui pour y parvenir sont à contrario liées à la stagnation de la production et au recul de l'investissement.

L'article publié par Jacky Fayolle dans *Economie et statistique*, « Emploi, inflation et gestion des entreprises industrielles », permet d'apporter d'autres précisions sur la gestion de l'emploi (6). L'auteur examine la liaison entre la production, la capacité de production et l'emploi. Selon les secteurs, le schéma d'adaptation des effectifs n'est pas le même ; dans le secteur des biens d'équipement professionnels, les effectifs des entreprises sont fonction des capacités de production désirées. Dans le secteur des biens de consommation, au contraire, les effectifs des entreprises dépendent de la production prévue ; dans le secteur automobile, il en est de même. Dans le secteur des biens

intermédiaires, les deux schémas se rencontrent. L'emploi dépend cependant beaucoup de deux autres variables : la rentabilité et la trésorerie. Dans les secteurs des biens d'équipement et des biens intermédiaires, les licenciements de la période récente ont accompagné les déclassements d'équipements non remplacés parce que les entreprises n'étaient pas assez rentables pour conserver leurs effectifs. Les difficultés de trésorerie ont aussi largement participé à l'explication de la compression des effectifs, en particulier dans le secteur des biens intermédiaires en 1975. Or, depuis la fin de 1982, les anticipations sur la trésorerie sont défavorables dans les secteurs des biens d'équipement, des biens intermédiaires, et, depuis la mi-1983, dans les secteurs de l'automobile et des biens de consommation.

Investissements des ménages

Tournons-nous maintenant vers le comportement des ménages. Michel Monillart a publié dans la revue *Consommation* un article sur « L'endettement des ménages et le rationnement du crédit » (7). L'auteur expose que le comportement des ménages ne peut pas se raisonner à un niveau trop agrégé ; si l'on veut analyser le comportement des ménages, il ne faut pas se contenter d'une référence aux logements neufs, mais prendre en compte aussi les logements anciens et les grosses réparations, car ces trois éléments sont à l'origine de l'endettement des ménages et non simplement aux variations des salaires ; dans ce cas, en effet, on explique l'endettement des nouveaux ménages par le poids des remboursements des emprunts contractés par d'autres ménages dans un passé parfois lointain. Les crédits nouveaux sont d'une importance décisive pour les ménages, car, comme le montre l'auteur, et c'est là une originalité de son modèle, ce sont les crédits qui déterminent l'investissement en logement des ménages et non l'inverse. Le modèle présenté est plus réaliste que les approches traditionnelles, car il suppose que les ménages cherchent à évaluer jusqu'au maximum des possibilités réglementaires en prenant les différents types de prêts par ordre de coût croissant. C'est donc bien l'offre de crédit qui en détermine la demande.

Dans un article paru dans *Economie et statistique*, Claude Taffin montre que l'endettement des ménages est assez différent selon les catégories socioprofessionnelles ; il représente 13,3 % du patrimoine des cadres supérieurs, de 19 % à 20 % du patrimoine des cadres moyens et des ouvriers, mais seulement 8,2 % de celui des professions indépendantes (8).

Terminons par un anniversaire. La *Revue d'économie politique* et la *Revue des études coopératives* publient les actes d'un colloque qui s'est tenu à Montpellier pour célébrer le cinquantième de la mort de Charles Gide. Henri Guittou rappelle que Gide participa à la fondation des deux revues, la *Revue d'économie politique* et la *Revue des études coopératives*. La première a été fondée en réaction contre la doctrine pesante de l'Académie des sciences morales et politiques, qui défendait vigoureusement le libéralisme (9). Henri Guittou cite le mot de Rist, collaborateur de Gide et co-auteur de la très célèbre *Histoire des doctrines économiques*, selon lequel Gide aurait été plutôt un marxiste de l'économie qu'un économiste. Dans son article « Charles Gide économiste pour une action en réhabilitation » (10), Marc Penin estime que c'est un défenseur vigoureux de l'associationnisme, au caractère peu commode, dont on a gardé un temps le souvenir, ainsi que, l'adversaire de l'école libérale. Mais Gide fut aussi, avant et après la première guerre, un défenseur de l'économie pure, soutenant l'analyse marginaliste et les thèses walrasiennes.

à une époque où tout cela n'était guère prisé en France. Mais Gide estimait que l'économie pure ne pouvait couvrir tout le champ de l'économie politique et que lorsqu'on arrivait à une impasse, l'éthique seule pouvait offrir une solution.

(1) Jacques Plassard : « Conjoncture de l'économie française : du rééquilibrage à la déflation », *Chronique d'actualité de la SEDEIS*, 15 XII 1983. SEDEIS, 141, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

(2) Département des diagnostics et d'économie : « Prévisions quantitatives : perspectives étrangères et françaises pour 1983 et 1984 », Revue de l'O.F.C.E., n° 5, oct. 1983. Diffusé par la F.N.S.F., 27, rue Saint-Guilhem, Paris.

(3) Perspectives pour l'économie française 1983-1984, Revue de l'IFP-CODE, n° 3, nov. 1983. IFP-CODE, 141, boulevard Haussmann, Paris.

(4) Léonard Dudley et Carole Trepier : « Les anticipations et la réponse des importations aux variations dans les prix et les taux de change », *Revue économique industrielle*, n° 6, nov. 1983. Diffusé par la F.N.S.F., 27, rue Saint-Guilhem, Paris.

(5) Michel Gaspard et Gabriel Tahar : « Investissement et baisse de la durée hebdomadaire du travail : réflexions autour d'un modèle sectoriel », *Revue d'économie industrielle*, n° 25, troisième trimestre 1983. Diffusé par ETE, 3, rue Croix-Blanche, Paris.

(6) Jacky Fayolle : « Emploi, inflation et gestion des entreprises industrielles », *Economie et statistique*, n° 160, nov. 1983. Diffusé par l'O.F.C.E., tour Gamma A, 195, rue de Bercy, Paris.

(7) Michel Monillart : « Endettement des ménages et rationnement du crédit », *Consommation*, n° 3, 1983. Diffusé par C.D.R., 11, rue Gossin, 92543, Montrouge.

(8) Claude Taffin : « L'endettement des ménages par le poids des remboursements des emprunts contractés par d'autres ménages », *Economie et statistique*, n° 160, nov. 1983.

(9) Henri Guittou : « Charles Gide, notre fondateur », *Revue d'économie politique*, n° 6, 1983. Diffusé par Dalloz, 11, rue Soufflot, Paris.

(10) Marc Penin : « Charles Gide économiste : pour une action en réhabilitation », *REF*, n° 6, 1983.

Avantages en nature :
tous les moyens pour motiver vos collaborateurs

NOUVEAU ! Quand négociations salariales et majorations d'impôts sont à l'ordre du jour, notre ouvrage vous présente tous les avantages disponibles avec leurs conséquences chiffrées pour le chef d'entreprise, ses collaborateurs... et vis à vis du fisc ! Tableaux comparatifs et schémas vous indiquent immédiatement quels avantages correspondent à quel salaire, quels sont les plus motivants par catégorie de salariés et quelles sont les tentatives faites à ne pas (trop) dépasser. 30 % des entreprises françaises accordent des avantages en nature à leur personnel. Pourquoi ne pas en profiter vous aussi ?

• un ouvrage à feuilles mobiles, régulièrement actualisé.
• 410 pages, prix franco : 660 F TTC.

Modèles de tableaux de bord pour gérer et contrôler la rentabilité de votre entreprise

Depuis deux ans et demi, 52 198 entreprises ont adopté leur tableau. Plus que jamais, vous devez optimiser la gestion de tous vos services.

Aujourd'hui, plus de 220 tableaux prêts à l'emploi, assortis de conseils pratiques et d'exemples chiffrés, vous permettent de suivre votre trésorerie à court terme, contrôler vos coûts de production et de distribution, lutter efficacement contre les gaspillages, sélectionner vos clients en fonction de leur rentabilité, repérer l'évolution de vos marges, de vos frais financiers... ou de vos impayés !

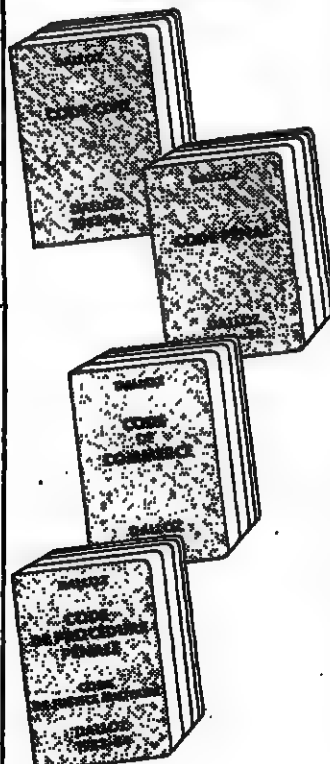
• un ouvrage à feuilles mobiles, régulièrement actualisé.
• 1 082 pages, prix franco : 660 F TTC.

Pour recevoir l'ouvrage qui vous intéresse, renvoyez cette annonce accompagnée de votre règlement aux Éditions WELKA 12, rue Saint-Eloi, 75012 Paris. Tél. : (1) 307.88.50

Veuillez en expédier, par retour du courrier, l'ouvrage (ou à copier le lire)
[] Avantages en nature : tous les moyens pour motiver vos collaborateurs, 410 pages, compléments à 660 F TTC.
[] Modèles de tableaux de bord pour gérer et contrôler la rentabilité de votre entreprise, 1 082 pages, compléments à 660 F TTC.

Nom :
Société :
Adresse :
Tél. :
Je joins mon règlement de : F
Signature :
IMPORTANT : Afin de vous assurer une information toujours fiable, ces ouvrages de référence sont actualisés automatiquement 3 à 4 fois par an par un service de compléments et mises à jour. 200 à 250 pages par volume. Sécurité absolue : 175 F la page. 100 % TTC. Vous pouvez retourner à tout moment ce service sur simple demande.

LES PETITS CODES DALLOZ 1983-84



instruments de travail permanents pour les juristes, étudiants et hommes d'affaires, ils se complètent admirablement et assurent au lecteur

LA SECURITE JURIDIQUE

Prix public TTC : 108 F

DALLOZ
11 rue Soufflot 75240 PARIS CEDEX 05

STAGES DE PRINTEMPS DE COMMENCE

Une série de 3 week-ends pour chaque cours entier. Des cours de notre programme MBA pour les dirigeants et cadres qui désirent une discussion sur les techniques de management américaines.

CORPORATE DIRECT INVESTMENT
fév 3-4 mar 2-3 avr 13-14
MULTI-NATIONAL BUSINESS MANAGEMENT
fév 17-18 mar 30-31 mai 4-5
clôture d'inscription le 25 janvier

SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY PARIS
103, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : 551-28-92
Une université américaine et grande école de business.

Build Your Business Credentials with
MBA a Master of Business Administration
• Cours du soir et stages le week-end pour cadres
• Un programme supplémentaire pour perfectionnement d'anglais.
• Nos professeurs sont diplômés de Harvard, Wharton, Stanford, etc. et membres d'entreprises et organisations internationales.

ETABLISSEMENT RECONNU POUR LA FORMATION CONTINUE

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »
un ouvrage intitulé :

« LES ENTREPRISES DE CHAUDRONNERIE »

Les produits de chaudronnerie (générateurs de vapeur, échangeurs de chaleur, tuyauteries industrielles, réservoirs de stockage) s'intègrent dans des ensembles industriels complexes (centrales électriques, raffineries pétrolières, raffineries de pétrole, usines pétrochimiques, sidérurgiques, agro-alimentaires, cimenteries). C'est pourquoi, soit qu'il y ait des relations de client à fournisseur entre l'ingénierie et la chaudronnerie, soit que le chaudronnier intègre l'activité d'ingénierie, l'industrialisation offre une activité est très étendue. Ainsi, selon la nature des prestations effectuées par l'entreprise de chaudronnerie (sous-traitance sur plan détaillé ou sur plan d'ensemble, fabrication d'appareils complets, montage de sous-ensembles, unité chef en main), on trouve au sein du secteur des profils industriels très différents.

Les comptes des trente-cinq sociétés (+ de deux cents personnes) qui ont été analysées reflètent cette diversité.

La structure d'exploitation des sociétés dont l'activité est orientée vers la fabrication présente une part élevée de matières et marchandises consommées alors que, pour les entreprises qui ont une activité de montage importante, la structure d'exploitation se caractérise par le poids des frais de personnel et des « autres consommations intermédiaires ».

L'intensité capitalistique et le coefficient capital sont, en règle générale, sensiblement plus élevés pour les entreprises de fabrication ; on trouve dans cette catégorie la plupart des sociétés très endettées à terme.

L'importance du besoin en fonds de roulement est également très variable. Il peut dépasser quatre mois de chiffre d'affaires mais il peut être aussi très faible, voire très négatif. En ce cas, le financement que dégage l'exploitation permet des déplacements de trésorerie qui génèrent des profits financiers ; ceux-ci peuvent être très importants. Le plus souvent, cette situation est liée à un niveau très élevé des stocks de produits et travaux en cours et à leur couverture par les avances-clients. C'est le cas notamment des entreprises spécialisées dans les équipements des centrales électriques.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 PARIS (tél. : (1) 523-19-19), au prix de 5 500 F HT, 5 885 F TTC.

البنك السعودي AL SAUDI BANQUE

Pleased to announce the opening of its

REPRESENTATIVE OFFICE IN NEW YORK

and the appointment of

Mr. WARREN C. HUTCHINS
Executive Vice President

405 park Avenue - Suite 904 - New York 10022
Telephone (212) 308.59.89 - Telex 968.675

مكتبة الاميل

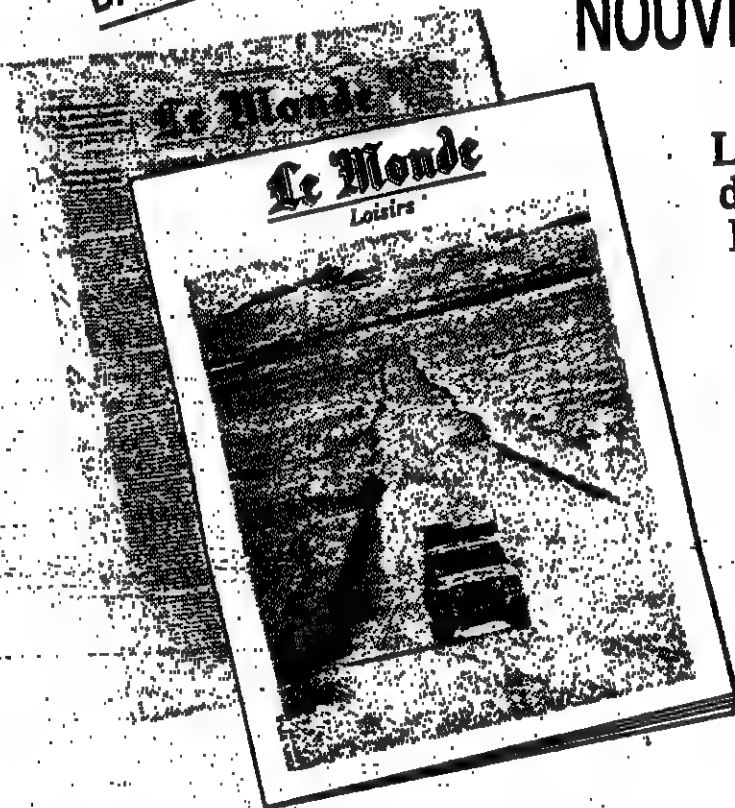
A PARTIR DES 20 ET 21 JANVIER

2 NOUVEAUX TEMPS FORTS POUR LE WEEK-END

VENDREDI : LE MONDE LOISIRS

DATE SAMEDI

NOUVEAU SUPPLÉMENT AU MONDE DU VENDREDI



Le Monde Loisirs veut proposer, pour le week-end, des formules de distraction et d'évasion de qualité.

Il le fera à travers des reportages et des rubriques régulières :

voyages, tourisme, gastronomie, jeux, nouveautés du disque et des cassettes vidéo, mode et bricolage, auto-moto...

Chaque semaine sera en outre présenté un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision.

Le vendredi, vous trouverez désormais avec votre quotidien ce nouveau supplément illustré LE MONDE LOISIRS pour organiser les temps forts de votre week-end.

SAMEDI : LE MONDE AUJOURD'HUI

DATE DIMANCHE-LUNDI

NOUVEAU SUPPLÉMENT AU MONDE DU SAMEDI



Le Monde Aujourd'hui veut aider à comprendre comment, à partir des évolutions actuelles, se prépare le monde de demain.

Chaque semaine, des rubriques régulières sur la recherche scientifique, technique, médicale, architecturale et sur l'évolution des modes de pensée.

Le samedi, vous trouverez désormais avec votre quotidien ce nouveau supplément illustré LE MONDE AUJOURD'HUI pour accompagner votre réflexion sur les rendez-vous de l'avenir.

Ces deux suppléments illustrés seront vendus encartés dans les éditions quotidiennes du Monde

Le Monde

INFORMATIONS « SERVICES »

SOMMAIRE DES REVUES

Prophéties et prévisions

Cette période de l'année prête aux prophéties et aux prévisions. C'est plutôt sa clarté vision, d'un avenir « sombre » que Michel Jobert découvre au lecteur dans sa Lettre mensuelle. Mais d'abord, il ne faut pas se tromper de périodes. L'ancien ministre des affaires étrangères a toujours laissé perle sa prose, pour lui, la guerre nucléaire n'est pas présente. Une hypothèse raisonnable. « Ce qui viendra » est tout autre chose, qui nous assaille déjà et s'annonce rude : il n'y a pas à attendre de « miracle » en économie. Or, « trop de Français ignorent encore l'enchâssement implacable des mécanismes économiques, et leurs gouvernements ne doivent pas leur laisser l'illusion qu'il est aisé de s'en libérer ». Pour l'avenir, toutefois, une fondation solide : les institutions. Leur « enracinement » a démontré qu'elles étaient valables pour tous les temps. Il convient de souligner « à la fois l'évolution de M. François Mitterrand et son mérite d'avoir ainsi assuré la continuité et la stabilité de la IV^e République » (Décembre, 16 F, 108, quai Blérier, 16^e).

Cependant, la Revue des Deux Mondes réserve à Michel Jobert la place dédicée en tête de son sommaire qu'elle réserve aux présidents de la République et aux premiers ministres anciens ou futurs, voire en exercice. Si M. Jobert l'a choisie, c'est qu'elle demeure, parmi les grandes revues, celle qui a le plus d'audience, avec ce quelque chose de semi-officiel qu'elle conserve, entre autres choses, à travers tous les régimes. A propos des nationalisations, qu'il apprécie objectivement, loin des polémiques stériles, il expose tranquillement ce que devrait être, selon lui, dans la perspective d'un large avenir, « une politique économique moderne, à la fois efficace et placée au service de la nation » (Décembre, 21 F, 15, rue de l'Université).

Pierre Mendès France est le seul, en dehors bien entendu de de Gaulle, à avoir marqué l'histoire politique par un substantiel et un adjectif dérivés de son nom. C'est donc au « mandatement » que l'on consacre un numéro où sont saisis et le temps fort que représente le bref passage au pouvoir d'un homme seul, et son échec apparent, une influence persistante, une popularité étrangère à la rue comme à la télévision : entre presque un culte et une légende. Analyse d'une dynamique et portrait d'un

homme, cet ensemble d'études, belle occasion de relire le livre de Jean Lacouture, est à la hauteur de son objet. La modernité de P.M.F. et son sens de l'avenir y sont mis en évidence. Il ne s'est guère trompé que sur un point : la pression de son propre désir : en voyant, toujours pour le lendemain, la chute de la V^e République. Paradoxalement, c'est la gauche qui devrait en éprouver et en prouver l'exceptionnelle solidité. (N° 27, 80 F, P.U.F.)

Futuribles anticipe l'Europe 1995 dans une synthèse du rapport FAST destiné à la Commission des Communautés européennes. Une prévision et un programme pour une bonne mise en œuvre de la science et de la technologie afin que les pays d'Europe puissent maîtriser ensemble leur avenir. (Numéro spécial, 240 p., 100 F, 55, rue de Valenciennes, 7^e.)

Pour le Singe, 1984 c'est « l'été ». Mais il s'agit de 1984 d'Orwell. La réalité a-t-elle déjà dépassé la fiction ? Incarné dans Mao, ou multiforme dans les bureaucraties, les idéologies — dont la psychanalyse — Big Brother est partout. (N° 2, décembre-février, 5 F. Bandes dessinées et autres dessins. B.P. 643, 75161 Cedex 04.)

Se référant à notre dernier « Au sommaire », la revue Architectes nous adresse son numéro consacré à des femmes d'avenir, ces « nouvelles fées du logis » : les architectes au féminin. Elles ont réussi à ouvrir une brèche dans l'antique forteresse de l'architecture masculine. Les voici : avec une œuvre déjà considérable ; et aussi les résistances qu'elles rencontrent, notamment de la part des jurys. (N° 124, 15 F. L'Argenteuil illustré, 14, avenue Victor-Hugo, 10^e.)

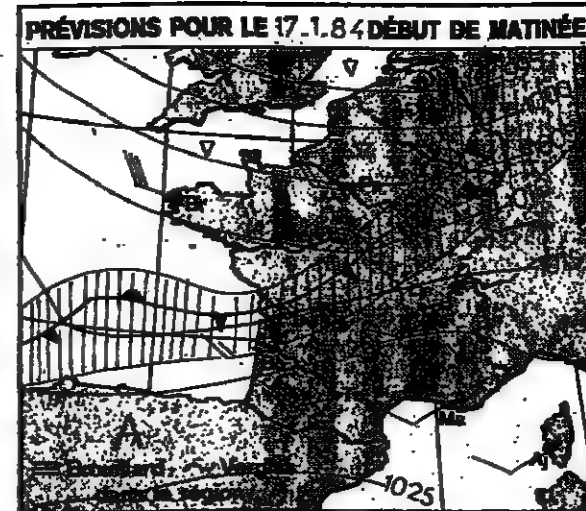
De 1956 à 1982, la revue Arguments, où s'exerce une pensée critique et une critique de la pensée, a décrit des situations d'avenir qui demeurent présentes, ou toujours futures. On y rencontre Heidegger, Marcuse, Lukács, Friedmann, Barthes, bien d'autres, autour d'Édouard Morin et de Jean Duvigneaud, ses animateurs. Cet ensemble aussi indispensable qu'introuvable est reproduit en fac-similé, préfacé par Duvigneaud, Morin et Axelos. (Deux volumes, 16 x 24, 1 320 p., 240 F, à la souscription. Privat éd., 14, rue des Arts, 31000 Toulouse.)

YVES FLORENNE.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 16.1.84 A 0h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 17.1.84 DÉBUT DE MATINÉE

Évaluation probable du temps en France entre le lundi 16 janvier à 0 heure et le mardi 17 janvier à minuit.

La France restera dans un courant perturbé d'ouest à nord-ouest. Après le passage d'une perturbation, lundi, débâcle d'un temps instable et plus frais.

Mardi matin, une large bande nuageuse s'étendra de l'Aquitaine et des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes et au Jura ; il pleuvra en plaine et il neigera en montagne au-dessus de 1 200 mètres sur les Alpes et au-dessus de 2 000 mètres sur les Pyrénées.

Près de la Méditerranée, le ciel se couvrira progressivement. Sur le nord-ouest et le nord du pays, ciel variable avec éclaircies et averses en alternance.

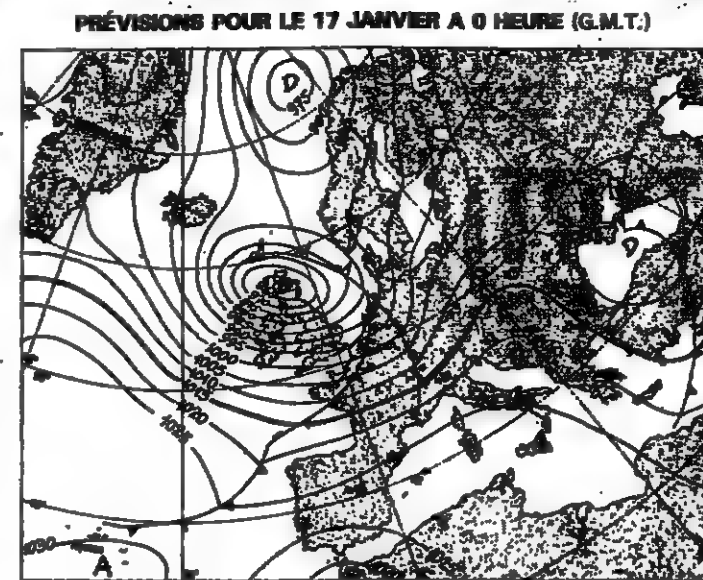
Le vent d'ouest puis de nord-ouest soufflera en rafales et restera fort sur les côtes.

Az le jour du jour, il fera de 1 à 3 degrés sur l'Est, 0 degré sur les Alpes et entre 5 et 7 degrés sur toutes les autres régions.

Au cours de la journée, le temps de pluie, très variable, s'établira en toutes régions. Le ciel restera plus chargé sur les Alpes du Nord, le Jura et les Vosges, avec chutes de neige entre 300 mètres et 500 mètres. Ciel chargé également sur les Pyrénées avec de la neige au-dessus de 1 000 mètres.

Les courants seront plus fréquents sur le littoral nord-est. Les éclaircies seront plus durables sur les régions proches de l'Océan. Toujours des rafales de vent de nord-ouest en bordure de la Manche. En milieu d'après-midi il fera de 4 à 5 degrés sur l'Est, 6 à 7 degrés sur les côtes, et le travail des nuages sera 10 à 12 degrés près de l'Océan et 12 à 13 degrés en bordure de la Méditerranée.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 16 janvier



PRÉVISIONS POUR LE 17 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)

1984, à 7 heures : 1 021,7 millions, soit 766,3 milliards de francs.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier) : Ajaccio, 15 degrés et 11 ; Biarritz, 11 et 7 ; Bordeaux, 11 et 4 ; Bourges, 8 et 4 ; Brest, 8 et 5 ; Caen, 6 et 2 ; Chambourg, 6 et 4 ; Clermont-Ferrand, 7 et 2 ; Dijon, 7 et 2 ; Grenoble, 9 et 2 ; Lille, 6 et 2 ; Lyon, 7 et 3 ; Marseille-Marijuana, 12 et 3 ; Nancy, 5 et 3 ; Nantes, 5 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 8 ; Paris-Le Bourget, 7 et 3 ; Paris-Montsouris, 8 et 3 ; Pau, 9 et 6 ; Perpignan, 14 et 8 ; Rennes, 8 et 4 ; Strasbourg, 7 et 3 ; Tours, 8 et 3 ; Toulouse, 10 et 5 ; Poitiers, 8 et 3 ; Paris, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 7 degrés ; Amsterdam, 5 et 4 ; Athènes, 15 et 9 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 5 et 1 ; Bruxelles, 5 et 1 ; Le Caire, 12 et 8 ; Casablanca, 21 et 17 ; Coppenhague, 5 et 0 ; Dakar, 20 et 17 ; Djibouti, 16 et 10 ; Genève, 6 et 2 ; Jérusalem, 13 et 6 ; Lisbonne, 15 et 5 ; Londres, 5 et 0 ; Luxembourg, 2 et -1 ; Madrid, 11 et -2 ; Moscou, -4 et -4 ; Nairobi, 27 et 14 ; New-York, -3 et -8 ; Palma-de-Majorque, 18 et 2 ; Rome, 15 et 5 ; Stockholm, 0 et -7 ; Téhéran, 17 et 5 ; Tunis, 18 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 15 janvier 1984 :

DÉCRET

« Portant organisation des recherches et du sauvetage des aéronefs en détresse en temps de paix. »

« Modifiant le décret du 31 mars 1967 portant création d'un Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques. »

« Modifiant les articles R 224-1 et 224-2 du code de l'aviation civile et relatif à la création d'une redaction complémentaire à la redaction d'atterrissage, dite redaction pour atténuation des missions pilotes. »

« Modifiant la loi n° 46 895 du 3 mai 1946 portant création d'un Office national d'études et de recherches aéronautiques. »

« Pris pour l'application de la loi du 3 mai 1946 modifiée et relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office national d'études et de recherches aéronautiques. »

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 JANVIER

« Raphaël », 12 h 15, Grand Palais.

« Le musée de la poste raconté aux jeunes », 14 heures, 34, boulevard de Valenciennes, M. Jaconet.

« Wagner », 15 heures, entrée de l'Opéra, M. Chapuis.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Duhame.

« Musée de l'histoire publique », 15 heures, 47, quai de la Touraine, M. Penno (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les enfants du passé », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Approche de l'Art).

« Le Palais de justice », 14 h 30, métro Cité (Circulaire d'Ici et d'Alors).

« Les souvenirs de George Sand », 15 heures, 16, rue Chaptal (M^e Hager).

« Raphaël », 15 h 15, Grand Palais (P.Y. Jact).

« Raphaël », 18 h 30, Grand Palais (M^e Lohme).

« Le Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris pittoresque et insolite).

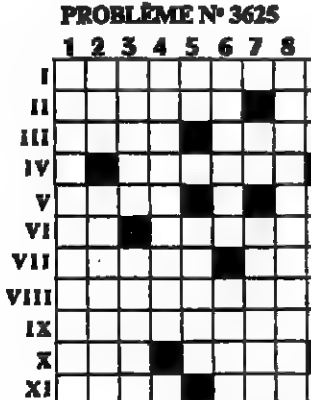
« Le Musée », 14 h 30, métro Rambuteau (Régénération du passé).

CONFÉRENCE

20 h 30 : Doms Médias, 60, boulevard Exelmans-Maubourg, M. Yves Dénal : « Extension Intervention ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3625



HORIZONTALEMENT

I. A été le témoin de bien des soupers sous le pont ainsi nommé. — II. Aussi éblouissante soit-elle, a besoin de lumières pour briller. Non meublé. — III. Il faut monter pour en sortir. Grimaçes. — IV. Bécasse facile à pigeonner. — V. Perdue en mer, il peut venir au secours d'un naufragé. Personnel. — VI. Négation. Descendants directs. — VII. Alerte. Possessif. — VIII. Tisseuse de toiles d'appartement. — IX. On ne peut découvrir la trame de telles affaires. — X. Une fin en soi pour un rhapsode. Possessif. — XI. Habitat d'un monstrueux canard. Très péchant malgré sa bouteille.

VERTICALEMENT

I. Lever de soleil. — 2. Fit sauter. Fausse ou réelle, selon l'écrit. — 3. Femme vertueuse et ordonnée. Des clous ! — 4. Fleurs en forme de doigts ou empreintes de griffes. — 5. L'âme du violon. Violas l'espace vital. — 6. Étranger, en France. Fils de Roboam. — 7. Élément d'un coffre qu'il vaut mieux ne pas fracturer. Des gens très dérangés y trouvent une situation stable. — 8. Persécuté avec des règlements impossibles. — 9. Lieu de rencontre jadis avec le fer. Pièces accessoires pour étag.

Solution du problème n° 3624

Horizontalement

I. Conclure. Or. — II. Aboncher. Ne. — III. Lettre. Vétér. — IV. Craill. Inanimé. — V. UER. Lallant. — VI. Lei. Eva. Ré. Al. — VII. Ex. Attention. — VIII. Tas. Pal. Dessin. — IX. RN. Assemblée. Me. — X. Item. Égrot. — XI. C. En. Tu. Li. — XII. Égaré. Fugue. Jo. — XIII. Br. Casernier. — XIV. Incompris. Et. — XV. Le. Calumets. Est.

Verticalement

1. Calculatrice. II. — 2. Obérée. Antigène. — 3. Notariés. Arc. — 4. Curi. Amer. Oc. — 5. Icille. PS. Magma. — 6. Eh ! Lavasse. Pl. — 7. Révélation. Cru. — 8. Gré. Mg. Faïm. — 9. Tiare. Brousse. — 10. Récent. Ge. — 11. Rai. Témoins. — 12. Événement. — 13. Nin. OS. — 14. On. Animaux. — 15. Révé. Nestor.

GUY BROUTY.

Louez une voiture 7 jours - 350 km 950F autorent
PARIS-7 : 555.53.49
PARIS-15 : 554.22.45

ENQUÊTE INCESTE TF 1

Cherchez à contacter la femme qui a répondu, le 26-12-83, aux MAROIS DE L'INFORMATION, de sa relation avec son fils, pendant 10 ans et dont Édith Piaf : « Non, je ne regrette rien » Téléphonez au 555-35-85 (jusqu'à 24h) pour connaître : contact, INFORMATION MAROIS

EN BREF

CATASTROPHES

PREMIERS SECOURS. — Deux livres enseignent comment réparer les dégâts causés par les catastrophes, naturelles ou provoquées. Le Manuel du sauveteur-débiteur, ouvrage agréé par le ministère de l'Intérieur, comporte quatre parties : les opérations de sauvetage au cours d'éboulements, dans les ames de décombres ou dans les étages d'immeubles, et le travail des sauveteurs en zone radioactive ; l'appréciation des risques ; les techniques des opérations de sauvetage-débiteur et les méthodes de détection et de localisation des victimes ; les matériels utilisés. 72 F. Les Exercices pratiques de secourisme livre de l'examinateur et livre de l'élevé traitent du protocole du brevet national de secourisme, mais aussi de la réanimation et du massage cardiaque externe. 78 F.

★ En vente à France-élection, 9 à 13, rue de l'Épicerie, 75001 Paris Cedex 15. Tél. : 296-15-18.

DOCUMENTATION

ANNUAIRE DES FOIRES-EXPOSITIONS DE FRANCE. — La 62^e Congrès de la Fédération des foires-expositions de France a été marqué par la sortie du nouvel annuaire. Ce document est un répertoire des membres de la Fédération, des manifestations qu'ils organisent, des dates d'exposition qu'ils accueillent. Il sera gracieusement adressé, dans la limite des stocks disponibles, à toute personne qui en fera la demande à la Fédération des foires-expositions de France, 16, place du Forum, 75008 Paris. Tél. : 526-17-69.

LOISIRS

CAVALIERS EN HERBE. — Afin de promouvoir l'équitation à poney, l'association « Les amis du poney-club de la forêt de Moulins » organise un grand concours de dessin pour les jeunes de quatre à dix-sept ans sur le thème « Le rêve et le poney ». Premier prix : un stage de poney de trois jours en pension complète. Chaque concurrent doit envoyer, avant le 27 janvier, un dessin sur format 21 x 29,7.

★ Poney-club de la forêt de Moulins, La Chaise-Lièvre, 96210 Bonnet-Martin. Tél. : (49) 56-60-89.

CARNETS D'AVENTURE

Forum de l'aventure à Versailles rassemblera, au Palais des congrès, les grands noms de l'exploration, de l'aide humanitaire, du grand reportage et de la création d'entreprise : débats, expositions, projections.

WEEK-END

SKI DE FOND. — La direction départementale du temps libre de la jeunesse et des sports du Val-d'Oise organise un week-end d'initiation et de perfectionnement au ski de fond, les 28 et 29 janvier, aux Rousses, dans le Jura. Voyage en car-couchettes, hébergement, repas, encadrement : 400 F.

★ B.P. 304, 95027 Cergy-Pontoise, tél. : 650-40-50.

AUTOMOBILE

PRÉCISION. — La date de livraison des nouvelles 505 turbo-injection de Peugeot a été fixée au 15 février et non au 15 janvier, comme il a été imprimé par erreur (Le Monde du 14 janvier).

RELIGION

JEAN-PAUL II RENCONTRE LES RESPONSABLES DE L'OPUS DEI

Jean-Paul II s'est rendu dimanche 15 janvier, pour la première fois, dans une paroisse gérée à Rome par l'Opus Dei, mouvement fondé il y a cinquante ans par le prêtre espagnol Escrivá de Balaguer, dont le procès de béatification est en cours.

Le dirigeant de cette société puissante et controversée de prêtres et de laïcs, Mgr Álvaro del Portillo, un prêtre espagnol, assistait à la messe avec tous les responsables régionaux de l'Opus Dei, que Jean-Paul II a transformé, il y a deux ans, en « prélatrice », une sorte de diocèse international sans territoire.

Dimanche matin, le pape avait eu une rencontre privée avec les responsables régionaux de l'Opus Dei — réunion également sans précédent — au cours de laquelle il avait déclaré : « Je souhaite que les membres de l'Opus Dei progressent l'œuvre de Dieu partout dans le monde, car ils sont appelés par Dieu ». — (A.F.P.)

AÉRONAUTIQUE

La mort de Maurice Bellonte
Entre le saut dans l'inconnu et le risque raisonné

L'aviateur Maurice Bellonte est mort, samedi 14 janvier, à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Modeste et presque effacé devant les hommes, Maurice Bellonte, né le 25 octobre 1896 à Méru (Oise), avait fait preuve d'un courage et d'un sang-froid authentiques, d'une compétence exceptionnelle aussi, devant les défis — au temps où ce mot n'était pas encore dévalué par la tendance à l'emphase et à l'abus du vocabulaire contemporain — que lançait l'espace aux « aviateurs » des années 1920-1930. L'âge des merveilleux fous volants sur leurs presses de machines était en train de passer, l'aviation commerciale naissait. Une instrumentation, une information de plus en plus précises et scientifiques, s'ajoutaient, chez les as, à l'instinct et aux talents de pilote.

Les vols transatlantiques New York-Paris de Charles Lindbergh, que les incertitudes avaient nommé « The Flying Fool » (l'Idiot, l'Égaré), et Paris-New York de Costes et Bellonte ont, en réalité,

marqué la transition entre le saut dans l'inconnu et le risque raisonné.

Costes et Bellonte, avant de réussir, avaient donné la plus belle preuve du plus bel esprit méthodique, au cours d'une première tentative lorsque, au large des Açores, après plus de onze heures de vol, ils avaient fait demi-tour, cap sur le Portugal, estimant que les vents contraires ne leur permettraient pas d'atteindre le but. Ils avaient adopté le nom de bâtiment donné à leur monomoteur Bruguet de 11 mètres de long (10,72 mètres) par un journaliste impatient : le *Point d'Interrogation*.

Pour ceux qui ont égaré, encore jeunes étudiants, des heures anxieuses entre le 1^{er} et le 2 septembre 1930 dans l'attente de l'atterrissage de Costes et Bellonte à New York, surtout après la disparition wagnérienne, en 1927, de Nungesser et Coli, Maurice Bellonte n'était à l'époque que « mécanicien », presque un observateur second. Mais, justement, l'importance croissante de l'interprétation des instruments et de l'information ont estompé le

mécanicien et mis en lumière le navigateur. L'un sans l'autre, Dieu-donné Costes et Maurice Bellonte ne pouvaient sans doute triompher.

Septembre 1930 : deux hommes, exposés au vent dans leur carlingue ouverte, tendent leur volonte et leur esprit à chaque seconde des trente-sept heures dix-huit minutes que va durer le vol de plus de 6 000 kilomètres par la route choisie sur les conseils d'André Vliet, directeur de la météorologie nationale.

Quelque cinquante ans plus tard, les cinq cents passagers d'un Boeing 747 grés en vol-vacances dégustent leur repas puis assistent à un film sur le même parcours. Le « raid » s'est transformé en partie de plaisir. Les trente-sept heures du Bruguet se réduisent aux trois heures quarante minutes de Concorde.

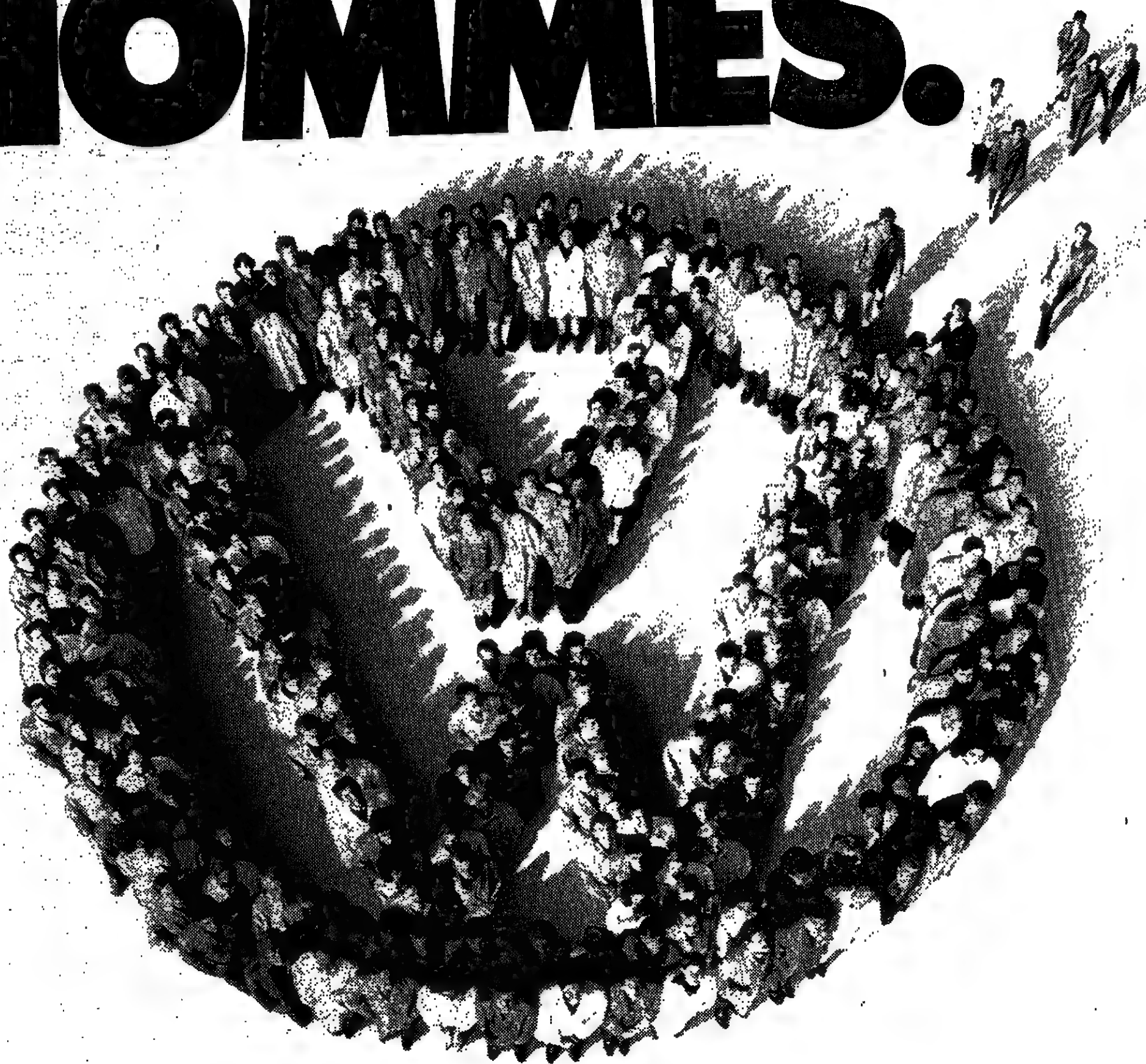
Par une nuit de 1949, j'ai somnolé chez Bellonte, en région nord de Paris. Il revenait des Açores où il était allé en mission d'enquête sur l'accident qui venait de coûter la vie à Ginette Neveu et à Marcel Cerdan. Il n'a pas voulu dire alors « erreur de navigation », lui le navigateur courageux et sûr.

DIDIER MERLIN.

مكتبات الأمل

هتدأ من الاميل

TANT QU'IL Y AURA NOS HOMMES.



Doyle Dane Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villiers-Cotterêts. Tél. 196.08.03.

Ils sont près de 800 concessionnaires et agents. Avec leurs vendeurs, leurs techniciens, leurs mécaniciens. A eux tous, ils constituent le réseau V.A.G. qui dans toute la France veille sur la santé de votre Volkswagen. Ils la connaissent bien votre voiture. Ils sont formés par Volkswagen, ils vous conseillent et guident votre choix. Et quand la voiture

est vendue ils n'oublient pas le service. Car ils savent que votre confiance est bien le meilleur des arguments de vente.

Cette confiance, ils font tout pour la mériter. Bien sûr, ils savent que votre Volkswagen est solide et endurante, mais ils sont toujours prêts à vous aider quand même.

Prêts pour les révisions, prêts à appliquer

les fameuses garanties Volkswagen : 1 an pièces et main-d'œuvre, 3 ans peinture, 6 ans anti-corrosion. Soyez tranquille : on veille sur vous. Vous n'êtes pas abandonné.

Et ce n'est pas près de finir. Tant qu'il y aura 800 concessionnaires et agents V.A.G. avec tout leur personnel.

Nos hommes. Vos hommes.



VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	63,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne/col.	La ligne/col. T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	42,70
IMMOBILIER	38,00	42,70
AUTOMOBILES	38,00	42,70
AGENDA	38,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de personnes.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Direction comptable

350.000 F

Un important groupe financier à vocation sociale (plus de 1.000 personnes) recherche pour Paris un cadre supérieur appelé à succéder à court terme à l'actuel directeur des services comptables. Cette direction qui dépend de la direction générale comprend une soixantaine de personnes et assure la comptabilité d'un groupe (une douzaine de filiales) composé d'entités à régimes juridiques différents. Elle dispose d'un matériel informatique propre (IBM 38). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 38 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Expertise Comptable ou HEC, ESSEC, Sciences Politiques...), + DECS) possédant une solide compétence comptable, juridique, fiscale, informatique, et l'expérience de l'animation et de l'organisation de services comptables importants. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience offerte, pourra être de l'ordre de 350.000 francs. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2483M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Area manager

Export produits grande consommation - Leader mondial dans son domaine, cette filiale (700 personnes) : 240 millions de francs dans 100 millions à l'export) d'un groupe industriel français fabrique et commercialise auprès de la grande distribution et de l'industrie, des produits de consommation courante. Elle recherche, pour étoffer sa direction commerciale export, un area manager (il y a 8 pays d'Europe Occidentale, Amérique du Nord et pays de l'Est). Rattaché au directeur commercial export, il participera à la définition de la politique commerciale de sa zone et en assurera la réalisation sur le terrain. Il sélectionnera et motivera le réseau de vente (filiales, agents, importateurs...) et supervisera le fonctionnement de la cellule administrative des ventes export. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, ayant acquis la connaissance des problèmes de grande consommation dans un poste à vocation marketing puis dans une fonction export. La pratique de l'anglais est impérative, celle de l'allemand est souhaitée. La rémunération annuelle sera fonction de l'expérience et des qualités du candidat, réseau. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2482M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

directeur général

COOPERATIVE AGRICOLE
environ F 300.000

Située à BRIVE (agglomération de 100.000 habitants) et principale coopérative de la Corrèze (CA - 90 M de F - environ 40 personnes dont 3 cadres), elle exerce ses activités dans l'élevage et l'approvisionnement général (19 magasins-dépôts). Suite à une crise mal maîtrisée, elle a connu d'importantes difficultés financières en 1983, et est en cours de restructuration et de redressement. Elle bénéficie de l'engagement des dirigeants agricoles du département et de la région, et de l'appui de conseils externes.

Le Directeur recherché aura pour objectif la poursuite du redressement de l'entreprise, et à terme réajustement de son rôle départemental ou régional.

Homme de challenge, à fort dynamisme commercial, de formation supérieure, il a fait ses preuves dans la direction d'un centre de profit ou un secrétariat général très opérationnel, dans l'agro-alimentaire ou la distribution. Il s'exprime dans des structures légères, nécessitant une grande implication personnelle.

Adresser votre C.V. sous réf. 8991-M à I.C.A., 3 rue d'Hautsville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Career Advertising NEW YORK PARIS

Directeurs de filiales Afrique - Moyen-Orient

SODEXHO, numéro un de la restauration collective en France et l'un des leaders mondiaux (18 000 personnes - 3,4 milliards de C.A.), a été créée en 1986. Entreprise jeune, SODEXHO connaît une forte expansion : + 24 % en 1983. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons des directeurs de filiales.

Patron de la filiale, vous participerez activement au développement économique et social d'un pays pour lequel vous serez l'ambassadeur de SODEXHO, tant auprès de nos clients que des autorités locales.

Largement autonome, vous dirigerez notre filiale. Vous assurerez la gestion administrative et financière et la direction des hommes. Responsable de votre chiffre d'affaires, vous aurez à promouvoir et à développer nos activités.

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou ingénieur, + MBA, vous parlez parfaitement l'anglais.

Vous êtes un patron et vous l'avez prouvé au cours d'une expérience de direction d'une structure décentralisée.

Votre profil d'entrepreneur et vos qualités humaines seront des atouts déterminants pour mener à bien votre mission.

Si vous êtes intéressés par ce poste, merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence LM/DF/161 à SODEXHO - Soc Recrutement - B.P. 36 - 3, av. Newton - 78391 BOIS-D'ARCY Cedex.

SODEXHO

Direction qualité agro-agri

Sud

Semences grande culture - Cette société en plein développement occupe une place importante sur le marché des semences. Soucieuse de bien maîtriser son expansion, elle souhaite s'adjointre les services d'un collaborateur responsable de la qualité dans l'entreprise. Cadre de direction rattaché au directeur général, véritable interface entre la recherche, la production et les ventes, il aura comme mission de mettre en œuvre une politique de qualité incluant à la fois les aspects techniques et humains et de préparer les prises de décisions stratégiques et politiques. Vous recherchons une personnalité à fort potentiel, homme d'animation, capable d'appréhender l'ensemble des fonctions de l'entreprise. Ingénieur agro ou agri, âgé d'au moins 30 ans, il aura, si possible, de bonnes connaissances techniques acquises dans le secteur des semences. Pour ce poste très évolutif, basé dans le sud de la France, la rémunération prévue est élevée et dépendra exclusivement de l'expérience et des qualités du candidat retenu. Les entretiens pourront avoir lieu dans l'une de nos directions régionales. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/7023M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Filiale française d'un groupe européen distribuant une gamme de biens d'équipement industriels recherche

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT DE VENTES

Ingénieur de formation électronique ou électro-mécanique, âgé de 35 ans environ, il possède une expérience probante de la vente d'équipements et composants pour investissements industriels. Il devra organiser, motiver et encadrer une douzaine de technico-commerciaux. Anglais courant indispensable. Poste basé en banlieue Ouest avec nombreux déplacements.

Adresser C.V., photo et prétentions à NP 86038 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

GROUPE PARA-PÉTROLIER FRANCE ET ÉTRANGER EN EXPANSION

EFFECTIF ACTUEL ENVIRON 500 PERSONNES

recherche

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Ayant expérience pour gérer le personnel du siège et des chantiers situés en France et du personnel expatrié sur chantiers itinérants étrangers.

Anglais souhaité et disponibilité pour voyages.

Ecrire lettre manuscrite avec références à REGIE-PRESSE, sous n° T 043.942 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

JUNIOR SUPERVISOR HF

une mission de confiance auprès de notre direction

Nous sommes un important Groupe Français à vocation internationale. L'interaction de plus en plus importante de nos multiples unités, filiales françaises et étrangères, nous amène à développer notre structure holding.

Aussi, notre Président souhaite-t-il s'adjointre un collaborateur direct pour lui confier des missions de direction.

Parfaitement bilingue Anglais/Français, vous êtes l'interprète de la Direction Générale ; votre personnalité et votre potentiel sont déterminants pour participer aux négociations internationales, préparer et suivre les contacts commerciaux, gérer leur mise à jour.

Vous contrôlerez et dispatcherez l'information, analyses et suivre les dossiers des filiales dans un esprit de synthèse. Vous êtes le garant des objectifs et directives du Groupe.

Votre sens des priorités favorisera l'application d'une politique générale, tant au niveau financier, commercial que personnel.

La variété des contacts exige de l'aisance, de la fermeté et le sens des relations constructives.

C'est à vous gestionnaire et organisateur ambitieux, généraliste de tempérament que nous souhaitons confier ce poste exceptionnel. DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES, vous justifiez d'une expérience complète d'au moins 3 ans en entreprises et d'une formation complémentaire MBA, INSEAD ou ÉQUIVALENT.

Merci d'adresser votre dossier à Monsieur LÉDOUX - 148, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui vous assure une entière confidentialité.

Notre directeur administratif et financier

Filiale d'un groupe américain du domaine de l'hygiène et de la santé, notre société, située dans le banlieue Est de Paris, a connu depuis sa création en 1976 une augmentation régulière de son chiffre d'affaires, aujourd'hui de 40 MF.

La rapidité de notre croissance conduit notre Président à créer auprès de lui la fonction de « Contrôleur » dont la mission essentielle sera d'organiser la société pour lui permettre de poursuivre son développement.

Définition et mise en place de nouveaux systèmes de gestion, reporting, comptabilité, trésorerie - financement, informatique, administration des ventes, personnel, feront partie de vos responsabilités. Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez acquis depuis quatre ans une bonne maîtrise des systèmes comptables français et anglo-saxons, par exemple, dans un Cabinet d'Audit International, et vous maîtrisez bien l'anglais. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser cette expérience en exerçant des responsabilités opérationnelles étendues, qui seule une PME pourra vous offrir et qui favorisera le développement de votre carrière internationale. Nous avons demandé à notre conseil en recrutement Cofror d'assurer cette mission. Veuillez lui adresser votre curriculum vitae en précisant le montant de votre rémunération actuelle. Il vous assure de la confidentialité dont votre démarche sera entourée.

Cofror
Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris la Défense

PROVENCE Directeur Financier

Une société coopérative de transformation et de vente leader en France et en Europe dans son domaine, employant 200 personnes plus 400 saisonniers et faisant 200 millions de francs de CA, recherche son Directeur Financier.

Membre du Comité de Direction, il aura une équipe de 15 personnes à diriger. Une de ses principales tâches sera le développement du contrôle de gestion ; actuellement est mis en place un IBM 38.

Ce poste offre des possibilités de carrière intéressantes.

Agé de 30-40 ans et de formation supérieure, le candidat aura une solide expérience en matière de contrôle de gestion. Une expérience dans le domaine agro-alimentaire serait souhaitable.

Envoyer C.V. et salaire actuel sous référence 3512 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

مكتبة من الأمل

قضايا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 janvier 1984. - Page 25

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

" IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO "

ECCO le réseau français de travail temporaire le plus étendu regroupant plus de 300 agences, recrute

1 Directeur de Région PARIS

Il aura à assurer la progression des résultats d'une quinzaine d'agences, à en créer de nouvelles, à recruter et à former ses collaborateurs, à assurer lui-même les négociations importantes, à veiller à la saine gestion de ses unités.

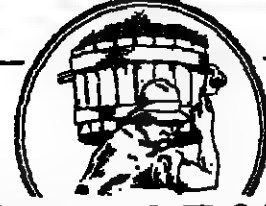
Le poste demande une aptitude à entraîner les hommes et une capacité à prendre de manière autonome les décisions qui s'imposent.

En dehors d'une bonne notoriété, d'appui publicitaire important, nous offrons à un diplômé de l'enseignement supérieur, pouvant justifier d'une expérience réussie de l'animation des ventes dans la région parisienne, de préférence en milieu industriel, un nouveau challenge et une rémunération motivante dans des conditions de travail que nous pensons différentes.

ECCO grandit encore... venez nous rejoindre

Si cette offre vous intéresse, adresser C.V.
lettre manuscrite, photo et prétentions
à Sylvie BOURGEOIS, Groupe ECCO,
7 rue Louis Guérin,
69626 VILLEURBANNE Cedex.

ECCO
Travail temporaire



ANTONIN RODET

*Directeur Commercial
France - Export*

Nous sommes une des premières maisons de Bourgogne (80 personnes - 100 M.C.A.) développant une politique commerciale dynamique et réalisant 60 % de notre C.A. sur les marchés extérieurs (Europe, États-Unis, Canada). Notre nom est associé au prestige des grands vins français.

En accord avec le président, notre nouveau collaborateur définira et conduira la politique commerciale sur les marchés intérieurs et extérieurs. Ses missions seront en particulier d'accroître la pénétration des marchés étrangers, de poursuivre en France la mise en place de nouveaux circuits de distribution et de concourir par l'organisation d'actions publicitaires et promotionnelles au développement de notre image et de notre notoriété. Ce poste requiert une formation commerciale supérieure, une expérience confirmée de l'animation et du développement de réseaux de vente en France et à l'étranger et l'aptitude à concevoir un marketing adapté aux produits de luxe.

Anglais courant et disponibilité pour les déplacements sont indispensables. Le salaire sera fonction de l'acquis du candidat. Il devra être de l'ordre de 300 000 Francs annuels. Le poste est basé à Mercey (à 10 km de Chalon-sur-Saône).

Merci d'envoyer votre dossier (en précisant un numéro de téléphone), sous réf. 80634 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS. Vous serez contacté sous 15 jours et reçu à Paris, Dijon ou Lyon.

ANTONIN RODET - GRANDS VINS DE BOURGOGNE

COMMUNICATIONS

BUREAUTIQUE TELEMATIQUE

BRETAGNE
SUD

INDUSTRIE PATISSERIE VIENNOISERIE

recherche son Directeur des Fabrications

Expérience professionnelle confirmée, capable de coordonner et conseiller 3 usines, contrôler les achats, participer aux décisions. Prévoir une vie dynamique - une ou deux nuits absent par semaine.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 863 à CURRICULUM 26 rue du 4 Septembre 75002 PARIS qui nous la transmettra en toute confidentialité.

BRETAGNE OUEST

DIRECTEUR DES ETUDES

Nous sommes constructeur de G.E. de 1 à 1200 kva, un des leaders français de la profession. Nous employons 270 salariés et avons réalisé en 1983 un C.A. de 280 millions de Francs H.T.

Dans le cadre de notre expansion qui, ces dernières années, s'est surtout située à l'exportation, nous recherchons :

UN INGENIEUR DIRECTEUR DES ETUDES

Chargé de superviser un bureau d'études d'environ 15 personnes, le candidat, de formation Ecole d'Ingénieurs - électricité, électro-mécanique, devra pouvoir justifier :

- d'une expérience de 10 années minimum en B.E. et particulièrement en fabrication ;

- d'armatures électriques (électronique souhaitable),
- d'automatismes et fluides,

- ainsi que des connaissances en tôlerie et mécano-soudure.

Un ingénieur compétent et motivé se verra proposer d'intéressantes possibilités de carrière.

Le poste est à pourvoir à BREST.



Adresser candidature avec C.V. + prétentions à
SDMO - Service du Personnel
2, rue Réaumur 21 de Kergonan 29200 BREST

300 000 F PARIS DIRECTEUR COMMERCIAL

DIRECTION DES REALISATIONS

300.000 F +

Société de dimension internationale, basée proche banlieue Ouest, spécialisée dans les équipements industriels de traitement de surfaces, recherche un ingénieur pour lui confier sa :

DIRECTION DES REALISATIONS

Ce poste conviendra à un INGENIEUR, ayant une expérience approfondie d'une dizaine d'années dans la conception et la réalisation d'équipements généraux d'usines et pouvant faire état d'une réussite reconnue.

Diplômé de l'enseignement technique supérieur, le candidat devra avoir une connaissance écrite et parlée de la langue anglaise et, si possible, d'une autre langue étrangère, allemande de préférence.

Il sera ouvert aux problèmes techniques et aura un goût prononcé pour les relations humaines. Ses compétences et ses qualités personnelles l'aideront à convaincre une clientèle internationale de haut niveau technique.

Ses capacités d'organisation et de gestion, jointes à une autorité naturelle, lui permettront de motiver un important personnel multinational d'ingénieurs et de techniciens.

La rémunération sera fonction de l'expérience et des capacités du candidat. fourchette envisagée autour de 300 KF.

Adresser C.V., photo, s / réf. 3485 DR, à
PIERRE LICHOU S.A.,
BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

DIRECTEUR GENERAL

Une société exploitant des produits touristiques et de loisirs recherche un directeur général qui devra assumer l'ensemble des responsabilités inhérentes à sa fonction: marketing, administration, gestion et finances.

Placé sous l'autorité du Président de la société, il devra gérer d'importants projets de développement dont la réalisation s'étendra sur plusieurs années.

Ce poste de haut niveau sera confié à un cadre supérieur confirmé, de formation H.E.C. ou similaire, ayant déjà occupé une fonction de direction. Le poste est situé dans une agréable ville de Haute-Savoie. La société a une antenne à Paris.

Si vous estimez avoir le profil correspondant à ce poste, transmettez votre dossier de candidature (C.V. avec photo et indiquez votre rémunération actuelle) qui sera examiné avec toute la discrétion souhaitable, sous la référence: PR-1262 à:

ROLAND DERKUM CONSEILS
48 rue de Margnolles
69642 Caluire cedex

Notre Société, leader sur le marché de la distribution, recherche, dans le cadre de son expansion des

DIRECTEURS / CHEFS D'ENTREPRISE (H. F.)

Agés de 30 à 35 ans, diplômés de l'enseignement supérieur ou d'une école de commerce, ils justifieront d'une expérience réussie, de préférence dans le secteur de la distribution.

Responsables d'unités décentralisées (de 25 personnes environ - gestion des ventes, livraisons, service après-vente), les candidats devront être avant tout des meneurs d'hommes, animés d'un esprit de rigueur et capables de développer, sur la région, l'importance de la Société.

Ils répondront de leurs objectifs devant la Direction Générale.

Merci d'adresser votre candidature (avec CV, photo et prétentions) à N° 85404 à
CONTESSA PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra -
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

FEDERATION PATRONALE

Le GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL LYONNAIS est l'échelon départemental interprofessionnel du C.N.P.F. Il représente, au travers des diverses chambres syndicales patronales, environ 6 000 entreprises. Il recherche son

DIRECTEUR

Sous l'autorité du Président avec lequel il collabore très étroitement, il a pour mission de mettre en application les axes politiques définis par les instances statutaires du GIL. Il assure l'animation, la coordination et le contrôle de l'action des services permanents (18 personnes). Il représente le GIL dans toute manifestation ou négociation et assure les liaisons à haut niveau avec l'extérieur.

Le directeur recherché, âgé de 40/45 ans, de formation supérieure juridique, économique ou technique, apporte si possible une expérience similaire acquise dans une organisation professionnelle. Il sera sinon issu du milieu industriel. Une très bonne connaissance de l'entreprise, une solide culture en matière sociale et économique, un sens prononcé des relations et de l'autorité sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8385 B, à :

REUSSITES,
11 quai Rambaud, 69002 LYON
Membre de Syntec

Reussites
groupe AVISO

CENTRE NATIONAL DE FORMATION
A LA DIRECTION
DE PROJETS CULTURELS
(AVIGNON)

RECHERCHE POUR SON EQUIPE DE DIRECTION

Un (e) candidat (e) ayant une expérience de haut niveau de l'action culturelle et de la création artistique (idéation, production, gestion), responsable de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des parcours individuels de formation des stagiaires.

Disponibilité rapide exigée
Adresser dossier de candidature et prétentions par courrier seulement à :
CONSEIL CULTUREL
8 bis, rue de la Gare
84000 AVIGNON

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressent et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

EST DE LA FRANCE (230 km de Paris)

Importante société en expansion, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction recherche pour une de ses unités

DIRECTEUR D'USINE

Sous l'autorité directe du Directeur Général, il exercera ses responsabilités aux niveaux

- Technique : méthodes, productivité, qualité ;
- Economique : gestion de l'unité ;
- Humain : animation des hommes.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur (ENSA, INSA, ...) âgé de 32 ans minimum et possédant une expérience confirmée dans une fonction similaire en milieu industriel.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) sous réf. L.M. 383 à Universal Communication, 122, chaussée de la Hulpe, 1050 Bruxelles, Belgique.

Réponse et discrétion assurées.



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN DIPLOMÉ

Cummins est le leader mondial, indépendant, pour la fabrication de moteurs Diesel. Le siège social se trouve aux Etats-Unis. 18 000 employés de par le monde. En Grande-Bretagne, Cummins dispose d'une implantation importante avec quatre usines. Les directions Europe, Afrique et Moyen-Orient se trouvent à Londres et à Bruxelles.

Nous recherchons actuellement un ingénieur électricien diplômé possédant une expérience minimum de 5 ans dans la distribution de systèmes électroniques. Une expérience particulière dans le moteur Diesel serait un avantage majeur.

Le candidat devra être parfaitement bilingue Français-Anglais. Le poste implique des voyages fréquents en Afrique et au Moyen-Orient (25 % environ du temps de travail).

Les conditions d'emploi et du poste en général sont très attractives.

Veuillez, s'il vous plaît, envoyer votre C.V. détaillé à l'attention de :



Monsieur John Lamont
Corporate Personnel
Cummins Engine Company Limited
46-50 Coombe Road
Nex Malden
Surrey KT 3 4QL
Grande-Bretagne

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant du

junior management consulting

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

• Nous ne recherchons que des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiative, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait 25 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats en début de carrière.

• Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui appréhendent les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.

• Cela concerne principalement ceux qui considèrent qu'une solide formation sur le tas a plus de valeur qu'un salaire de départ, mais pour les éléments les plus dynamiques nous offrons la possibilité d'une carrière à évolution rapide tant sous l'aspect responsabilité que salaire.

• Les déplacements fréquents imposent d'être domicilié près de Paris ou de Lyon.

Une connaissance active de l'anglais est requise et une connaissance de l'italien est souhaitable.

Nous attendons votre candidature et C.V. avec mention de votre niveau de rémunération actuel et sous réf. J.M.M. 180184 (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EUROLINK

Boulevard de la Cambre 42 - Boîte 13 - 1050 Bruxelles (BELGIQUE), qui transmettra.

Le Gouvernement d'un état d'Afrique subsaharienne en développement rapide recherche pour étoffer diverses administrations et entreprises publiques des

Experts de haut niveau

Urbaniste-juriste

- rédaction de nouveaux textes, amendement de textes existants en vue de développer un nouveau code de l'urbanisme.
- constitution :
 - d'une banque de données concernant les questions d'urbanisme,
 - de dossiers relatifs à des problèmes de réglementation en matière d'urbanisme,
- étude et analyse de dossiers et formulation d'avis fondés, de suggestions, de propositions, de recommandations, à l'intention des décideurs,
- étude des usages et coutumes urbanistiques dans certaines régions suivant nécessités.

Analyste financier de projets industriels

- étude et évaluation de projets industriels,
- diagnostic financier des sociétés et organismes publics :
 - analyse de la situation financière de sociétés ou organismes publics,
 - prise en compte de la stratégie de ces sociétés.

Ingénieur en normalisation (Génie Civil)

- détermination du processus de normalisation (enregistrement, expérimentation, homologation),
- définition des procédures et mise en place des structures appropriées,
- adaptation de normes étrangères et élaboration de normes nouvelles dans le domaine du génie civil,
- élaboration de la réglementation en matière de :
 - exécution des travaux,
 - fabrication, préparation et mise en œuvre des matériaux de construction.

Ingénieur économiste

- avec expérience en informatique (Grands Projets d'Équipements Publics)
- participation au recueil et à l'analyse de données sur les infrastructures et équipements du pays,
- participation à la conception de grands projets d'équipements publics,
- évaluation de projets concernant notamment routes et ouvrages d'art, chemins de fer, ports, aéroports... sur les plans technique, économique et financier.

Les postes à pourvoir sont essentiellement des postes de conseiller mais impliquent une participation active à la vie des services ainsi qu'un souci permanent de formation des cadres nationaux.

Les candidats devront justifier :

- d'une formation universitaire ou équivalente,
- d'une connaissance des langues française et anglaise avec une maîtrise parfaite de l'une d'entre elles
- de cinq à dix ans d'expérience professionnelle utile.

La pratique du travail en Afrique constitue un avantage. Contrat direct avec le Gouvernement sous statut d'Expert-Consultant indépendant (contrat de deux ans éventuellement renouvelable). Rémunération attractive ainsi que nombreux avantages liés à l'expatriation.

sélé CEGOS

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée en précisant le poste qui vous intéresse à M. Pierre-Jean ENGELIN, c/o Sélé-CEGOS, Tour Chénouard 204, rond-point du Pont de Sévres 92518 BOULOGNE Cedex

Nous sommes le premier cabinet mondial de psychologues-conseils. Notre vocation est d'intervenir au niveau des Directions pour favoriser l'efficacité d'une Entreprise. Nous contribuons à favoriser un équilibre optimal entre sa Mission Stratégique, ses Systèmes, ses Structures et ses Ressources Humaines.

Nos contacts s'établissent au niveau de la Direction Générale et autres Centres de Décision soit aux Etats-Unis soit en Europe. En Europe, nous désirons compléter notre équipe de 9 psychologues de plusieurs nationalités avec un

PSYCHOLOGUE-CONSEIL

Maîtrise ou Doctorat

Base Bruxelles - 250.000 F

Il sera chargé d'assumer avec un professionnalisme rigoureux des Missions de Conseil dans une clientèle diversifiée et à l'échelle mondiale. Une réelle expérience de la pratique des affaires et du fonctionnement d'une Entreprise est nécessaire. Le caractère international de nos activités nécessite à terme la pratique de 3 langues dont l'anglais.

Une phase d'intégration de 2 ans est prévue pour faciliter l'évolution vers un système de partenariat.



Ecrire à Hugo NYS, Directeur
ROHRER, HIBLER & REFLOGLÉ Int'l
124, rue du Commerce, Bte 3
B-1040 BRUXELLES,
Belgique, tél. 32-2-230.65.80.

URGENT Société d'Assistance Technique

recherche pour
AFRIQUE TROPICALE
pour séjours de plusieurs années

INGÉNIEURS AGRONOMES

EN.S.A. ou EQUIVALENT

Age : 35 ans minimum.
Expérience professionnelle en Afrique de 8 ans au moins.

Pour un poste de :

Chef de projet de développement rural

avec opérations multiples.
Résidence ville de l'intérieur.

Pour un poste de :

Conseiller technique

Chargé de la coordination d'une équipe pluridisciplinaire au sein d'un projet de développement rural régional.
Résidence ville de l'intérieur.

Adresser C.V. sous réf. T 043.934 M
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Importante entreprise industrielle française
division Technologies avancées
recherche pour
DUSSELDORF

INGÉNIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE

Diplômé grande école ou Université allemande, Maîtrise Sciences et Techniques ou DUT, BTS.

Spécialiste Mécatronique/Matériaux. Débutant ou ayant une première expérience dans la transformation des métaux. Bilingue français-allemand.

Après une formation approfondie à nos produits en usine, il sera chargé de l'étude des besoins de la clientèle, de la définition des produits, de l'appui technique à la négociation commerciale.

Poste évolutif dans un Groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1601 à

BAILLY CONSEIL
128, bd Hausmann
75008 PARIS



emplois régionaux

MOËT & CHANDON
LEADER EN EXPANSION DE SA PROFESSION
recherche

JURISTE MF

La Direction Financière accueillerait un Juriste pour lui confier la responsabilité de la cellule juridique à EPERNAY.

Sa mission permanente sera le conseil des Directions opérationnelles et fonctionnelles de l'entreprise avec la gestion de la Protection des Marques, des assurances, des baux, etc.

La formation sera Maîtrise de Droit Privé complétée par un DEA ou DES + anglais pratique.

En raison des responsabilités confiées une expérience d'ENTREPRISE de 3 à 5 ans minimum est impérativement exigée.

Nous répondrons à toutes candidatures ayant CV complet, photo (retournée) et prétentions
Direction Gestion Sociale
B.P. 140 - 51205 EPERNAY CEDEX.

La Direction du SCAT
(Service Clientèle d'Assistance Technique)
recherche des

INGÉNIEURS D'APPLICATION

De formation Grandes Ecoles ou Universitaires (option informatique), vous voulez débiter ou étendre votre expérience dans le cadre de démarrages informatiques en clientèle.

Vous prendrez en charge la conception, la réalisation et le suivi de logiciels spécifiques.

Capables d'animer une équipe d'analystes-programmeurs, vous évoluerez vers le rôle de chef de projet. Ces postes à pourvoir sont basés à Lille, Nancy, Strasbourg, Nantes et Tours.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 201 M à

Gilbert Passekaraile
Cil Honeywell Bull
PC 06021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

- Groupe Caisse des Dépôts - Développement - recherche pour
AFFECTATIONS RESIDENTIELLES OUTRE-MER

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

diplômés grandes écoles - option informatique ou écoles d'ingénieurs

- Expérience confirmée en informatique de gestion
- Connaissances 43 XX, DPS 4, HP 3000 appréciées.

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité sous référence 6052 à



SINORG RECRUTEMENT

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

هذه من الاصل

هناك من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 janvier 1984 - Page 27



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Notre centre européen d'assistance informatique (200 personnes) se situe à **GRENOBLE**. L'essentiel de son rôle est d'assurer le meilleur support possible aux ingénieurs de tous les centres européens de services après-vente (matériel et logiciel). Ses quatre missions principales sont la direction du marketing européen, la réparation et la distribution de pièces détachées, la fabrication et la distribution de logiciels.

gestion et planification de la distribution

Le candidat sera chargé, pour notre centre européen de distribution, de proposer une stratégie évolutive de gestion des inventaires européens de pièces détachées. Partant d'une analyse détaillée des flux actuels, il aura à définir des modèles permettant de prévoir la consommation à moyen et long terme, ceci en fonction des taux de croissance de notre société et de l'évolution des matériels. Il sera responsable de l'élaboration des politiques et procédures à négocier avec notre réseau de distribution d'Europe, puis de leur mise en œuvre. Nous recherchons pour cette fonction une personne ayant deux à trois ans d'expérience.

logistique et organisation administrative

Assisté d'une équipe de quatre personnes dont il aura la direction, en relation avec les divers centres de vente et de service après-vente en Europe, le cadre que nous recherchons aujourd'hui aura la responsabilité de tout ce qui est information, organisation et support logistique de notre activité européenne de formation. Il aura la supervision d'un personnel compétent et expérimenté, il disposera d'outils de gestion et de moyens informatiques performants qu'il aura à implanter et adapter.

organisation et gestion de production

Dans un premier temps, le candidat recherché sera chargé d'analyser les procédures et les outils de gestion actuellement utilisés par le groupe fabrication et distribution de logiciels. Son étude devrait déboucher sur des propositions quant aux structures à venir. Ce cadre sera rattaché au Directeur du département. Le projet achevé, il devrait rapidement évoluer vers des responsabilités opérationnelles, soit par la conduite d'un groupe soit par la mise en place de nouveaux systèmes de gestion.

Les trois postes sont des fonctions d'étude, de contact à haut niveau, ils sont à la fois créatifs et aboutissants à des concrétisations tangibles : ils sont de ce fait très formateurs et apportent une excellente connaissance de l'entreprise, de ses mécanismes, de sa structure et permettent donc par la suite une facilité et une variété de carrières importantes.

Ils requièrent une formation de type HEC, ESSEC, IEP PARIS, ESCP, ESCL ou INGENIEUR + formation à la gestion, une bonne aisance en anglais et une attirance réelle pour l'informatique.

HEWLETT-PACKARD, c'est une très forte croissance, un secteur technologique de pointe et d'avenir, des unités à taille humaine, un cadre social vivant. Le souci d'investir sur les hommes.

Ecrivez à Claire BACHELARD, sous référence 047, Département du Personnel, HEWLETT-PACKARD, 5, avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.



La DIRECTION GENERALE de la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL de LOIRE-ATLANTIQUE recherche pour NANTES un

Cadre commercial haut niveau

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, bénéficiant d'une expérience réussie à un poste de responsabilité dans le secteur bancaire.

Vous serez le collaborateur direct du Directeur Commercial :

- vous aurez la responsabilité des services : études de marché et publicité, animation commerciale, hommes produits, développement de la collecte et des moyens de paiement, voyage conseil,
- vous définirez, lui proposerez les orientations et les objectifs commerciaux de la Caisse Régionale.

Cette fonction implique en plus une grande créativité, des qualités de communication et d'animation, un esprit de décision et de négociation. Vous adresserez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à la C.R.C.A.M. de LOIRE-ATLANTIQUE - Service du Personnel - La Garde - Route de Paris - 44075 NANTES CEDEX.

P.M.E. FRANÇAISE

très diversifiée, ayant 3 usines en province recherche pour son unité de

BOURGOGNE
(grande ville 160 km de Paris)

UN CADRE

CHEF DE PRODUCTION

AUTOBACTE ou ECOLE D'INGENIEUR

Il devra :

- avoir une très forte personnalité,
- le goût et le sens du commandement en milieu de production,
- une expérience de 8 à 15 ans environ dans le milieu imprimerie de papier,
- être libre rapidement.

Nous offrons :

- de larges responsabilités dans une équipe dynamique à vocation internationale,
- la commande d'un atelier et d'un laboratoire, au total 50 personnes travaillant 2 x 8 h,
- la possibilité de participer à la réorganisation de la production,
- une large autonomie,
- des perspectives d'évolution de carrière,
- il rendra compte au Directeur d'usine.

Ecrire sous n° T 043.876 M à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ORGANISME DE FORMATION DU DEPARTEMENT DE L'AUDE (150 km de PARIS)

recherche

INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

ayant expérience informatique variée dans entreprises industrielles ou commerciales pour :

- développement des études informatiques ;
- conseil en entreprise ;
- animation dans le cadre de la formation professionnelle continue ;
- enseignement dans le cadre de la formation initiale (BAC+2, BAC+3).

Adresser lettre de cand. man., C.V. détaillé, photo d'identité et prêt. Service s/n° 7365, LE MONDE Pub., Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

FLONIC

Finale industrielle du Groupe SCHLUMBERGER pour son établissement de BESANCON-CHATILLON LE DUC (25)

Contrôleur de gestion

Responsable financier de l'unité, il prendra en charge, en y participant lui-même, les comptabilités générale, auxiliaire et analytique, l'établissement des budgets ainsi que le reporting mensuel. Il devra, à terme, préparer l'établissement à son autonomie informatique.

Le candidat retenu, de formation Ecole de Gestion ou DECS, devra justifier d'une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel ou en cabinet, lui permettant ainsi d'informer et de conseiller les responsables de l'établissement.

Une bonne maîtrise de l'anglais et une connaissance des procédures financières anglo-saxonnes sont des atouts essentiels. La réussite dans ce poste-clé, permettra à un candidat de valeur une évolution vers des responsabilités plus étendues au sein du groupe. Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel.

Merci d'adresser votre CV + photo, à Henri Mougenot, FLONIC, 125 rue de Paris, 91302 Massy (tél. 9343).

FLONIC

Schlumberger



INGENIEURS Spécialistes Electricité

ESSO CHIMIE, filiale du plus important groupe pétrolier mondial, réalise un CA de 5 milliards de F. avec un effectif de 1 200 personnes. Ses résultats économiques en font une des Sociétés les plus performantes de son secteur d'activité en France. Pour ses usines de Production de N.D. de Gravenchon, nous proposons actuellement deux postes d'Ingénieurs Spécialistes Electricité.

Il prendra en charge sur le site une mission complète en matière de réseau électrique haute et basse tension. Il supervisera les installations afin d'en accroître la fiabilité. Il étudiera les nouveaux équipements. Il conseillera et assurera l'exploitation et l'entretien pour tous les problèmes relatifs aux installations électriques.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes Ingénieurs Electriciens ou Electrotechniciens diplômés (ENSIEG par exemple) dont l'expérience industrielle (d'au moins trois années) s'est déroulée dans le cadre d'une production fortement automatisée. Ils peuvent venir par exemple d'une fonction Exploitation ou Entretien, couvrant la responsabilité des réseaux.

Les postes sont basés à N.D. de Gravenchon, entre Rouen et le Havre. L'anglais est nécessaire. Le niveau de rémunération et les perspectives de carrière sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Pour recevoir l'information complémentaire, écrire sous n° M 14507 T, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Brest 75008 Paris



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDOFF LONDON MADRID MONTREAL

QUELLE S.A.
LEADER EUROPEEN DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE recherche pour sa

Centrale d'Achats à ORLEANS

diplômé en gestion

qui participera à l'établissement des prévisions de ventes, à la gestion des stocks, au suivi des résultats d'exploitation pour un rayon d'achats. Ce poste permettra d'évoluer vers les fonctions d'ACHETEUR.

Nous souhaitons une formation de type ESC - SCIENCES ECO. avec de bonnes connaissances en Anglais et si possible en Allemand. Une première expérience professionnelle, même dans un secteur différent de l'achat est indispensable.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V., prétentions, photo sous la réf. DG 802 à Monsieur FRATER - Direction du Personnel Société QUELLE - B.P. 100 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS Cedex



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

JCD

JCDecaux

Première Société Européenne de mobilier urbain
Depuis 80 ans, JC DECAUX crée des mobiliers urbains implantés au cœur de la ville, ils assurent un service et sont un support publicitaire efficace et reconnu.

Directeur commercial régional Nancy et Lille

Le Directeur Commercial Régional est responsable de la commercialisation des supports publicitaires (abn, MUP, PSA). C'est un homme de contact, il gère et développe la clientèle et annonceurs de l'agence, dans le cadre de campagnes d'affichage régionales et locales.
Il pourra lui être confié une mission de relations publiques auprès des collectivités locales pour contribuer au développement d'activités nouvelles.
Jeune, ambitieux, disponible, il a réussi une première expérience dans la vente. Il est passionné par les métiers de la publicité.
Les candidats retenus seront convoqués pour un premier entretien à Nancy ou Lille courant février.

Adjoint directeur régional Lyon

Le Directeur Régional est responsable des relations avec les collectivités locales, élus, responsables techniques. Il assure la promotion des mobiliers urbains, la négociation et la conclusion des contrats. Il anime les équipes de montage, d'entretien et d'affichage de l'agence.
Le Directeur Régional de Lyon recherche un adjoint. Jeune, ambitieux, disponible, il est rigoureux, organisé et a le sens du commandement. C'est un opérationnel complet à qui il sera confié :
- l'organisation et l'animation de nos équipes chargées du montage, entretien et affichage (80 personnes),
- les relations techniques avec nos partenaires - les collectivités locales - et avec les services de notre entreprise,
- la gestion de notre agence et le contrôle permanent de la qualité de nos prestations.
Après une première expérience réussie vous souhaitez participer plus activement à la vie d'une entreprise dont l'activité se déroule sur le terrain.
Les candidats retenus seront convoqués pour un premier entretien à Lyon courant février.

Adresser votre lettre de candidature accompagnée d'une photo en indiquant votre rémunération actuelle à :
Bertrand Viger - Responsable relations humaines JC DECAUX - BP 11 - 78373 PLAISIR Cedex.

JCD

RTC

R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC

CENTRE DE CAEN

Notre compétence est reconnue internationalement, nos technologies de pointe s'appuient sur un marché en forte expansion; nous privilégions la qualité de la communication et le travail en équipes, nous recherchons
Pour notre Centre Microélectronique
et pour notre Département Eléments Discrets

**DES INGENIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES
ELECTRONICIENS, PHYSICIENS,
INFORMATIENS**

Pour
- Concevoir de nouveaux produits
- Elaborer et mettre au point des programmes de mesures pour évaluer et tester les Circuits intégrés en développement
- Participer à l'amélioration des procédés en assistance à la fabrication
- Développer notre logiciel pour la conception assistée par ordinateurs.

Pour ces postes, de nombreux échanges techniques sont nécessaires avec les autres centres du Groupe, en Europe et aux U.S.A.

Vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs (MINES - CENTRALE - ESE - ENSERG - IEG etc...).

Vous souhaitez bénéficier de larges possibilités d'évolution, au sein de notre organisation en France et à l'étranger.

Ces postes sont à pourvoir dans notre centre de CAEN, ville universitaire située à 220 km de PARIS.
Vos candidatures accompagnées d'un curriculum vitae sont à adresser à
R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC
Département du Personnel - Route de la Délivrande
B.P. 6025 - 14001 CAEN CEDEX

Notre important groupe international, spécialisé dans la fabrication de biens d'équipements et leader sur son marché, recherche dans le cadre de sa nouvelle politique MARKETING-VENTES, plusieurs collaborateurs HF basés à BEAUVAIS (60).

Responsable Produit-France

rattaché au Chef du Département Marketing

- Il définit les applications des produits nouveaux sous l'aspect commercial, assure le suivi des spécifications de l'ensemble des produits de la société, fait des recommandations sur l'évolution technique de ces produits en tenant compte de la demande « client » et des produits concurrents, entretient des relations fonctionnelles internes et externes.
De formation Ingénieur I.N.A., I.T.P.A., il a environ 35 ans et une expérience dans le marketing ou la vente de biens d'équipements distribués par un réseau de concessionnaires. Ses talents d'animateur sont aussi importants que ses capacités de négociateur.
Ce poste offre des perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.
Rét. 3492

Spécialiste produit

rattaché au Chef de Division Produits

- Il réalise l'évaluation technique de ces produits avant et après leur commercialisation et en déduit les modifications souhaitables.
- définit pour chaque matériel commercialisé en France les spécifications voulues avec les départements concernés.
- assure en liaison avec les différents services (publicité - promotion) la vérification des informations produits et des études sur la concurrence au niveau technique et de leur utilisation.
Pour ce poste, des déplacements fréquents sont à prévoir.
Le candidat souhaité aura une formation Ingénieur I.N.A., I.T.P.A., et une expérience terrain ou bureau d'études de 2 à 3 ans dans une industrie, de préférence.
Rét. 3493

Chef de Service Distribution

rattaché au Chef du Département Administration des Ventes

- Il prend en gère les commandes, entretient avec le réseau de concessionnaires, une relation étroite et constante pour toute l'activité commerciale concernant les machines livrées.
- reçoit du réseau commercial toutes les informations externes (concurrence...) nécessaires à la bonne marche de son service et informe ses collaborateurs sur l'évolution des produits, des conditions de vente.
- anime une équipe de 3 correspondants commerciaux.
Le candidat (35 ans minimum), de formation supérieure, a une expérience professionnelle de la distribution par réseau de concessionnaires, de préférence dans les biens d'équipements.
Il sait utiliser la gestion informatique. Ses compétences d'animateur et de négociateur sont aussi importantes que son sens relationnel.
Rét. 3494

Deux correspondants commerciaux

rattachés au Chef de Service Distribution

- Ils assurent les relations permanentes entre le siège, le réseau de concessionnaires et la direction régionale des ventes.
- enregistrent les commandes téléphoniques, renseignent les concessionnaires sur les délais d'expédition des machines et accessoires.
Les candidats, de formation BAC + 2, doivent avoir une expérience professionnelle de 2 ans minimum dans un service administration des ventes, si possible dans une industrie de biens d'équipements.
La difficulté et l'intérêt de leur fonction consistent à allier le sens de la diplomatie, la courtoisie et la fermeté.
Rét. 3495

Ces différentes fonctions impliquent plus ou moins, la pratique de l'anglais.
Nous remercions les candidats intéressés de bien vouloir adresser leur C.V. accompagné d'une lettre manuscrite en précisant d'une part la référence du poste choisi, d'autre part leur rémunération actuelle et souhaitée, à noscriptes - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS.
Nous leur garantissons une réponse rapide et discrète.

SEINE MARITIME

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT, SPÉCIALISÉE DANS LA PRODUCTION D'EMBALLAGES EN VERRE, recherche pour l'une de ses unités de production à feu continu

RESPONSABLE DE PRODUCTION
INGÉNIEUR A.M. OU SIMILAIRE

Bonnes connaissances en fusion, mécanique, électricité et régulation.

Expérience de la fabrication du verre souhaitée mais non indispensable.

Rattaché au Directeur d'exploitation, il aura la responsabilité de l'ensemble de la production depuis l'élaboration jusqu'à la finition du produit.

Il veillera essentiellement à optimiser quotidiennement la fabrication dans le respect des normes de quantité, qualité et délais. La fonction, exige une grande disponibilité, des qualités d'animation, un esprit méthodique et rigoureux.

Ce poste nécessite une expérience de 5 à 10 ans en milieu industriel similaire.

Merci de bien vouloir adresser votre CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 86313 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

BRETAGNE

Un des postes clés dans l'entreprise.

Juriste
homme ou femme

De formation supérieure en Droit, une première expérience du Bâtiment acquise en entreprise ou dans un service contentieux en Assurance ou à partir de la formation avec les techniques de contentieux acte que celle du Droit spécifique à ce secteur et plus particulièrement en matière de GARANTIE DÉCENNALE.
Par sa rigueur, sa persévérance et son esprit de synthèse, le candidat contribuera aux résultats de l'entreprise en apportant un conseil juridique de qualité et de rapidité des charges.
En se joignant avec succès aux hommes de terrain pour les problèmes de contentieux (compréhension des dossiers difficiles, proposition des solutions satisfaisantes), au-delà de la technique et peut-être d'occasionalités relationnelles pour devenir un interlocuteur privilégié dans l'entreprise.
Après une formation à Paris, aux méthodes de notre groupe, le candidat prendra ses fonctions à Rennes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV photo et prétentions à Smac-Architectes Division du Personnel, 23, rue Broca 75005 Paris.

SMAC

MMS

MATRA MICRO SYSTEMES

Nous sommes la structure Matra destinée à répondre aux besoins des organisations dans le domaine de la micro-informatique. Nous recherchons pour notre usine de COLMAR (ALSACE)

**INGENIEUR INDUSTRIALISATION
MICRO-INFORMATIQUE**

pour prendre en charge la responsabilité d'un produit depuis sa conception jusqu'à sa mise en fabrication.
Vous aurez à assurer la coordination entre les différents services, avec pour objectif l'abaissement des coûts de revient et le respect des délais.
Ce poste très autonome nécessite un sens aigu de l'organisation et du contact, de bonnes connaissances de la fabrication de matériels électroniques, des notions de montage plastique, pratique de l'Anglais appréciée.

**INGENIEUR
MOYENS INDUSTRIELS**

Chargé d'optimiser les moyens de production. Pour ce faire, vous analyserez les moyens existants, participerez au choix, à l'installation et à la mise en route des nouveaux équipements, déterminerez la rentabilité des investissements. Ingénieur A.M. (ou équivalent) vous posséderez plusieurs années d'expérience en méthodes ou fabrications électroniques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse s'él. 8062 au Service du Personnel de M.M.S. - 1, Fg des Voies Wiesbaden - 68000 Colmar.

bir
armor

Société d'hébergement et de commercialisation de viande bovine - C.A. : 1,2 milliard F.

BRETAGNE

Sous l'autorité du directeur administratif et financier et en relation avec les services « Achats et ventes ».

TRÉSORIER

et GESTION « CRÉDITS CLIENTS »

FONCTIONS : gestion de la trésorerie journalière, prévisions, comptabilité financière, relations bancaires ; gestion des comptes clients « France et export », contrôle fiscalisation, suivi comptable des comptes clients, relances.

PROFIL : formation supérieure économique et comptable ; 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la trésorerie ; qualités de négociation et rigueur.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
C.A.B., Boite Postale 100, 22208 LANDERNEAU Cedex.

Crédit Mutuel du Sud-Ouest

recherche

pour la DORDOGNE

DIRECTEUR

Il aura pour mission d'animer, diriger et développer les activités d'une agence avec une petite équipe en milieu rural.

A une bonne formation bancaire, il ajoutera une expérience de l'exploitation en clientèle privée de 7 ans minimum. Bon organisateur il sera dynamique, sachant apprécier le risque et doté d'un sens commercial certain.

pour la GIRONDE et la CHARENTE

ADJOINTS AUX DIRECTEURS

Dans le but de seconder les directeurs dans toutes leurs tâches, les candidats auront, outre une formation Bac + 2 et BP Banque une bonne connaissance des produits et une expérience bancaire d'exploitant en clientèle privée, 5 ans minimum.

Adresser c.v., photo et prétentions à C.M.S.O.
Direction du Personnel - me du Playe - 16003 Angoulême

هتداسن الإمل

هنا من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 janvier 1984 - Page 29



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante société industrielle française
recherche pour usines

MARNE et MARNE-ET-LOIRE

INGÉNIEURS

Fabrication réf. A
Méthodes-Fabrication réf. B
diplômés A & M ou équivalent

Après une période de formation et de stages de plusieurs mois, il leur sera confié la responsabilité d'un atelier de fabrication ou d'un service Méthodes-Fabrication de produits de grande série, mettant en œuvre des moyens de production très automatisés.

Excellentes possibilités de promotion dans la société ou dans le groupe dont elle dépend.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous références correspondantes

BAULY CONSEIL
128, Bd Hausmann
75008 PARIS

Responsable automatismes

280.000 F

Biens d'équipements industriels - rhône-alpes - Cette société, filiale d'un groupe très important, est un des leaders dans son secteur d'activité. Elle conçoit, fabrique et commercialise, en France et à l'étranger, des biens d'équipements industriels et bénéficie sur ses marchés d'une excellente notoriété liée au niveau technologique de ses produits. Elle connaît une expansion de 30% par an et recherche un responsable de bureau d'études automatismes industriels. Dépendant du directeur technique, il aura pour mission de concevoir et de développer les automatismes (matériel et logiciel), de les adapter aux besoins spécifiques de la clientèle et de réaliser des études nouvelles. Il devra en outre créer une cellule d'études prospectives et animer un service de trente personnes. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (dominante électrique), âgé d'au moins 30 ans et ayant acquis une expérience significative dans le développement des automatismes industriels. Une pratique de l'animation d'équipe est souhaitée, mais non impérative. La rémunération pourra atteindre 280.000 francs. Ecrire à M. LE GOUËFF en précisant la référence A/3777M

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur

Arts et métiers

Annemasse - Ce laboratoire pharmaceutique de très bonne notoriété recherche, dans le cadre du développement rapide de son centre de production d'Annemasse, un jeune ingénieur. Sous l'autorité du pharmacien responsable de ce centre, il participera aux décisions relatives aux besoins futurs en travaux neufs et en matériel dont il assurera l'implantation. Il sera chargé de l'adaptation de certains matériels en fonction des impératifs de production et veillera à optimiser le processus dans le cadre de la législation en vigueur dans l'industrie pharmaceutique. Il assumera la responsabilité de l'entretien et de la maintenance du parc machines et des installations par l'organisation du service entretien qu'il gèrera et animerà. Enfin, il sera chargé de mettre en place des procédures de contrôle qualité portant notamment sur les produits achetés à l'étranger (conteneurs et emballages en particulier). Cette réelle opportunité s'adresse à un jeune ingénieur (AM ou équivalent) désirant acquies rapidement une expérience pluridisciplinaire au sein d'une entreprise à taille humaine et en plein développement. La rémunération, fonction de la formation et éventuellement de la première expérience professionnelle du candidat retenu, sera de nature à intéresser une personnalité de valeur. Le poste est basé à Annemasse. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant la référence A/3776M

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ENERTEC

Poitiers, vous connaissez !

C'est la qu'ENERTEC, leader européen de la mesure et de la régulation, spécialisée dans les équipements liés à la distribution et au transport de l'électricité, a installé sa DIVISION ELECTRICITE DISTRIBUTION.

ENERTEC fait partie du groupe SCHLUMBERGER, 77 000 personnes dans le monde, plus de 6 milliards de \$ de C.A.

Pour renforcer son potentiel, la Division recherche

Ingénieurs électroniciens

expérimentés

pour les postes suivants :

Chef de service productique

Chargé d'assurer la fourniture permanente des moyens d'accroître la productivité et l'efficacité de l'outil de production.

Il contrôle :

- l'automatisation des fabrications,
- les méthodes,
- la gestion des matériels.

Responsable Ingénierie

Chargé :

1. d'assurer la définition et la mise au point des matériels de fabrication à base d'informatique et de micro-électronique
2. de coordonner l'optimisation de la gestion de production.

Tous ces postes nécessitent de solides qualités de contact, du goût pour la mobilité et une bonne connaissance de l'anglais. Ils ouvrent de larges perspectives d'évolution au sein d'un groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo en précisant la référence, à Pierre Coton, ENERTEC, BP 885, 86008 Poitiers Cedex.

Responsable de l'étude technique et de coût de systèmes complexes de télécomptage

Possédant une première expérience industrielle en télécommunications et encadrant une équipe de techniciens, il agit en relation étroite avec les services marketing et de fabrication.

Des ingénieurs d'affaires exportation

Familiers du commerce international en milieu industriel, ils auront à vendre ou faire vendre les produits de la division en étant en lien permanent avec les services de marketing et les clients ou distributeurs situés à l'étranger.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo en précisant la référence, à Pierre Coton, ENERTEC, BP 885, 86008 Poitiers Cedex.

ENERTEC

Schlumberger



THOMSON

DIVISION CIRCUITS INTÉGRÉS BIPOLAIRES

GRENOBLE

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE MARKETING PRODUIT

Responsable d'une ligne de Produits Bipolaires, il étudiera le marché mondial, définira les nouveaux produits et en assurera la promotion.

Les candidats devront avoir une expérience de trois ans minimum en circuits intégrés et maîtriser la langue anglaise.

Déplacements de courte durée à prévoir.

Large possibilités d'évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser curriculum vitae + photo à :
Monsieur le Chef du Personnel - D.C.I.
B.P. 64 - 38120 SAINT-ÉGRÈVE.

CHEF DU DEPARTEMENT FINANCES GESTION



LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA LOIRE (860 personnes - 64 agences et bureaux sur le département) recherche UN CHEF DU DEPARTEMENT FINANCES GESTION. Sous l'autorité de la Direction Générale de la Caisse, il sera chargé de :

centraliser et contrôler les comptes de la Caisse Régionale, de coordonner les comptabilités des différentes divisions, d'élaborer le bilan, de rédiger les déclarations fiscales, d'établir les prévisions de trésorerie et d'en assurer le suivi de la réalisation. Au niveau du contrôle de gestion, il aura à développer la mise en œuvre d'un système global d'informations (comptabilité analytique, contrôle budgétaire...) permettant la centralisation, la synthèse et l'interprétation de données servant à mesurer les performances des activités ou fonctions de l'entreprise, et à préparer les choix de la direction en matière de gestion. Il tiendra à jour différents tableaux de bord et il procédera à des études et analyses financières. Il participera à la réflexion sur la planification en matière de choix des stratégies techniques et commerciales à adopter et à moyen terme pour maintenir la rentabilité de la Caisse et développer la qualité des services. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation type HEC, ESSEC, ESC, Sciences I..., possédant quelques années d'une expérience de gestion administrative et financière acquise soit au sein d'une institution financière soit au sein d'une société industrielle. Ecrire sous référence 655/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.

Discrétion assurée.

Filiale société américaine, régie par le droit français, spécialisée dans les papiers adhésifs et non adhésifs, à la vente et à l'investissement important.

UN INGÉNIEUR

pour son département de DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS NOUVEAUX.

Formation souhaitée : ingénieur papeter E.F.P. ou chimiste ayant expérience papeterie.

Anglais indispensable pour contacts avec les équipes de marketing et de développement du groupe ; déplacements à l'étranger.

Adresser curriculum vitae à :
DEXTER/S.F.N.T.
38150 BRIGNOUD.

INGÉNIEUR MÉTHODES MOTEURS ÉLECTRIQUES

ROUEN

Filiale du Groupe THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC, nous sommes leader européen dans notre activité.

Pour notre établissement de SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE (18 km de ROUEN) qui emploie 1035 collaborateurs, nous recherchons un INGÉNIEUR, de préférence mécanicien, possédant une première expérience dans un secteur mécanique ou fondrière (Fabrication ou Méthodes).

Notre entreprise vous offre un environnement de qualité où votre sens des responsabilités et vos compétences techniques s'exprimeront pleinement. Chef de Groupe à part entière, dans un premier temps, votre potentiel devra, vous permettre d'évoluer vers une fonction de Responsable Méthodes.

Merci d'adresser votre candidature à SOCIÉTÉ des MOTEURS ÉLECTRIQUES de NORMANDIE S.P.R.L.S. - B.P. 2 - 76480 SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

Entreprise récemment créée dans le secteur des composants électroniques, avec de très fortes perspectives de croissance, cherche pour son centre de GRENOBLE :

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Il sera chargé de lancer le développement puis la fabrication automatisée en grande série. Une bonne expérience de direction de production industrielle, acquise de préférence dans la fabrication des circuits intégrés est indispensable.

DIRECTEUR MARKETING ET VENTES

Il sera chargé de définir la politique-produits, l'approche du marché en France et à l'étranger, et de mettre en place le réseau de vente. Le poste demande de l'envergure, une solide expérience professionnelle, et une bonne technicité en électronique. (Poste compatible avec résidence parisienne).

RESPONSABLE QUALITE

Il sera chargé de mettre en place le contrôle qualité. Une bonne expérience professionnelle, acquise de préférence dans l'industrie de la microélectronique, est nécessaire.

RESPONSABLE CONCEPTION ET SYSTEMES

Il devra mettre en place une équipe chargée de définir les circuits intégrés de commande et d'expérimenter les conditions d'emploi des produits, les systèmes électroniques d'interface, et d'évaluer les produits concurrents. Une solide formation d'ingénieur électronicien est indispensable.

Pour tous ces postes, écrivez nous en précisant la référence 86108 à CONTEXTE PUBLICTE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

le chef de projet informatique de notre gestion des ventes.

Un groupe industriel et commercial de dimension européenne, installé au cœur du bocage normand, vous propose de piloter la réalisation d'un projet (100 m/h) destiné à permettre une gestion commerciale interactive autour de deux 4341/MVS utilisant CICS et DL1 et d'un réseau de minis PDP. Vous encadrerez ainsi une équipe pouvant comprendre jusqu'à dix analystes-programmeurs.

Ingénieur ou universitaire, vous avez acquis en cinq ans, dans l'industrie ou la distribution, l'expérience de la conduite de projet DB/DC sur gros système IBM. Venez capitaliser sur cette expérience dans un groupe réalisant 10 000 MF de C.A.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4435 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Message à deux jeunes

INGENIEURS DE MAINTENANCE débutants HF

Vous souhaitez entrer chez I.C.I. FRANCHISE S.A., filiale, pour la production de colorants et de pigments, du groupe britannique I.C.I., un des tout premiers mondiaux de la chimie. Nous recherchons pour nos usines de

oisel près de rouen (76)

Réf. M/164/B

st-clair du rhône (38) près de lyon

Réf. M/164/C



deux ingénieurs débutants pour s'intégrer dans les services de maintenance mécanique, chaudronnerie, électricité, contrôle et régulation. Leur formation commencera sur l'un des deux sites mentionnés et se continuera plus tard par un séjour de 2 ans environ dans une usine du groupe en Grande Bretagne.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes un ingénieur généraliste (ENSAM, ENSI... J) débutant ou au début de votre vie professionnelle et si vous souhaitez faire carrière dans un groupe international qui considère la fonction de maintenance comme l'une des plus importantes.

Vous avez une très bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser sous la référence choisie un CV et une lettre de motivation à notre conseil.

chp

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

Jeune Cadre Export

Europe - USA

Notre Société - 1100 personnes, 3 établissements-filiales d'un groupe de réputation mondiale, fabrique et commercialise des produits semi-finis destinés aux industries électriques, électro-mécaniques, électroniques, téléphoniques et spatiales. Sous l'autorité hiérarchique du Responsable Export, la jeune candidate que nous recherchons travaillera dans le cadre de nos marchés Européens et Nord-Américains sur lesquels il assurera les responsabilités technique, commerciale et d'appui à la clientèle existante qu'il devra développer. Les marchés importants traités, le niveau auquel s'établissent les contacts, exigent une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, une pratique courante de l'anglais - et si possible de l'allemand. Une première expérience de la vente de produits industriels ou de biens d'équipement constitue un atout supplémentaire mais n'est pas indispensable. Nous souhaitons rencontrer des candidats, débutants ou non, ambitieux et disponibles (les déplacements n'excèdent pas 50% du temps). Nous offrons de larges perspectives de carrière dans notre groupe. Notre Société est située à 100 kms au Nord-Est de Paris.

ORION, notre conseil, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) sous réf. 401261 M en précisant si vous le désirez les Sociétés auxquelles vous ne voulez pas que votre dossier soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris



BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

NORMANDIE

Jeunes ingénieurs grande école

Dans notre région et notre activité, nous sommes une entreprise dynamique et saine. Nous allions les atouts d'une dimension humaine (1100 personnes) et des liens qui nous rattachent à un groupe international.

Nous recherchons de jeunes ingénieurs Grande Ecole motivés par le(s)

- BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES GENIE CIVIL
- TRAVAUX

(Réf. 9132 A)

(Réf. 9132 B)

Débutants ou ayant une courte expérience, vous avez soit une formation Pont, Centrale... soit une double formation Ecole d'Ingénieurs + CHESAP. Notre capacité d'innovation, le haut niveau technique de nos équipes nous permettent d'assurer votre formation et votre évolution à notre niveau régional ou au sein du groupe.

Si vous souhaitez nous rejoindre, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence du poste choisi à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

INFORMATIEN-ORGANISATEUR A PERPIGNAN

Dans le cadre du développement de projets de télégestion, télétraitement, vidéotex, GAB, la BANQUE POPULAIRE DE PERPIGNAN renforce son équipe d'organismes (5 personnes) et cherche un jeune INFORMATIEN ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Chargé d'aider à la définition des besoins, il travaillera en étroite relation avec les utilisateurs et les Chefs de Projet.

Si vous êtes plus attiré par la relation utilisateur-informaticien que par les problèmes techniques, adressez-nous rapidement votre candidature, sous réf. 80640 M à :

UNILOG

Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny 75006 PARIS
Membre de Syntec Informatique

notre Responsable Qualité un Ingénieur de très haut niveau 200.000 +

REGION SUD-EST. Notre Société - 1 milliard de CA dont plus de 50% à l'export, fabrique et commercialise des biens d'équipement destinés à l'industrie. Réputée pour la qualité de nos produits, nous sommes présents dans 90 pays et réalisons d'importants profits. Soucieux d'améliorer encore le niveau auquel nous sommes parvenus, nous recherchons notre Responsable Qualité. Garant de la qualité de nos productions, celui-ci s'assurera du respect des spécifications, normes et procédures tant en ce qui concerne les matières premières, la sous-traitance, l'ensemble des processus de fabrication et les produits finis. Il participera à la conception des nouveaux produits. En contact permanent avec les services de l'entreprise, il entretiendra des relations constantes avec la clientèle. Agé de 30 ans environ, diplômé d'une grande école d'Ingénieur, bénéficiant nécessairement d'une expérience industrielle acquise si possible dans le domaine de l'assurance qualité, le candidat retenu trouvera dans notre Société un milieu ouvert, une équipe jeune, dynamique et soudée. D'importantes perspectives de carrière vous sont offertes dans notre groupe.

Veillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au n° 280409 M à Régie Presse 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris, en indiquant si vous le voulez le nom des sociétés auxquelles il ne doit pas être transmis.

Filiale d'une Multinationale, spécialisée dans la photo-électricité, nous produisons des composants d'automatismes. Nous recherchons notre :

Responsable bureau d'études

RHÔNE - ALPES

Mission : afin de concevoir des produits nouveaux et performants, au sein d'une équipe soudée, il devra :

- ANIMER
- IMAGINER
- PROPOSER
- COORDONNER
- MOTIVER

Formation : • Ingénieur en électronique. • Une connaissance professionnelle du milieu industriel d'au moins 5 années. • La maîtrise de l'anglais.

Une expérience au sein d'un service de recherche tourné vers les nouvelles technologies, notamment l'OPTIQUE, serait un plus.

La rémunération est d'un TRES bon niveau. Des perspectives d'évolution sont offertes au sein du Groupe.



Documentation sur poste aux candidats préélectionnés
Adresser lettre manuscrite C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) sous référence 1701 LY RC. 80, rue Bellecombe 69006 LYON

Le CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES INDUSTRIELLES est un des tous premiers organismes de formation continue de France. Ses 200 ingénieurs et ses 1300 intervenants extérieurs réputés sont au service des plus grandes entreprises dans toutes les régions. Pour développer ses établissements de STRASBOURG, GENTILLY, EVRY, ROUEN, TOULOUSE et ORLÉANS,

Il recherche des

CONSULTANTS-FORMATEURS en INFORMATIQUE
des
CONSULTANTS-FORMATEURS en MANAGEMENT

capables, dans un cadre d'autonomie importante, de conduire et développer :

- des actions de diagnostic, de conseil et d'interventions internes aux grandes entreprises
- des conceptions et réalisations nouvelles en matière de formation de haut niveau, en France et à l'étranger

en particulier dans les domaines de

- la mise en place de l'informatique de gestion ou industrielle et de l'adaptation des systèmes d'informations
- l'organisation des entreprises et le management

Si vous possédez

- une formation supérieure
- une expérience opérationnelle dans ces domaines
- la capacité de nouer des contacts et d'animer des groupes de travail
- le goût de transmettre des savoir faire évolués et de les faire partager
- l'envie d'intégrer des équipes créatives et motivées

envoyez votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame AUGER



21 bis rue des Plantes
75014 PARIS

Importateur Groupe Agri-Alimentaire

BRETAGNE

(6 milliards de C.A.)

recherche

CADRE CONTENTIEUX

Chargé de la mise en place et du suivi de toutes procédures de recouvrement de créances.

- Profil : • maîtrise de droit privé
- expérience minimum dans la fonction
- disponibilité et aptitudes à négocier

Intégration dans une équipe jeune.

Proximité de Brest, ville universitaire.

Adresser C.V. et prétentions à
COOPAGRI-BRETAGNE
B.P. 100 - 29206 LANDERNEAU



Fabricant de machines de conditionnement sous film plastique (LYON) recherche

ingénieur d'études

2 à 3 ans d'expérience minimum

MISSION : concevoir et mettre au point l'environnement des machines pour les intégrer dans des lignes de production automatisées. Travail en liaison étroite avec les services commerciaux. Le candidat devra animer et prendre en charge un service autonome.

Il s'occupera de : la définition des cahiers des charges et devis, l'approvisionnement du matériel, la réalisation et l'exécution des projets. Ce poste à hautes responsabilités nécessite le sens des relations humaines.

Adresser CV et prétentions s/réf. 13013 à CONTEXTE PUBLICITE-74, rue Béchereuil 69363 LYON CEDEX 07

Afin d'assurer la sélection et le suivi des projets de recherche et de développement en Maîtrise de l'Energie, au niveau régional et national,

L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ENERGIE recherche des

Ingénieurs

Sidérurgie Réf. 84
Textile Réf. 84

Ils possèdent une solide expérience industrielle dans leur spécialité (4 à 10 ans) ainsi que des compétences particulières en thermique, régulation et ingénierie des procédés.

Ces postes sont à pourvoir à Arras

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la Réf.

à L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie
27 rue Louis Vicat 75015 Paris

GROUPE BANCAIRE

RÉGION ALSACE

recherche

INFORMATIENS PROJETS
ANALYSTES PROGRAMMEURS avec expérience
INGÉNIEURS INFORMATIENS confirmés

Veillez transmettre candidature avec C.V. détaillé et présent. Ecrire s/réf. 7354
LE MONDE Pub., Service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

هنا من الامم

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 janvier 1984 - Page 31

régionaux

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



SOCIÉTÉ FRANÇAISE
L'un des leaders mondiaux dans son domaine
(Bleins d'équipements, matériel de transports)
recherche son

RESPONSABLE D'ASSURANCE QUALITE

Diplômé Grandes Ecoles

Justifiant d'une profonde connaissance dans ce domaine.
Il assurera la mise en place de l'Assurance Qualité dans l'entreprise.
Il sera, de plus, amené à réaliser de nombreuses missions d'Audits
en France et à l'Etranger, principalement aux Etats-Unis.
Anglais courant.
Grande disponibilité - Sens du Commandement indispensable.
Lieu de travail : Région NORD.
Ecrire avec C.V. et prêt. sous réf. 85731 à CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

FAMICREDIT
filiale de CITIBANK

Etablissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation
recherche immédiatement :

2 jeunes diplômés

HEC - ESSEC - SUP de CO

Débutants libérés C.M. ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, les candidats
retenus se verront confier des fonctions d'études dans les domaines du
contrôle budgétaire et de l'analyse statistique.
Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable et l'habitude de
l'utilisation des outils micro-informatiques sera un plus.
Ces postes pourront constituer une première étape dans une carrière
évolutive au sein de la société Famicredit du groupe CITIBANK.
Lieu de résidence : Dijon.

Adresser candidature manuscrite, C.V. photo et prétentions à :
Bucy, Famicredit, 17 rue Bossuet 21000 Dijon.

SANOFI AROMES

- CHIES
- MERO
- SEBALCE
- SORDES
- TOMBANEL

recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

• Ingénieur Grande Ecole.
• Expérience 2 ans minimum.

ANALYSTES- PROGRAMMEURS

• Formation MAGE.
• Expérience 2 ans minimum.

Pour ces postes, il est demandé :
- une bonne connaissance des matériels et logiciels IBM
43 XX (DOS-VSE, CICS, DLI),
- une très bonne connaissance des matériels et logiciels
BULL DPS 7 (GCOS, TDS),
- une bonne pratique du COBOL sous CICS et/ou TDS.
Lieu de travail : GRASSE (Alpes-Maritimes).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
S.A. BENARD ET HONNORAT
Direction Informatique
53, boulevard Victor-Hugo, 06332 GRASSE Cedex.

Venez goûter la qualité de la vie lyonnaise

Important organisme bancaire lyonnais, nous recherchons un :

Responsable système confirmé

MVS - IMS

Intégré au département « production informatique », vous bénéficierez
d'une grande autonomie et tous les moyens technologiques nécessaires
seront mis à votre disposition.
A la tête d'une équipe de 5 personnes (ingénieurs et programmeurs
système) vous serez chargé de gérer et d'optimiser le système d'exploitation de
nos ordinateurs et des logiciels associés.
Pour piloter nos matériels : un 3032, un 3083 et 700 terminaux, la connais-
sance de MVS et IMS est indispensable.
De formation école supérieure ou équivalente, vous justifiez d'une expé-
rience de 5 ans acquise sur gros système IBM.
Vos qualités de contact et de meneur d'hommes vous
permettront de donner une dimension nouvelle à votre
savoir-faire informatique.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous
réf. 221 M à notre Conseil J.P. FORNET
55 rue Sully 69008 Lyon.

BREST INGÉNIEUR DE FABRICATION

Nous sommes constructeur de G.E. de 1 à 1200 kva, un des leaders
français de la profession. Nous employons 270 salariés et avons réalisé en
1983 un C.A. de 280 millions de Francs H.T.

Dans le cadre de notre expansion qui, ces dernières années, s'est surtout
située à l'exportation, nous recherchons :

UN INGÉNIEUR GRANDES ECOLES (TYPE A et M)

ayant de préférence 2 à 3 années d'expérience dans un service
« méthodes » ou « production ».

Nous lui confierons le suivi et l'organisation d'une unité de 20 à
30 personnes produisant en série et à l'unité des groupes de petites et
moyennes puissances (1 à 100 kva).

Evolution possible pour un candidat compétent et motivé.

Adresser candidature avec C.V. à
Brest - Service du Recrutement
2, rue Réaumur 29200 BREST

**SOCIÉTÉ
DE BIENS D'EQUIPEMENT
DESTINÉS AUX INDUSTRIES
DE L'ENERGIE NUCLEAIRE
ET DE LA PETROCHIMIE**
recherche

INGÉNIEURS

DÉBUTANTS ACCEPTÉS

Formation Arts et Métiers ou équivalent
pour intégration dans le service indus-
trialisation.
Lieu de travail : 30 km de Pau.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions :
Société AMRI
"Les Mercures"
40, rue Jean-Jaurès
59176 BAGNOLET CEDEX

**ENTREPRISE D'INSTALLATIONS
ELECTRIQUE, ELECTRONIQUE,
AUTOMATISME ET REGULATION
INDUSTRIELLE** recherche pour son
Siège Social à LYON, dans le cadre de
son expansion à l'exportation (30% de son CA) un

Jeune ingénieur électricien

ou généraliste avec des connaissances en
électronique, il évoluera dans le cadre d'un B.E.
polyvalent ouvert vers la clientèle. L'anglais sera
maîtrisé pour une évolution ultérieure possible
vers l'international.
Ecrire au CABINET GATIER,
32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 300 M.

Cabinet Gatier

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien
indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro
de l'annonce les intéressant et de vérifier
l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde
Publié » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

DEVELOPPEMENT ET CONSTRUCTION DE MATERIEL BUREAUTIQUE GRANDE DIFFUSION
Spécialiste dans ce domaine, nous recherchons un

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Nous lui proposons une fonction complète qui comprend la coordination des études
techniques (avant-projet, projet) les études de coût, l'encadrement de l'équipe.
Cette activité est centrée sur la conception de :
- circuits imprimés multicouches (assistance CAO - FAO),
- pièces et ensembles plastiques ou tôleries ou petits systèmes mécaniques.
Le candidat recherché a une expérience de quelques années en milieu industriel et
possède une grande diffusion.

Un certain dynamisme, un effort de créativité ainsi qu'une ouverture d'esprit pour assurer
une fonction d'encadrement, sont les qualités nécessaires pour un candidat désireux
d'évoluer au sein de notre Compagnie.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de
candidature complet (lettre, C.V., prétentions) à
Michèle CORBINEAU - BULL. TRANSAC - BP 92
91301 MASSY.

Bull

Transac

Etablissement financier
filiale d'un des premiers
groupes d'assurances
crédit et location
aux particuliers et aux entreprises
recherche
pour étudier son implantation nationale

ANIMATEURS COMMERCIAUX

Responsables de zones géographiques pour développer et
animer un réseau à partir de
CAEN, RENNES
et l'une des quatre villes
NANTES, ANGERS, LE MANS, TOURS.

Le battant commercial et la disponibilité seront les
premiers atouts pour réussir dans la fonction.

Après une expérience de terrain de durée variable, le
développement de la société offre plusieurs perspectives
d'évolution de carrière.

Niveau minimum : bac + 2, DUT.
Une première expérience de la vente sera appréciée, pas
nécessairement dans le crédit. Rémunération fixe selon
expérience + indemnités de déplacement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo sous
réf. T 043.894 M à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur,
Paris (2^e).

Centre de productivité
des transports
recherche un

CONSEILLER DE GESTION

Champagne Ardennes.

En relation avec la délégation de Lille, il intervient
en gestion, organisation, exploitation dans les
entreprises de transport.

Il possède une formation supérieure de type Ecole
de Commerce, Sciences Economiques ou DECS,
et une expérience d'entreprise de 3 à 4 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous
réf. 457 M à Bernard CLEMENT

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

L'AGENCE D'URBANISME
DE L'AGLOMERATION
TOULOUSAINE
recherche

SON RESPONSABLE DES ETUDES ECONOMIQUES

Chargé d'animer la réflexion sur
les actions de collectivité locale
de nature à promouvoir
l'activité économique, il aura :

- une formation d'études économiques supérieures (économiques, géographiques, statistiques, etc.)
- une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du développement des entreprises locales ;
- dans une entreprise ;
- dans un organisme conseil de professionnels ;
- dans une société de conseil aux entreprises.

Envoyer C.V. et prétentions à :
AVAT, 11, bd des Raccourts
31400 TOULOUSE.

GROUPEMENT DE SOCIÉTÉS
DE SERVICES
recherche

ANIMATEUR COORDINATEUR

Service d'avenir.
Position cadre, formation techni-
que ou économique à fort po-
tential, s'insère dans les
contours

Gauche du service public.
Espér. 2 à 3 ans souhaités.
Villes Sud Loire.
Env. C.V. manuscrit, photo,
prétentions s/réf. 280412 M.

TECHNICIEN SUPERIEUR

Bonne formation économique
ou administrative qui peut avoir
des acquis par l'expérience. Le
sens des relations et le goût
du service public.

Expériences souhaitées.
Env. C.V. manuscrit, photo,
prétentions s/réf. 280413 M.
En indiquant la référence du
poste choisi à :
REGIE-PRESSE
86 bis, rue Réaumur,
75002 Paris.



INGENIEURS X, ENSAE, ENST, ENSTA, ESE

Domaines
d'activités :

- Nucléaire
- Espace
- Systèmes automatisés
- Visualisation

La capacité d'innovation de la SODERN lui a valu de participer
à de grands projets spatiaux français et internationaux, en parti-
culier aux programmes de satellites SYMPHONIE, SPOT,
METEOSAT, INTELSTAT V, EXOSAT...

Ingénieur grande école, débutant à quelques années d'expé-
rience, vous êtes fortement motivé par le traitement de l'infor-
mation.

La SODERN vous propose de mener des études de conception
de systèmes complexes qui associent logiciel, électronique,
optique, physique et mécanique.

Pour un premier contact, adressez-vous au
Service du Personnel - SODERN - 1, avenue Descartes -
94450 LIMEIL BREVANNE.

RÉGION LYONNAISE
Société de Recherches en Mé-
canique des Fluides recrute

Ingén. Grde Ecole Maître es Sciences

pour étude des mouvements de
gaz dans moteurs automobiles.
Le candidat, ayant une
connaissance du milieu de la re-
cherche, devra avoir une expé-
rience relative aux moteurs et
surtout à la combustion. Il
aura, dans le cadre d'une
équipe, à analyser des résultats
expér. en liaison avec des
méthodes numériques.

Exp. souh. : 2 à 5 ans sp. form.
universit. Age mn. : 25 ans.
Maîtrise de l'anglais.
Envoyer C.V. + prétentions.
Soc. s/réf. 7349 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Talennes, 75008 Paris.

Organisme de recherche
recrute

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL OU ERGONOMIE

Niveau maîtrise ou DEA
5 ans d'expérience analyse
du travail ou des systèmes.

Envoyer C.V. et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ETABLISSEMENT PUBLIC DE RECHERCHE

recrute pour son Service d'Informatique de Gestion - Paris-19^e
La configuration est de 2 DPS7 en central et de 19 Réalités 2000 en local, l'effectif du service d'environ 80 personnes et 19 correspondants informatiques en fonctionnel. Ce service gère notamment les 25 000 paies de l'Etablissement.

Chef de projet

En charge du projet le plus important dans le domaine du personnel, vous aurez à concevoir et réaliser des nouvelles applications transactionnelles de gestion du personnel.
Pour cela, vous dirigerez une équipe d'une dizaine de personnes et vous assurerez les liaisons avec les utilisateurs. Cela veut dire, bonnes connaissances techniques, autonomie, esprit d'équipe et bien sûr capacités d'encadrement. Une expérience de mise en place d'un package de paie serait appréciée.

Vous aurez également à garantir la maintenance des applications actuelles (SOCRATE - COBOL) (réf. LM/3078/3)

Chef d'exploitation

A ce niveau de responsabilités, la parfaite maîtrise du DPS7 est évidente.
Très en relation avec les utilisateurs, vous aurez en charge la planification des travaux, l'assurance de la qualité de la production informatique et l'animation terrain d'une équipe d'une quarantaine de personnes qui travaillent en 3x8.

De formation technique ou autodidacte (si expérience confirmée) vous faites essentiellement la preuve d'une expérience réussie dans un environnement très similaire.

(réf. LM/3078/4)

Analystes

Dans le cadre de la refonte des applications, il s'agit de concevoir et réaliser les traitements informatiques de gestion administrative et de gestion du personnel dans un contexte SGBD et réseau de télétraitement sur DPS7-70.

De formation supérieure, vous disposez d'une première expérience dans la fonction analyste sur des applications de gestion.

D'incontestables opportunités sont à saisir dans ces différents domaines.

(réf. LM/3078/5)

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil, en précisant bien la référence du poste choisi. Pour tous ces postes, nous vous garantissons la plus grande confidentialité.



**Ressources
& Développement**
6, rue Casimir Delavigne - 75008 PARIS

Ingénieurs grandes écoles Diplômés universitaires

Vous êtes actuellement analyste, chef de projet, responsable d'études dans un service informatique.
Vous cherchez à valoriser votre compétence et à l'élargir vers une action plus vivante et plus relationnelle.



SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE
FILIALE DE PÉCHINEY

UN DES LEADERS NATIONAUX
EN PROGIELS ET TÉLÉGESTION

recherche

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

et leur offre, dans le cadre de sa politique d'expansion, une promotion en les orientant vers des actions de négociations avec les décideurs des grandes Entreprises du marché.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. sous référence 1701/M à

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Jeune trésorier

Paris

Bâtiment et travaux publics. Cette société est filiale d'un des plus importants groupes français du bâtiment et des travaux publics. Adhérer par une équipe jeune très motivée et volontaire, elle a su trouver dans un environnement défavorable des marchés porteurs et réaliser d'excellentes performances financières. Elle renforce sa direction financière en créant le poste de trésorier. Rapportant au directeur financier, il participera à la mise en place de procédures permettant une gestion de trésorerie rigoureuse et optimale à l'heure même; il s'adonnera aux négociations et vérifiera l'application des conditions de banque. Ce poste évoluera vers des responsabilités plus larges à l'intérieur de la société ou du groupe. Il s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (école supérieure de commerce, ISEP, maîtrise d'économie, ...) doté d'un fort potentiel. Sa première expérience acquise au sein d'une entreprise ou d'un organisme bancaire lui aura permis de bien maîtriser la gestion de la trésorerie et le langage bancaire et de se sensibiliser à l'information. La rémunération sera conséquente due à l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé en proche banlieue parisienne. Envoyez à B. COLLANGE en précisant la référence A/2466M.

PA

3, rue des Graviers - 92100 NEUILLY - Tél. 747.11.84

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Société spécialisée dans le stockage souterrain de gros volumes
recherche un

INGÉNIEUR PROCESS HF

possédant une expérience de quelques années dans le domaine pétrolier et le gaz.

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, de formation AEM ou autre grande école, devra être capable de concevoir des installations de stockage en établissant le BASIC DESIGN, la méthodologie, la conception des assemblages, les équipements de base à prévoir.

Une bonne connaissance de l'anglais est exigée.

Si ce poste basé à Paris vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) sous référence 3502 LM à rang carrières - 46, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

LA RADIOTECHNIQUE

Appareils et Composants Electroniques
C.A. consolidé supérieur à 5 milliards de Frs.

11.000 personnes - 7 usines

Pour renforcer le potentiel de sa

**Direction Administrative
et Financière**

recherche

• JEUNES DIPLOMÉS

H.E.C.**E.S.S.E.C.****E.S.C.****I.N.S.E.A.D.****INGÉNIEURS** + formation de gestion.

• Souhaitant évoluer dans LES DOMAINES DU CONTRÔLE DE GESTION ET DE LA COMPTABILITÉ

Ces postes impliquent une affectation immédiate ou à court terme en Province Ouest.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
LA RADIOTECHNIQUE
à l'attention de M. BOURGES - Département Central du Personnel
BP. 301 - 92166 SURESNES Cedex.

**GROUPE
LESIEUR**

INGENIEURS, DEMARREZ 1984 DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE.

WILLIAM SAURIN

INGENIEURS ENSAM...

Participez à la gestion de la qualité.

Ingénieur de Fabrication, dépendant directement du Directeur de notre Usine de LAGNY (25 km PARIS-Est), 600 personnes, vous aurez à conduire des études et des missions techniques ponctuelles sur les aspects technologiques, techniques et organisationnels du développement de nouveaux process pour des produits actuels et futurs.

En collaboration étroite avec les Départements de Usine, Ingénierie, Recherche et Développement, votre effort portera plus particulièrement sur la lutte contre la non-qualité, du recensement des filières à la proposition des investissements, au suivi des correctifs.

Ce poste nécessitant une expérience industrielle, si possible dans l'agro-alimentaire, de 3 à 5 ans, vous permettra d'acquies une bonne connaissance de WILLIAM SAURIN avant d'évoluer au sein de la Direction Industrielle vers un poste de Responsable Opérationnel comportant le management d'une équipe importante. (Réf. 113 M)

Venez rejoindre notre équipe Ingénierie.

Dans le cadre du développement et de l'industrialisation de produits nouveaux à notre Usine de CHALON SUR SAONE, vous prendrez en charge la responsabilité de la conception et de la réalisation des projets. Une activité polyvalente impliquant : élaboration cahier des charges, évaluation enveloppe budgétaire, négociation technique, gestion, coordination... Débutant ou première expérience, vous dépendrez du Responsable Technique Ingénierie basé à l'Usine de LAGNY. (Réf. 114 M)

WILLIAM SAURIN
et LESIEUR-ALIMENTAIRE

**La création en recherche et développement
pour de jeunes ingénieurs pragmatiques.**

(ENSIA, ENSAIA, ENSBANA...)

Chefs de Projet intégrés aux équipes Recherche et Développement de nos filiales, vous travaillerez en liaison étroite avec le Marketing et la Production.

Vous aurez pour mission, de définir et de mettre au point une nouvelle gamme de produits : • proposition de produits nouveaux, • utilisation de matières premières et de technologies nouvelles, • art culinaire.

Conduire un projet de la conception à la fabrication du produit sur "pilote" : une première expérience très enrichissante pour exprimer vos qualités d'innovation et de dynamisme.

Postes basés à Lagny (25 km Paris-Est) (Réf. 111 M)

et à Dunkerque (Réf. 110 M)

Merci d'adresser lettre manuscrite, Cv et photo en précisant la référence du poste à :

LESIEUR-COORDINATION

Recrutement Cadres - 122, av. du Général Leclerc - 92103 BOULOGNE

هنا من الاصل

مقداد من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 janvier 1984 - Page 33

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE NOTRE

PÂTISSIER - TRAITEUR - CHOCOLATIER
(650 personnes en France)

RECHERCHE

CONTROLEUR DE GESTION (H., F.)

Collaborateur direct du Directeur Général

- Formation experte comptable et informatique ;
- Grande pratique de l'AUDIT INTERNE ;
- Expérience exigée de définition et mise en place informatique (petits systèmes) en entreprise ;
- Pratique de l'Audit aux U.S.A. ;
- Anglais courant impératif.

Poste situé à Plaisir (78).

DIRECTEUR

DES RELATIONS HUMAINES (H., F.)

- Formation supérieure. Parfaite maîtrise de la législation sociale ;
- Expérience de poste similaire 5 ans minimum ;
- Gestion, définition des contrats d'expatriation.

Son activité : Administration du personnel, recrutements, formation sécurité, préparation des réunions (comité d'entreprise), relations avec organismes extérieurs.

Bonne maîtrise de l'anglais.

Poste situé à Plaisir (78).

ADJOINT AU DIRECTEUR
DES RELATIONS PUBLIQUES (H., F.)

Il s'agit de la mise en place, la gestion d'un fichier relations publiques, préparer les relations avec la presse, les médias, les informateurs des principales manifestations et réalisations de la société.

Expérience exigée en relations publiques, en conception publicitaire, en marketing.

Anglais impératif.

Poste situé à Plaisir (78).

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo à :

Direction des Relations Humaines

S.A. des Etablissements Lenoir

49, rue Pierre-Curie

78370 PLAISIR.

FOSTER WHEELER FRANÇAISE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE INTERNATIONALE
DANS PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE

recherche pour la
DIVISION FOURN ET ÉQUIPEMENTS THERMIQUES

UN INGÉNIEUR DE PROJET

(E.C.P., E.N.S.A.M., I.C.A.M., I.N.S.A.)

Cette offre s'adresse à des ingénieurs ayant 4-5 ans d'expérience industrielle.

Cette expérience doit lui permettre d'appréhender les aspects techniques et financiers des projets qui lui sont confiés depuis la commande (spécifications, délais, budget...) jusqu'à la livraison au client.

La fonction implique un dialogue permanent avec les services techniques, la coordination de leurs travaux ainsi que le suivi des contrats clients et sous-traitants internationaux.

Déplacements en France et à l'étranger de courte durée.

Anglais courant nécessaire.

Poste basé à Paris.

La rémunération sera fonction de l'expérience et des capacités du candidat.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions à :

DIRECTION DU PERSONNEL

R.P. 214

31, rue des Bourdonnais - 75024 PARIS CEDEX 01.

Il y a un an et demi j'ai répondu à une annonce d'IBM...

Je m'appelle Manuel de Villeneuve. Comme de nombreux jeunes diplômés, j'ai saisi l'opportunité de l'importante campagne de recrutement d'IBM France pour devenir ingénieur technico-commercial. Dans cet entretien, j'explique les raisons de mon choix et ce que j'ai fait depuis mon entrée à la Compagnie.

Manuel de Villeneuve, quand et comment êtes-vous entré chez IBM ?

Je suis entré chez IBM le 1er Juillet 1982, après avoir répondu à une annonce parue dans la presse. Je venais de terminer des études commerciales à l'ESCAE de Sophia-Antipolis et, bien qu'attaché à ma Provence, je souhaitais découvrir d'autres horizons.

Pourquoi avez-vous choisi IBM ?

Pour moi c'est un triple choix : l'entreprise elle-même d'abord, mais aussi le choix d'une technologie clé de notre temps et celui d'un métier attrayant.

Qu'avez-vous fait les premiers mois ?

J'ai été affecté à l'agence commerciale de Grenoble. Pendant douze mois, je me suis partagé entre cette agence, où je faisais mes premières armes sur le terrain, et le centre de formation de Val de Fontenay pour la formation théorique.

Cette formation est longue : qu'y apprend-on exactement ?

Ce n'est pas seulement une formation informatique. On y apprend aussi les méthodes de communication et de gestion des entreprises. En effet, cette formation s'adresse aussi bien à des diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce, comme moi, qu'à des ingénieurs. La diversité des profils et des formations ajoute d'ailleurs à l'intérêt de ces cours. De plus, pendant toute cette période, nous sommes rémunérés comme si nous étions opérationnels.

Quel est exactement votre travail aujourd'hui ?

Je suis actuellement ingénieur technico-commercial. Ce métier comporte deux aspects : l'un est commercial ; il s'agit d'évaluer le besoin informatique d'un client, afin de lui proposer la solution la plus appropriée ; l'autre aspect, plus technique, consiste à conseiller le client sur la meilleure utilisation possible du matériel. A ma demande, j'ai rejoint il y a quelques mois l'agence de Vincennes où plusieurs clients m'ont été confiés.

Si vous deviez résumer en un mot la caractéristique essentielle de votre métier, que diriez-vous ?

Liberté - Liberté dans l'organisation du temps et du travail. Seuls comptent les résultats. Pour moi c'est un aspect très positif.

Quels sont vos rapports avec l'encadrement et vos collègues ?

Les rapports humains simples et ouverts qui existent à IBM m'ont beaucoup aidé à parfaire ma formation. Mes collègues n'ont jamais hésité à me consacrer du temps pour répondre à mes questions et je les en remercie.

Quels sont vos projets ?

Mon métier actuel ne m'a pas encore livré tous ses secrets, mais j'avoue être intéressé, à moyen terme, par une expérience à l'étranger, et une évolution hiérarchique.

Est-ce que votre métier ne vous occupe pas trop ?

Non. Je continue même à cultiver les quelques vignes d'une propriété familiale en Provence et j'ai pris récemment quelques jours de vacances pour les vendanges... qui ne furent pas mauvaises.

Si vous aviez un conseil à donner à de jeunes diplômés qui hésitent à répondre à nos annonces, que leur diriez-vous ?

Faites comme moi.

Ainsi pour vous, ce jour est peut-être aussi celui où vous répondrez à une annonce d'IBM.

Nous vous demandons de bonnes connaissances en Anglais

et d'accepter le principe de la mobilité géographique.

IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils - (Référence ICM 16/1)

2, rue de Marengo - 75001 PARIS

Cette offre s'adresse aussi à de jeunes diplômés ayant une première expérience professionnelle, ainsi qu'à des ETUDIANTS qui termineront leurs études en Juin 1984.

La Compagnie IBM France garantit le caractère confidentiel des candidatures

IBM

ERICSSON tournant de carrière 1984...

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
CONFIRMÉS

PARIS-TOULOUSE compatibles IBM

Vous avez déjà fait vos preuves dans la vente de périphériques et systèmes compatibles IBM, de préférence dans un environnement réseau/télécom. Si vous voyez peut-être aujourd'hui votre avenir professionnel et la meilleure manière de mettre en valeur le métier et les résultats acquis, vous savez que tous les clubs ne peuvent pas apporter à leurs meilleurs joueurs la possibilité de se développer. Vous vous posez la question de votre avenir.

Nous ne vous dirons pas que nous sommes en mesure d'éliminer nos concurrents sur le marché des compatibles dans les 3 ans, car ils sont sérieux, puissants et professionnels. Nous n'allons pas non plus permettre de doubler votre salaire (et d'ailleurs à quel bon ?) Nous vous dirons deux mois de la dynamique humaine et technologique du groupe ERICSSON. 28% de progression en 6 mois sur le marché mondial pour un groupe de 70.000 personnes n'est pas le fruit du hasard. C'est celui qui porte informatique et télécom d'un groupe de télécoms à la pointe de la technologie. La progression beaucoup plus rapide de la division alphasat de notre filiale France n'est pas non plus le fruit du hasard, elle crée des postes nouveaux (4 ce mois-ci, 2 promotions et 2 créations) et ouvre à ceux qui nous rejoignent de réelles opportunités de carrière dans l'environnement Ericsson. Ses caractéristiques : priorité à l'autonomie et à la responsabilité de l'individu, relations internes simples et directes, sérieuses et professionnelles à la fois.

Nous pensons que votre candidature (CV, photo et rémunération actuelle) si réf. BS ERIC/CI adressée à : MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Fichet - 75017 PARIS est encore le moyen le plus simple, le plus direct et le plus rapide de faire connaissance et parler de votre avenir.

Le mois prochain ?, chez ERICSSON

Notre Direction Recherche et Technologie recrute un

INGÉNIEUR CHEF DE SERVICE

Il aura la responsabilité du service Assemblage des circuits intégrés VLSI en liaison avec les équipes de Recherche et Développement.

Le poste s'adresse à un ingénieur ayant quelques années d'expérience en assemblage de semi-conducteurs ou en micro-électronique hybride de préférence. Des connaissances en matériaux céramiques et micro-informatique seront appréciées. Lieu de travail : les Clayes sous Bois (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 404 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

Ingénieurs du futur développez les réseaux pensants

Notre Département Techniques Avancées a pour mission l'aide à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques dans les domaines suivants : Télécommunications, Transmissions de Données, Micro-Informatique, Bureau, Production... Nous vous proposons de participer, au sein des grands groupes industriels qui sont nos clients, à l'un de nos principaux projets : développer des logiciels de communication sur réseau local d'entreprise et sur réseaux de télécommunications numérisés.

Diplômés des Grandes Ecoles (Telecom, Supélec, Sup. Aero...), vous avez la passion des technologies nouvelles. Votre première expérience professionnelle vous a permis de mesurer l'importance qu'aurait un travail varié offrant de larges perspectives d'évolution : développez avec nous ce projet d'envergure nationale !

APSIDE

AVOIR LES MEILLEURS POUR DONNER LE MEILLEUR

Adresser votre dossier sous référence DTA10,
6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

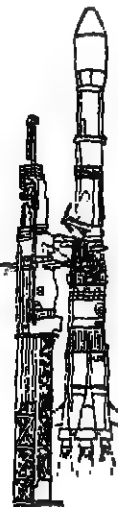
OFFRES D'EMPLOIS

ATIVOLY SA à Albertville (73)**le chef de nos services administratif et juridique**

Leader français sur le marché concurrentiel des forêts et outils coupants, nous gagnons des batailles par la qualité de nos produits et des services rendus à nos clients. Nous créons ce poste pour faciliter notre gestion et soutenir le développement de notre entreprise (120 p. - 70 MF de C.A. en 1983).

Juriste de formation, vous avez une première expérience, par exemple, dans une direction du personnel. Vous mettez en place juste ce qu'il faut de procédures et animez les fonctions personnel et juridique. Vous n'avez pas peur du terrain et savez aussi conseiller une direction générale: alors, vous élargirez vite, chez nous, votre champ d'action.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 927 LM).

**notre futur responsable bureautique et micro-informatique**

Entreprise de pointe, nous sommes notamment maître-d'œuvre de la propulsion des 3 étages d'ARIANE; nous nous dotons d'une informatique et d'une bureautique à notre dimension.

Vous créez la fonction bureautique au siège (Paris-La Défense) en partant des orientations du schéma directeur: messagerie, classement électronique, postes de travail administratif, traitement de texte...; vous préparez les choix techniques et supervisez ou réalisez les mises en place.

Ingénieur de formation, vous avez acquis en 3 à 5 ans votre expérience de la gestion sur minis/micros et avez pratiqué les gros systèmes. Tout en restant proche de la technique, vous souhaitez devenir un homme de l'organisation et de la communication.

Sachez que ce poste implique de courts mais fréquents déplacements.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4405 LM) à "Carrières de l'Informatique".

SEP



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

Pour ARGENTUIL
COLUMBIA CABLES S.A.

UNE ASSISTANTE EXPLOITATION

25 ans min., 3 à 5 ans expérience en exploitation informatique sur IBM 34 ayant suivi un stage de GAP II, capable d'assister le responsable d'exploitation de notre service.

Possibilité d'évolution vers la programmation pour élément de valeur.

Env. CV + photo + prêt à Y. CLAUDE - BP 44 95102 ARGENTUIL

Centre Technique Industriel recherche

TECHNICIEN

Titulaire d'un DUT mesures physiques avec formation informatique complémentaire (Besoins-Formes) diplôme D.M. Lors de recrutement.

Goût de la recherche et contacts humains.

Lieu de travail CLAMART 92.

Env. CV manuscrit, photo à C.Y.T.B., service bâtiment 17, r. Lattre, Paris 15

MATRA

Matra Micro Systemes est la filiale du groupe MATRA spécialisée dans le domaine de la micro-informatique et de ses applications. Pour faire face à son développement dans les différents axes de ce marché en croissance rapide, elle cherche à renforcer sa Direction Technique d'Orsay (91).

INGENIEURS EXPERIMENTES HF ELECTRONICIENS INFORMATIENS «SYSTEMES»

Familier de l'utilisation des micro-processeurs et des circuits intégrés (familie INTEL), le candidat devra maîtriser les techniques de programmation et des terminaux au plus haut niveau technologique. Ils ont la capacité de concevoir et de réaliser l'architecture de nos systèmes informatiques. La pratique des circuits VLSI est un atout.

Ce sont des professionnels du logiciel de base des micro-ordinateurs, familiers des systèmes multi-processeurs, des réseaux de communication de données, des systèmes de base de données. Ils connaissent les outils de production de logiciels (compilateurs, éditeurs...). La pratique d'UNIX ou MS/DOS, du langage PASCAL est un atout supplémentaire.

Diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieurs, originaires et rigoureux, enthousiastes et disponibles; ils ont acquis une première expérience significative et auront saisi l'opportunité d'une société française ambitieuse.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 19993 E à:

EGOR SA

8 rue de Brest 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

egor

MATRA

Matra Micro Systemes est la filiale du groupe MATRA spécialisée dans le domaine de la micro-informatique et de ses applications. Pour faire face à son développement dans les différents axes de ce marché en croissance rapide, elle cherche à renforcer sa Direction Technique d'Orsay (91).

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT HARD ET SOFT

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Technique, le titulaire du poste anime et supervise des ingénieurs responsables de projets matériels et logiciels. A court terme, sa confirmation dans la fonction et sa connaissance de l'entreprise lui permettent d'encadrer ses responsables par la mise en place de nouvelles équipes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole. Une expérience d'environ 10 ans dans le domaine de la micro-informatique ou des automatismes sous leurs aspects Hard et Soft lui a procuré de bonnes connaissances dans les domaines des tests, des composants, du packaging, de la technologie, de l'analyse de la valeur.

Il parle Anglais et une expérience américaine est un atout. Une RÉMUNÉRATION TRÈS ATTRACTIVE peut être proposée à un professionnel de valeur désireux de participer à un projet ambitieux.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 19993 E à:

EGOR SA

8 rue de Brest 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

egor

Société chimie fine pharmaceutique filiale d'un important groupe industriel français

(PROCHE BANLIEUE NORD PARIS)

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE SYNTHÈSE ORGANIQUE

Au sein du Département Développement, ce poste sera axé sur des mises au point et sur de l'optimisation de synthèses organiques.

Il conviendra à un jeune ingénieur E.S.P.C.I. ou E.N.S.C. justifiant d'une première expérience de synthèse au laboratoire, soit en entreprise, soit dans le cadre d'une thèse de doctorat ingénieur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. T 043.895 M, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.



EUROSOFT-SYSTEMES

- 13 ans d'expérience du conseil et service informatique,
- filiale d'un groupe aux activités diversifiées toujours centrées sur les techniques de pointe, recherche

INGENIEURS INFORMATIENS

- de formation grande école ou Bac + 3,
- débuts ou ayant plusieurs années d'expérience pour travailler dans les domaines:
 - logiciel de base et réseaux,
 - génie logiciel,
 - telecommunications,
 - informatique industrielle, temps réel,
 - réalisation de systèmes de gestion.

compétences recherchées: PDP, VAX, MINI 6, SOLAR, MITRA, MICRO 8 et 16 BITS, Grands systèmes IBM et BULL.

Vos dossiers de candidature seront étudiés par Marie-France BURQ
EUROSOFT - Service Recrutement - 38, bd Henri Sellier - 92130 SURESNES.

RECRUTEMENT - AGENT EXCLUSIF

Notre représentant sur la France va occuper un nouveau poste dans notre société. Nous recherchons UN AGENT EXCLUSIF, domicilié en France, pour la prospection et la vente de nos produits sur ce marché.

Nous avons deux ans de présence sur le marché du meuble en France, où nous avons acquis une position solide.

Notre nouvel agent devra assurer et consolider cette position en visitant la clientèle existante et potentielle, les centrales d'achat, projeter et réaliser les campagnes d'activité dans des magasins déterminés, orienter la maison sur le développement du marché ainsi que participer à l'adaptation des produits sur le marché.

La connaissance de la branche du meuble est un avantage, mais non une nécessité: notre représentant actuel pourra se charger d'une éventuelle formation nécessaire.

La connaissance d'une langue (anglais ou allemand) est exigée.

A/S Domino Møbler est le premier exportateur de meubles du Danemark. Nous exportons sur l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis. Nous pensons développer le marché en France pour qu'il devienne l'un de nos marchés principaux.

Nous assurons notre production dans notre propre usine, qui se place parmi les plus modernes de l'Europe du Nord, produisant un programme performant de tables, bureaux, éléments muraux, couchettes, salons et armoires.

Notre organisation commerciale est composée d'agents exclusifs: nous assurons le marketing de nos produits sous forme de dépliants publicitaires, catalogues, annonces, implantation de studios, publicité télévisée, films, affiches, formation des vendeurs, etc. Marketing orienté principalement sur le marché du lit.

Les interviews seront tenues en France.

SALAIRE EN FONCTION DES QUALIFICATIONS REQUISES, FIXE, FRAIS DE ROUTE REMBOURSES.

Envoyez votre candidature et C.V. à:

A/S DOMINO MØBLER, 7500 HOLSTEBRO, DANMARK.

domino
DANSKE MØBLER



Leader dans sa branche avec une forte croissance ces cinq dernières années, une création de produits importante et exportant 50 % de ses productions dans 100 pays différents,

recherche un(e)

Chef de produit junior H.F.

aimant le challenge, les produits haut de gamme et les marchés internationaux.

Vous rejoindrez une jeune équipe de marketing professionnelle basée en proche banlieue parisienne.

Votre mission, dans le cadre de notre politique de développement (plus de 50 produits nouveaux par an), sera d'assurer la coordination de la conception et du lancement de produits nouveaux tant en France qu'à l'étranger, avec les services techniques, les usines et la force de vente. Vous serez aussi responsable de la gestion d'une gamme de produits existants.

Vous aurez pratiqué un marketing de haut niveau dans une entreprise de biens de grande consommation pendant au moins 2 ans en tant qu'assistant(e) ou chef de produit, ce qui vous aura permis de démontrer votre capacité à surmonter les obstacles, votre créativité et votre ouverture d'esprit.

Vous souhaitez maintenant travailler avec une équipe qui reconnaisse vos qualités et vous offre des opportunités de développement. Votre formation est de haut niveau (HEC, ESSEC, ESCP...) et votre anglais courant.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) sous référence 1586 M à

JOURCEL

16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra.

Groupe industriel de renommée mondiale recherche pour son service brevets

INGENIEUR EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Les candidats issus d'une grande école d'ingénieurs devront justifier: d'une expérience de plusieurs années dans la fonction, d'une bonne connaissance en électronique et automatismes. Vous souhaitez intégrer un groupe dont la dimension permet les évolutions de carrière les plus diversifiées sur le plan national et international.

Merci d'adresser (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9518 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.



Filiale d'un groupe international, nous sommes le premier organisme français d'études de marché (700 personnes). Nous recherchons pour le service Organisation et Méthodes un

Ingénieur en organisation

De formation Grande Ecole, vous possédez déjà une bonne expérience de la fonction, des aptitudes au contact humain et à l'animation de groupe. Vous serez chargé de

- Définir, planifier et mettre en place les procédures liées au démarrage de nouveaux services offerts à la clientèle.
- Entretenir les relations avec les équipes de développement informatique et les utilisateurs marketing.

Une maîtrise parfaite de l'Anglais et de solides connaissances en informatique sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

René Pilloy, examinera votre candidature sous Réf. 842, A.C. Nielsen Company Ressources humaines 9 Avenue des Trois Fontaines 95000 Cergy Pontoise.

مكتبة الامم

هفتا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 janvier 1984 - Page 35

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

financial controller

BANLIEUE SUD

Filiale Française (150 pers.) d'un Groupe Américain de notoriété, nous produisons et commercialisons des produits destinés au monde chirurgical. Nous sommes en pleine expansion et exportons plus de 80 % de notre production.

Rattaché à notre Directeur Général, vous assurez la supervision des fonctions liées à votre tâche :

- comptabilité générale et analytique - reporting,
- analyse financière,
- trésorerie, banques,
- juridique, fiscal, etc.

De formation supérieure, vous avez une expérience confirmée dans un poste analogue.

Nous vous demandons d'avoir une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et de maîtriser la langue Anglaise.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence PM 34 au Conseil à qui nous avons confié cette recherche et qui traitera les dossiers confidentiellement.

COCEPLAN

Tour de Lyon
185, rue de Bercy
75012 PARIS

ingénieurs commerciaux

PARIS, LYON, CLERMONT-FERRAND

Notre entreprise commercialise des produits et des systèmes de pointe liés à

ELECTRONIQUE et INFORMATIQUE.

Filiale d'une multinationale américaine de grande et bonne renommée au Chiffre d'Affaires de + de 10 milliards de

Dollars, nous comptons une soixantaine de personnes pour 70 millions de Francs de C.A.

Pour étoffer son équipe notre Directeur Commercial recherche des Ingénieurs Commerciaux pour Paris, Lyon et

Clermont-Ferrand.

Nous vous demandons d'avoir la négociation à haut niveau. Si vous réussissez, nous vous assurons un salaire élevé,

une fonction autonome et responsable.

Si vous avez une première expérience dans un domaine proche des arts graphiques, de la photocomposition ou de la

radio-informatique ce sera certainement un plus. L'Anglais parlé est souhaité. Un véhicule de fonction vous est fourni.

Merci d'adresser C.V., prétentions en précisant l'affectation souhaitée à notre Conseil, sous référence

AL 42, qui étudiera votre dossier confidentiellement.

COCEPLAN

Tour de Lyon
185, rue de Bercy
75012 PARIS

Importante banque nationale à vocation d'affaires

recherche plusieurs

EXPLOITANTS

HEC, ESSEC, SCIENCES PO...

Vous êtes des «Battants» avec un sens commercial développé.

Vous avez acquis une expérience de 4 ou 5 ans dans les services d'exploitation bancaire, clientèle entreprise.

Vous parlez l'anglais couramment.

Venez nous rejoindre et participer au développement de notre clientèle commerciale et industrielle.

Adresser lettre manuscrite,
Curriculum Vitae, photo et prétentions
sous réf. 85911 à notre conseil

Patrick Bruneteau
PUB INTERNATIONAL MANAGEMENT
8, rue Georges Villé
75116 PARIS

ARCOREM 100

Informatique personnelle vers un nouveau "support"

Hewlett-Packard France, 3^{ème} exportateur français d'informatique, 2,4 milliards de F. de C.A. en 1983, 2.400 personnes, s'oriente résolument vers le développement des ordinateurs personnels.

Le H.P. 150 à écran tactile sera le fer de lance de cette nouvelle stratégie. La qualité du conseil technique sera décisive pour l'avenir de ce secteur.

C'est pourquoi, nous recherchons actuellement des

Ingénieurs informaticiens

Département logiciel

Diplômés d'une école d'ingénieurs ou de l'enseignement supérieur en informatique, vous justifiez d'une première expérience en micro-informatique et maîtrisez l'«Assembleur». Vous serez l'interlocuteur privilégié de nos clients au niveau du conseil avant vente, de la formation, sous forme de séminaires personnalisés, et de l'assistance technique après-vente.

Pour ces postes, une formation très complète favorisera votre intégration. Par la suite, la dimension internationale et la souplesse des structures Hewlett-Packard vous offriront des possibilités d'évolution tant dans le domaine technique que commercial.

Postes basés à Evry, Anglais indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. SE 12 IM à Didier Gabin, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac,

91040 Evry Cedex.

**HEWLETT
PACKARD**

media-system

Société Holding d'un important Groupe de négoce international à Paris recherche pour son nouveau département d'assistance et d'inspection de ses filiales

Jeunes collaborateurs HF

ayant une bonne formation comptable (DECS), 2 à 3 ans d'expérience, une bonne connaissance de l'anglais. Déplacements à prévoir.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 9551 (mentionnée sur l'enveloppe), à Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Société d'informatique en forte croissance recherche pour le développement de ses

SYSTÈMES DISTRIMATIQUE

sur INTERTECHNIQUE 500-5000

destinés aux P.M.E. de distribution

CHEFS DE PROJETS

expérimentés en informatique de gestion
réassurance, motivation.

AGENCE PARISIENNE D'INFORMATIQUE
1, rue de Bercy - 75012 Paris.

ORGANISME DE COOPERATION INDUSTRIELLE

recherche

2 Consultants pour Paris

Mission :

- Recherche de Moyennes Industries Françaises intéressées par une coopération avec des homologues Coréennes et Mexicaines.
- Etude de faisabilité de joint ventures entre ces sociétés.

Profil :

- Grande expérience des Moyennes Industries et de leur gestion, en qualité de dirigeant, cadre ou consultant.
- Habitude des contacts avec organismes liés à la promotion industrielle.
- Minimum 30 ans.

Pour la Corée :

- Diplôme d'ingénieur.
- Anglais courant.

Réf. 131

Pour le Mexique :

- Formation supérieure ingénieur ou économiste.
- Espagnol courant.

Réf. 132

Rémunération : 200.000 F/an +.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence du poste à C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenvyn

LEVY TOURNEY

ENERTEC

recherche pour son département Audio Professionnel basé à Vélizy

Responsable marketing

Au sein de notre département audio-professionnel

qui étudie, réalise et commercialise des produits et

des systèmes d'enregistrement et de traitement du

son, le responsable marketing a un rôle essentiel.

A court terme, il développe notre connaissance des

marchés français et étrangers, des prix de la concurrence, il est responsable de la publicité et des expositions.

A moyen et long terme, il aide à la définition des

produits futurs (technique numérique et à l'orientation

du département, particulièrement à l'exportation.

Nos produits (magnétophones, consoles de mixage,

grilles de commutation, etc.) s'adressent à des

professionnels de chaînes de radio-télévision et aux

industries ou organismes faisant appel à ces techniques.

La personne que nous recherchons est diplômée en

électronique, à une expérience commerciale ou

marketing d'au moins 5 ans. Un sens aigu des relations

lui permet d'être efficace aussi bien avec des clients

dirigeants de haut niveau que dans ses contacts avec les

différents services du département.

Il parle couramment l'anglais et des déplacements à

l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre CV et prétentions à

B. Daumais, Service du Personnel, Enertec, 1 rue

Nieuport, 78140 Vélizy Villacoublay (réf. S 344).

**ENERTEC
Schlumberger**

ENERTEC

recherche pour son établissement de Vélizy

Ingénieur technico-commercial

Vous aurez à vendre des produits hautement techniques, dans le domaine de la mesure des rayonnements nucléaires.

Pour cela, vous devez prospecter une clientèle de scientifiques et d'industriels.

Nous recherchons un jeune ingénieur, de formation électronique,

débutant ou ayant une première expérience, et ouvert aux phénomènes

physiques. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Les personnes intéressées doivent adresser leur C.V. sous la référence

S339 au Service du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy.

**ENERTEC
Schlumberger**

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

recherche

UN ASSISTANT SYSTÈME

DE FORMATION MAÎTRISE en

INGÉNIEUR OPÉRATIONNEL sur DPS 7.

Il assistera le responsable système

dans toutes ses tâches. Une extension

de ses responsabilités aux matériels VAX

et DPS 8 est envisagée ultérieurement.

UN TECHNICIEN RÉSEAU

Il assurera la surveillance et le dépannage de

tous les éléments du réseau (modem, liaisons,

terminaux) ainsi que les contacts utilisateurs

et fournisseurs.

Adresser lettre de candidature avec curriculum vitae et prétentions à C.C.I.P., Sous-Direction Informatique, 7, rue Balzac, 75008 Paris.

Notre Direction Recherche et Technologie recrute un

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Il sera chargé de l'évaluation et la qualification de composants discrets en liaison avec les fournisseurs, les Achats et les services techniques Etude et Fabrication.

Le poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles ou Universités), débutant ou ayant une première expérience.

Anglais apprécié.

Lieu de travail : les Clayes sous Bois (78).

Déplacements occasionnels en France.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en

précisant la référence 403 M à

Véronique Bourlet

Cit Honeywell Bull

PC 0G021C

94, avenue Gambetta

75990 PARIS CEDEX 20

Bull



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

E.P.S. développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Pour renforcer nos Services Financiers nous recherchons un

Cadre Financier, jeune mais de haut niveau

Formation Expert-comptable
ou équivalence étrangère (CA, ACMA, ACCA,...)
+ 4 années d'expérience en milieu industriel et cabinet d'audit.

Il dépendra directement du Contrôleur de Gestion et aura immédiatement la responsabilité du reporting mensuel, du contrôle budgétaire et de l'audit interne des procédures financières et opérationnelles. Ce poste nécessite une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et une pratique courante de la langue anglaise. La réussite dans ce premier poste ouvre des perspectives d'évolution de carrière rapide au sein du Groupe Schlumberger en France et à l'étranger. Rémunération motivante. Votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé est à adresser à Etudes et Productions Schlumberger - 26, rue de la Cavée - 92140 CLAMART.

Schlumberger

Contrôler, dans une petite équipe qui fonce. 180 000F

Filière électronique d'un groupe multinational aux activités diversifiées, cette société importe et distribue des périphériques d'ordinateurs. Un marché porteur, s'ajoutant aux performances des produits et au dynamisme de l'équipe française, résultat : un CA en fulgurante expansion, quadruplé en 3 ans. Au total, 100 millions de francs, avec un effectif de 50 personnes.

Cette croissance, il faut la maîtriser. Les structures de la DAF doivent s'étoffer. Ce poste, c'est peut-être vous qui allez le créer, à vos mesures. Première phase : vous prenez en charge le reporting interne et les rapports avec les autres filiales européennes. Vos connaissances linguistiques ne vont pas se rouiller... A vous les rapports, contacts téléphoniques, télex... en anglais et, si possible, en allemand. Après quelques mois, ayant bien intégré toutes les données, vous vous penchez sur l'informatisation du système. APPLE ou IBM PC ? Vous serez le maître-d'œuvre. Ce « gros morceau » avalé, il sera temps d'élargir votre champ d'activités en prenant la supervision de la comptabilité.

De quoi séduire un(e) jeune ESC, EAP, EBS... ou maîtrise de gestion, ayant vécu une première expérience de 3/5 ans en cabinet d'audit ou en entreprise, familiarisé avec les techniques de reporting. Merci d'écire sous référence 112 516 M aux consultants du cabinet Sirca en charge de cette recherche. Joindre CV et photo. Localisation du poste : toute proche banlieue ouest.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DU SYNTIC

Notre groupe holding a son siège à Paris ; ses filiales, très diverses, exploitent hors de France, notamment en Afrique francophone et anglophone. Nous recherchons Hommes ou Femmes qui seraient intéressés par un des postes suivants :

CHEF COMPTABLE AVEC FONCTIONS D'AUDIT

titulaire du DECS complet, ayant une expérience d'au moins 10 années en comptabilité et/ou contrôle de gestion, il devra s'intégrer à l'équipe existante des services comptables et de l'audit interne.

Résidence à Paris avec missions Outre-Mer d'audit ou d'intérim de plus ou moins longue durée. Anglais apprécié.

Possibilité d'évolution rapide au sein du groupe.

(Réf. 1493)

ATTACHE DE DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

de formation ESSEC - ESCP, âgé de 28 ans minimum, ayant une pratique d'au moins 5 ans des procédures administratives d'un siège social et des tâches d'un secrétaire général.

Une expérience dans un établissement financier et de bonnes connaissances en gestion de trésorerie et service des titres seront appréciées.

Résidence à Paris.

(Réf. 1494)

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions en précisant la référence à notre conseil CEPIAD 135, av. de Wagram - 75017 Paris

Ordina

Ingénieurs Informaticiens, Analystes-Programmeurs

Ordina et l'informatique bancaire :
tout un programme ...

Une référence qui s'est établie au fil des années sur l'efficacité et le sérieux, mais aussi sur la multiplicité de ses réseaux (économie et finances, distribution, industrie, scientifique). Aujourd'hui, nous recherchons de nouvelles compétences, diplômées de l'enseignement supérieur, pour participer à nos activités dans l'informatique bancaire et financière. Des techniciens comme vous, qui avez déjà une bonne base technique et quelques années d'expérience, qui ne demandent qu'à s'enrichir au sein de nos équipes. Egalement d'esprits comme le vôtre qui veulent mettre à profit leurs connaissances dans un environnement stimulant et formateur.

Robert ARTHUR souhaite vous rencontrer pour parler avenir dans l'informatique avec ORDINA.

Ordina 10, rue Anber 75009 PARIS 266.67.88

Ingénieur, donnez la dimension d'une multinationale à vos compétences en ressources humaines.

Au sein d'un important groupe multinational, notre entreprise conçoit et réalise des équipements très évolués dans un domaine industriel de technologie avancée. Pour notre CENTRE D'ETUDES, nous recherchons un

Chef de personnel

Ayant une première expérience dans la fonction personnel, il sera responsable de la gestion du personnel (courante et prévisionnelle) d'un centre d'études de 300 personnes (dont 150 ingénieurs). Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La réussite dans ce poste lui permettra d'évoluer rapidement au sein de notre groupe tant en France qu'à l'étranger. Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 3527, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

media-system

Un des premiers groupes d'assurances propose un poste de

GERANT d'immeubles de placement

Au sein de la Direction des Services Immobiliers, il assurera la gestion complète d'immeubles qui lui seront confiés. Sa responsabilité portera sur le suivi des contrats locataires (commerciaux et bourgeois) et les relations avec nos fournisseurs, que sur le contrôle de l'activité des prestataires extérieurs, l'état du patrimoine et les comptes d'exploitation. Quelques déplacements de courte durée sont à prévoir, pour ce poste basé à Paris. Une expérience minimum de 5 ans auprès d'un administrateur de biens ou un investisseur institutionnel est nécessaire pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 85300 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui n.

Le Crédit Coopératif

recherche **HF** dans le cadre de son développement, pour son Siège situé à NANTERRE

des chargés (es) d'engagements CONFIRMES (ES)

Les candidats(es) retenus(es) auront :
- une formation supérieure économique (maîtrise de gestion, Ecole Supérieure de Commerce, ITB, ou CESB)
- une expérience bancaire de 5 à 10 ans.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 3619 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Dans le cadre du développement de son réseau

Le Crédit Coopératif

recherche pour l'une de ses Agences Parisiennes

l'adjoint à son directeur régional **HF**

La candidat retenu aura une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, maîtrise de gestion, ITB, ou CESB) et une expérience de 5 à 10 ans dans les domaines suivants :
- action commerciale
- études de crédit
- animation d'une agence.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3618 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

CERG

SOCIETE DE SERVICE
ET D'INGENIERIE
INFORMATIQUE

en croissance de 30% par an et filiale d'un groupe important, crée la fonction de

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Nous recherchons un diplômé ESC ou équivalent, ayant une première expérience du poste (débutant accepté).

Sous la responsabilité du Directeur Financier, il sera chargé du contrôle budgétaire et de la mise en place de la comptabilité analytique.

Poste évolutif au sein d'un groupe performant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel CERG 4, av. Laurent Cely 92606 Asnières.

UN GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour l'un de ses départements.

UN INGENIEUR INFORMATICIEN Paris

Rattaché directement au Directeur Financier de ce département, il animera la cellule informatique composée de 7 personnes.

Outre les fonctions classiques de responsable d'un tel service, il sera amené à réfléchir sur la mise en place de nouveaux systèmes, au choix éventuel du matériel et peu à peu pourrait acquiescer son indépendance par rapport au Groupe.

Le candidat retenu, de formation supérieure scientifique, aura au moins cinq ans d'expérience de Chef de Projet ou de Chef de Service d'une petite unité. Sa disponibilité d'esprit, son aptitude au dialogue, son pragmatisme, son autorité naturelle lui permettront de s'imposer rapidement et efficacement.

Merci d'adresser sous réf. 343 M à A.L. CONSEIL 102, Bd Malesherbes 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

A.L. conseil

مكتبة الامم المتحدة

هنا من الاميل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



CHARBONNAGES DE FRANCE

Dans le cadre de son activité d'industrialisation des régions minières, le Groupe Charbonnages de France recherche un

CHARGE D'AFFAIRES

FONCTION

- Prospecter les industriels (ou créateurs d'entreprises) susceptibles de s'implanter ou de développer leurs activités dans les régions minières.
- Etudier les dossiers afin de déterminer le bien-fondé d'une intervention financière temporaire du Groupe Charbonnages de France par le canal de sa filiale financière SOFREM.
- Conseiller l'entreprise jusqu'au retrait des fonds engagés afin de consolider et de développer l'emploi de manière compatible avec une saine gestion.

PROFIL

- Origine : Ecole d'ingénieurs ou de Commerce.
- Solides notions de gestion d'entreprise et d'analyses financières.
- Seraient appréciées une bonne connaissance des P.M.I. acquise dans un poste de direction de l'une d'entre elles ainsi que l'habitude des contacts avec l'administration et les organismes bancaires.
- Alternant indispensable - Anglais souhaités.
- Age minimum : 30 ans.

LIEU DE TRAVAIL

- Poste à pourvoir à Paris.

Ecrire sous référence 3.950 M à M. Jean DUPUIS - Service de Gestion des Cadres Supérieurs - CHARBONNAGES DE FRANCE, BP 398 08, 75360 PARIS CEDEX 08.

Contrôle Bailey

GRUPE CBEE ALSTHOM

recherche :

pour son DEPARTEMENT COMMERCIAL N° 60751

JEUNES INGENIEURS DE HAUTE TECHNICITE

ES, CENTRALE DE LYON, ESCE

Ayant si possible première expérience en automatique et/ou thermique. Langue anglaise, lue, écrite, parlée indispensable. 2ème langue appréciée.

Envoyer CV et prétentions à CONTRÔLE BAILEY, Service du Personnel 3, avenue Newton 92142 CLAMART CEDEX



Société Financière Européenne (Groupe SIF)

recherche plusieurs candidats désirant poursuivre ou développer leur carrière dans le domaine de la

BANQUE INTERNATIONALE

Les candidats, âgés de préférence de 24 à 30 ans, devraient idéalement posséder les qualifications suivantes :

- Diplôme universitaire français et/ou étranger en administration des affaires ou en économie ; ou diplôme MBA ou équivalent.
- Connaissances approfondies en finance, analyse financière et/ou analyse du risque pays.

- La pratique courante de l'anglais est indispensable. En outre, de solides connaissances dans une autre langue (allemand, espagnol ou italien) seraient particulièrement appréciées.

Une expérience de plusieurs années dans le Département International d'une banque n'est pas une condition impérative mais serait considérée comme un plus.

Lieu de travail : Paris ou Londres.

Envoyer CV et prétentions qui seront traités confidentiellement à :

M. J. Lhopiteau, Directeur du Personnel
Banque de la Société Financière Européenne
20, rue de la Paix - 75002 Paris

Jeune Chef des Ventes

HEC - ESSEC - ESC

250.000+

L'homme que nous recherchons n'est pas seulement compétent. Il a le profond désir de faire partie d'une équipe dirigeante soudée et résolue à jouer l'expansion quelle que soit la météo extérieure. Participant à l'élaboration de la politique de distribution, à la stratégie des ventes et à la détermination des objectifs, il se sent pleinement responsable de leur réalisation. Dans ce cadre, il sait choisir et animer les hommes (Directeurs Régionaux et attachés commerciaux). Il sait faire appliquer le plan Marketing annuel, gérer ses budgets, assurer personnellement un dialogue permanent avec les clients les plus importants, enfin, il sait contrôler et analyser les résultats. C'est un interlocuteur de choix dont les propositions constructives dans tous les domaines de son activité concourent au développement de notre entreprise. Celle-ci, filiale d'un groupe français exportant dans le monde entier, distribue en France des produits alimentaires. Une récente diversification et la recherche constante d'ouvertures justifient le choix d'un candidat ambitieux. Pour ce poste basé à Paris, une voiture de fonction et une prime sur objectifs sont prévues. Ordon vous ramener de lui adresser sous réf. 401269 M votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) et vous garantissant une totale discrétion (préciser les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit divulgué).

35, rue du Rocher 75008 Paris



Thomson et l'entreprise

Société importante avec une informatique développée

- 3 ordinateurs interconnectés
- un réseau informatique de 400 terminaux
- un réseau bureautique de 150 terminaux recherche

Chef de projets confirmé

Formation Ingénieur, plusieurs années d'expérience dans la conduite de projets importants, connaissant les techniques temps réel et les bases de données. Anglais indispensable.

Analyste système confirmé

Ingénieur ayant 2 à 5 ans d'expérience des systèmes IBM et une bonne connaissance des réseaux. Il assurera au sein d'une équipe la mise en œuvre et l'optimisation des logiciels de base (MVS, VM, VSPC, CICS, DLI, APL) et développera l'assistance technique à nos Services Etudes et Exploitation.

Lieu de travail : LA DEFENSE

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prêt, sous réf. 85839 à COMTESSÉ PUBLICTE - 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Informaticien confirmé, propulsez-vous au sommet informatique

De Formation Supérieure Scientifique, vous avez une expérience de 1 à 3 ans sur gros systèmes IBM ou BULL en informatique de gestion, et vous êtes familiarisés avec le Temps Réel, les Bases de données, le Télétraitement...

SG2, premier groupe européen de Conseil et de Réalisation Informatique avec 4000 personnes et 21 filiales étrangères, vous permet de vous propulser au sommet informatique grâce à la diversité de ses projets et donc des moyens utilisés. Vous développerez ainsi vos compétences dans les domaines aussi variés que :

Plan Informatique - Méthodologie de conception et de conduite de projets - Architecture de systèmes - Génie logiciel - Conception et utilisation de réseaux - Bases de données réparties - XAO - Monétique.

Vous bénéficierez chez nous de structures souples, favorisant réellement les initiatives, permettant l'enrichissement intellectuel de chacun et l'apport volontaire de tous au sein d'une équipe.

Ambitieux d'aujourd'hui qui voulez être le premier demain, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous référence 3 M à

GRUPE



Service Recrutement Technique
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.



PROCTER & GAMBLE FRANCE

(Ariel, Mr. Propre, Vizir, Camay, Pampers...)

JEUNES DIPLOMES

Grandes Ecoles (Ingénieurs ou Commerciaux) ou Universitaires attirés par

l'INFORMATIQUE

Vous utiliserez des ordinateurs de technologie nouvelle (IBM 4381, Philips P 7000, WANG,...) et des outils performants d'analyse et de programmation (Mentis, Maestro, Ramis,...).

Les champs d'application, dans un cadre européen (équipe de travail multinationale), sont nombreux : la gestion, bien sûr, mais aussi le marketing, la production et la bureautique, dans un contexte d'Info Centre.

Vous aurez à développer des projets, à améliorer des systèmes, à contrôler les coûts. Vous participerez, au sein d'une équipe jeune, à la formation des futurs utilisateurs. Vous êtes d'esprit logique et créatif, de bon contact et disposant d'un sens aigu de l'organisation.

Votre salaire sera compétitif et la possibilité de promotion interne effective.

Si cette perspective de carrière vous intéresse, adressez votre candidature et CV à M. E. Letessier PROCTER & GAMBLE FRANCE - 96, avenue Charles de Gaulle - 92201 NEUILLY S/SEINE Cedex.

E.P. SCHLUMBERGER

Etudier des sondes pour l'exploration pétrolière...

La Société Etudes et Productions Schlumberger accroît l'efficacité de la recherche pétrolière par la conception, le développement et la production de nouveaux systèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures. Le département Etudes Mécanique perçoit à la conception et à la mise au point d'instruments de mesures faisant appel aux techniques les plus avancées et utilisées dans des conditions d'environnement particulièrement sévères. Il recherche plusieurs

Ingénieurs mécaniciens

Grande Ecole

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire (Géophysiciens, Informaticiens et Electroniciens), ils conçoivent, développent et testent les prototypes.

Pour atteindre leurs objectifs, ils disposent d'importants moyens d'études et d'expérimentation (en matériel CAO par exemple) et sont amenés à tester les prototypes sur les sites d'exploitation, notamment à l'étranger.

Une expérience de quelques années et une pratique courante de l'anglais, vous permettront de réussir dans ce poste et de vous ouvrir de larges perspectives de carrière dans le GROUPE SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel, EP Schlumberger, 26 rue de la Cavée, 92140 Clamart.

Schlumberger

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Notre société spécialisée dans 2 secteurs de pointe :
Bureautique et Informatique distribuée
poursuit son expansion.
Dans ce cadre elle recherche des

Ingénieurs d'études en micrologiciel

Au sein d'une petite équipe projet, ils auront l'entière responsabilité de l'étude qui leur sera confiée tant sur les plans technique que budgétaire, c'est à dire :

- l'élaboration du cahier des charges
- l'étude d'un projet sur le plan micrologiciel
- essais sur le matériel
- l'intégration sur l'ensemble du système comprenant plusieurs projets.

Une expérience de 5 ans d'études en micrologiciel sur des matériels électroniques construits autour de microprocesseurs 16 et 32 bits demandée.
Des opportunités de carrière sont offertes à des candidats désireux d'évoluer dans un contexte technique de pointe.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) s/réf. 161/1 à Michèle Corbinière - BULL TRANSAC BP 92 - 91301 MASSY.

Bull Transac

PARIS SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Spécialiste du droit bancaire

L'évolution actuelle de l'activité bancaire, tant au plan national qu'international, fait surgir des problèmes complexes nécessitant des approches originales.

Ce poste implique :

- de concevoir des solutions juridiques à des questions importantes, nouvelles et diversifiées ;
- de travailler en équipe dans le cadre d'un service spécialisé ;
- d'avoir des relations suivies avec les différentes Directions de l'établissement, les organismes professionnels et, le cas échéant, les entreprises.

Il convient à un (e) candidat (e) de formation supérieure en droit privé, disposant d'une grande maîtrise du droit bancaire acquis, si possible, dans une banque ou un établissement financier.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. 321 JB à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

ORGANISATEUR

Débutant ou possédant une courte première expérience en organisation informatique, vous êtes diplômé d'une grande école scientifique ou de gestion

VOTRE PROJET PROFESSIONNEL :

- prendre la responsabilité de projets organisation importants dans un environnement informatique évolué.
- Développer et valoriser votre potentiel à travers une carrière mobile.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe Organisation :

en collaboration avec l'informatique et les unités opérationnelles, vous assurerez la réalisation des études d'opportunité et de rentabilité des projets inscrits au schéma directeur. Vous participerez à la conception et à la mise en place des projets, établirez le bilan de réalisation et le suivi après démarrage.

Vous contribuerez, de façon permanente à l'amélioration de la qualité des résultats de l'entreprise.

NOTRE CARTE DE VISITE :

Premier Groupe Privé d'Assurances - C.A. 6 Milliards de F. - plus de 6.000 collaborateurs.

Principales activités : assurance, épargne, assistance, prévention.

Implantation internationale.

Ecrire avec C.V. + photo et prétentions à J.P. BURTH - Service Recrutement GROUPE DROUOT - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROY

GROUPE DROUOT
assurances

Ingénieur débutant grandes écoles

Devenez assistant contrôleur de gestion

Vous êtes jeune diplômé d'une grande école d'ingénieur de type Centrale, Mines. Vous souhaitez maintenant mettre en pratique les connaissances que vous avez acquises tant dans le domaine technique que financier.

CECA S.A., filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, vous propose de devenir assistant contrôleur de gestion.

Votre mission consistera à effectuer le contrôle de certaines de nos usines.

Nous vous offrons le renom de notre société dont l'activité s'exerce dans le domaine de la chimie de spécialités. Largement représentée par nos filiales à l'étranger, nous réalisons aujourd'hui plus de 85 % de notre C.A. à l'étranger.

Nous vous proposons de nous rejoindre à notre siège social à Velizy (78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. M/16 à CECA S.A. - 11, avenue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.

CECA S.A.

CONCEVOIR ET COORDONNER...

La BANQUE POPULAIRE située à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, renforce son équipe ORGANISATION rattachée au Service PRODUCTION INFORMATIQUE par deux jeunes

ORGANISATEURS-CONCEPTEURS

Chargés de concevoir tous les projets de développement, ils en coordonneront la réalisation. Pour cela, ils devront :

- susciter la collaboration des services concernés,
- collecter les besoins et les informations
- favoriser les échanges d'idées entre utilisateurs et réalisateurs.

Veiller à la fiabilité et à la cohérence des choix retenus, ainsi qu'à leur mise en place sera leur principal objectif.

Si vous avez acquis une expérience d'environ 4 ans dans une société de services ou dans une banque, si vous êtes attiré par la responsabilité qu'implique la conduite de projets, adressez votre dossier de candidature sous réf. 80659 M

UNILOG Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique.

Dans le cadre du développement de ses activités,
UN ORGANISME PROFESSIONNEL
recherche

UN INGENIEUR PREVENTION

réf. 349 M

Il sera chargé de définir les spécifications et les conditions de mise en œuvre des nouveaux matériels de prévention, à partir d'informations recueillies auprès des utilisateurs, des installateurs et également à partir des résultats des laboratoires et de recherches bibliographiques.

Il défendra ses projets auprès des instances de la profession et sera le support technique des inspecteurs chargés du contrôle des installations.

De formation Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, débutant ou ayant acquis une première expérience industrielle, le candidat restera posséder de bonnes qualités d'études et un esprit de synthèse développé.

La pratique de l'anglais est indispensable.

UN INGENIEUR CERTIFICATION

réf. 350 M

Il devra coordonner et mener à bien les demandes de certification concernant les différents matériels de prévention et de sécurité. Il sera l'interlocuteur privilégié des fabricants et animera les commissions pluridisciplinaires.

De formation Ingénieur grande école, le candidat restera pour justifier d'une expérience industrielle réussie et présentera de sérieuses qualités humaines.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Pour ces deux postes, merci d'écrire en précisant la référence à A.L. CONSEIL, 102 Bd Malherbes - 75017 - PARIS qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE
Industriel de l'informatisation, au premier rang pour la production des PROGICIELS et le taux de développement (30% par an), vous offre le

CHOIX INFORMATIQUE

- une FORMATION aux techniques avancées de l'informatique, propre à développer vos compétences,
- un MÉTIER au sein d'équipes soudées où votre autonomie sera sollicitée et encouragée,
- une CARRIÈRE, dans des disciplines diversifiées : conseil, ingénierie de systèmes, développement de progiciels,...

CGI est implantée dans plusieurs régions : Paris, Nord-Picardie, Ouest-Atlantique, Rhône-Alpes, Midi-Méditerranée.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. D.J.U-01 à D. JAMET - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

UNE FORMATION • UN MÉTIER • UNE CARRIÈRE

APPLICATION POLYMERES

Filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, la Société Française HOECHST réalise un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de Francs, dont un tiers à l'exportation.

Employant plus de 2000 personnes, elle dispose en France de 4 usines et d'un Centre de Recherches et d'Applications où elle développe sa propre chimie. C'est pour cet établissement situé à Stains (93) qu'elle recherche

UN INGENIEUR CHIMISTE

pour la développement et l'appui technique en clientèle d'une gamme de DISPERSIONS, utilisée dans la peinture, le bâtiment et les adhésifs.

Ce poste conviendrait à un jeune Ingénieur, débutant ou ayant une première expérience dans les polymères et parlant impérativement l'allemand.

Adressez C.V. et prétentions s/réf. 869 Département des Ressources Humaines
SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel - Cédex 03
92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

Pour son SECRETARIAT GENERAL une importante Caisse de Retraite située à Paris cherche

jeune sciences-po sciences-éco

ayant deux à trois ans d'expérience dans un secrétariat général. La candidature d'un débutant, s'il a une personnalité bien affirmée, peut être envisagée.

Il sera plus particulièrement chargé de :

- la préparation et du suivi des réunions de conseils d'administrations ;
- l'information interne ;

mais devra également être en mesure d'assurer des missions très variées.

Ce poste, proche de la Direction et très formateur, nécessite des qualités rédactionnelles, une capacité d'adaptation rapide, un bon contact à tous niveaux.

Merci d'adresser rapidement sous réf. AM/8404 : lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à notre conseil :

128 Bd Haussmann
75008 Paris

STANDARDATA

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

La chambre de commerce et d'industrie de Paris

recherche pour
SES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Grande École de Gestion ou équivalent
(Poste à pourvoir rapidement)

Envoyer lettre de candidature et C.V. à : C.C.I.P.
Direction de Personnel et des Relations Sociales
8, rue Chateaubriand - 75008 PARIS

Le bras droit de notre chef du personnel...

pour une importante société située à Paris.

Concrètement vous serez responsable de la paie de nos 850 collaborateurs, de suivre l'évolution et de mesurer l'incidence de la législation sociale, de réaliser les déclarations et bilans sociaux et fiscaux.

Mais vos attributions vont aussi jusqu'aux statistiques et à l'informatique dont vous suivrez le démarrage de notre nouveau logiciel que vous aurez d'ailleurs à faire évoluer.

La trentaine avec 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire, la capacité et le goût d'animer une petite équipe, des études supérieures qui ont musclé votre esprit... vous êtes l'homme de la situation. Écrivez-nous :

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 6871M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Membre de Syntec

هتدا من الامل

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 17 janvier 1984 - Page 39

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Adjoint au Directeur des financements HF

de notre Groupe International, leader sur son marché, le candidat que nous recherchons prendra en charge le SERVICE BANQUE.

En relation fonctionnelle avec les services comptables, il sera responsable :

- des problèmes de trésorerie à court terme,
- des prévisions de trésorerie,
- du contrôle des encours de mobilisations, des frais financiers.

De formation supérieure, (Sciences Eco, Essec option finances-comptabilité) il aura une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans une entreprise anglo-saxonne.

Une expérience en gestion de trésorerie serait appréciée. L'anglais est souhaité.

Ce poste, basé à Beauvais (60) s'adresse à un candidat de valeur. Il pourra à terme, évoluer vers la direction de ce département.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions) sous référence 3491 LM à nos collègues - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.



L.E.R.S

2 informaticiens scientifiques

La Société de Recherche du groupe SYNTELABO recense pour son département de Recherche Clinique 2 informaticiens scientifiques

L'un, responsable d'un HP 1000 gérant en temps réel l'acquisition de données provenant d'appareils de mesure (HPLC, GC, etc.), devra développer les logiciels scientifiques et graphiques d'exploitation de ces données et prendre en charge :

- aussi bien l'entretien des programmes scientifiques existants,
- que la mise en place d'un système de télécommunications entre le HP 1000 et d'autres ordinateurs.

Lieu de travail : Meudon et Paris.

L'autre responsable de la bureautique et des télécommunications au sein du département devra prendre en charge :

- ou niveau traitement de textes : formation et assistance aux utilisateurs, échange de textes entre HP/WANG et SIRIUS.

• ou niveau graphisme : maîtrise de tous les outils graphiques utilisés pour la mise en forme des documents et assistance à leurs utilisateurs.

- ou niveau télécom : gestion des échanges entre différents HP 3000, VAX, PDP 11, PRIME, IBM.

• Il aura en outre à maintenir et à créer diverses bases de données concernant l'activité du département. Lieu de travail : Paris.

Sur ces bases, l'un et l'autre candidats devront :

- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures,
- être familier avec les mini-ordinateurs (HP 1000/HP 3000),
- avoir une bonne connaissance des problèmes relatifs aux bases de données et à leur gestion,
- avoir une expérience professionnelle.

Envoyer CV avec photo et prétentions à LERS, Département Administratif et Technique, 58-60 rue de la Glacière 75013 Paris.



Notre vocation : la bureautique et l'informatique distribuée sur les marchés nationaux et internationaux : les stations multi-fonctions, les systèmes bureautiques interconnectés : des produits sophistiqués qui nous permettent d'appréhender ce marché.

Ingénieurs support

Leur mission :

- introduction des produits dans le réseau,
- organisation des phases pilotes,
- support opérationnel dans la vie courante du produit.

Assurant un dialogue permanent entre BULL, TRANSAC et le réseau,

- ils auront à intervenir sur des produits de technologie avancée et leurs logiciels associés : systèmes d'exploitation, systèmes transactionnels et traitement de textes, logiciels de communication et de réseaux locaux, micro logiciels, diagnostic.

Ces postes réclament une technologie pointue : nous demandons à nos ingénieurs 2 à 3 ans d'expérience dans la mise en œuvre de logiciels, ou la capacité de programmer en langage de développement sur microprocesseur INTEL.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 161/4 à : Michèle Corbinaud - BULL TRANSAC - BP 92 91301 MASSY.



JEUNES INGÉNIEURS VENEZ FAIRE VOS PREMIERS PAS PROFESSIONNELS DANS L'INFORMATIQUE.

Entrer dans notre Entreprise, c'est bénéficier pour vos débuts des atouts d'un des plus grands groupes industriels français, intervenant dans des secteurs très diversifiés (chimie, pharmacie, etc.).

Vous êtes jeune Diplômé ou fraîchement expérimenté, passionné d'informatique mais soucieux de trouver un terrain d'action formateur, préparant votre devenir professionnel.

Des opportunités vous sont ouvertes au sein de la Société Informatique de notre groupe, dans son Département Études. Lieu de travail : proche banlieue ouest de PARIS.

Si vous souhaitez faire vos premiers pas professionnels dans l'informatique chez un grand utilisateur, adressez dès aujourd'hui un dossier complet de candidature, détaillant vos motivations, sous référence 520/M à notre conseil : ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY.



CAISSE NATIONALE DE CREDITAGRICOLE

recherche pour son Département de Développement International

un (e) assistant (e) de zone Europe Centre (R.F.A., Suisse, Bénélux)

- Les candidats devront justifier :
- d'un niveau d'études supérieures,
- d'une bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais,
- d'une première expérience bancaire de 2 à 3 ans, en matière de suivi de clientèle, sociétés si possible.

D'un bon sens du contact.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence S.D. 01 à : CNA - Gestion des Personnes - 75710 Paris 18ème.

Importante société d'ingénierie (La Défense) recherche pour son service informatique scientifique :

CDC - CRAY

Ingénieurs systèmes

- 2 à 3 ans d'expérience souhaitée sur matériel similaire,
- ingénieur ou maîtrise informatique option système,
- anglais indispensable.

Ils auront pour mission, au niveau des systèmes d'exploitation, d'apporter les modifications nécessitées par l'intégration de nouveaux matériels. Après une formation système, ils pourront s'orienter vers la micro-informatique et les télécommunications (gestion de réseaux) ou s'occuper des systèmes d'exploitation.

Merci d'adresser CV, photo + prétentions, sous réf. 3503 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

DISCO, groupe national de distribution : CA 83 consolidé : 5 milliards, recherche :

Contrôleur de Gestion

En collaboration avec le responsable de l'activité Grand Public (CA 83 : 3 milliards), sa mission recouvrira les responsabilités classiques de la fonction : contrôle du budget, comptabilité analytique, suivi du tableau de bord et amélioration des outils de gestion. Le collaborateur que nous souhaitons recruter sera diplômé de l'enseignement supérieur et aura au minimum 3 ans d'expérience.

Poste basé au siège à ORLY.

Déplacements fréquents de courte durée à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Christiane ROSSET - DISCO - SENIA 502 - 94577 RUNGIS.

Discretion absolue. Réponse garantie sous un mois.



SOCIETE DE CONTROLE FIDUCIAIRE

(Fiduciaire Cheuvreux d'Anzin) recherche :

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP
UNIVERSITAIRES 28 et 38 cycle
Pratique Cabinet environ 7 an

Pour participer aux missions variées d'un cabinet important. Préparation aux examens d'Expertise comptable facilitée par séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de Contrôle Fiduciaire Département Recrutement 100, rue Lafayette 75010 PARIS

Société d'expertise comptable recherche :

COLLABORATEURS

D.E.C.S. partiel + formation juridique

Envoyer C.V. + prétentions à : FIDUCIAIRE GEORGES V 166, rue de Fg Saint-Homer - 75008 PARIS

Important groupe bancaire recherche dans le cadre de son activité

AFFACTURAGE

RESPONSABLE DE CLIENTELE

- Il sera responsable, avec une petite équipe, de la gestion des contrats conclus avec une clientèle de PME.

- Il veillera en particulier à la sécurité des engagements contractuels ainsi qu'au développement de la bonne qualité des services rendus.

Titulaire d'une formation supérieure en gestion et ayant de bonnes connaissances en analyses financières. Il aura une expérience d'au moins 5 ans en cabinet d'audit ou en exploitation bancaire.

Le poste est basé à PARIS, mais de fréquents et courts déplacements en province sont à prévoir.

POSITION CADRE ET STATUT BANCAIRE.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à : réf. 7472 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Le Crédit Coopératif

RECHERCHE

un cadre de haut niveau HF

Il sera responsable de l'encadrement et de l'animation d'un service spécialisé dans l'étude et la mise en place des concours financiers aux entreprises de distribution, en liaison avec un réseau bancaire, ainsi que des relations de haut niveau avec les clientèles du secteur coopératif de la distribution.

Le candidat, de formation supérieure, aura une expérience professionnelle d'une dizaine d'années et aura exercé des fonctions analogues dans une banque ou un établissement financier.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3623 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

chimie - 400 pers.

s'appuyer sur son expérience de chef de personnel pour être rapidement autonome

- nous sommes une des filiales françaises d'une multinationale de la chimie,
- le poste de chef de personnel recouvre l'ensemble des responsabilités, celle de la gestion des cadres étant toutefois partagée avec le responsable de la fonction au niveau français (plus de 2.500 pers.),
- une première pratique des relations sociales et de l'administration du personnel est indispensable,
- anglais nécessaire.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 634-02 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

LAMBERT FRERES ET CIE recherche l'

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE EXPORT

de la filiale Lambert Industries.

LAMBERT INDUSTRIES dont le C.A. est de 400 MF, fabrique des plaques et des produits en plâtre.

Premier exportateur français dans ce domaine, la société commercialise 130.000 tonnes, soit 12% de sa production dans plus de 35 pays.

De formation Sup. de Co, HEC, ESSEC ou équivalent, le candidat retenu devra justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans un service Exportation, aide sur la logistique.

La connaissance des produits pondéreux serait appréciée. Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Poste évolutif basé dans le Nord-Ouest de la région parisienne nécessitant une grande mobilité.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 8089 à Madame LEREDE.

LAMBERT FRERES ET CIE 5 RUE VERNET - 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une informatique de pointe au service notamment du secteur bancaire sur les marchés nationaux et internationaux : les terminaux financiers, les distributeurs de billets, les guichets automatiques évoluent vers la notion d'agence semi-automatique.

Ingénieurs logiciels

Au sein de notre Direction Support (interface entre la Direction technique et les réseaux commerciaux et de maintenance) ils participeront aux activités nécessaires à l'introduction de nos produits sur les marchés nationaux et internationaux quant à l'aménagement et à l'installation des logiciels de base.

Nous recherchons des candidats qui après une première expérience (2 à 3 ans) acquise dans le domaine du développement de logiciels voudraient valoriser leur expérience au sein d'une informatique de pointe.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et présentations) sous réf. 161/3 à Michèle Corbinau - BULL TRANSAC BP 92 - 91301 MASSY.



INGÉNIEURS INFORMATIENS

- 2 à 5 ans d'expérience en TOS-IDS et DPS/S

Env. lettre manuscrite C.V., photo et prêt. n° 2.626 Publicité Réunion 112, Bd Voltaire, 75011 PARIS.

Pour info spécialisée

CHERCHEUR

Ingénieur ou DEA

Précis. exp. souhaitée

ADNOT - BUSMAP

60, bd Saint-Michel

75272 PARIS Cedex 6.

H.E.C. Sc. Po. jeune, ambitieux

Devenez le 1er assistant d'un patron de choc dans une activité tournée vers le futur : L'ENERGIE.

Affiliés à un puissant Groupe français d'importance internationale nous sommes une société de distribution dont l'activité est axée sur l'énergie. Une politique commerciale très dynamique d'expansion et de diversification menée depuis plusieurs années, une gestion rigoureuse, sophistiquée, toujours en pointe, axée sur la rentabilité, rendent notre société très performante mais très exigeante. Diplômé H.E.C. Sc. Po., âgé de 26 ans environ, ayant déjà eu une 1ère expérience professionnelle, vous serez directement rattaché au Directeur de la branche Energie (550 p - CA 3 milliards F - 50 agences) et étroitement associé, durant 2 ou 3 ans, à toutes ses activités : humaines, commerciales et de gestion (contacts avec les agences et participation à toutes les réunions, préparation et suivi en profondeur du tableau de bord, préparation des dossiers soumis aux comités de direction, études des projets de diversification...). Pour réussir, vous devez être un homme de conception, de réalisation, de contacts, qui, tout en apprenant à fond notre métier, réussira pas à aller concrètement sur le terrain. En gérant le quotidien, vous devrez faire preuve d'une large ouverture d'esprit, d'imagination et de créativité. Vous participerez avec la Direction le souci impérieux de préparer l'avenir pour lancer les activités futures. Une réussite à ce poste très formateur vous ouvrira, à moyen terme, des perspectives certaines d'évolution dans un groupe dynamique et puissant.

Merci d'adresser CV, photo et présentations sous référence 2979 M à D. DANGER - CORT - 85, avenue Kléber - 75116 PARIS.



MEMBRE DE SYNTIC

faire partie d'un "vivier" dans l'assurance...

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCE IARD offre à de

jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce
Maîtrise de Gestion Dauphine

une FORMATION INFORMATIQUE pour devenir
analystes programmeurs

La formation théorique et sur le terrain leur permettra de connaître à la fois l'outil informatique et le fonctionnement de l'assurance. Ainsi à terme, pourront-ils évoluer vers des postes de GESTIONNAIRES.

Outre le niveau du diplôme, potentiel, dynamisme, sens des responsabilités, en un mot envergure personnelle, seront les critères de choix.

Adresser sous réf. AM/8403 : lettre manuscrite, photo, C.V. et présentations à notre conseil

128 bd. Haussman

75008 Paris



STANDARDATA

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
FIDUCIAIRE DE FRANCE
recherche pour PARIS et REGION PAUSEYNE

COLLABORATEUR
POUR MISSION EXPERTISE COMPTABLE

- Formation Supérieure (E.C. Université).
- Débutant. 1 ou 2 ans en Cabinet.
- Formation importante assurée et travail en équipe.

Adresser CV, manuscrit, photo, présentations à
FIDEX PARIS - 18 bis, rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET



BANQUE POPULAIRE FEDERALE
DE DEVELOPPEMENT

recherche dans le cadre de son activité de
crédit-bail matériel et de leasing auto :

ATTACHES DE DIRECTION

FONCTIONS :

- Ils seront chargés de développer l'image de marque de l'établissement auprès des différents partenaires commerciaux.
- Ils établiront des relations personnalisées avec les banques régionales du groupe afin de favoriser la diffusion du produit.
- Ils pourront être amenés à réaliser des études ponctuelles sur des projets d'investissements concernant des entreprises clientes de ces mêmes banques.

PROFIL :

- Agés de 28 ans environ, ils auront une formation supérieure en gestion et de bonnes connaissances en analyse financière.
- Ils justifieront d'une expérience de 3 à 5 ans en commercial crédit-bail ou en leasing auto.
- Résidant à PARIS, ils interviendront régulièrement en province.
- Ils feront preuve de dynamisme commercial et seront des négociateurs confirmés.

Position cadre et statut bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à : M^{me} Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales
B.P.F.D.

31, quai de Grenelle 75738 - PARIS Cedex 15.

BANQUE FRANCAISE
recherche pour son
DEPARTEMENT DES AFFAIRES INTERNATIONALES :

Adjoint au responsable de la zone Amérique Latine, Espagne, Portugal.

Agé de 30 ans environ et diplômé de l'enseignement supérieur, il devra justifier d'une expérience similaire dans un département international de banque. Anglais et espagnol indispensables.

Collaborateur pour la zone pays européens.

Agé de 30 à 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, il devra justifier d'une très bonne expérience bancaire, si possible dans un poste similaire. L'anglais est indispensable. Une autre langue européenne serait un atout.

Dans les deux cas, des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. sous N° 86150
CONTESSÉ PUBLICITE - 90, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui tr.



Important Groupe Industriel Français (8000 personnes) de dimension internationale, leader de l'industrie électrochimique et de la conversion d'énergie, numéro 1 français pour les piles grand public, recherche pour les services techniques d'une de ses Divisions Electroniques

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il aura au sein d'une équipe technique performante, à concevoir, à adapter, à mettre au point des appareils électroniques de grande et moyenne série destinés à l'éclairage de secours et à la sécurité (coffrets d'énergie, blocs de sécurité, etc...).

Une première expérience en étude et développement électronique serait appréciée.

Lieu de travail : banlieue Est.

Adresser votre candidature s/réf. A.12.23 M
SAFT - Direction des Ressources Humaines
57, rue de Villiers - 92200 NEUILLY SUR SEINE

JURISTE H/F

Très importante Société Commerciale
Banlieue Paris Nord - recrute un

CADRE

de formation licence ou Maîtrise en Droit des Affaires ou Droit Privé.

Sous l'autorité du Chef du Service Juridique il s'occupera des affaires contentieuses et prud'homales et du recouvrement des créances.

Pour cela, il devra posséder une expérience de 2 à 3 ans minimum en entreprise.

Ce poste nécessite le sens aigu du commandement (5 personnes sous ses ordres), goût du contact, bonne communication.

Rémunération selon expérience et personnalité.

Merci d'adresser CV, photo et présentations s/réf. 86306 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Ecole d'Architecture et d'Urbanisme 7

5, RUE JAVELLOT, 75645 PARIS CEDEX 13

recherche

ENSEIGNANT DE CONSTRUCTION

- GÉNIE CLIMATIQUE.
- EQUIPEMENTS ELECTRIQUES.
- SANITAIRES ET DIVERS.
- TECHNIQUES D'ECONOMIE D'ENERGIE.

PROFIL :

Ingénieur ou Diplômé de l'Enseignement Supérieur. Connaissances micro-informatique souhaitées.

Renseignements : 584-11-03, poste 30-87 ou poste 30-90.

CABINET BLOCH

CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION

recherche

INGÉNIEUR

De préférence :

SPECIALISTE EN BREVETS

- Electronicien ;
- Anglais et allemand.

Son profil de carrière peut être intéressant.

Adresser curriculum vitae à :

CABINET BLOCH

39, avenue de Friedland

75008 Paris.

BANQUE DE DEPOTS PARIS 8^e

recherche

EXPLOITANT (E)

pour assurer au sein d'une équipe la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Diplôme d'études supérieures ou CESB requis.

Apptitudes commerciales nécessaires.

Expérience bancaire exigée.

Envoyer CV, photo et présentations à N° 29435

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS 10.

Important laboratoire pharmaceutique
banlieue Sud Paris
recherche

médecin documentaliste

même débutant, pour s'intégrer dans une équipe chargée de la recherche documentaire, utilisant des bases de données externes et ayant mis en place une base de documentation interne informatisée.

Le (la) candidat(e) sera plus particulièrement responsable de la constitution de dossiers de sélection et de mise en fiches.

Outre sa formation de généraliste, il lui sera demandé de bonnes connaissances d'anglais scientifique, des notions d'allemand seraient appréciées.

Un salaire attractif, ainsi que d'excellentes conditions de travail seront proposés.

Adresser CV, photo à N° 86072 à

CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. Opéra -

75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

BANQUE PRIVEE

PARIS 8^{ème}

recherche

GRADE H/F

CLASSE II / III

pour son service
BOURSE ETRANGERE

Expérience 2 à 3 ans des négociations de bourses à l'étranger

Bilingue anglais

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. sous réf. 1801 M à

OCBF 66, rue de la Chaussée

d'Antin 75009 PARIS.

services vous assiste dans le recrutement bancaire

FIILIA FRANCAISE GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL PERFORMANT, SECTEUR AUTOMOBILE (grande série-électromécanismes)

recherche

INGENIEUR DEBUTANT

Formation A.M. ou équivalent, pour bureau d'études et laboratoire

Anglais souhaité

Dégradé des O.M.

Lieu de travail : LEVALLOIS-PERRET

Adresser CV et présentations s/réf. 85972

à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra

75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

USINE DE SALAISONS - NORD-OUEST DE PARIS

cherche son :

RESPONSABLE DE PRODUCTION

L'homme : Agé de 35 ans environ, il aura déjà démontré son autorité, son sens du commandement et de l'organisation dans la direction d'une unité de production, des métiers de la viande.

Fonctions : directement sous les ordres du PDG et en collaboration avec le responsable technique, il aura pour mission de :

- organiser, coordonner et contrôler la production et les rendements,
- gérer le personnel (100 personnes) et animer une équipe de responsables d'atelier (3),
- gérer le parc matériel.

Prévoir d'adresser CV, lettre manuscrite + photo +

présentations à N° 86150

BP 52 - 78501 SAINT-GERMAIN-EN-LAY Cedex.

هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Des ingénieurs grandes écoles

(Supélec - Sup Télécom - Centrale)
pour notre activité :

les guichets automatiques bancaires

Pour substituer les objectifs de notre plan produit, nous recherchons des candidats titulaires par ce domaine d'activité (débutants acceptés). Nous leur proposons de développer des produits logiciels en langage évolué sur des machines à microprocesseurs.

Nous souhaitons rencontrer des candidats pouvant occuper à terme une fonction de chef de projet.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 161/2 à Michèle Cornicé - BULL-TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.



Ingénierie Informatique et Télécommunications

Une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique, filiale de Thomson Télécommunications recherche pour son Département mini et micro-informatique temps réel.

Chefs de projet

Diplômés Grande École ou DEA, vous avez une expérience dans la conception et la réalisation de logiciels et systèmes informatiques. Nous vous offrons la responsabilité totale d'un projet dans les domaines suivants :

- Télécommunications • Réseaux
- Micro-informatique
- Logiciel de base • Intelligence artificielle
- Didacticiel et jeux

Ingénieurs Logiciels

Vous interveniez jusqu'à votre affiliation ou votre expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire.

Transware

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. ASKENFELD sous réf. IN/17-135, rue de la Pompe 75116 PARIS



Documentaliste

Voilà trois, quatre ans que vous pratiquez le métier de documentaliste et vous vous sentez capable maintenant de démarrer un service de documentation.

Vous aimez aussi mener par vous-même des travaux de recherche, préparer des notes de synthèse sur des sujets précis.

Un organisme à vocation financière orienté vers l'audio-visuel vous propose de créer le service de documentation dont il ressent la nécessité afin de ne pas laisser échapper sa mémoire collective et de faire face à ses projets de développement. Ce poste requiert la pratique de la dactylo. Bien rémunéré, il est situé à deux pas de l'Étoile.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par le Département Conseil en Recrutement de SIASS. Lui écrire sous réf. 3/32 M. An précisant vos connaissances linguistiques. Vous serez à l'usage.

SIASS

28, rue Bayard - 75008 PARIS

GROUPE EXPANSIONSCIENCE

Laboratoires Cosmétiques et Pharmaceutiques
410 personnes - 210 millions de Chiffre d'Affaires
recherche

L'ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE ACHATS

De formation DUT ou licence de gestion, vous avez une expérience de l'approvisionnement et de la gestion des stocks.

vous serez une expérience de l'approvisionnement et de la gestion des stocks :
o les études de marchés
o les contacts avec l'usine
o la relation des fournisseurs

sans exclure les tâches administratives une connaissance des techniques de l'emballage serait un atout supplémentaire.

VOS QUALITÉS DE NEGOCIATEUR DOIVENT ÊTRE CONFIRMÉES

Le poste est à pourvoir à COURBEVOIE
Merci d'adresser votre CV détaillé, photo et prétentions à M. J. P. RAS Service du Personnel EXPANSIONSCIENCE 73, boulevard de la Mission Marchand 92400 COURBEVOIE

ANIMATEURS

Connaissant notamment les domaines suivants : Distribution, micro-informatique, Nouvelles technologies, Tél. pr R.V. : 979-82-58.

Importante société holding regroupant une dizaine de filiales, rech. pour Paris

CHEF COMPTABLE QUALIFIÉ

Sortir avec C.V., I.F.A. 5, rue de Valenciennes, PARIS-9.

AUTOLIAISON BARNES GROUP P.M.E. proche VERSAILLES C.A. 25 M.F.

Filiale groupe Internet recherche

CHEF COMPTABLE

Directement responsable de la P.D.G. à superviser la comptabilité générale (2 personnes), établir les situations et états financiers mensuels, les déclarations fiscales et sociales, le budget annuel.

Le candidat (niveau D.E.C.S.) n'est pas obligé d'avoir une expérience similaire mais quelques années dans ce poste avec responsabilité.

Anglais apprécié.

Envoyer lettre, CV, photo et prétentions à : M. DESJARDIS - P.D.G. AUTOLIAISON BARNES GROUP S.A. 4, rue de Valenciennes, 75180 Volles la Bretonne.

PARIS

Entreprise de confection (300 personnes) recherche un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Age souhaité : 35 ans min.

Dynamique, esprit d'initiative, sens des responsabilités, capable d'assurer les relations avec les banques.

5 à 10 ans d'expérience en :
- Élaboration et suivi des budgets
- Conception et mise à jour de tableaux de bord
- Supervision des opérations de comptabilité et de trésorerie.

Env. C.V. + photo et photo à GESCIAL 4, r. Lombardie, 12.

SERVICE

ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche pour LOGICIELS DE BASE OU D'APPLICATIONS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Sortir de téléphone au : 78-80, avenue Gallieni Tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET CEDEX 200-13-54/55/56.

Cabinet de Juristes recherche pour collaboration personnelle ou salariée dans le secteur BATEMENT (immeubles à usage de bureaux, bâtiments publics et administratifs, bâtiments du Secteur industriel...)

Jeunes ingénieurs diplômés, leur expérience de quelques années au sein de sociétés d'ingénierie ou de bureaux d'études d'entreprises les aura amenés à intervenir sur des problèmes de COURANTS FORTS et/ou de COURANTS FAIBLES dans le secteur bâtiment.

Le maître de l'ANGLAIS est recherché.

Une expérience C.A.O. sans expérience.

Les postes sont basés à proximité de la Défense.

Adresser C.V., photo et prétentions à : M. 98-101, Connaissance Publique - 20, av. Océan, 75040 Paris cedex 01 q. u.

BANQUE Opérations Manager CIVI

Votre carrière vous a permis de devenir un spécialiste des opérations bancaires, domestiques et internationales.

Un important Groupe Bancaire vous propose les perspectives suivantes : prendre à court terme la Direction du Département Opérations d'une filiale, évoluer à moyen terme vers la fonction Inspection Générale.

Les dossiers de candidature seront examinés avec la discrétion d'usage (2542/JR) par M. GUIGNARD 86, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS

UNION NATIONALE DE SYNDICATS PATRONAUX

recherche

ASSISTANT HF pour son Secrétaire Général, pour la Région Parisienne.

Formation souhaitée : Licence de Droit Social, expérience 2-3 ans dans des fonctions à caractère relationnel. Mobilité, expression écrite ou orale de qualité.

Adresser CV, photo, prétentions à UN-CEM le-de-France (103) 3, rue Alfred Bell, 75008 Paris Cedex 17

HOERNER

La filiale française d'un important groupe européen spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de systèmes de communication visuelle (enseignes lumineuses, tableaux d'affichage électronique...) recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Il est responsable de la promotion du département "INFORMATION SYSTEMES" en France et à l'étranger.

Il a une mission de prospection et de conseil technique auprès de la clientèle.

En relation permanente avec le B.E. et la fabrication, il pilote et suit l'évolution des projets jusqu'à l'installation chez le client.

Ce poste s'adresse à un professionnel de la communication, possédant un bon niveau technique et rompu aux négociations commerciales.

Anglais ou allemand très apprécié.

En fonction de l'expérience acquise, la rémunération serait de l'ordre de 150.000 F (fixe + intéressement).

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 456 M à Solange MONTEIL.

plein emploi

10, rue du Mail 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.

INFORMATIS-TELECOM

PARIS-PROVINCES

Pour l'Emploi et la Recherche

TELECOM 1, VIDEOTEX de systèmes de réseaux de télécom au niveau national.

INGÉNIEURS-SYSTÈMES

Bonne expérience en logiciel des transmissions, réseaux, développement et programmation.

HOLD. 25, rue de Valenciennes, 75008 PARIS

INGÉNIEURS-SYSTÈMES

PROCESSUS INDUSTRIELS SOLAR-MITRA-PDP-MICRO

INGÉNIEURS-TELEPHONE

AYANT UNE BONNE EXPÉRIENCE EN TELEPHONE TEMPORELLE

Projet exceptionnel par leurs intérêts.

28, r. Daubenton, 93 337-89-22.

ESTABLISSEMENT FINANCIER

recherche pour PARIS-9

OBLIGATAIRE CONFIRMÉ

Chargé des interventions sur le marché secondaire et de la gestion des portefeuilles systématiques.

Susceptible d'assurer le développement de la clientèle institutionnelle en liaison avec le département des études.

Rémunération intéressante et participation aux résultats.

Env. C.V., photo et prétentions à : M. 7043.851 M. RÉGIE-PRESSE 86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

P. FONTAINE ELECTRONIQUE rech. pour son service études d'innovation leur applications industrielles et militaires.

TECHNICIENS, ELECTRONICIENS ayant déjà une expérience en conversion d'énergie.

Envoyer C.V. et prétentions à M. Despeyroux P.R.E., S.P. 10, 81380 CHALY-MAZARIN.

Le Centre d'Informations Financières organise en 1984 pour recruter des

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.) Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau, sans des responsabilités.

Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion.

Tél. : 600-24-25, poste 42.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Groupe C.E.S. - Centre des Études de Développement - recherche pour son

DÉPARTEMENT "ÉTUDES FINANCIÈRES"

DEUX JEUNES ATTACHÉS D'ÉT.

o l'un H.E.C. ou équivalent o l'autre ENSAE ou ISUP

Au sein d'une équipe expérimentée, ils réaliseront des études économiques portant sur les problèmes d'épargne et de retraite en France et à l'étranger.

Env. lettre manuscrite et C.V. à SEDES 15, rue Siles - 75008 PARIS.

Ville résidentielle, bureau Ouest de Paris, secteur d'urgence

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Catégorie des villes de 20 000 à 40 000 habitants. Bonne formation juridique et expérience de l'Administration agréée.

Envoyer C.V. avec photo.

Env. C.V. à : M. 7358 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Bureau d'Assistance Technique d'Assurance et de Réassurance recherche pour diriger sa cellule d'assurance des risques techniques

INGÉNIEUR

- de préférence âgé entre 30 et 45 ans,

- ayant une solide expérience de plusieurs années dans l'industrie (b.t.p., électronique ou électrique),

- expérimenté dans l'assurance pour la France et l'étranger,

- avec une bonne connaissance de l'assurance des risques techniques.

Nous conseillons nos clients dans la tarification et l'acceptation des risques, les sommes dans la gestion du portefeuille des risques techniques ainsi que dans le suivi des dossiers de sinistres. Votre tâche comprend également des inspections de risques et de sinistres et ultérieurement la formation des collaborateurs de nos partenaires.

Veuillez adresser votre candidature complète (C.V. détaillé, photo et photo), réponses et description assurée.

Env. C.V. à : M. 7358 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Env. C.V. à : M. 7358 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Env. C.V. à : M. 7358 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Env. C.V. à : M. 7358 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Env. C.V. à : M. 7358 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Env. C.V. à : M. 7358 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Env. C.V. à : M. 7358 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

SEMI-CONDUCTEURS PARIS

DES ÉTUDES... AU MARKETING PRODUIT

Nous sommes l'un des principaux fabricants européens de semi-conducteurs. Pour mieux faire face à la compétition mondiale, nous cherchons des

product marketing engineers

Ils viennent renforcer la nouvelle équipe marketing d'une de nos divisions ; ils sont responsables, pour une gamme de produits, en France et à l'étranger, de la pénétration de leurs produits sur le marché et de leur rentabilité.

Ils réalisent des études prospectives, définissent une stratégie commerciale, conseillent les forces de vente dans l'attaque du marché, etc.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés en électronique et électrotechnique, français ou étrangers, ayant travaillé pendant 3 à 4 ans dans un laboratoire d'études et d'applications de composants actifs.

L'anglais parlé couramment est indispensable. Une bonne compréhension du français est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE D'ARCIER, sous la réf. 328 LM.

Jacques Ixier s.a. 7 rue de Logelbach, 75017 Paris

membre de synec

INFORMATIS GESTION

pr. projets utilisant réseaux et bases de données

ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

- COBOL DPE 2, DPE, TDS

- BURROUGHS - MEDIAN SYSTEM 4008 cabot avec télé-contrôle.

HOMME SYSTEME

est. vis / cam, DPE / VSE

POSTES A RESPONSABILITÉS 28, r. Daubenton, 93 337-89-22.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

pour acier électrique et laminé

Fonction : Conduite du service entretien

Compétence exigée : Courants forts, courants et automatismes.

Situation d'avenir Poste à pourvoir en région parisienne.

Répondre par écrit avec C.V. sous réf. D43.883 M à Régie-Press, 83 bis, rue Réaumur, Paris.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

SOCIAL

VERS UNE RÉFORME DU CHOMAGE PARTIEL TOTAL

La fin de la « cassa integrazione » à la française

Célébre par les avantages qu'elle procure, la cassa integrazione en vigueur en Italie, dont l'Etat a été le premier grand groupe industriel à utiliser les facilités, fait rêver plus d'un spécialiste des problèmes du chômage et d'un entrepreneur qui veut mener à bien une restructuration. En contrepartie d'une cotisation patronale modeste s'élevant à 1 % de la masse salariale, il est en effet possible de retirer de la production, et non de licencier, une partie du personnel de l'entreprise, sans rompre le contrat de travail. Pris en charge par la cassa integrazione, largement subventionnée par l'Etat, le travailleur privé d'activité reçoit une indemnité qui peut correspondre à 90 % de son salaire, et ce pendant plusieurs années, étant entendu que l'on peut espérer, à terme, le voir réintégrer son emploi.

En France, notamment, certains se lamentaient de ne pouvoir en faire de même, faute d'une législation appropriée. Erreur, car un vide juridique offre le moyen de contourner les procédures officielles de licenciement, involontairement, semble-t-il, des employeurs ont d'abord expérimenté cette voie, que des cabinets conseils ont ensuite découverte dans les textes du code du travail, et fait naître en pratique. Depuis quelques mois, dans l'ouest de la France, puis sur tout le territoire, l'usage s'en est répandu. Le phénomène a pris d'ailleurs une telle ampleur - sans qu'il soit toutefois possible d'en chiffrer les conséquences - que la commission nationale supérieure de l'emploi s'est émue et a mis au point une parade. Un cinquième paragraphe, va être ajouté à l'article R-351-19 du code du travail dont la publication, sous forme de

décret, serait imminente et donnera lieu, ensuite, à une circulaire d'application, transmise aux directeurs départementaux du travail et de l'emploi, ainsi qu'aux commissions paritaires des ASSEDIC. Pour les « petits malins », la parution de ce texte, au Journal officiel, sonnera le glas de la cassa integrazione à la française.

Ce système fonctionnait sous la dénomination paradoxale de « chômage partiel total », une notion extrapolée des dispositions prévues dans le cas d'une privation partielle d'emploi imputable, dit le code du travail, « à la conjonction économique, à des difficultés d'approvisionnement en matières premières ou en énergie, à un sinistre, à des intempéries de caractère exceptionnel, à une transformation, restructuration ou modernisation de l'entreprise ou à toute autre circonstance exceptionnelle ». Or, si le chômage partiel est indemnisé par des allocations spécifiques dans le cadre d'un contingentement annuel d'heures indemnisées, fixé en 1983 à 600 heures pour l'ensemble des branches professionnelles, la taxe est amenée à prévoir l'hypothèse d'un dépassement de la période. Au-delà d'une suspension d'activité qui se prolonge pendant plus de quatre semaines, les chômeurs partiels sont considérés, précise le quatrième paragraphe, « comme étant à la recherche d'un emploi ». Mieux, il est indiqué que ces chômeurs partiels, « alors même qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une mesure de licenciement » bénéficieront de « l'ouverture des droits aux allocations prévues en faveur des salariés dont le contrat de travail a été rompu ».

L'avantage d'une telle procédure est apparemment. Une entreprise en difficulté peut ainsi placer une partie de son personnel en chômage partiel pour plus d'un mois. Sans qu'elle ait eu, à ce moment, à demander l'autorisation de procéder à des licenciements, elle réduit ses effectifs, ne paie pas les indemnités correspondantes et, bientôt, n'a plus à se soucier du devenir de ses salariés.

Qu'advient-il de ces derniers ? Alors qu'il n'y a pas eu rupture du contrat de travail, ces chômeurs partiels doivent réclamer eux-mêmes le bénéfice de l'article R-351-19, dans son quatrième paragraphe, pour faire statuer sur leur situation. La demande, qui est examinée par la commission paritaire des ASSEDIC, est ensuite la plus souvent acceptée. Dès lors, les « chômeurs partiels totaux » deviennent des chômeurs « normaux » et, comme tels, sont régulièrement indemnisés au taux de base et non au titre de l'allocation versée aux licenciés économiques.

Outre que ce détournement des textes légaux est abusif, la notion de chômage partiel total introduit d'autres perversions. De façon parfaitement arbitraire, on fait correspondre une baisse des effectifs à une baisse d'activité, en désignant normalement les victimes, hors de toute négociation sur une éventuelle réorganisation de l'entreprise. On évite aussi d'envisager d'autres solutions comme la réduction du temps de travail ou l'action en faveur de la formation.

L'augmentation du nombre de mises en chômage partiel total a fini par mettre en lumière cette aberration, il n'y aura donc plus de « cassa integrazione » à la française sur ces bases. On ne peut que s'en féliciter. - A. LE.

Fléchissement du dollar : 8,59 F

Le fléchissement du dollar, amorcé vendredi en fin d'après-midi, s'est poursuivi lundi 16 janvier sur les marchés des changes. Le cours de la monnaie américaine, qui était resté, à la veille du week-end, de 8,65 F à 8,66 F, puis 8,61 F, a glissé en séance de 5,50 F, pour coter 8,55 F à 8,59 F. En début de matinée, au cours de 8,55 F, correspondant à celui de 2,793 DM pratiqué à Francfort, avait même été relevé.

Ce fléchissement est dû aux nouvelles du prochainement de l'accord économique au décennaire, avec une augmentation de 0,1 % seulement des ventes au détail, au lieu des 2 % prévus, et une progression de 0,5 % seulement de la production industrielle.

En outre, l'indice des prix de gros s'est maintenu que de 0,2 %, en progression de 3,86 F.

pour toute l'année 1983 (+ 0,6 %) était la plus faible depuis 1964. Ces nouvelles ont de même à atténuer les craintes d'un durcissement de la politique monétaire par les autorités américaines (la FED). Elles laissent espérer une baisse des taux, que M. Volcker, président de la FED, n'a pas écartée.

A Paris, le cours du mark s'est légèrement tenu, passant un peu au-dessus de 3,86 F.

M. KRASUCKI :
« DES TENSIONS SOCIALES
INÉVITABLES »

Dans une interview publiée par le Journal du dimanche du 15 janvier 1984, M. Henri Krasucki affirme que ce qui s'annonce pour les restructurations industrielles est « humainement et socialement insupportable » : « Nous n'admettons pas l'alibi de la modernisation : de nombreux licenciements annoncés ne résultant pas de changements techniques, mais du recul industriel, de la réduction des capacités de production. Par exemple sur le charbon, la sidérurgie, les chantiers navals ou le textile. Le problème numéro un c'est non pas de réduire mais d'augmenter la capacité de production. Nous n'admettons pas que l'on masque, derrière le vocable général - incompréhensible pour beaucoup de gens - de mutation, ce qui est la poursuite du déclin. Il faut une politique de développement industriel et de modernisation industrielle parce que c'est la clé de l'emploi. »

Pour le secrétaire général de la C.G.T. : « si l'on continue dans cette direction, il y aura des tensions sociales inévitables et, en effet, de grands mouvements sociaux, parfaitement justifiés. La C.G.T. sera comme toujours avec les travailleurs, et à leur tête ». A propos des déclarations de M. Maître au Nouvel Observateur : « si le langage de Krasucki était au pouvoir, j'en viendrais parfois à penser qu'un syndicaliste comme moi n'aurait le choix qu'entre la clandestinité et l'hôpital psychiatrique ». - M. Krasucki répond : « Quand on en arrive là, c'est pitoyable ! Je me souviens qu'au plus fort de la guerre froide, le ministre américain de la défense, M. Forrestal, est devenu tellement frénétique qu'il s'est jeté par la fenêtre en criant : « Les Cosaques sont là ! ». Est-ce que de tels propos relèvent du débat normal entre organisations syndicales françaises ? Quel travailleur se reconnaît dans un pareil langage ? S'il s'agit de polémique, je préfère ne pas qualifier cette déclaration, s'il s'agit d'autre chose je ne suis pas médecin. »

Calme à Talbot-Poitry. - Les quelque douze mille salariés de Talbot-Poitry, convoqués ce lundi 16 janvier par la direction, sont entrés sans incident dans l'usine. Le contrôle très strict (chicanes, laissez-passer) établi la semaine dernière était maintenu. Les chaînes de Solara et des Horizon reprennent ce lundi, après celles des 104 et des Samba. La totalité du personnel (quatorze mille salariés) doit reprendre le travail mardi 17.

Associations nationales des jeunes immigrés. - Les associations autonomes de jeunes immigrés ont annoncé qu'elles organiseraient leurs premières assemblées nationales qui auront lieu les 27, 28 et 29 avril à

UNE MANIFESTATION D'OUVRIERS DE TALBOT

Les Beurs sans vivats

La mode des Beurs serait-elle déjà passée ? Si le message antiraciste des jeunes immigrés avait bel et bien été entendu le 3 décembre, leur appel le samedi 14 janvier en faveur des ouvriers licenciés de Talbot n'a guère été repris. Ni vivats ni applaudissements, cette fois, pour les mille cinq cents manifestants qui, de Montparnasse à la Nation, ont parcouru en sens inverse le chemin effectué, il y a six semaines, par des dizaines de milliers de sympathisants. « Peu importe le nombre, affirme pourtant Toumi Djaidja, président de S.O.S. Avenir Minguettes, venu de Lyon tout exprès. Il fallait à tout prix qu'on ne puisse plus dissocier les Beurs et les immigrés. » Tous, le temps d'une manifestation, ont voulu être « des bougnoules de chez Talbot ».

Effectivement, la place d'honneur est revenue, en tête du cortège, aux délégués immigrés démobilisés de la C.G.T. de Talbot et, derrière eux, à quelque deux cents ouvriers licenciés qui avec force affirmèrent « n'appartenir à aucune organisation » : « Nous sommes immigrés, disaient-ils, nous voulons nos droits. » A savoir, expliquaient les responsables, des bourses

dans les collèges français de leur pays d'origine pour leurs enfants, le paiement à la proportionnelle d'une retraite anticipée ou encore une aide au retour de vingt millions de centimes. Un retour qui ne saurait être pour eux qu'une des solutions possibles : « Nous sommes la France de demain », voulaient affirmer, dans le même temps, leurs propres enfants, une vingtaine en tête du cortège.

Pas question, en tout cas, pour ces immigrés qui se veulent responsables, d'appeler à cette grève générale de l'automobile que réclamaient, à l'arrière de la manifestation, quelques centaines de militants d'extrême gauche. Entre ces derniers et les travailleurs immigrés de Talbot, le courant, à l'évidence, ne passait pas, et les contradictions de ce maigre cortège n'étaient pas de celles qui font l'histoire.

Les Beurs, du moins quelques dizaines d'entre eux, sont redevenus, pour un après-midi pluvieux et selon le mot de l'un d'entre eux, des « bougnoules juniors », ignorés, isolés comme leurs parents, ouvriers licenciés de l'automobile de la France en crise.

NICOLAS BEAU.

Lyon. Selon leurs responsables, une cinquantaine d'associations de la France entière seront représentées.

Grèves au centre de tri postal de Toulouse. - Une grève totale illimitée des employés de l'entrepôt (installé à la gare Maubian) du centre de tri de Toulouse, soutenue par les sections C.G.T., C.F.D.T. et F.O., continue depuis le vendredi 6 janvier, tandis que les salariés du centre de tri font une heure de grève par jour. Les grévistes protestent contre la réduction des effectifs de l'entrepôt (passés 85 à 72 agents).

La chambre de commerce de Toulouse, préoccupée par les retards occasionnés par la grève, a annoncé que, si celle-ci continuait, « les commerçants devront s'organiser ».

CHEFS D'ENTREPRISE
VOUS EMBAUCHEZ DES JEUNES...

- L'Etat vous apporte son concours sous forme d'aides financières pour les former et assurer leur insertion dans votre entreprise
- L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous conseille la mesure la mieux adaptée aux problèmes spécifiques de votre entreprise et se charge de toutes les formalités administratives

Contrat emploi-formation

C'est un contrat de travail écrit, à durée déterminée ou indéterminée, à temps complet. Il a pour but de faciliter le recrutement des salariés pour des postes difficiles à pourvoir en complétant leur qualification.

Contrat emploi-adaptation

Même type de contrat de travail destiné à adapter les salariés déjà qualifiés aux conditions spécifiques de l'entreprise.

Contrat emploi-orientation

Contrat de travail à durée déterminée d'au moins quatre mois dont l'objectif est de donner à un jeune sans formation une première expérience professionnelle qui peut se poursuivre par un contrat emploi-formation.

Pour toute information complémentaire, adressez-vous à votre Agence Locale de l'Emploi ou retournez ce coupon-réponse à :

Agence Nationale Pour l'Emploi
Département de la Communication
53, rue du Général-Lacour
92136 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX

Société : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Tél. : _____

ANPE

VOLVO ÉTABLIT UNE 4^{ème}
TÊTE DE PONT SUR PARIS.

VOLVO PONT MIRABEAU

A Paris au 54/56 de l'avenue de Versailles, Volvo a ouvert Volvo Mirabeau. Une succursale Volvo pas comme les autres. Elle regroupe toutes les Volvo d'occasion des succursales de Paris, en plus, bien sûr, des Volvo neuves. Facile pour vous de choisir la Volvo qui vous plaît à son juste prix. Avantage pour les autres succursales : elles pourront ainsi se consacrer plus largement à la vente des Volvo neuves, à leur entretien et leur après-vente.

VOLVO MIRABEAU : LA SUCCURSALE DES VOLVO D'OCCASION.

Volvo Mirabeau, 54/56, avenue de Versailles 75016 Paris.
Tél. : 524.43.61

SOCIAL

LA FORMATION DES O.S. DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le «cas extrême» de l'usine Talbot-Poissy

Le rapport de M. Gabriel Ducray intitulé «Travail et formation des ouvriers de fabrication de l'industrie automobile» a été remis officiellement, le jeudi 12 janvier, à M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Huit mois de travail ont été nécessaires à la commission mise en place à la suite des recommandations de M. Jean-Jacques Dupeyron, médiateur dans les conflits des O.S. de Talbot-Poissy puis de Citroën-Aulnay, pour élaborer ce gros document.

La commission, pour analyser la situation dans le secteur automobile, s'est surtout appuyée sur l'exemple de l'usine de Poissy, dont elle écrit qu'elle constitue «un cas extrême où l'absence de projet mobilisateur entretient un climat d'insécurité et de pessimisme». Cela amène d'ailleurs M. Gabriel Ducray, dans son avant-propos, à constater amèrement que, en raison des récents événements, «l'effort de réflexion et de proposition (...) semble perdre son objet».

Il apparaît en effet clairement, à la lecture de ce rapport, que la plupart des causes de l'explosion sociale de Talbot étaient contenues dans le climat et les caractéristiques propres à cette entreprise. L'usine «n'est plus qu'un atelier dans le groupe, sans aucune autonomie technique ou administrative», dont le fonctionnement est soumis à «des contraintes physiques fortes», avec des équipements «vieillis». La main-d'œuvre, dont «la renouvellement n'est pas assuré», a elle aussi «vieilli». Peu qualifiée, composée à

52,3 % de travailleurs immigrés (contre 27,5 % chez Renault), les Marocains représentant 32 % des effectifs à eux seuls, elle a une ancienneté élevée.

Les O.S. les plus anciens présentent des «signes caractéristiques de fatigue ou de vieillissement aggravé». Psychologiquement, «l'usine vit dans un climat d'insécurité économique et sociale», «elle a perdu son identité» — et «dans la crainte permanente» de nouveaux licenciements. La violence des conflits de 1982 ayant «provoqué des réactions de crainte ou de repliement sur soi», la commission juge que «cette situation de désespoir» (...) est véritablement «dangereuse» et en conclut qu'elle «peut conduire à des réactions imprévisibles».

Un secteur «menacé d'archaïsme»

Toutes les difficultés qui ont surgi pendant les journées de janvier 1984, à Poissy, sont déjà terriblement présentes dans le rapport. L'aide au retour réclamée par les travailleurs immigrés doit être examinée à la lumière de faits précis. Ainsi, 40 % des immigrés ont leur famille en France et, selon une enquête effectuée auprès des intéressés eux-mêmes, le souhait du retour «exprimé par une fraction» risque de refléter plus «un vœu symbolique qu'un projet concret». A tel point que la commission considère qu'il s'agit davantage «d'amor-

liser leur insertion que d'envisager leur retour».

La question de la formation trouve également ses limites dans le fait que 88 % des ouvriers étrangers n'ont pas reçu d'enseignement primaire complet et que les actions d'alphabétisation n'ont touché que 46 personnes, sur 7 000, en 1981. La formation «est bien impuissante à faire évoluer la situation des O.S.», qui éprouvent de grandes difficultés soit à élaborer un projet professionnel, soit à être accueillis.

Pourtant, l'évolution de l'entreprise est inéluctable. «Les limites de l'efficacité économique du taylorisme sont atteintes», dans un secteur «menacé d'archaïsme». Il faut opérer des mutations technologiques, introduire la flexibilité et l'automatisation.

Les travailleurs actuels de Talbot peuvent-ils s'adapter à ce changement radical? Oui, répond la commission, à condition toutefois de prendre des précautions et, surtout, de s'y engager longtemps à l'avance. Si les immigrés peuvent accepter «l'élargissement des formations», il faut aussi savoir que «l'évolution des ressources humaines est plus lente que celle des techniques et doit donc être d'autant mieux préparée sur la longue période». Cela implique que la formation des O.S. ne peut trouver «son utilité économique» — que dans un projet industriel de développement qui ferait place à «une transformation qualitative du travail».

Mais, aujourd'hui, alors que les événements se sont précipités et ont bien mis en lumière toutes les erreurs passées, peut-on encore espérer que le temps travaille pour les O.S. de Talbot?

ALAIN LEBEAUCHE.

Cheez Citroën : un aveu d'impuissance

Comment une entreprise du secteur de l'automobile prépare-t-elle sa mutation technologique dans le domaine de la formation du personnel? Au moment où Talbot connaît les difficultés que l'on sait, la direction centrale du personnel des Automobiles Citroën présentait à la presse son plan de formation pour 1984, que le comité central d'entreprise a adopté le 20 décembre dernier (18 voix contre 2).

Impressionnant par son volume — 660 000 heures de formation aux- quelles pourraient s'ajouter 143 000 heures dans le cadre d'un accord FNE-FSE (Fonds national de l'emploi, Fonds social européen) — ce plan, en augmentation de 15 % par rapport à l'année précédente, représenterait une dépense d'environ 100 millions de francs, soit 2 % de la masse salariale. Il devrait concerner 9 289 personnes, dont 5 327 ouvriers professionnels et non professionnels (les O.S.), 3 547 techniciens ou agents de maîtrise et 415 ingénieurs ou cadres.

L'effort devrait se développer selon trois axes prioritaires qui sont l'amélioration du niveau de qualification (514 000 heures), l'élaboration de nouvelles techniques de management (80 000 heures) et les actions pour la qualité du produit (66 000 heures) afin d'accompagner, selon la direction, l'évolution technologique qui «se traduit déjà dans la composition du personnel».

Mais ces chiffres, si éloquentes soient-ils, ne donnent pas la mesure des difficultés rencontrées par Citroën : loin s'en faut. En effet, si l'entreprise automobile peut accélérer la formation de ses ouvriers professionnels, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres pour leur permettre d'occuper les emplois de demain et pour lesquels le plan de formation a été finalement adopté, il n'en va pas de même pour les ouvriers non professionnels (les O.S.). Or parmi ces derniers se trou-

vent la plupart des travailleurs immigrés, qui représentent actuellement, chez Citroën, un effectif de 11 000 personnes sur un total de 23 000 salariés.

Tout en s'attachant à faire «évoluer ces ouvriers vers des postes enrichis», la direction reconnaît que, à cet égard, elle se trouve confrontée à un problème délicat. En fait, elle ne consacre que 10 % de son plan de formation aux seuls O.S. et admet elle-même qu'il s'agit là d'«un aveu d'impuissance» en soulignant au passage, à titre de compensation, que, «pour faire d'un électricien un électronicien, il en coûte déjà 200 000 francs» ou encore que pour un élève sortant de L.E.P. (lycée d'enseignement professionnel) il faut compter dix années de carrière pour parvenir au niveau d'un ouvrier professionnel P3.

Venir à bout de l'analphabétisme

Autant dire que, si l'adaptation du personnel est en général si longue, et donc si peu propice à une mutation radicale du processus industriel, ce phénomène est amplifié pour les O.S. travailleurs immigrés. «Pour former des illettrés, cela relève de la gageure», explique-t-on sans fard chez Citroën en ajoutant, «mais cela ne les condamne tous de même pas». Pour venir à bout de l'analphabétisme il faudrait, estime-t-on, consacrer 1 000 heures de formation pendant quatre ou cinq ans. Citroën, dans son plan de formation, a prévu 12 000 heures en 1984, sur la base

du volontariat, soit de quoi assurer un début de formation pour une petite cinquantaine de stagiaires.

Or, si l'on en croit une enquête réalisée de septembre à décembre 1983, auprès des 4 800 ouvriers non professionnels de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, la situation serait encore plus grave et désastreuse. Selon cette enquête, en effet, 66 % des O.S. immigrés seraient totalement analphabètes et 9 % ne sauraient pas aller au-delà d'actes simples : écrire leur nom ou leur prénom et faire une addition.

Ces données expliquent que la direction de Citroën accorde avec fatalisme les bouleversements à venir, sachant que le réel est désormais irréversible. «Faire du raton-vent, aujourd'hui, ne servirait à rien», reconnaît M. Cusey, le directeur central du personnel, malgré l'exemple de Poissy. Certes, on admet aussi qu'il aurait fallu s'y prendre différemment. Il y a plusieurs années, mais que les choix, alors, avaient été différents. On ajoute, à titre d'excuse, que la rotation du personnel atteignait, en ce temps-là, les 30 à 40 % en moyenne et que les exigences de la formation ne sont apparues qu'avec la «fidélisation» des effectifs, largement due à la crise économique.

En d'autres termes, et ce, largement par imprévoyance, on a créé, chez Citroën, toutes les conditions d'un échec comme celui qui se produit chez Talbot-Poissy. Avec la certitude qu'on se peut rien faire, sauf assurer la formation des ouvriers professionnels et de la maîtrise.

A.L.

TELEX PARTAGE
ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

CODEVI ECUREUIL

Savez-vous que :

4 Exclusif !
Offrez-vous un CODEVI Ecoreuil avec les intérêts de votre Livret A Ecoreuil.

Faites virer les revenus de votre Livret A sur un CODEVI Ecoreuil et sans effort, faites le plein de placements exonérés d'impôt ! Le CODEVI, c'est le complément naturel de votre Livret A Ecoreuil.

5 CODEVI Ecoreuil : un vrai livret où votre argent reste toujours disponible.

Sur le livret CODEVI Ecoreuil sont notés tous les dépôts et retraits. Il vous permet de mieux suivre votre Épargne !

6 Le CODEVI Ecoreuil : un livret d'épargne en plus pour réaliser un nouveau projet.

Donnez un but à votre livret CODEVI, il donnera des ailes à votre projet : vacances, loisirs, etc... le CODEVI Ecoreuil, c'est l'Épargne projet !



* CODEVI : jusqu'à 10.000 F à 7,50 % sans impôt.

CAISSE D'ÉPARGNE

le bon conseil au bon moment.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10
+
4 goupilles d'acier
anti-dégorgement
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.500 F TTC
Port et dépt. comp.
PARIS-SEINE-LOIRE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.95
CREDIT GRATUIT
3 MOIS

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DE JUGEMENT

D'un jugement rendu le 2 juin 1983 par la troisième chambre du tribunal de grande instance de Paris, il a été définitivement prononcé :

« Le tribunal...
Dit que la société AU BON MARCHÉ maison BOUCAUT... »

A condamné une faillite préjudiciable à la société LIBERTY par l'usage abusif qu'elle a fait de la dénomination sociale «LIBERTY» en apposant au-dessus de tables de présentation de papeterie points ayant pour motif des peches fleurs un bandeau portant la dénomination LIBERTY.

Condamne la Société AU BON MARCHÉ - MAISON BOUCAUT à payer à la société LIBERTY la somme de 10000 F (dix mille francs) à titre de dommages-intérêts et la somme de 2000 F (deux mille francs) au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Fait interdiction à la société AU BON MARCHÉ - MAISON BOUCAUT d'utiliser la dénomination LIBERTY pour présenter les papeteries points sous peine de 3000 F (trois mille francs) par infraction constatée à compter de la signification du présent jugement.

Ordonne la publication du dispositif du présent jugement passé en force de chose jugée dans trois journaux ou périodiques au choix de la société AU BON MARCHÉ dans le délai d'un mois à compter de la signification de la somme de 18000 F (dix-huit mille francs).

Pour extrait conforme,
M^r Marcel SEZ, avocat à la Cour.

PLUS VITE, MOINS CHER
en livraison immédiate
Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT! une 505 TURBO! INJECTION! une 604 GT!
Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT
Le bon prix - le bon service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

AUSTRALIE DE L'OUEST

L'ÉTAT AUSTRALIEN EN PLEINE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Un expert en économie et gestion financière tiendra une conférence à Paris début 1984. Il traitera tous les sujets concernant les investissements industriels et commerciaux, impôts, environnement économique et politique, ainsi que toute information générale sur l'émigration en Australie de l'Ouest.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez téléphoner confidentiellement au (41) 88-27 28 les 16, 17 et 18 janvier.

ÉTRANGER

La Belgique et le Luxembourg coordonnent la restructuration de leurs sidérurgies

Bruxelles. - Le « mariage de l'acier » entre la Belgique et le Luxembourg est en bonne voie sans être encore consommé. Vendredi 14 janvier, on a seulement célébré les « fiançailles » entre le groupe belge Cockerill Sambre et la société luxembourgeoise Arbed qui contrôle aussi l'entreprise flamande Sidmar. Contrairement à l'attente générale, le projet a été paraphé, mais non pas signé, le gouvernement grand-ducal estimant que les textes doivent préalablement être soumis au Parlement luxembourgeois. Il n'en paraît pas moins probable que la signature définitive interviendra le 23 janvier et que l'accord sera présenté sans délai à la Commission européenne.

Les deux gouvernements, celui de Bruxelles et celui de Luxembourg s'étaient donné rendez-vous vendredi 14 janvier au château de Val-Duchesse. Quelques centaines d'ouvriers liégeois, appartenant à la firme Valfil étaient venus barrer l'entrée principale du château pour protester contre la fermeture désormais inévitable de leur entreprise. Les projets en cours ne menacent d'ailleurs pas seulement les quelque 400 travailleurs de Valfil, mais plus de 2 000 sidérurgistes à Liège et à Charleroi. Si la manifestation de vendredi laisse donc présager bien des résistances, il reste que dans les bassins sidérurgiques belges, on enregistre au fil des semaines un état d'esprit de plus en plus résigné, pour ne pas dire désespéré, face à l'incontestable déclin d'une industrie qui avait garanti autrefois la prospérité de la région.

Le projet d'association industrielle belgo-luxembourgeoise prévoit les inévitables mesures de rationalisation, les réductions de production exigées par la C.E.E. et les fermetures d'unités qui en découlent, ainsi qu'un programme d'investissement. Son objectif est de coordonner les productions, afin d'éviter toute concurrence sauvage entre les divers bassins belges et luxembourgeois. Il est ainsi prévu que l'Arbed concentrera sa production sur les produits « longs » : les poutrelles, les rails et les fils d'acier. A Gand, l'usine Sidmar (fonte jusqu'au laminage, à froid) restera « intégrée ». Elle devrait s'abstenir toutefois de produire des tôles revenues qui sont, en principe, réservées à Cockerill-Sambre.

De notre correspondant

Quant au domaine des tôles laminées à chaud il serait accordé provisoirement à Charleroi, ainsi que celui des poutrelles de plus petites dimensions. De plus, l'entreprise carolorégienne Carlan se voit promettre une aide à l'investissement qui lui permettra de construire un nouveau laminoir de tôles particulièrement fines. Ce programme entraîne toutefois des fermetures très pénibles. En dehors de Valfil à Liège, le « train 900 » à Charleroi est également condamné ainsi que l'usine luxembourgeoise du Stœckel à Dudelange.

Une lettre confidentielle

Le projet d'accord belgo-luxembourgeois comporte aussi une « lettre confidentielle » sur l'échange de quotas de production. Sur ce point, on laisse entendre à Bruxelles que le Luxembourg abandonnerait quelque 250 000 tonnes à Cockerill-Sambre. Côté du grand-duché cependant, on souligne que si la Commission européenne devait exiger de nouveaux sacrifices, les engagements actuels du Luxembourg ne manqueraient pas d'être remis en question.

Un aspect essentiel de la coopération entre Bruxelles et Luxembourg concerne Sidmar, qui est actuellement contrôlé par les autorités grand-ducales. Le gouvernement belge, qui détient 21,9 % du capital de cette société va augmenter sa participation de manière à acquérir une minorité de blocage (25 %). Pour cela, il va investir 3,5 milliards de francs belges d'argent frais et convertir quelque 11 milliards de dettes de Sidmar en capital nouveau. Il est entendu cependant qu'en aucun cas, l'Etat belge ne pourra acquiescer le contrôle complet de Sidmar, à moins que le Luxembourg ne veuille abandonner ses parts dans l'entreprise. Celles-ci devraient alors être offertes en premier lieu au gouvernement de Bruxelles.

Un des problèmes les plus délicats dans cette négociation très complexe consistait à apaiser les inquiétudes de la Wallonie, où l'on craint toujours que le développement de la sidérurgie en Flandre n'entraîne la

disparition totale des entreprises de Liège et de Charleroi. Diverses clauses plus ou moins élastiques ont donc été prévues pour rassurer la région wallonne sans que personne soit vraiment certain que ces dispositions suffisent à endiguer le « dynamisme flamand ».

Le problème de la sidérurgie belge n'est pas réglé pour autant. Le Parlement de Bruxelles ne s'est pas encore prononcé sur les problèmes de financement du secteur sidérurgique, qui relève désormais des régions flamande et wallonne plus que du gouvernement national. Il s'agit de réorganiser aussi la direction de Cockerill-Sambre sans que personne sache encore si M. Jean Gandois acceptera une tâche aussi délicate. D'autre part, les nombreuses pertes d'emploi dans la sidérurgie wallonne doivent faire l'objet d'un « plan social » acceptable pour les organisations syndicales. Enfin - mais c'est là une perspective encore plus vague - le problème fondamental face à cette crise désastreuse pour la Wallonie est de mettre sur pied un programme sérieux de reconversion industrielle.

JEAN WETZ.

Le gouvernement tente de mettre en œuvre une politique des revenus

En Italie

De notre correspondant

Rome. - Après l'adoption de la loi de finances, le gouvernement italien a abordé le 13 janvier la seconde phase de la mise en œuvre de sa politique économique pour 1984, c'est-à-dire l'élaboration d'une politique des revenus avec les syndicats et le patronat. Avant cette négociation, qui sera la première confrontation directe du cabinet Craxi avec les syndicats, le gouvernement a présenté le 13 janvier son programme. Il prévoit en substance une réduction de l'inflation au-dessous de 10 %, une augmentation des salaires du même ordre, ainsi qu'une modification de l'indice trimestriel, en fonction duquel on détermine le juste montant des salaires. En échange, le gouvernement s'engage à freiner la hausse des tarifs des services publics et à lutter contre l'évasion fiscale.

La grande inconnue reste de savoir combien coïtera à l'Etat cette politique. La question est d'autant plus importante que l'on ignore avec précision quel sera le montant du déficit public. Un problème qui a défrayé en polémique durant la majorité et a conduit les communistes à parler du « dégradant » marasme des comptes publics.

En matière de déficit public, le gouvernement Craxi, comme ses prédécesseurs, s'est contenté de

« prendre l'insuccès de l'année précédente comme objectif pour l'année suivante », écrit le quotidien économique *Sole 24 ore*. En 1981, on pensait que le déficit budgétaire se chiffrerait à 35 000 milliards de lire (1) ; il fut de 50 000 milliards qui devint le « plafond » à ne pas dépasser en 1982. Le déficit, en réalité, cette année-là, fut de 70 000 milliards, pour atteindre, fin 1983, 90 000 milliards. C'est ainsi que 90 000 milliards devinrent l'objectif du gouvernement pour 1984.

Le gouvernement a certes reconnu que si rien n'était fait, ce déficit pourrait avoisiner 120 000 milliards de lire, mais il a affirmé pouvoir le contenir. Pourtant, la loi de finances ne fait apparaître qu'une amélioration prévisionnelle de 10 000 milliards de lire (plus 2 000 milliards, résultat de l'augmentation du prix de l'essence). Le déficit serait donc de 108 000 milliards. Le gouvernement avance qu'il compte sur de nouvelles rentrées - non encore adoptées par le Parlement - pour ramener le déficit à 96 000 milliards et qu'il ne lui manque donc plus que 6 000 milliards pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé.

En réalité, comme le souligne le parti républicain, il y a beaucoup d'artifices dans cette manœuvre : le véritable déficit de l'Etat italien en 1984 devant bien se chiffrer à au moins 108 000 milliards. « Il est évident, souligne pour sa part *Repubblica*, que ce n'est pas la réalité effective du déficit, mais l'utilisation d'estimations comme arme de la bataille quotidienne ».

Dans un pays où le fisc a récemment reconnu que, chaque année, il est dans l'incapacité d'encaisser quelque 3 500 milliards de lire en impôts directs (il ne s'agit pas d'évasion fiscale mais bel et bien d'impôts que, par inefficacité, la bureaucratie ne peut percevoir...), il est sans doute « normal » que l'Etat ait quelques difficultés à tenir ses comptes. Ce que l'on sait, en tout cas (statistiques de la Banque d'Italie à l'appui), c'est qu'en 1984 une bonne partie du déficit budgétaire servira simplement à faire face au service de la dette publique, c'est-à-dire à payer les intérêts sur les 400 000 milliards de lire de dettes qu'a accumulées l'Etat en quelques années.

PHILIPPE PONS.

(1) 1 000 lire = 5,05 francs français.

Aux États-Unis

La croissance pourrait se ralentir en 1984 estime l'O.C.D.E.

« Les perspectives pour 1984 semblent bonnes puisqu'on s'attend à une croissance de l'ordre de 5 % en moyenne annuelle et que l'inflation ne devrait s'accroître que légèrement », écrit l'O.C.D.E. dans son analyse annuelle de la situation économique des États-Unis.

« Dans le courant de l'année prochaine, toutefois, la croissance pourrait se ralentir, son taux revenant à 3,5 % à la fin de 1984 », poursuit l'O.C.D.E. « Si l'on considère que le pays sort de la récession la plus sévère qu'il ait connue depuis la guerre, la reprise sera relativement modeste au cours de sa seconde année, ce qui implique des niveaux décevants de profits, d'investissements et d'emplois ».

« Pour ce qui concerne la période se situant au-delà de l'année 1984, ajoute l'O.C.D.E., les perspectives de persistance de déficits budgétaires importants et de taux d'inté-

rets réels élevés qui se dessinent actuellement peuvent faire obstacle à une expansion durable et équilibrée. Le gonflement rapide de la dette publique et l'absorption d'une grosse part de l'épargne nette du secteur privé qui impliquent les déficits prévisibles sont de nature à peser de plus en plus sur les résultats économiques ».

L'O.C.D.E. prévoit une hausse des prix de 5,6 % en 1984 contre 3,2 % en 1983. Le revenu disponible réel des particuliers augmenterait de 5 %, après + 3,1 % en 1983 et + 0,5 % en 1982. Les coûts unitaires de main-d'œuvre augmenteraient de 3,8 %, après + 2,9 % en 1983 et + 8 % en 1982. La productivité s'améliorerait de 2,2 %, contre + 2,8 % en 1983 et + 0,9 % en 1982. Les investissements augmenteraient de 10,7 % et la consommation privée de 4,4 %.

Les exportations augmenteraient de 3,3 % en valeur réelle et les importations de 14,2 %. « Avec la hausse du dollar, les pertes de parts de marché se poursuivront probablement (...) ». Le déficit de la balance extérieure courante pourrait passer de 45 milliards de dollars en 1983 à quelque 80 milliards de dollars en 1984, l'équivalent d'environ 2 % du P.I.B. (...) Le déficit commercial s'établirait aux alentours de 100 milliards de dollars en 1984 (soit 2,8 % du P.I.B.) contre près de 65 milliards de dollars en 1983. »

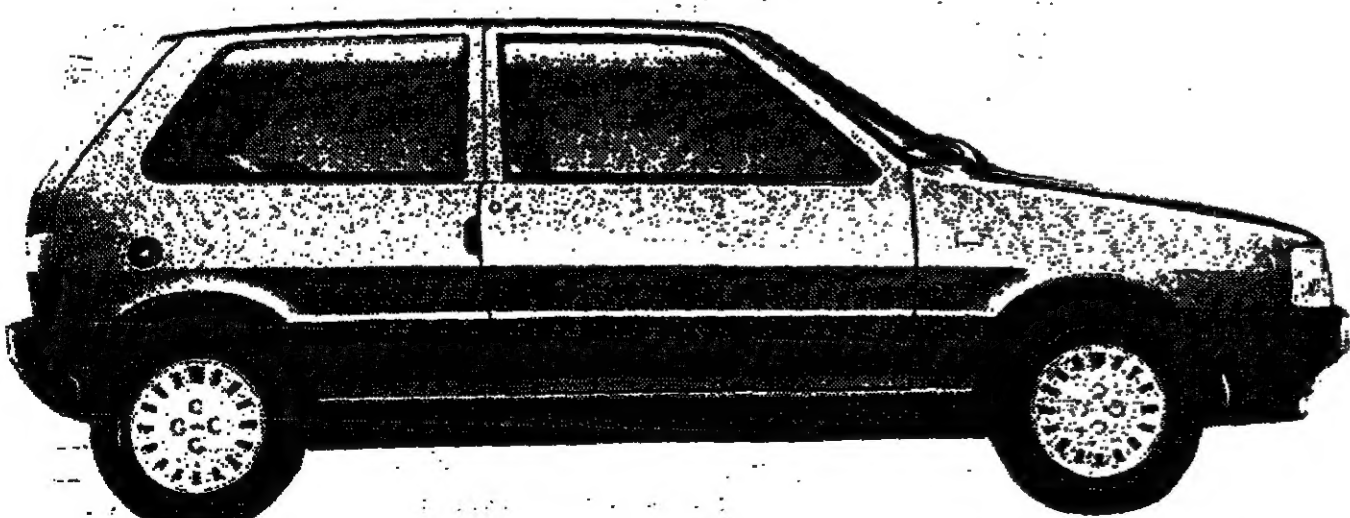
gouvernement » sur les priorités à retenir. Si rien n'était fait, « ou bien les déficits finirait par absorber la totalité de l'épargne des particuliers au bout de quelques années, ou bien la charge de leur financement retomberait en grande partie sur les autres pays, ou bien encore le Federal Reserve Board serait obligé de financer ces déficits de manière inflationniste ».

L'O.C.D.E. note que ces issues sont inacceptables pour le Congrès comme pour le gouvernement et propose tout à la fois de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts. Elle rappelle certaines réformes qui avaient été envisagées, et notamment la création d'une T.V.A. parce que l'Etat fédéral, ainsi que la prise en compte dans le revenu des donations, des héritages, des plus-values.

Le danger du déficit budgétaire

L'O.C.D.E. consacre d'assez longs développements aux problèmes posés par le déficit budgétaire, problèmes « aggravés par le désaccord entre le Congrès et le

"Officiel c'est moi la plus grande"



Uno!

...Ma Grande

FIAT

VOITURE DE L'ANNEE 1984

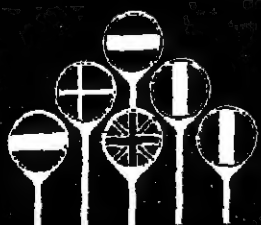
Le Prix Européen de l'Automobile

Je suis rouge de confusion... Et de plaisir! 53 journalistes automobiles représentant 16 pays européens m'ont sacré «voiture de l'année 1984»!

Ce titre me va droit au cœur.

C'est que la lutte était sévère. Et le jury difficile. Rendez-vous compte. Toutes les concurrentes ont été jugées puis notées en fonction de 6 critères fondamentaux: design général, confort, sécurité active et passive, efficacité du comportement routier, niveau de performance en rapport avec la sobriété de consommation ainsi que l'agrément de conduite... Un vrai baccalauréat!...

Modestie mise à part, je crois que Fiat méritait d'avoir ce titre. Qu'en pensez-vous? Essayez-moi. J'aimerais tant que, vous aussi, vous me fassiez rougir...



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en milliards de francs)

ACTIF Au 5-1-1984

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER 382 201

Or 268 980

Disponibilités à vue à l'étranger 27 971

ECU 80 124

Avances au Fonds de stabilisation des changes 15 125

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 12 141

Concours au Trésor public 6 780

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT 221 689

dont : Effets escomptés 87 175

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIME 77 800

5) DIVERS 9 955

Total 700 488

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION 182 717

2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS 12 348

3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC 24 374

4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS 70 844

5) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS 70 844

6) BILLET EN CIRCULATION 182 717

7) BILLET EN CIRCULATION 182 717

8) BILLET EN CIRCULATION 182 717

9) BILLET EN CIRCULATION 182 717

10) BILLET EN CIRCULATION 182 717

11) BILLET EN CIRCULATION 182 717

12) BILLET EN CIRCULATION 182 717

13) BILLET EN CIRCULATION 182 717

14) BILLET EN CIRCULATION 182 717

15) BILLET EN CIRCULATION 182 717

16) BILLET EN CIRCULATION 182 717

17) BILLET EN CIRCULATION 182 717

18) BILLET EN CIRCULATION 182 717

19) BILLET EN CIRCULATION 182 717

20) BILLET EN CIRCULATION 182 717

21) BILLET EN CIRCULATION 182 717

22) BILLET EN CIRCULATION 182 717

23) BILLET EN CIRCULATION 182 717

24) BILLET EN CIRCULATION 182 717

25) BILLET EN CIRCULATION 182 717

26) BILLET EN CIRCULATION 182 717

27) BILLET EN CIRCULATION 182 717

28) BILLET EN CIRCULATION 182 717

29) BILLET EN CIRCULATION 182 717

30) BILLET EN CIRCULATION 182 717

31) BILLET EN CIRCULATION 182 717

32) BILLET EN CIRCULATION 182 717

33) BILLET EN CIRCULATION 182 717

34) BILLET EN CIRCULATION 182 717

35) BILLET EN CIRCULATION 182 717

36) BILLET EN CIRCULATION 182 717

37) BILLET EN CIRCULATION 182 717

38) BILLET EN CIRCULATION 182 717

39) BILLET EN CIRCULATION 182 717

40) BILLET EN CIRCULATION 182 717

41) BILLET EN CIRCULATION 182 717

42) BILLET EN CIRCULATION 182 717

43) BILLET EN CIRCULATION 182 717

44) BILLET EN CIRCULATION 182 717

45) BILLET EN CIRCULATION 182 717

46) BILLET EN CIRCULATION 182 717

47) BILLET EN CIRCULATION 182 717

48) BILLET EN CIRCULATION 182 717

49) BILLET EN CIRCULATION 182 717

50) BILLET EN CIRCULATION 182 717

51) BILLET EN CIRCULATION 182 717

52) BILLET EN CIRCULATION 182 717

53) BILLET EN CIRCULATION 182 717

54) BILLET EN CIRCULATION 182 717

55) BILLET EN CIRCULATION 182 717

56) BILLET EN CIRCULATION 182 717

57) BILLET EN CIRCULATION 182 717

58) BILLET EN CIRCULATION 182 717

59) BILLET EN CIRCULATION 182 717

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949

6 janv. 13 janv.

Valeur franc à revenu variable 1389 1401,2

Valeur franc à revenu fixe 2810 3336,4

Valeur franc à revenu variable 187,4 202,2

Valeur franc à revenu fixe 815,5 832,8

Base 100: 29 décembre 1972

Indice des valeurs françaises à rev. var. Base 100 au 31-12-1981 170,5 174,6

Périmètre-Épargne 135,2 136,1

Moyenne 81 87,1

Indice des valeurs françaises à rev. fixe 154,1 158,5

Construction 124,1 125,8

Industrie et commerce 133,9 139,8

Industrie de base 127,5 132,2

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

Industrie de pointe 124,1 125,8

BOURSE DE PARIS Comptant

13 JANVIER

VALEURS	% du nom	% de coupon	Cours	Dernier cours
3 %	27	0 851	219	219
5 %	38 80	4 763	226	226
5 % amort. 45-54	71	1 381	154	152
Emp. 7 % 1973	8885		612	656
Emp. 8,80 % 77	113 25	5 674	112 20	112 50
8,80 % 78/83	81 30	0 783	280	257
8,80 % 78/85	92 30	3 885	300	270
12,25 % 80/90	100 60	8 145	220	238
12,25 % 80/92	102 60	3 303	220	216
12,25 % 81/85	101 70	13 762	7 30	8 55
12,25 % 81/87	111	5 785	98	108
12,25 % 81/89	111	5 785	98	108
12,25 % 81/91	112 55	0 044	3000	3000
12,25 % 82/90	111 65	9 574	420	420
12,25 % 82/92	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/94	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/96	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/98	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/00	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/02	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/04	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/06	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/08	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/10	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/12	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/14	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/16	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/18	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/20	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/22	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/24	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/26	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/28	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/30	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/32	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/34	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/36	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/38	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/40	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/42	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/44	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/46	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/48	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/50	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/52	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/54	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/56	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/58	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/60	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/62	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/64	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/66	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/68	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/70	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/72	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/74	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/76	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/78	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/80	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/82	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/84	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/86	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/88	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/90	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/92	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/94	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/96	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/98	102 60	3 303	220	216
12,25 % 82/00	102 60	3 303	220	216

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « La rétroaction », par André Bercoff.
- L'U. : la Chine, de Fox Butterfield.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
- La fin de la visite de M. Mauroy au Sénégal.
- NIGÉRIA : les mesures d'austérité suscitent le scepticisme des milieux financiers.
4. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : la mort du commandant Hadad.
6. AMÉRIQUES
6-7. EUROPE
- R.F.A. : l'affaire Klassing.
7. ASIE
- INDE : violents affrontements au Cachemire.

POLITIQUE

8. Les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur l'affaire ELF-ERAP.
9. M. Mermaz au « Club de la presse » d'Europe 1.
10. La préparation des élections européennes.

SOCIÉTÉ

11. ÉCOLE PRIVÉE : des négociations sans enthousiasme.

SPORTS

12. TENNIS : McEnroe en grand maître.
- AUTOMOTO : le Rallye Paris-Alger-Dakar.
- SKI ALPIN : Perrine qui rit, Perrine qui pleure.

CULTURE

13. THÉÂTRE : Angelo, tyran de Padoue, de Victor Hugo, au Théâtre du Rond-Point.
15. COMMUNICATION.
22. AÉRONAUTIQUE : la mort de Maurice Bellone.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

17. SÉCURITÉ SOCIALE ET ASSURANCES PRIVÉES : les Français cherchent un complément de couverture en cas de maladie.
17. « Les incriminations de moins en moins discrètes de l'endettement extérieur », par Henri Bourguignon.
19. UNE ÉTUDE DU CREDOC : les retraites offrent une image caricaturale de la hiérarchie des salaires.
20. A travers les revues françaises, par Daniel Vitry.

ÉCONOMIE

- 43-44. SOCIAL : vers une réforme du chômage partiel total.
- La formation des O.S. dans l'industrie automobile.
45. ÉTRANGER.
46. ÉNERGIE.

RADIO-TÉLÉVISION (16)
INFORMATIONS
SERVICES (22) :
- Au sommaire des revues : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annonces classées (24 à 42) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (47).

Le numéro de « Monde » daté 15-16 janvier 1984 a été tiré à 445 902 exemplaires

SOLDES D'HIVER
RODIN
TISSUS
le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

LE SOMMET ISLAMIQUE DE CASABLANCA

L'absence d'importants chefs d'Etat pourrait réduire la portée des décisions

Casablanca. — Les autorités marocaines n'ont pas lésiné sur les moyens pour assurer l'hébergement et la sécurité de la quarantaine de chefs d'Etat ou de leurs représentants qui prennent part, dès ce lundi 16 janvier, aux travaux du sommet islamique. Une soixantaine de résidences privées, pour la plupart entièrement redécorées aux frais de l'Etat, ainsi que des hôtels de luxe, également rénovés, ont été réquisitionnés à Casablanca pour loger les rois, les présidents, les ministres et leurs proches collaborateurs. Les représentants de quelque huit cents millions de musulmans, d'Asie, d'Afrique noire et du Proche-Orient se réunissent dans un somptueux bâtiment qui vient d'être édifié à cet effet dans l'enceinte de l'un des palais des plus prestigieux de Hassan II.

Casablanca et ses environs ont été quadrillés par un service d'ordre omniprésent. Personne — même pas les quelques six cents journalistes venus de l'étranger pour rendre compte de la rencontre — n'est autorisé à s'approcher des palais occupés par les délégations. Les représentants de la presse internationale, qui ont été assignés d'office à des hôtels situés à Mohammadia, à une trentaine de kilomètres de Casablanca, ne peuvent pas non plus recevoir de visite ou se déplacer librement. On peut se demander, dans ces conditions, comment ils pourraient s'acquitter de leur tâche.

La nervosité que manifestent certains responsables de la sécurité est compréhensible. Outre le danger d'attentats, le risque de troubles ne peut être totalement exclu. En effet, le Royaume chrétien a connu au début de ce mois des désordres qui auraient pu dégénérer en émeutes analogues à celles qui ont ensanglanté, à la même période, la Tunisie. Selon des informations que l'on refuse de confirmer officiellement, des manifestations contre la cherté de la vie se sont déroulées, notamment à Marrakech, Meknès, Safi et Oujda. Des tracts anonymes appelaient la population à protester contre l'inflation qui est saluée ces derniers jours. L'augmentation du carburant s'étant répercutée, peu ou prou, sur

De notre envoyé spécial
certains produits de première nécessité, les autorités veulent à ce que le mécontentement populaire ne se traduise pas en actes de violence, surtout pendant le sommet islamique, qui devrait, en principe, clore ses travaux mercredi soir.

L'ordre du jour précis de la conférence n'a pas été rendu public. Mais on sait par M. Habib Chetty, secrétaire général de l'Organisation islamique, que les conflits palestiniens, irako-iraniens et afghans figurent en bonne place. L'instauration d'une charte des droits de l'homme en terre d'islam, dont le principe a été agréé lors de la réunion tenue à Taef en janvier 1981, serait également débattue, tout autant que la création — elle aussi problématique — d'une Cour suprême qui serait chargée de résoudre les différends entre les pays membres.

Divers autres problèmes, de nature encore plus délicate, ne seraient inscrits à l'ordre du jour que si les chefs d'Etat, unanimes, le demandaient expressément. Ils devront décider, entre autres, au début de leurs délibérations, s'ils débattront ou non de la réintégration dans l'O.C.I. (Organisation des conférences islamiques) de l'Égypte, qui en avait été exclue en 1979 pour avoir conclu une paix séparée avec Israël ; de la guerre du Liban ; de l'affaire chypriote ; du Tchad, du Sahara et du divorce sanglant qui a séparé l'O.L.P. de la Syrie, l'une et l'autre membres de l'O.C.I.

Mais comment pourrait-on aborder toutes ces questions en l'absence des principaux intéressés ? Le président syrien Hafez El Assad, en convalescence, s'est fait excuser ; le colonel Kadhafi et le président tchadien, M. Hissène Habré, hésitent encore, lundi matin, à venir à Casablanca. L'Iran boycotte la réunion parce qu'elle se tient dans un pays que Téhéran qualifie de « valée de l'impérialisme américain » ; le président irakien Saddam Hussein, vraisemblablement sceptique quant au pouvoir de la conférence, ne se rendra pas à la guerre du Golfe, jugée inutile de se déranger ; le président libanais Amine Gemayel, de

même, a délégué son premier ministre pour le représenter ; le roi Hussein, souffrant il y a quelques jours, a renoncé à se déplacer, et M. Yasser Arafat — attendu ce lundi à Casablanca — devra attendre la fin du mois pour reprendre ses conversations avec le souverain jordanien.

Le sommet islamique — le quatrième depuis 1969 — n'a sans doute pas la prétention de régler les conflits, dont certains sont endémiques, qui dépassent, et de loin, le cadre de ses compétences et de ses moyens. Serait-il en mesure, pour le moins, de réduire les divergences, de favoriser des rapprochements qui se révéleraient utiles à moyen terme ? La présence à la conférence de MM. Perez de Cuellar et Chadi Kibli, secrétaires généraux respectivement de l'ONU et de la Ligue arabe, témoigne, en tout cas, de l'indécision qui précède la réunion, qui se tient sous le signe de la « solidarité » et de la « fraternité islamique ».

ERIC ROULEAU.

A Hongkong UNE CINQUANTAINE D'INCULPATIONS APRÈS DE VIOLENTES ÉMEUTES

Hongkong (A.F.P.). — Cinquante-quatre personnes ont été inculpées, le dimanche 15 janvier, pour troubles de l'ordre public, à la suite des émeutes qui se sont produites dans la nuit de vendredi à samedi dans la péninsule de Kowloon. Un total de cent soixante-douze personnes, dont cinq femmes, ont été arrêtées, dont cinq policiers, avaient été arrêtés.

Les manifestations étaient les plus violentes qu'on se souvienne à Hongkong depuis 1967, époque à laquelle les effets de la révolution culturelle chinoise s'étaient fait sentir dans la colonie britannique. Des milliers de personnes, scandant des slogans antigouvernementaux, avaient manifesté, pendant plusieurs heures, vendredi soir, dans les quartiers populaires de Hongkong et de Yau-tei, renversant les voitures, brûlant les vitrines. Il semble qu'une grève des chauffeurs de taxis, qui avait paralysé la circulation, ait été à l'origine de la tension qui a ensuite dégénéré en violences.

Au Cameroun M. PAUL BIYA A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT AVEC 99,98 % DES VOIX

Yaoundé (A.F.P., A.P., Rte). — M. Paul Biya, chef de l'Etat camerounais, a été élu président de la République pour un mandat de cinq ans, dans une élection anticipée qui a eu lieu samedi 14 janvier. Selon des résultats « quasiment définitifs » communiqués par le ministère de l'Administration territoriale, M. Biya a été élu avec 99,98 % des suffrages exprimés, soit 4 088 313 voix. Il était l'unique candidat. M. Biya reçoit ainsi la légitimation de l'élection pour succéder à M. Ahmadou Ahidjo qui avait quitté le pouvoir au mois de novembre 1982 et dont, aux termes de la Constitution, il avait achevé le mandat présidentiel en sa qualité de premier ministre.

M. JEAN IMBERT
PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ
PARIS-II
M. Jean Imbert, professeur de droit, a été élu, vendredi 13 janvier, président de l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris (Paris-II), en remplacement de M. Jacques Robert, dont le mandat est arrivé à expiration. Il a été élu au premier tour de scrutin par 57 voix sur 61 votants.

(Né à Calais, le 23 juin 1919, M. Jean Imbert est agrégé de droit. Il a été professeur à l'Institut catholique de Paris, puis aux facultés de droit de Nancy et de Sarrebruck avant d'occuper la chaire d'histoire du droit à la faculté de Paris. M. Jean Imbert a été conseiller technique au cabinet de Bernard Chenot, ministre de la santé publique (1958-1959), conseiller technique aux cabinets de MM. Pierre Sudreau et Olivier Guichard, ministres de l'Éducation nationale. Il a été recteur de l'académie de Versailles, de 1973 à 1975, directeur des enseignements supérieurs au ministère des universités de 1976 à 1979, puis directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, M. Imbert est l'auteur d'ouvrages d'histoire sociale : *Les Hôpitaux de France, la Peine de mort, le Procès de Jésus, le Pouvoir, les Juges et les Bourreaux...*

Sur le vif

Cochons d'étrangers

Nos voisins s'étonnent. De quoi se plaignent les agriculteurs français ? Ils ont développé un nouveau secteur de production, hélas mal adapté au climat, plus serein, des pays du Marché commun : ils cultivent la colère. Ils vendent leurs bêtes sur pied. Le pied de guerre. Guerre de la dinde, guerre du porc, guerre du mouton. Ils trempent les poids lourds, les camions-châsses, les bétailières immatriculées à l'étranger. Ils renversent, ils brûlent, ils répandent, ils pillent. Ils égorgent, ils séquestrent, ils vont même jusqu'à envahir la Grande-Bretagne et à mettre le siège devant Buckingham-Palace.

Cette branche, la plus prospère, de notre économie bénéficie elle aussi — le Times de Londres le faisait très drolatiquement remarquer la semaine dernière — de l'aide de l'Etat. Les gendarmes ferment les yeux. La police laisse faire. Et, en cas de prise d'otage, c'est au président de la République et à lui seul que doivent s'adresser les gouvernements étrangers pour obtenir la libération de leurs ressortissants.

Soyons justes. Après l'envahissement des deux cantonnements britanniques, les autorités ont sévi :

désormais les cochons étrangers sont interdits de séjour. On leur a fermé les frontières. Du coup, à Rungis, le prix du jambon, bien français, celui-là, a augmenté de 8 % à 10 %.

Pendant le week-end, j'ai fait la tournée des bouchers de mon quartier. L'autre jour encore ils vitupéraient contre les Anglais : le nous fourguant des agneaux néo-allemands avec des gigots à peine plus épais — je cite — que des raclettes de taniis. Contre les Allemands, les Danois et les Hollandais : ils nous refaient des arnaques contaminées par l'épidémie qui ravage leurs élevages. Si vous leur parlez de l'estampille du vétérinaire garantissant la qualité de la carcasse, ils rétorquent : Ah ! parce que vous faites confiance à un vétérinaire allemand, vous ?

A présent, c'est aux gendarmes des Hâles qu'ils en veulent. Ils cherchent un moyen de se venger de ces sauteux d'intermédiaires qui se mettent de l'argent plein les poches. Moi, j'ai une idée : pourquoi ne pas leur inoculer une bonne petite peste porcine ?

CLAUDE SARRAUTE.

Au Liban

APRÈS LA FLAMBÉE DE VIOLENCE DE DIMANCHE Un calme précaire règne à Beyrouth

Un calme précaire règne sur tous les fronts ce lundi matin 16 janvier après la flambée de violence qui, pendant plus de trois heures, a embrasé la banlieue sud de Beyrouth et le montagne au sud-est de la capitale, lors d'acrochages entre l'armée libanaise et les forces antigouvernementales. Le commandant New Jersey et le destroyer *Tahiti* ont notamment tiré dimanche après-midi des obus de 12,50 mm contre des positions d'artillerie situées dans les collines à l'est de Beyrouth.

La position des « marines » dans la banlieue sud de Beyrouth avait été le théâtre de tirs intenses d'obus de 23 mm. Les soldats américains avaient riposté avec des canons de 81 mm, mais les positions d'artillerie dans la montagne avaient poursuivi leurs tirs et atteint un réservoir de carburant du contingent américain à l'aéroport international. Celui-ci, fermé au trafic aérien pendant près de trois heures, a repris ses activités normales peu après 20 heures.

Le gouvernement américain est convaincu que la Syrie bloque la mise en œuvre du « plan de sécurité » des autorités libanaises. D'après certains, que la force multinationale de maintien de la paix à Beyrouth sera bientôt retirée.

A Washington, un haut fonctionnaire du département d'Etat a opéré

deux insisté sur le fait que les Etats-Unis n'envisageraient pas de rapatrier leur contingent de Beyrouth sans qu'un plan de sécurité ait été adopté dans le but d'étendre l'autorité du gouvernement libanais dans plusieurs zones contestées autour de Beyrouth.

Messages égyptiens

A Damas, le numéro deux libyen, le commandant Abdel Salam Jelloud, a lancé samedi au cours d'une visite en Syrie des violentes menaces contre la force multinationale, en affirmant que le Liban se transformerait cette année en « enfer » pour ses soldats. Le dirigeant libyen a estimé que les Américains tentaient de « faire baisser la tension au Liban jusqu'aux élections présidentielles américaines ». « Nous ne laisserons pas faire et nous ferons de cette année celle de l'explosion », a-t-il affirmé.

A Beyrouth, la première session d'un congrès regroupant les principaux chefs spirituels et politiques chrétiens du Liban s'est tenue samedi au siège du patriarche maronite à Bakteria pour examiner « la situation dangereuse que traverse le Liban et tenter une nouvelle fois de la sauver ». Alors que les représentants des autres communautés chrétiennes étaient présents, aucun dignitaire religieux ne représentait la communauté grecque orthodoxe, seconde en importance numérique parmi les communautés chrétiennes après les maronites. Les observateurs ont également relevé l'absence de tout envoyé des « chrétiens du Liban du Nord », fief de l'ancien président Soleiman Frangieh. Deux anciens chefs de l'Etat, MM. Elias Sarkis et Charles Hôlou, étaient aussi absents. — (A.F.P.)

BHOUTAN

5 circuits différents
de 18 500 F à 26 900 F
PEUPLES DU MONDE
10, rue de Turenne
75004 PARIS
271-50-55

vous êtes intéressé par l'ordinateur personnel IBM ?
IBM Magazine
vous informe en vente en kiosque et chez les distributeurs agréés

RIGUEUR ECONOMIQUE ET COHESION SOCIALE
le rapport du 4^e symposium de l'I.G.S. est paru un document essentiel pour comprendre et agir en 1984
J. BERGHOFF, Y. CHOTARD, M. GIRAUD, P. NETTER, S. PISAR, etc.
I.G.S. tel. : 723.72.94
INSTITUT DE GESTION SOCIALE

soldes NICOLL
la tradition anglaise
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820